

Souveraineté idéologico-conspirationniste et extrémisme anti-autorité en Allemagne et au Canada

Une analyse comparative pour une meilleure
compréhension de ce mouvement fluide



À propos du projet PreP-Ex

Ce rapport de recherche a été élaboré dans le cadre du projet PreP-Ex (Préparer les professionnel·les à la menace croissante de l'extrémisme anti-autorité), qui a examiné les croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité au Canada et en Allemagne. La recherche repose sur des entretiens avec des expert·es issu·es de divers domaines, notamment le milieu psychosocial, les autorités gouvernementales, les forces de l'ordre ainsi que des personnes adhérant à ces croyances. Une enquête a également été menée auprès de membres de la famille, d'amis et de proches de personnes partageant de telles convictions. En complément de ce rapport, le projet PreP-Ex a produit un manuel contenant des conseils pratiques pour accompagner la communication et les interactions avec les personnes adhérant à ces croyances. Ce manuel s'adresse principalement aux professionnel·les de la santé mentale, aux autorités gouvernementales et aux forces de l'ordre, susceptibles de croiser ces profils dans le cadre de leur travail. Enfin, une note d'orientation propose des recommandations politiques à un niveau structurel.

Date de publication

Octobre 2025

Avertissement

Les informations et recommandations contenues dans ce document sont fondées sur des données accessibles au public ainsi que sur des recherches menées dans le cadre du projet. Elles ne doivent pas être interprétées comme représentant les opinions des personnes ou des organismes ayant participé aux entretiens réalisés ni comme celles des organismes ayant financé ce projet.

Référence recommandée

Heims, Leonie, Selby, Anne, St-Amant, Michèle

(2025). "Souveraineté idéologico-conspirationniste et extrémisme anti-autorité en Allemagne et au Canada: Une analyse comparative pour une meilleure compréhension de ce mouvement fluide" *Modus – Zentrum für angewandte*

Deradikalisierungsforschung et Organization for the Prevention of Violence

Remerciements

Nous exprimons notre sincère gratitude au Centre canadien pour l'engagement communautaire et la prévention de la violence de Sécurité publique Canada. Le projet PreP-Ex a été rendu possible grâce au soutien financier du Fonds pour la résilience des collectivités de Sécurité publique Canada.

Nous tenons à remercier chaleureusement les personnes qui ont vécu ces expériences et qui ont généreusement partagé leur temps et leurs réflexions lors d'entrevues sincères. Leurs perspectives sur leurs croyances et leurs parcours personnels ont été inestimables pour l'élaboration du présent rapport. Nous remercions également chaleureusement l'ensemble des spécialistes, chercheur·es, professionnel·les de la santé psychosociale, juristes, agent·es d'application de la loi, représentant·es gouvernementaux, membres du renseignement et autres personnes ayant contribué à ce projet en partageant leur expertise.

modus | zad



organization for
the prevention
of violence

Résumé

Le présent rapport analyse le phénomène de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité dans deux contextes nationaux : le Canada et l'Allemagne. Malgré des cadres historiques et juridiques différents, les groupes et mouvements adhérant à ces croyances dans les deux pays reflètent un rejet commun de la légitimité de l'État et des structures d'autorité. À travers une analyse comparative, nous identifions des caractéristiques communes qui contribuent à une compréhension unifiée de ces dynamiques.

Ce rapport dresse un état des lieux et une cartographie des groupes et mouvements qui épousent ces croyances, décrit leurs fondements idéologiques et explore les récits qui les traversent et les façonnent. Il examine également les motivations possibles de l'engagement individuel, ainsi que les obstacles et facteurs influençant la prise de distance face à ces courants. En outre, nous évaluons les risques et les menaces que ces mouvements posent à la société, les proches, et les adeptes eux-mêmes.

Nos conclusions s'appuient sur une approche de recherche mixte, intégrant les savoirs d'expert-es, les points de vue de personnes adhérant à ces croyances, une analyse du contenu des réseaux sociaux, ainsi qu'une enquête menée auprès de personnes ayant des proches — ami-es ou membres de la famille — impliqué-es dans ces courants.

Caractéristiques définissant la souveraineté idéologico-conspirationniste et l'extrémisme anti-autorité

Notre analyse comparative met en lumière plusieurs caractéristiques déterminantes de ce phénomène transcontextuel :

- **Scepticisme généralisé à l'égard des institutions** : On observe une méfiance profonde à l'endroit du gouvernement et de ses organes, perçus comme illégitimes, corrompus, voire tyranniques. Cette posture repose souvent sur des griefs, amplifiées par des croyances conspirationnistes.
- **Flexibilité idéologique** : Ces courants ne sont pas associés à une appartenance politique unique, ce qui leur confère une capacité d'adaptation à divers contextes. Ils recoupent fréquemment des idéologies d'extrême droite, des récits complotistes ainsi que des discours spirituels ou ésotériques.
- **Centralité des croyances conspirationnistes** : Ces dernières constituent le socle de l'idéologie et relient différents types de griefs, tout en légitimant l'opposition aux institutions établies.
- **Décentralisation et fragmentation** : Le mouvement se caractérise par une absence de structure hiérarchique claire et une grande fluidité idéologique, bien qu'il tende à se consolider en ligne, particulièrement en période de crise (ex. : pandémie de COVID-19).

- **Rôle catalyseur des réseaux sociaux :** Les plateformes numériques facilitent la diffusion des idées, la création de communautés, et l'organisation d'actions, en dehors de toute structure traditionnelle.
- **Instrumentalisation des événements sociopolitiques :** Les adeptes mobilisent les crises et bouleversements sociaux pour justifier leurs croyances, propager la désinformation et recruter de nouveaux·elles partisan·es.
- **Recours à des tactiques pseudo-juridiques :** Nombre d'adeptes invoquent des stratégies juridiques erronées pour contester l'autorité étatique, tout en rejetant les institutions judiciaires officielles.
- **Préjudices personnels sous-estimés :** L'engagement dans ces mouvements peut entraîner des conséquences psychologiques, sociales. et financières lourdes, tant pour les personnes concernées que pour leurs proches.
- **Rareté de la prise de distance :** Peu d'individus se désengagent de ces idéologies, qui tendent à devenir des éléments centraux de leur identité. Toutefois, certaines personnes parviennent à s'en distancier à la suite d'un désillusionnement personnel, et grâce au soutien de leurs proches ou de professionnel·les de la santé mentale.

Ce rapport souligne l'importance de mieux comprendre la souveraineté idéologico-conspirationniste et l'extrémisme anti-autorité comme un phénomène transnational fluide, porteur de caractéristiques communes. Les recherches futures gagneraient à approfondir cette approche comparative en y intégrant d'autres contextes nationaux, tout en appuyant les efforts interdisciplinaires visant à atténuer les répercussions sociales et individuelles de ces mouvements en expansion.

Table des matières

Résumé	2
I Introduction	9
II Terminologie	11
Extrémisme anti-autorité	11
Extrémisme antigouvernemental	12
Extrémisme anti-autorité et extrémisme antigouvernemental	12
Souveraineté idéologico-conspirationniste	13
Les adhérent·es en tant que « mouvement »	15
Distanciation	15
III Méthodologie	16
Entretiens avec des expert·es et des partisan·es	16
Enquête auprès de la famille, des amis et des proches	18
Conception de l'enquête	18
Distribution et recrutement	19
Données démographiques des répondants à l'enquête	21
Analyse des réseaux sociaux sur Telegram et TikTok	24
Collecte de données éthique et sécurisée	25
Limites de la méthodologie et de la collecte des données	26
Limites des entretiens	26
Limites de la conception de l'enquête	27
Limites de l'analyse des réseaux sociaux	28

IV Connaissances existantes	30
a) Allemagne	30
Catégorisations, définitions et évolutions historiques	31
Portée et ampleur du mouvement	32
Souveraineté idéologico-conspirationniste et radicalisation	33
b) Canada	34
Le phénomène de la pseudo-loi au Canada	34
Posse Comitatus	35
Mouvements anti-impôts	36
Les « Freeman-on-the-Land » et les « citoyens souverains »	37
Autres groupes et mouvements qui utilisent le pseudo-droit	39
Points communs et variétés parmi les adeptes	40
Mouvements militants	42
Compréhension académique du paysage de l'extrémisme anti-autorité canadien aujourd'hui	44
Raisons de l'implication et de la distanciation	45
c) Comparaison	47
V Conclusions spécifiques à chaque pays	49
a) Allemagne	49
1a Dynamique des groupes et des mouvements en Allemagne	49
Un mouvement fluide et diversifié	49
Intersections et liens	52
2a Croyances idéologiques en Allemagne	52

Éléments et croyances fondamentaux	53
Conspirations et antisémitisme	58
Éléments ésotériques et spirituels	62
Spectre politique	64
3a Raisons de l'engagement en Allemagne	69
Difficultés et expériences personnelles	70
Besoins sociaux et dynamique	72
Méfiance envers les institutions et les systèmes démocratiques	73
Simplicité, modes de vie alternatifs et proximité avec la nature	75
Idéalisme, visions utopiques et « pensée critique »	76
Éducation aux médias et radicalisation en ligne	80
4a Obstacles et facteurs de distanciation en Allemagne	80
Absence de volonté ou de sentiment d'avoir à s'éloigner du mouvement	80
L'impact des relations	81
Désillusion	82
Soutien professionnel et accompagnement	83
5a Risques, menaces et dangers en Allemagne	83
Risques pour les adhérent·es aux croyances relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste	84
Risques pour la famille, les amis et les proches	85
Risques pour les autorités et les forces de l'ordre	86
Risques pour la société et atteinte aux valeurs démocratiques	86
b) Canada	88
1b Dynamique des groupes et des mouvements au Canada	89
Les « Freemen-on-the-Land » au Canada aujourd'hui	89
La fluidité de l'extrémisme anti-autorité aujourd'hui	91
2b Croyances idéologiques au Canada	98
Éléments fondamentaux et croyances	98
Spectre politique	101
Le pseudo-droit	102

Le rôle des théories du complot	108
Idiosyncrasie et recoupements avec d'autres croyances	115
3b Raisons de leur implication au Canada	119
Difficultés personnelles, griefs et expériences	120
Actualité et questions sociales	123
Gains financiers et économies personnelles	129
Cercles sociaux et isolement	132
4b Obstacles et facteurs de distanciation au Canada	136
Le rôle des systèmes de soutien social et de l'isolement	136
Tactiques infructueuses et prophéties	138
5b Risques, menaces et dangers au Canada	140
Risques pour les adeptes de croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité	146
Risques pour la famille, les amis et les proches	149
Risques pour les autorités et les forces de l'ordre	152
Risques pour la société et atteinte aux valeurs démocratiques	158
VI Comparaison du phénomène en Allemagne et au Canada	162
1c Comparaison des groupes et des mouvements	162
2c Comparaison des idéologies et des croyances	163
3c Comparaison des raisons de l'implication	166
4c Comparaison des obstacles et des facteurs de distanciation	170
5c Comparaison des risques, des menaces et des dangers	172
VII Caractéristiques déterminantes du phénomène transcontextuel	174
Illégitimité et méfiance à l'égard du gouvernement et de ses institutions	174
Flexibilité idéologique	174
Les croyances conspirationnistes comme pierre angulaire	175
Un mouvement décentralisé et fragmenté	175
Souveraineté idéologico-conspirationniste et extrémisme anti-autorité en Allemagne et au Canada	

Les réseaux sociaux comme catalyseur	175
Reprise et instrumentalisation des événements	176
Tactiques et stratégies pseudo-juridiques	176
Préjudices personnels négligés	176
Difficulté à prendre de la distance	177
Description de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité	177
VIII Principales recommandations de recherche	178
Élargir les connaissances sur les adeptes et leurs cercles sociaux	178
Comprendre et soutenir les adeptes dans leur processus de distanciation	178
L'influence de l'âge et du sexe sur l'implication	178
Contextualiser le phénomène dans le cadre des développements politiques	179
Surveillance des plateformes de réseaux sociaux	179
Diffusion et attrait pour d'autres groupes et mouvements	179
Perspective internationale plus large	180
Bibliographie	181
Annexe	191
I Liste d'experts	191
II Liste des adhérent-es actuels ou anciens et des membres de leur famille	193
III Questions de l'enquête	194
IV Système de codes – Analyse des réseaux sociaux	196

I Introduction

Des citoyen·nes allemand·es du Reich (*Reichsbürgerinnen**) et des groupes d'auto-administration (*Selbstverwalterinnen**) aux Freeman-on-the-Land au Canada, le rejet de la légitimité de l'État et des structures d'autorité émerge dans divers contextes nationaux. Ces groupes ou mouvances s'inscrivent dans les catégories plus larges de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité. Bien que ces phénomènes soient désormais davantage reconnus par les gouvernements et les agences de sécurité nationale, le discours public et les analyses universitaires reposent encore trop souvent sur des généralisations. Celles-ci tendent à occulter la complexité des motivations, la diversité interne ainsi que les expériences vécues des personnes directement impliquées. En conséquence, les nuances qui caractérisent ces courants, tout comme leur capacité à interpeller des segments variés de la population, demeurent largement sous-explorées.

Bien que les groupes affiliés aux idéologies de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité existent depuis plusieurs décennies, leur visibilité s'est considérablement accrue au cours des dernières années, notamment durant la pandémie de COVID-19. Cette crise de santé publique, ainsi que les mesures imposées par les gouvernements, ont servi de catalyseur à une méfiance généralisée et à des formes multiples de résistance, donnant lieu à des manifestations de grande ampleur et alimentant l'hostilité envers une diversité d'institutions et de figures d'autorité.

Au-delà des discours explicitement antigouvernementaux, une opposition croissante s'est également manifestée à l'encontre des milieux universitaires, des élites, des agences de santé publique, des forces de l'ordre, et des scientifiques, entre autres. Dans bien des cas, ces formes de contestation ont été absorbées par des narratifs conspirationnistes et anti-institutionnels préexistants, contribuant ainsi à élargir la portée et l'attrait de ces idéologies.

En même temps, des dirigeant·es populistes ainsi que des partis politiques en Amérique du Nord et en Europe ont contribué à amplifier les sentiments antidémocratiques diffus, conférant une forme de légitimité politique à des idées jusqu'alors marginales. Dans ce contexte, les idéologies associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité ont quitté les marges pour un public plus large.

Malgré l'ampleur croissante de ces idéologies et le tort qu'elles engendrent — tant pour les personnes concernées que pour leurs proches et pour les institutions démocratiques — la recherche ainsi que la coopération transnationale visant à les comprendre et à les contrer demeurent limitées.

Le projet PreP-Ex, financé par Sécurité publique Canada, vise à combler cette lacune en examinant la souveraineté idéologico-conspirationniste et l'extrémisme anti-autorité dans deux contextes nationaux : le Canada et l'Allemagne. De 2023 à 2025, l'organisme allemand modus|zad et l'Organisation canadienne pour la prévention de la violence (OPV) ont collaboré afin d'analyser ces dynamiques. Le présent rapport expose les résultats issus de ce travail conjoint, lesquels constituent la base de deux livrables complémentaires : un manuel à l'intention des professionnel·les du secteur psychosocial, des autorités administratives et des forces de l'ordre, ainsi qu'une note d'orientation destinée à éclairer les réponses d'ordre structurel.

Si les groupes et mouvements relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne et de l'extrémisme anti-autorité au Canada sont façonnés par leurs contextes historiques et juridiques distincts, leurs structures, leurs croyances, et leurs comportements fondamentaux présentent des similitudes importantes. Malgré des différences nationales quant à leurs origines, à leurs expressions locales, et à leur terminologie, ils relèvent d'un même phénomène sous-jacent et partagent un rejet commun de la légitimité de l'État et des structures d'autorité.¹ Pourtant, ils sont souvent traités comme des phénomènes distincts, en partie parce que les fondements idéologiques communs qui les unissent sont obscurs.

Le présent rapport remet en question cette vision compartimentée en avançant que la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne et l'extrémisme anti-autorité au Canada proviennent d'un même socle idéologique. Ces courants devraient être compris comme des expressions interreliées d'un phénomène transnational plus vaste. En identifiant leurs points communs, tout en tenant compte de leurs spécificités nationales, nous visons à renforcer une compréhension plus intégrée, cohérente, et comparative de ces idéologies.

L'objectif de ce rapport est de d'établir un ensemble de caractéristiques communes à ce phénomène, à partir de points de convergence contextuels, tout en mettant en lumière la diversité et la complexité de ses expressions dans chaque contexte national. Ces courants regroupent une variété de groupes, d'idéologies et de formes d'expression, façonnés par des contextes nationaux, culturels et politiques distincts, mais ancrés dans un socle idéologique partagé : le rejet de la légitimité de l'État et des institutions d'autorité. Pour ce faire, nous avons adopté une approche de recherche mixte, mobilisant l'expertise de spécialistes de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité, ainsi que les points de vue de personnes adhérant à ces croyances. Ces données proviennent d'entretiens, d'une analyse de contenu sur les réseaux sociaux, et d'une enquête menée auprès de proches de personnes adhérant à ces idéologies.

Le rapport est structuré comme suit : le chapitre II présente la terminologie utilisée et définit les concepts clés. Le chapitre III décrit notre approche méthodologique mixte de collecte de données, en précisant les considérations éthiques et sécuritaires, ainsi que les limites de l'étude. Le chapitre IV offre un aperçu des connaissances existantes sur la souveraineté idéologico-conspirationniste et l'extrémisme anti-autorité en Allemagne et au Canada. Le chapitre V expose les résultats de notre recherche, en deux volets : (a) le contexte allemand et (b) le contexte canadien. Chaque section aborde les thématiques suivantes : la section 1 décrit la structure et l'évolution des groupes et mouvements ; la section 2 explore les récits et les principes fondamentaux de ces croyances ; la section 3 s'intéresse aux parcours d'adhésion ; la section 4 analyse les facteurs et les freins liés à la distanciation ; et la section 5 examine les risques et dangers pour les personnes concernées, les autorités, ainsi que pour les institutions et valeurs démocratiques. Le chapitre VI propose une analyse comparative des deux contextes nationaux. Enfin, le chapitre VII dresse un portrait global du phénomène transcontextuel et en présente les caractéristiques essentielles, sur la base des conclusions du rapport.

1 Walkenhorst et Ruf, 2020.

II Terminologie

Divers termes sont utilisés pour désigner le phénomène de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité. Toutefois, aucun terme unique et largement reconnu ne permet d'en saisir pleinement la complexité ni d'en refléter les spécificités propres à chaque pays. Cette recherche vise à proposer une définition ancrée dans les similitudes transcontextuelles observées, tout en mettant en lumière les variations et caractéristiques propres aux contextes canadien et allemand.

Notre rapport utilise deux termes : « souveraineté idéologico-conspirationniste » et « extrémisme anti-autorité ». Pour décrire le phénomène observé en Allemagne, nous retenons l'expression « souveraineté idéologico-conspirationniste », puisqu'elle est la plus couramment utilisée et privilégiée dans ce contexte pour désigner l'ensemble du spectre des personnes adhérant à ces croyances.² Nous utilisons le terme « extrémisme anti-autorité » spécifiquement pour désigner le phénomène observé au Canada, en cohérence avec les travaux universitaires existants³ et à la terminologie privilégiée par le gouvernement du Canada.⁴ Dans certains cas, dans le contexte canadien, nous utilisons également le terme « extrémisme antigouvernemental » pour décrire un sous-ensemble spécifique de croyances dont les griefs ont une portée plus restreinte. Ces termes, ainsi que leur justification, sont définis plus en détail ci-dessous.

Extrémisme anti-autorité

Le terme « extrémisme anti-autorité » est largement utilisé en Amérique du Nord et dans l'espace anglophone. Au cours des 25 dernières années, il a été progressivement adopté par les gouvernements, les forces de l'ordre et les services de renseignement pour désigner un ensemble varié de groupes et d'idéologies extrémistes qui s'opposent ou rejettent l'autorité gouvernementale. Selon le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), la violence antigouvernementale se caractérise par une hostilité ou un refus d'obéir à l'autorité étatique. Cela inclut les actes de violence commis contre le pouvoir exécutif, législatif, ou judiciaire, ainsi que ceux perpétrés dans un contexte anarchiste.⁵ De même, l'évaluation des menaces de 2021 du Bureau du directeur du renseignement national (ODNI) des États-Unis emploie le terme générique « extrémisme antigouvernemental et anti-autorité » (AGAAVE) pour désigner la violence anarchiste, les milices violentes et les citoyens souverains. Toutefois, l'ODNI distingue ces deux derniers de la violence anarchiste en raison de leur affiliation à l'extrême droite.⁶

2 Rathje, 2023.

3 Perry, Hofmann et Scrivens 2017 ; 2019 ; 2020.

4 Rapport public du CSIS 2020 ; 2023.

5 CSIS 2020, 13.

6 Programme sur l'extrémisme et le centre national pour l'innovation, la technologie et l'éducation en matière de lutte contre le terrorisme, 2021, 6.

Des recherches menées au Canada montrent que l'extrémisme anti-autorité constitue un phénomène vaste, fluide sur le plan idéologique, et difficile à circonscrire. Il englobe une diversité de griefs, de croyances, de ressentis, de théories du complot, et de tactiques.⁷ Plutôt que de constituer une idéologie unifiée, les personnes adhérant à des idéologies relevant de l'extrémisme anti-autorité extrêmes développent des visions du monde fortement individualisées, façonnées par leurs expériences personnelles, leurs griefs, des théories du complot et une profonde méfiance envers un large éventail d'institutions et de figures d'autorité. Malgré cette diversité, les chercheur-es s'accordent à reconnaître un rejet fondamental de la légitimité de l'État comme noyau commun à ces différentes expressions de l'extrémisme anti-autorité.⁸

Extrémisme antigouvernemental

Le terme « extrémisme antigouvernemental » est également utilisé pour désigner des idéologies hostiles à la légitimité de l'État ou qui la rejettent entièrement. Dans le cadre de ce rapport, il fait toutefois référence à un sous-ensemble plus restreint de croyances ciblant certains aspects du gouvernement ou de l'autorité, plutôt que l'autorité dans son ensemble (ce point est abordé plus en détail dans la section suivante). Par exemple, l'Anti-Defamation League définit l'extrémisme antigouvernemental comme « un ensemble spécifique de mouvements et de groupes d'extrême droite apparus au début des années 1960, qui partagent la conviction que tout ou partie du gouvernement américain n'est pas légitime », et désigne collectivement ces groupes sous le nom de « mouvement patriotique ».⁹ Jackson aborde également le terme « extrémisme antigouvernemental » afin d'expliquer, de définir et de délimiter ses frontières.¹⁰ Selon le contexte de la recherche, il peut être pertinent d'inclure divers éléments dans la définition, tant que le cœur du phénomène demeure centré sur des incidents, des comportements ou des idéologies extrémistes visant directement le gouvernement. Autrement dit, le rejet ou la délégitimation du gouvernement ne constitue pas seulement un moyen parmi d'autres, mais bien le fondement même de l'idéologie ou de l'intention.

Extrémisme anti-autorité et extrémisme antigouvernemental

Nos recherches révèlent des différences notables dans la manière dont les expert-es canadien-nes comprennent et distinguent l'extrémisme antigouvernemental de l'extrémisme anti-autorité. Comme mentionné précédemment, la distinction principale repose sur l'étendue et la généralisation des griefs. Dans les sections du rapport portant sur le Canada, le terme « extrémisme antigouvernemental » désigne spécifiquement l'opposition violente à certains éléments ou aspects ciblés de l'autorité, tels que des dirigeant-es politiques, des partis, des institutions gouvernementales, ou encore certaines lois, notamment celles relatives aux armes à feu.¹¹ Bien que les extrémistes antigouvernementaux remettent en question la légitimité de certaines politiques ou institutions, ils reconnaissent souvent une forme d'autorité, en particulier à l'échelle locale.

7 Perry, Hofmann et Scrivens 2017 ; 2019 ; Jackson 2022, 9.

8 Perry, Hofmann et Scrivens 2017 ; 2019 ; Jackson 2022, 9.

9 Anti-Defamation League 2025.

10 Jackson 2022.

11 Jackson 2022.

Par exemple, plusieurs groupes miliciens violents revendiquent un élargissement des libertés individuelles, notamment le droit de posséder des armes à feu, valorisent une interprétation traditionnelle des textes fondateurs, tels que la Constitution américaine, et défendent le rôle des gouvernements locaux, tout en rejetant ce qu'ils perçoivent comme une ingérence excessive du gouvernement fédéral.¹²

En revanche, le présent rapport utilise le terme « **extrémisme anti-autorité** » dans un sens plus large, qui englobe un éventail plus large de griefs.¹³ Contrairement à l'extrémisme antigouvernemental, qui vise des dirigeants, lois, ou institutions précises, l'extrémisme anti-autorité s'ancre dans un scepticisme généralisé envers les figures et structures d'autorité. Il reflète une méfiance plus étendue à l'égard des gouvernements, des agences publiques, des institutions scientifiques et de santé, des forces de l'ordre, des systèmes économiques, de l'éducation, des élites, ou encore des normes sociales, perçus comme oppressifs ou illégitimes.¹⁴ Par exemple, de nombreuses personnes adhérant à l'idéologie relevant de l'extrémisme anti-autorité considèrent les documents politiques fondamentaux, tels que la Constitution, comme des instruments de contrôle et d'oppression. À l'inverse, certaines milices antigouvernementales — telles que les Three Percenters ou les Proud Boys — s'identifient comme les défenseur·e·s de ce qu'elles perçoivent comme la « véritable » interprétation de la Constitution. L'extrémisme anti-autorité s'ancre fréquemment dans un ensemble de théories du complot ; un grand nombre de ses adeptes mobilisent des concepts pseudo-juridiques à la fois obscurs, d'apparence historique, et souvent entièrement inventés.

Souveraineté idéologico-conspirationniste

En Allemagne, le terme *verschwörungsideologischer Souveränismus* (en français : « souveraineté idéologico-conspirationniste ») s'est imposé ces dernières années parmi les spécialistes. D'abord issu du milieu universitaire, ce terme tend aujourd'hui à être associé à l'extrémisme anti-autorité tel que défini précédemment, et constitue désormais un concept générique central dans le contexte allemand. En résumé, les personnes adhérant à ce mouvement cherchent à :

« (re)établir la souveraineté de l'individu ou du peuple, ainsi qu'un ordre associé considéré comme naturel, contre l'ordre social et politique dominant, identifié comme le moyen d'un complot mondial visant à détruire le groupe d'appartenance ».¹⁵

Il importe de souligner que cette notion met en lumière le rôle central des théories du complot dans la construction des croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste. Les personnes adhérant à ces croyances ne rejettent pas nécessairement l'État ou le gouvernement dans leur ensemble. Leur rejet s'active plutôt lorsque ces institutions sont perçues comme les instruments d'un complot plus vaste ou lorsqu'elles sont considérées comme agissant au service d'intérêts occultes et illégitimes.¹⁶

12 Netolitzky 2023b, 800.

13 Perry, Hofmann et Scrivens 2017, 7 ; 2020.

14 Perry, Hofmann et Scrivens, 2020.

15 Rathje 2023, 12. Cette citation a été traduite de l'allemand vers l'anglais. Toutes les citations ultérieures provenant d'experts ou de publications allemands ont également été traduites vers l'anglais.

16 Rathje 2023, 12.

À l'inverse, les termes *Reichsbürgerinnen** (citoyen·ne·s du Reich) et *Selbstverwalterinnen** (auto-administrateur·rice·s) sont bien ancrés dans le discours public et médiatique en Allemagne. Toutefois, ces étiquettes renvoient à des croyances et comportements particuliers, et ne rendent pas pleinement compte de la diversité ni de la complexité du phénomène. Par exemple, Schönberger et Schönberger soulignent que les frontières entre les *Reichsbürgerinnen** et les *Selbstverwalterinnen** sont fluides, les individus passant fréquemment de l'un à l'autre.¹⁷ Hüllen et Homburg décrivent un environnement plus vaste constitué d'associations, de réseaux personnels et de personnes qui, pour des raisons variées et avec des justifications diverses, rejettent la légitimité ainsi que l'existence de la République fédérale d'Allemagne (Bundesrepublik Deutschland, BRD) et de son système juridique.¹⁸ Compte tenu de cette fluidité, la distinction entre les termes *Reichsbürgerinnen** et *Selbstverwalterinnen** présente une valeur analytique limitée. Par ailleurs, le terme *Reichsbürgerinnen** est fortement ancré dans le contexte allemand et se traduit difficilement dans d'autres cadres nationaux. Pour ces raisons, l'analyse proposée ici s'appuie sur le concept plus large de « souveraineté idéologico-conspirationniste » afin de décrire ce phénomène dans le contexte spécifique de l'Allemagne.

Bien que le terme « extrémisme anti-autorité » soit privilégié en Amérique du Nord ainsi que dans plusieurs contextes anglophones, il demeure peu utilisé, voire jugé inadéquat par de nombreux·ses expert·es en Allemagne. En règle générale, les groupes associés à ce phénomène dans le contexte allemand ne rejettent pas l'autorité en tant que telle, mais aspirent plutôt à instaurer des formes alternatives de gouvernance, ce qui se rapproche davantage du concept d'« extrémisme antigouvernemental » tel que défini plus haut. Ainsi, en Allemagne, l'expression « extrémisme anti-autorité » est souvent perçue comme trop vaste et pas assez précise pour distinguer ces groupes d'orientation de gauche ou anarchiste, lesquels rejettent de manière plus fondamentale toute forme d'autorité. De plus, Jackson s'oppose à l'inclusion de l'anarchisme dans les catégories d'aspirations extrémistes de gauche, soulignant qu'il s'agit plutôt d'un projet de société fondé sur l'inclusion radicale.¹⁹ En élément central de l'idéologie extrémiste d'extrême droite réside dans l'exclusion de certains groupes sociaux de la communauté politique. Par ailleurs, l'usage du terme « extrémisme antigouvernemental » ne convient pas non plus au contexte allemand, dans la mesure où le phénomène observé ne se limite pas à une opposition dirigée exclusivement contre l'État.

17 Schönberger et Schönberger 2019, 12.

18 Hüllen et Homburg 2017, 16.

19 Jackson 2022.

Les adhérent-es en tant que « mouvement »

Afin de décrire la grande diversité des personnes adhérant aux convictions de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité, nous employons le terme « mouvement ». Suivant la définition proposée par Giddens, un mouvement social désigne une « tentative collective visant à promouvoir un intérêt commun ou à atteindre un objectif commun par le biais d'une action collective [structurellement informelle], en dehors de la sphère des institutions établies ».²⁰ Malgré leur hétérogénéité et leur caractère mouvant, les mouvements associés à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité partagent un objectif central : la recherche de souveraineté et de liberté individuelle, poursuivie à travers le rejet, la négation, la délégitimation, et l'opposition active au système étatique en place et à ses institutions. Ainsi, ces mouvements peuvent être compris comme des « collectivités vaguement organisées agissant ensemble de manière non institutionnalisée afin de produire un changement dans leur société ».²¹

En revanche, nous employons le terme « groupes » pour désigner des sous-ensembles plus structurés au sein du mouvement. Ces collectifs se caractérisent par l'existence de structures sociales reconnaissables, des hiérarchies de direction ou des mécanismes de prise de décision, et par des interactions régulières entre les membres. En Allemagne, cela inclut des groupes tels que les « Vereinte Patrioten » ou « der Ewige Bund ». Dans le contexte canadien, on retrouve des groupes comparables, comme « The Kingdom of Canada », « Diagonon », ou la « Canadian Church of the Ecumenical Redemption International » (CERI).

Distanciation

Plusieurs termes sont utilisés pour décrire le processus de sortie de l'extrémisme, tels que la déradicalisation, le désengagement, la démobilisation ou encore la distanciation. Leurs définitions varient souvent selon qu'elles mettent l'accent sur un changement cognitif, un retrait comportemental ou une combinaison de ces deux dimensions.²² Dans le présent rapport, nous retenons le terme « distanciation » afin de rendre compte de la nature longue, complexe et non linéaire du processus de sortie de l'extrémisme. Ce terme permet d'englober à la fois un retrait comportemental progressif et un démantèlement cognitif des systèmes de croyances extrémistes. La distanciation implique une pluralité de réflexions, valorise les avancées partielles, et ne suppose pas nécessairement un lien de causalité directe avec le processus de radicalisation.²³

20 Giddens 1993, 642.

21 Sztompka 1993, 276.

22 Berg 2022, 39.

23 Harris et al. 2023, 43.

III Méthodologie

Notre recherche visait à approfondir les connaissances existantes sur le phénomène en croisant diverses perspectives issues de deux contextes nationaux distincts : le Canada et l'Allemagne. Jusqu'à présent, les travaux portant sur la souveraineté idéologico-conspirationniste et l'extrémisme anti-autorité ont majoritairement été menés sous l'angle de la sécurité. Toutefois, les recherches universitaires consacrées à la compréhension de ce phénomène se sont intensifiées au cours des dernières années. Notre projet souhaitait contribuer à cet effort en enrichissant les savoirs à partir d'un éventail plus large de perspectives. Ainsi, nous avons rencontré des chercheur·e·s, des juristes, des membres des forces de l'ordre ainsi que des professionnel·les de la santé psychosociale qui interviennent auprès de ces personnes ou de leurs proches. Nous avons aussi dialogué avec des individus qui adhèrent à ces convictions afin de recueillir leur point de vue sur leur trajectoire, leurs motivations et leurs croyances. Enfin, nous avons inclus les témoignages de membres de l'entourage – famille, amis et proches – qui, dans de nombreux cas, sont directement affectés par ces croyances et comportements, et ont parfois été témoins du basculement idéologique.

Ces perspectives ont été mobilisées à l'aide d'une approche méthodologique mixte. Nous avons d'abord mené des entretiens avec des expert·es ainsi qu'avec des personnes adhérant aux convictions associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité. Ensuite, nous avons analysé les comptes et canaux de médias sociaux liés à ces phénomènes dans les deux pays, afin de mieux saisir les convictions idéologiques et les thématiques discutées. Enfin, nous avons mené une enquête auprès de l'entourage (c'est-à-dire les cercles sociaux) de personnes adhérant à ces croyances, ces proches étant souvent bien placés pour témoigner de leurs besoins, comportements et systèmes de croyances. Toutes les citations originales en allemand ont été traduites en anglais pour les besoins de ce rapport.

Entretiens avec des expert·es et des partisan·es

Afin de mieux comprendre la souveraineté idéologico-conspirationniste et l'extrémisme anti-autorité, des entretiens ont été réalisés avec des expert·es — notamment des praticien·nes de première ligne — ainsi qu'avec des personnes qui adhèrent actuellement ou ont adhéré par le passé à des convictions liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité, ou encore avec des membres de leur famille. Ces entretiens ont été menés entre janvier et juillet 2024.

Nous avons mené au total 31 entrevues avec des expert·es en Allemagne et au Canada. Ces personnes faisaient partie de nos réseaux professionnels existants ou étaient largement reconnues pour leur travail ou leur engagement sur des enjeux liés à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité. Nous avons accordé la priorité à un groupe diversifié d'expert·es issu·es de différents milieux professionnels afin de recueillir une diversité de points de vue sur le sujet, incluant des chercheur·es, des professionnel·les du droit et des responsables de l'application de la loi. Nous avons également cherché à rencontrer des professionnel·les de la santé mentale — psychologues, conseiller·ères, travailleur·euses sociaux·ales, mentor·es ou autres intervenant·es — ayant de l'expérience dans le traitement de cas ou l'accompagnement de personnes ayant des

convictions liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste ou à l'extrémisme anti-autorité.²⁴ Au total, nous avons mené 18 entrevues avec des expert-es issu-es de contextes germanophones, principalement en Allemagne (17) et en Autriche (1), ainsi que 13 entrevues au Canada. Parmi les participant-es germanophones figuraient 7 conseiller-ères, 2 membres des forces de l'ordre, 1 agent-e des services de renseignement, 3 personnes œuvrant au sein d'autorités administratives, 1 expert-e en éducation civique, 1 chercheur-e et 2 professionnel-les du droit. Un-e conseiller-ère autrichien-ne a également été interviewé-e. Au Canada, les participant-es comprenaient 3 travailleur-euses sociaux-ales, 3 membres des forces de l'ordre, 5 chercheur-es et 2 professionnel-les du droit.

Les professions représentées englobent des personnes issues de milieux variés et possédant des domaines d'expertise diversifiés, employé-es au sein d'institutions tant gouvernementales que non gouvernementales.²⁵ Au cours du processus de consentement éclairé, les expert-es ont eu la possibilité de choisir la manière dont leurs citations seraient attribuées dans le présent rapport, soit sous leur nom, soit de manière anonyme, selon leur profession ou leur domaine d'expertise. Si certain-es expert-es interrogé-es dans le contexte allemand ont choisi d'être identifié-es par leur nom ou leur organisation, d'autres participant-es, tant en Allemagne qu'au Canada, ont préféré être cité-es uniquement par leur catégorie professionnelle. Les citations figurant dans le reste du présent rapport ont été attribuées en conséquence, conformément à ces préférences.

Les entrevues menées auprès des expert-es ont été guidées par un questionnaire semi-structuré visant à explorer un large éventail de questions liées aux croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité dans chaque pays. Ce questionnaire abordait notamment la terminologie utilisée, les profils des personnes impliquées, les facteurs d'adhésion et de désengagement, les comportements et les stratégies, les risques et menaces associés, les interventions existantes et leurs défis, ainsi que les pistes d'action pour la prévention et la recherche futures. Les questions, bien qu'ancrées dans l'actualité, étaient ouvertes afin de permettre aux expert-es de nommer elles/eux-mêmes les thèmes, enjeux et sujets qu'ils considéraient comme particulièrement significatifs.

En complément des entrevues réalisées auprès des expert-es, huit personnes ayant adhéré ou adhérant actuellement à des croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste ou à l'extrémisme anti-autorité – ainsi que des membres de leur entourage familial – ont été rencontrées afin de recueillir des perspectives personnelles et des récits d'expérience en lien avec ces idéologies.²⁶ Ces personnes ont été recrutées par échantillonnage de convenance, notamment par l'intermédiaire de plateformes de médias sociaux pertinentes ou au sein des réseaux des chercheur-es. En Allemagne, quatre entrevues ont été menées avec des participants s'identifiant comme hommes, recrutés sur des plateformes telles que Telegram et TikTok. Au Canada, quatre autres entrevues ont été réalisées : deux avec des personnes actuellement impliquées dans ces mouvements (un homme et une femme), une avec une femme s'étant distanciée de ces croyances, ainsi qu'une avec un-e membre de la famille d'une personne adhérant à des opinions relevant de l'extrémisme anti-autorité.

24 Un mentor est une personne qui a vécu des expériences pertinentes pour aider les personnes impliquées dans l'extrémisme ou la violence motivée par la haine.

25 Une liste des experts interrogés figure à l'annexe I.

26 Une liste des personnes interrogées qui sont d'anciens ou d'actuels adeptes et des membres de leur famille figure à l'annexe II.

Les entretiens ont suivi une approche narrative et biographique, invitant les participant·es à partager librement leur parcours, leurs expériences et leurs réflexions au sein de ces idéologies et mouvements. Bien que le format ait favorisé une narration ouverte, des suggestions ou questions ont parfois été formulées afin de soutenir le déroulement de la discussion.²⁷

L'ensemble des entretiens a été transcrit, codé et analysé à l'aide du logiciel MAXQDA. Le codage a été effectué selon une approche à la fois inductive et déductive : certains codes ont été définis à partir des lignes directrices des guides d'entrevue, tandis que d'autres ont émergé au fil de l'analyse. Des résumés ont été rédigés pour chaque code, puis les résultats ont été examinés de manière systématique par l'équipe de recherche au cours de quatre séances de comparaison, visant à faire ressortir les convergences et les divergences entre les contextes nationaux.

Enquête auprès de la famille, des amis et des proches

Afin d'examiner plus en détail la dynamique sociale plus large de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité, nous avons conçu et mené une enquête ciblant les cercles sociaux des personnes adhérant à ces courants. Bien que nos entretiens aient principalement porté sur les personnes impliquées dans ces mouvements, des recherches antérieures sur les groupes conspirationnistes, tels que QAnon, soulignent que les répercussions de ces croyances s'étendent souvent au-delà des individus eux-mêmes.²⁸ Dans une enquête ciblant des personnes ayant des proches impliqués dans QAnon, St-Amant et al. ont constaté que les membres de la famille proche et les ami·e·s proches sont souvent confronté·e·s à d'importantes difficultés sociales, émotionnelles et relationnelles, notamment des tensions familiales et des problèmes de santé mentale déclarés par les personnes elles-mêmes.²⁹ Afin d'élargir notre compréhension des répercussions de ces croyances au-delà du niveau individuel, nous avons conçu un sondage qui ciblait de la même manière les contacts sociaux proches de personnes adhérant à ces courants, afin de mieux comprendre les répercussions émotionnelles et sociales sur leur entourage.

Conception de l'enquête

L'enquête comprenait un mélange de 38 questions fermées et ouvertes afin de recueillir un éventail d'informations auprès des personnes proches de personnes adhérant à des croyances relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité. Les questions ont été adaptées à partir d'une enquête similaire menée par St-Amant et coll., afin de tenir compte de la dynamique propre à ces courants. L'enquête a fait l'objet de trois cycles de révision par plusieurs membres de l'équipe de recherche avant d'être approuvée définitivement.

L'enquête a été diffusée par plusieurs canaux, notamment les réseaux sociaux, qui sont décrits plus en détail dans la section suivante. Avant de répondre aux questions de l'enquête, les participants potentiels devaient répondre à une question de qualification pour indiquer s'ils avaient un contact proche. On entend par contact proche une personne de la famille proche ou élargie, un conjoint ou une conjointe, un partenaire amoureux ou une partenaire amoureuse, un ami ou une amie, un collègue ou toute autre personne proche ayant ou ayant eu l'une des convictions suivantes :

27 Rosenthal 2002.

28 Moskalenko et al. 2022.

29 St-Amant et al. 2023.

- Le gouvernement est illégitime ou illégal
- Le gouvernement légitime a été infiltré ou remplacé par des acteurs malveillants
- Les obligations individuelles envers le gouvernement (par exemple, les impôts, les factures de services publics) sont illégales
- Les autorités gouvernementales, y compris la police, n'ont aucune autorité légale
- Le gouvernement illégitime tente de manipuler ou d'exploiter les citoyens ordinaires afin de mener à bien un plan secret ou un complot

Si le participant répondait « oui », il était invité à remplir le questionnaire. S'il répondait « non », le questionnaire prenait fin. Les participants éligibles étaient ensuite invités à répondre à une série de questions portant sur les thèmes suivants :

- Relations avec leurs proches
- Manières dont leurs proches ont été amené-es à adhérer à ces croyances
- Impact de ces croyances sur différents aspects de leur vie
- Probabilité de violence physique
- Recours éventuel à des services d'aide

La liste complète des questions de l'enquête (version anglaise) figure à l'annexe III.

L'enquête a été proposée aux participants en trois langues : anglais, français et allemand. De plus, les questions de l'enquête en allemand ont été adaptées afin d'englober les mouvements et les systèmes de croyances propres à ce pays, tandis que les enquêtes en anglais et en français ont été adaptées aux mouvements et aux systèmes de croyances propres à l'Amérique du Nord, en particulier au Canada. Les réponses à l'enquête ont été stockées sur un disque dur à double cryptage afin de protéger la confidentialité des participants. Les réponses à l'enquête n'ont été communiquées à personne en dehors de l'équipe de recherche.

Distribution et recrutement

L'équipe de recherche a identifié plusieurs moyens de diffuser le sondage. Tout d'abord, plusieurs forums Reddit agissant comme groupes d'intérêt axés sur les discours relevant de l'extrémisme anti-autorité, les sentiments d'extrême droite et les théories du complot, ainsi que des groupes de soutien par les pairs pour les personnes touchées par les croyances de quelqu'un dans diverses théories du complot et croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité, ont été repérés. L'autorisation préalable des modérateurs des subreddits a été obtenue avant de publier le lien vers le sondage. Les auteurs ont contacté au total huit subreddits en anglais, mais n'ont reçu de réponse et d'approbation que de cinq d'entre eux. Bien que certains de ces subreddits ne soient pas spécifiquement consacrés à l'extrémisme anti-autorité, les auteurs ont effectué une recherche par mots-clés dans chacun d'eux et ont identifié des messages antérieurs relatifs à la souveraineté idéologico-conspirationniste ou aux croyances relevant de l'extrémisme, qui répondaient aux critères de notre enquête.

En outre, les auteurs ont contacté d'éminents chercheurs spécialisés dans l'extrémisme anti-autorité, chacun comptant plus de 10 000 abonnés sur X (anciennement Twitter). Ces chercheurs ont été invités à partager le lien vers l'enquête sur leurs réseaux sociaux afin d'élargir la portée de celle-ci et d'attirer un large éventail de répondants. Enfin, l'enquête en allemand a été diffusée par divers canaux. Elle a été partagée au sein de groupes de messagerie instantanée locaux, tels que des groupes d'étudiants universitaires et des communautés de quartier, afin d'atteindre des personnes présentant des caractéristiques démographiques variées et des expériences différentes liées à ce phénomène.

En outre, l'enquête a été diffusée par le biais d'infolettres universitaires et de réseaux professionnels, ciblant des groupes spécialisés tels que les praticiens. En tirant parti de ces différentes voies, nous avons cherché à recueillir un large éventail de réponses, afin de renforcer la robustesse de nos conclusions et de garantir que l'enquête touche un public large et pertinent.

Dans un souci de transparence, l'équipe de recherche a fourni des informations sur les objectifs de ce projet de recherche, ainsi que sur les organisations qui le mènent (MODUS et OPV), dans chaque annonce de recrutement pour l'enquête. Des liens vers le site web de chaque organisation, ainsi que vers le communiqué de presse officiel du gouvernement canadien sur le projet de recherche, ont également été inclus. L'image ci-dessous est un exemple d'une des annonces de l'enquête publiée sur Reddit. Aucune compensation n'a été offerte aux participants à l'enquête.

Research Request: We need your help for a Survey!

Misc

Hello everyone,

I am a researcher with a Canadian non-profit organization called the [Organization for the Prevention of Violence](#) (OPV). We, along with our German partners at [modus/zad](#), are conducting a survey to better understand the impacts of having a loved one involved in conspiracies related to anti-government or anti-authority beliefs. This can include beliefs related to QAnon, Sovereign Citizens, and other far-right conspiracies. We aim to create a guide for front-line practitioners, like social workers and mental health counsellors, to better understand and address the unique needs of these individuals and their loved ones. This research is funded by the Government of Canada. You can read more about the project in the [official press release](#).

For this survey, we are seeking individuals whose loved one(s) believe in any or all of the following:

- The government is illegitimate or illegal
- The 'legitimate' government has been infiltrated or replaced by bad actors
- Individual obligations to the government (such as taxes or utility bills) are illegal
- Government authorities, including the police, have no legal authority
- The government is trying to brainwash, manipulate, or exploit ordinary people to advance a secret plan or conspiracy

If any of the above statements apply, you can access our survey in 3 languages (English, French, and German) below:

For English-language survey, please click [here](#).

For French-language survey, please click [here](#).

For German-language survey, please click [here](#).

The survey will take approximately 15-20 minutes to complete and all responses will remain confidential.

A sincere thank you to everyone on this forum, and to the moderators for approving this request!

Image 1 : Exemple d'annonce de recrutement pour une enquête sur Reddit

Données démographiques des répondants à l'enquête

L'enquête était accessible aux participant-e-s entre le début août 2024 et la fin septembre 2024. Au total, 222 personnes ont accédé à l'enquête et ont répondu à la question de qualification, mais seules 141 d'entre elles ont été jugées aptes à y répondre. Parmi les 141 répondant-e-s qualifié-e-s, la plupart ont répondu à l'enquête en allemand (108), suivies de l'enquête en anglais (31) et de l'enquête en français (2). La majorité (104) a déclaré être originaire d'Allemagne, un nombre plus restreint provenant des États-Unis (23), du Canada (4), de l'Autriche (3), de la Suisse et de la France (2 chacun-e), et 1 de la Finlande, de l'Italie et du Portugal.

Près de la moitié des répondant-e-s (49 %, soit 69 personnes) se sont identifiés comme hommes, 42 % (59) comme femmes, 7 % (10) comme non-binaires et 2 % (3) comme ayant une autre identité de genre. La figure 1 illustre l'âge et le genre des répondant-e-s de l'échantillon européen. Les répondant-e-s résidant en Allemagne étaient légèrement surreprésentés parmi ceux s'identifiant comme hommes (57, soit 54 %) par rapport à ceux s'identifiant comme femmes (36, soit 35 %). La majorité des répondant-e-s (71 %) étaient âgé-e-s de 18 à 40 ans au moment de l'enquête. Comme le montre la figure 2, l'échantillon nord-américain était surreprésenté par des femmes âgées de 31 à 40 ans, tandis que l'échantillon européen regroupait principalement des hommes de moins de 40 ans.

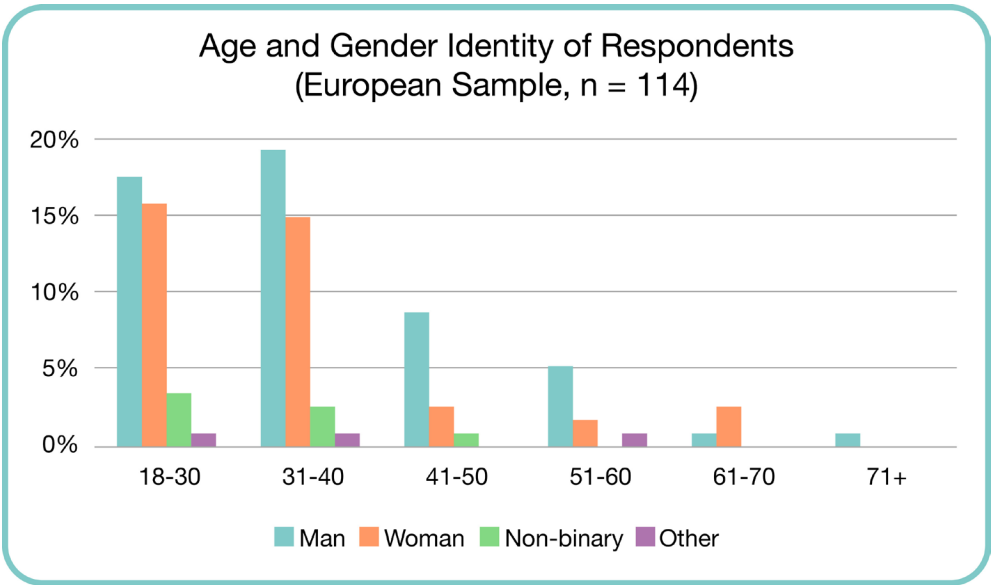


Figure 1 : Âge et identité de genre des répondants de l'échantillon européen

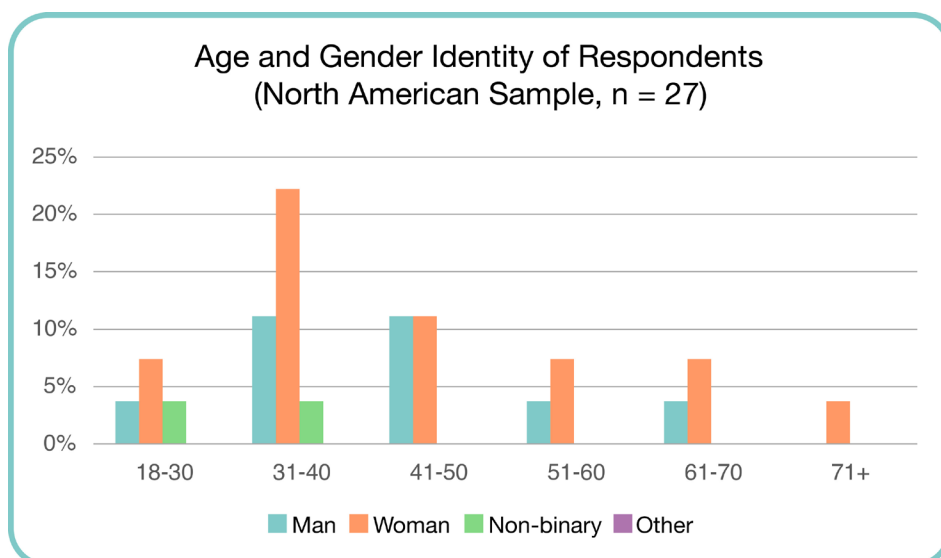


Figure 2 : Âge et identité de genre des répondants de l'échantillon nord-américain

En ce qui concerne les personnes adhérant à des convictions liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste ou à l'extrémisme anti-autorité, les répondant-e-s ont indiqué que 62 % (87) de ces personnes s'identifiaient comme hommes, 38 % (53) comme femmes, et 1 % (1) comme ayant une autre identité de genre. Contrairement aux répondant-e-s eux-mêmes, ces personnes ont tendance à être plus âgées. Une majorité (62 %, soit 87 personnes) a été décrite comme étant âgée de 51 à 70 ans, tandis que seuls 18 % (26 personnes) étaient âgées de 18 à 40 ans.

Parmi l'échantillon européen, 24 % (environ 27 personnes) des répondant-e-s ont indiqué que leur contact étroit s'identifiait comme un homme âgé de 51 à 60 ans (figure 3). Lorsque les répondant-e-s européens ont déclaré que leur contact étroit était une femme, celle-ci appartenait plus souvent à la tranche d'âge suivante, soit entre 61 et 70 ans. Dans l'échantillon nord-américain (figure 4), les contacts étroits âgés de moins de 50 ans étaient exclusivement des hommes, tandis que ceux âgés de plus de 51 ans étaient en grande majorité des femmes.

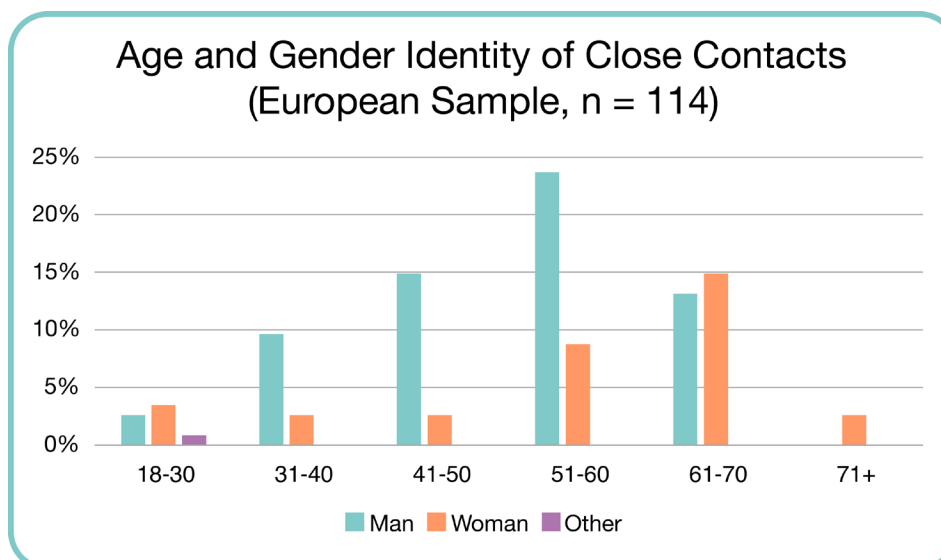


Figure 3 : Âge et identité de genre des contacts étroits dans l'échantillon européen

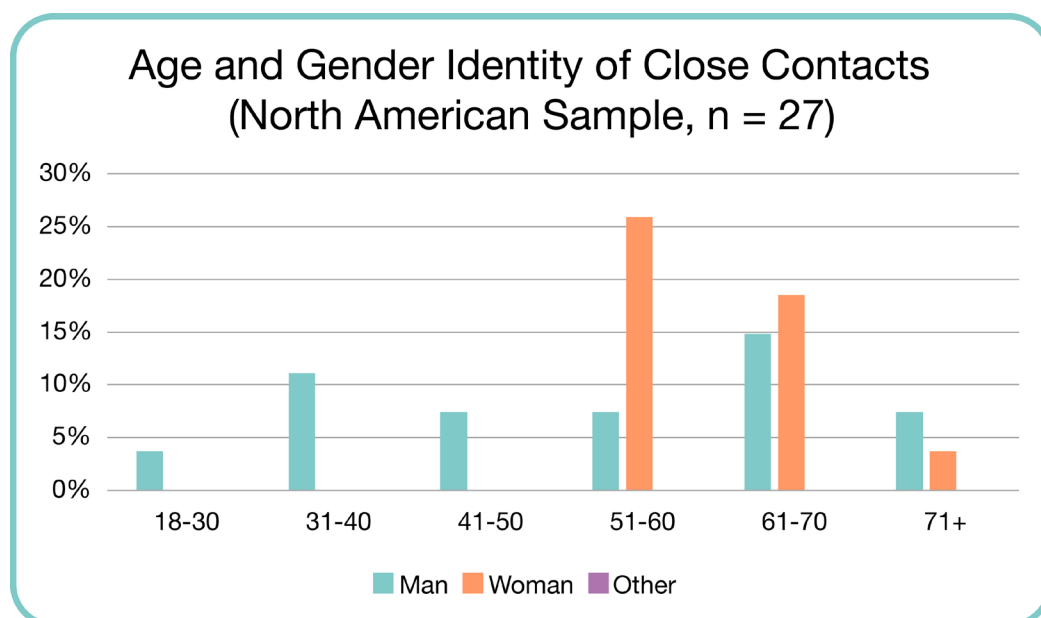


Figure 4 : Âge et identité sexuelle des contacts étroits dans l'échantillon nord-américain

Le texte indique que les différences d'âge et de genre entre les répondant-e-s et leurs contacts étroits selon la région (Europe vs Amérique du Nord) s'expliquent probablement par les sources d'échantillonnage. En Amérique du Nord, la majorité des répondant-e-s ont été recruté-e-s via des groupes de soutien en ligne sur Reddit, lesquels sont généralement composés en majorité de femmes.³⁰ Dans le contexte européen, les répondants à l'enquête ont été recrutés dans un éventail plus large de lieux, notamment des universités ou des groupes de quartier locaux.

Finalement, sur les 141 répondants, 72 (51 %) ont indiqué que leur relation sociale la plus étroite était un membre de leur famille proche. Venaient ensuite les personnes ayant déclaré avoir une relation avec un membre de leur famille élargie (27 %, soit 19 personnes), des amis actuels ou passés (17 %, soit 12 personnes), des collègues actuels ou anciens (13 %, soit 9 personnes), un ex-conjoint ou une ex-conjointe (7 %, soit 6 personnes), ou encore une autre personne importante dans leur vie (4 %, soit 3 personnes). Soixante-quatre répondants (45 %) ont déclaré n'avoir jamais vécu avec la personne ayant des convictions associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste ou à l'extrémisme anti-autorité, 57 (40 %) ont déclaré avoir déjà vécu avec cette personne et 20 (14 %) ont déclaré vivre actuellement avec cette personne.

30 St-Amant et al. 2023.

Analyse des réseaux sociaux sur Telegram et TikTok

Les réseaux sociaux jouent un rôle important dans l'organisation et la mise en relation des individus au sein des mouvements associés à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité.³¹ Afin d'inclure cet aspect du mouvement, nous avons analysé des chaînes publiques sur Telegram et TikTok afin d'obtenir des informations sur les sujets abordés et les idéologies promues. Notre objectif principal était d'acquérir une compréhension plus large des croyances idéologiques et des thèmes discutés par les individus associés à ces mouvements.

Au cours de notre processus de sélection des réseaux sociaux, nous avons identifié des chaînes potentielles à l'aide d'une méthodologie de repérage initiale. Nous avons commencé par recenser des mots-clés, des termes de recherche, des liens, des acteurs influents ou des commentaires pertinents, qui ont ensuite permis aux chercheurs d'élargir leur champ d'investigation et de repérer d'autres comptes et chaînes pertinents à partir de différents points d'entrée, tels que les hashtags, les liens partagés et les commentaires d'utilisateurs.

La sélection finale des comptes et des canaux de médias sociaux a été effectuée sur la base d'une note pondérée de facteurs pertinents, notamment la taille de chaque compte ou canal mesurée par le nombre d'abonnés, l'engagement des utilisateurs (vues ou « j'aime » sur les publications), ainsi que la présence, l'intensité ou le caractère explicite des thèmes relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité. Plus le score global est élevé, plus la pertinence de ce canal spécifique est élevée. Le dernier critère – l'idéologie – a été pondéré deux fois. Toutes les données publiques des pages TikTok ou des chaînes Telegram sélectionnées ont été téléchargées et stockées sur un disque dur à double cryptage. Cette mesure était importante, car les publications, les utilisateurs, les chaînes et les comptes peuvent être supprimés lors des efforts de modération des réseaux sociaux.

Au total, 900 publications provenant de 9 chaînes (100 par chaîne), 6 sur Telegram (3 chaînes en Allemagne et 3 au Canada) et 3 comptes TikTok (trois en Allemagne) ont été collectées. La période de collecte des données s'est déroulée entre le 1er et le 31 mai 2024, dates incluses. Au total, 300 publications ont été collectées et analysées sur les réseaux sociaux canadiens sur Telegram, et 600 sur les réseaux sociaux allemands TikTok et Telegram.

L'analyse s'est concentrée sur le contenu et les thèmes des publications. Les chercheurs ont élaboré un système de codage thématique afin de saisir et d'enregistrer le contenu de chaque publication. Douze thèmes principaux ont été identifiés, la plupart comprenant plusieurs sous-thèmes afin d'accroître la précision et le niveau de détail disponibles :

- Actualités et politique
- COVID-19
- Conspirations
- Pseudo-droit et souveraineté idéologico-conspirationniste
- Préparation et survie
- Sagesse et inspiration

31 Rathje 2023, 25.

- Sentiments d'extrême droite
- Antisémitisme
- Anti-élitisme
- Santé
- Pensée ésotérique et spiritualisme ³²

Le système de codification, y compris les sous-thèmes, figure à l'annexe IV.

Les résultats de l'analyse des médias sociaux sont utilisés pour étayer et illustrer les conclusions tirées d'autres méthodes de recherche, telles que les entretiens et le sondage. Plus précisément, l'analyse des médias sociaux constitue un élément important de notre exploration de l'idéologie des mouvements relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité dans les deux contextes nationaux. Des images provenant des médias sociaux et des comptes sont fournies tout au long du rapport afin de contextualiser nos conclusions et d'offrir des exemples concrets.

Collecte de données éthique et sécurisée

La recherche dans le domaine de l'extrémisme nécessite un plan de recherche bien élaboré qui tienne compte à la fois de la sécurité des chercheur-es et des participants à la recherche.³³ Dans la plupart des cas, il est recommandé de fournir aux participants à la recherche autant d'informations que possible sur le processus, les objectifs et les résultats attendus de l'étude. Cependant, dans le cadre d'une recherche sur l'extrémisme, une tension persiste souvent entre la transparence et la nécessité de protéger les informations personnelles des chercheur-es. Trouver un équilibre entre sécurité et transparence pose des défis inhérents, ce qui a conduit l'équipe de recherche à élaborer des lignes directrices en matière de sécurité afin d'assurer la protection de toutes les personnes concernées, tout en respectant l'intégrité éthique. Cela a été particulièrement déterminant dans la planification, la conception, le recrutement et la conduite des entretiens biographiques narratifs avec des personnes adhérant à la souveraineté idéologico-conspirationniste ou à l'extrémisme anti-autorité. Plus précisément, pour renforcer la sécurité en ligne de tous les chercheur-es, les activités ont été menées à l'aide de réseaux privés virtuels (VPN) et de machines virtuelles, afin d'éviter toute traçabilité et de garantir l'anonymat.

Il existait également des différences notables dans les approches adoptées en matière de transparence par les organisations ayant participé à ce rapport. Les chercheur-es de l'OPV et de modus ont mis en œuvre des mesures de sécurité distinctes, découlant de divergences dans les protocoles organisationnels relatifs à la transparence envers les participants et à la sécurité des chercheur-es. Pour l'OPV, le maintien d'une transparence complète avec les participants constituait une priorité.

32 L'ésotérisme est un terme générique qui désigne diverses visions du monde et pratiques axées sur la découverte de soi. Souvent inoffensif, il peut s'agir d'un mode de vie ou d'un système de croyances. Cependant, il peut également favoriser les théories du complot et les opinions antidémocratiques, et s'accompagne souvent d'un scepticisme à l'égard des institutions telles que la politique, les médias, la médecine et la science. (Zentrum Liberale Moderne 2023, 4).

33 Conway 2021.

Lors de leurs échanges avec les personnes issues du mouvement relié à l'extrémisme anti-autorité, les chercheur-es de l'OPV ont utilisé leurs véritables noms, ont mené les entretiens à partir des adresses courriel officielles de l'OPV et au moyen d'outils de visioconférence, tout en veillant à ce que chaque participant reçoive des informations détaillées sur l'étude, l'organisation et son site web.

Afin de garantir la sécurité des chercheur-es, l'équipe de recherche modus a utilisé des pseudonymes plutôt que des noms légaux pendant le processus d'entretien afin de minimiser les risques personnels. Les comptes de réseaux sociaux et les adresses électroniques utilisés pour contacter les participants et créer des comptes sur les réseaux sociaux ont également été enregistrés sous des pseudonymes.

Des mesures de protection des données ont été mises en place afin de garantir la confidentialité et la sécurité des informations des participants aux entretiens. Au début de chaque entretien, un consentement verbal a été obtenu pour s'assurer que les participants étaient pleinement informés du processus d'enregistrement et des objectifs de l'étude. Seul l'audio a été enregistré, afin de renforcer la confidentialité des participants. Toutes les données ont été anonymisées et dépersonnalisées, de manière à éviter l'inclusion d'informations identifiables dans ce rapport. De plus, les participants ont été invités à ne divulguer aucune information susceptible de les incriminer au cours de l'entretien. De même, tous les noms, comptes, photos d'utilisateurs, informations d'identification ou liens issus de l'analyse des réseaux sociaux ont été floutés dans l'ensemble du rapport, afin de garantir l'anonymat des utilisateurs.

Limites de la méthodologie et de la collecte des données

Bien que le présent rapport propose une perspective globale pour comprendre et comparer le phénomène des croyances liées à la souveraineté idéologique et à l'extrémisme antigouvernemental dans deux contextes nationaux, notre méthodologie et notre collecte de données présentent certaines limites qu'il convient de considérer lors de l'analyse. Plus précisément, les données empiriques que nous avons recueillies proviennent d'un ensemble restreint de sources répondant à des critères spécifiques, et doivent donc être interprétées avec prudence. En raison de la diversité de ces mouvements, ce document ne prétend pas présenter un portrait exhaustif du phénomène. Il fournit néanmoins des informations pertinentes dans le cadre de la présente étude. Cette section décrit ces limites ainsi que les efforts déployés pour minimiser leur impact sur nos conclusions.

Limites des entretiens

Nos entretiens fournissent un éclairage essentiel sur le phénomène de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité, en intégrant à la fois les perspectives d'expert-es et celles de personnes actuellement ou anciennement impliqué-es dans ces mouvements. Toutefois, cette méthode comporte certaines limites.

Tout d'abord, les entretiens avec les expert·es ont été menés à l'aide d'une combinaison de recrutements par commodité et par effet boule de neige, en sollicitant des personnes issues de nos réseaux professionnels existants ainsi que des expert·es reconnu·es dans le domaine. Si cette méthode permet de s'assurer de la participation d'individus bien informé·es, elle restreint néanmoins l'inclusion d'expert·es extérieurs·es aux cercles professionnels de l'organisation de recherche, de même que celle de spécialistes moins connu·es ou émergent·es.

De même, les personnes adhérant à des convictions relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité que nous avons interrogées ont été recrutées à l'aide d'une combinaison de méthodes par commodité et par effet boule de neige, ce qui ne permet pas de représenter ni de saisir pleinement toute la complexité de ces mouvements. Le recours aux réseaux sociaux pour le recrutement a vraisemblablement favorisé les personnes plus visibles et actives sur ces plateformes, au détriment de celles qui préfèrent rester discrètes. Par ailleurs, plusieurs personnes contactées, qui adhéraient à de telles convictions au moment de l'étude, ont exprimé des réticences à nous parler, se sont montrées méfiantes à l'égard de nos intentions ou ont simplement refusé de participer. Il en résulte un biais de sélection : l'échantillon final est composé de personnes qui se sont auto-sélectionnées parce qu'elles se sentaient à l'aise de s'exprimer ouvertement, contrairement à d'autres qui ne se sentaient pas en confiance pour le faire. Afin d'assurer la comparabilité des résultats dans chaque pays, les chercheur·e·s des deux organisations ont maintenu des pratiques de communication et des structures d'entretien cohérentes, en accord avec les priorités organisationnelles mentionnées précédemment.

Une autre limite des entretiens avec des personnes ayant ou ayant eu des convictions relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste ou de l'extrémisme anti-autorité réside dans les biais liés à l'auto-déclaration et à l'autocensure. Par exemple, les personnes qui répondent à une enquête peuvent consciemment ou inconsciemment adapter ou censurer leurs réponses en fonction de leur perception des attentes de la personne qui les interroge. Toutefois, en favorisant une expression libre et en évitant les questions pouvant laisser transparaître des idées préconçues ou des biais, l'équipe.

Limites de la conception de l'enquête

Bien qu'elle fournisse des informations précieuses sur les expériences et les perspectives des membres du cercle social de personnes ayant des convictions relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité, l'enquête présente plusieurs limites quant à la collecte des données, à l'échantillonnage et à la possibilité de généraliser les résultats.

Tout d'abord, l'enquête s'est appuyée sur une méthode d'échantillonnage par commodité, notamment par l'entremise de forums de discussion en ligne, de réseaux universitaires et de médias sociaux. Cette méthode est efficace pour rejoindre un large éventail de personnes, mais elle présente également des biais potentiels quant à la représentativité de l'échantillon. Le plus important de ces biais concerne le recours aux forums d'entraide sur Reddit dans l'échantillon nord-américain, ce qui a probablement entraîné une surreprésentation d'un sous-groupe de personnes plus susceptibles de chercher du soutien sur ce type de plateforme.

De plus, seuls cinq des huit subreddits identifiés ont approuvé la diffusion de l'enquête, ce qui a encore limité la diversité potentielle des répondant-e-s. En revanche, l'enquête en allemand a été diffusée par divers canaux, notamment des groupes universitaires et communautaires locaux, ce qui a probablement contribué à la différence de taille et de composition démographique des deux échantillons.

De plus, bien que l'enquête ait été disponible en trois langues (anglais, français et allemand), la majorité des réponses (108, soit 77 %) provenaient de la version allemande, avec nettement moins de réponses de la part des participant-e-s anglophones et francophones. En raison de la méthode d'échantillonnage par commodité, il n'a pas été possible de présélectionner les participant-e-s selon leur pays de résidence afin de garantir un échantillon équilibré ou représentatif de chacun des contextes nationaux. Par conséquent, le nombre de répondant-e-s canadien-ne-s était insuffisant dans l'échantillon nord-américain, tandis que les États-Unis y étaient surreprésentés, ce qui limite la généralisation des résultats au contexte canadien.

Malgré ces limites, cette enquête fournit néanmoins un aperçu utile des répercussions des croyances relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité sur les cercles sociaux dans divers contextes nationaux. Plus précisément, elle permet d'approfondir la compréhension des effets généraux de ces croyances ainsi que de la manière dont elles se manifestent dans les contextes nord-américain et européen.

Limites de l'analyse des réseaux sociaux

Enfin, notre analyse des réseaux sociaux fournit des preuves illustratives importantes à l'appui de nos conclusions générales, mais elle comporte également plusieurs limites. Tout d'abord, l'analyse s'est concentrée sur 900 publications provenant de neuf chaînes ou comptes publics sur TikTok et Telegram. Bien que l'équipe de recherche ait veillé à sélectionner des chaînes et comptes pertinents, cet échantillon ne représente qu'une fraction de l'écosystème en ligne dans son ensemble. Par conséquent, les résultats offrent un aperçu exploratoire des sujets abordés, plutôt qu'un échantillon représentatif de l'ensemble du mouvement. En outre, comme nos données proviennent exclusivement de TikTok et Telegram, notre capacité à saisir l'ensemble des discours présents sur d'autres plateformes régies par des règles de modération différentes – comme X (anciennement Twitter), Facebook, YouTube, Reddit, Discord, entre autres – demeure limitée. Étant donné que notre analyse portait uniquement sur des chaînes publiques, il est possible que certaines perspectives et dynamiques présentes dans des espaces restreints aient échappé à notre étude. Par exemple, les contenus diffusés sur des canaux fermés pourraient différer, la confidentialité y favorisant potentiellement l'expression de propos plus sensibles ou violents.

Ces données ne représentent également qu'un instantané dans le temps, puisqu'elles ont été recueillies principalement au cours d'un seul mois (mai 2024). Étant donné que les discours sur les réseaux sociaux sont souvent dynamiques et influencés par l'actualité, notre échantillon peut être biaisé par les discussions portant sur les événements contemporains à cette période. Par exemple, en mai 2024, les incendies de forêt en Alberta, en Colombie-Britannique et au Manitoba – dont plusieurs ont débuté au début du mois – constituaient un sujet largement abordé par les utilisateurs canadiens.

Deuxièmement, seuls les comptes et canaux publics ont été analysés, tandis que les espaces privés ou accessibles uniquement sur invitation ont été exclus pour des raisons éthiques. Cela limite le type de contenu observé, puisque de nombreux espaces ouverts peuvent être soumis à des formes de modération ou de suppression, alors que les espaces privés peuvent accueillir des discussions plus extrêmes. L'analyse est donc susceptible de refléter principalement les aspects les plus publics, visibles et modérés de ces mouvements, tout en passant potentiellement à côté de contenus plus radicaux diffusés dans des réseaux fermés.

Enfin, notre système de codage thématique comporte également des biais et des limites potentiels. Bien qu'il ait été conçu pour couvrir un large éventail de sujets, le processus reste intrinsèquement subjectif, puisqu'il repose sur l'interprétation, par les chercheur-e-s, de contenus souvent ésotériques. Pour atténuer ce biais, plusieurs séances de test ont été menées afin d'affiner le cadre de codage, de discuter des défis rencontrés et d'y apporter les ajustements nécessaires.

Malgré ces limites, l'analyse des réseaux sociaux fournit des exemples illustratifs essentiels aux conclusions du présent rapport. Elle permet également aux chercheur-e-s de corroborer les principaux thèmes et sujets de discussion mis en évidence par d'autres méthodes de collecte de données, notamment les entretiens.

IV Connaissances existantes

En Allemagne comme au Canada, un corpus considérable de publications a vu le jour ces dernières années sur la souveraineté idéologico-conspirationniste et l'extrémisme anti-autorité. La section suivante offre un aperçu des connaissances existantes dans les deux contextes nationaux, qui servent de base à notre recherche. Elle débute par une analyse de la littérature en Allemagne, suivie d'un examen de la littérature dans le contexte canadien.

a) Allemagne

Les recherches actuelles sur la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne, communément désignée sous le terme générique de « Reichsbürger », restent fragmentées malgré les efforts récents. Depuis le meurtre d'un policier en Bavière par un soi-disant Reichsbürger en 2016, les services de renseignement intérieurs allemands, tant au niveau fédéral qu'au niveau des Länder, font la distinction entre les « auto-administrateur-trice-s » (en allemand : *Selbstverwalterinnen*) et les « citoyen-ne-s du Reich » (en allemand : *Reichsbürgerinnen*), qui partagent tous deux un rejet fondamental de la République fédérale d'Allemagne et de son système juridique.³⁴

Au-delà de cette distinction, les typologies et définitions exhaustives dans le contexte allemand restent rares.³⁵ La plupart des publications consistent en des comptes rendus journalistiques,³⁶ des rapports anecdotiques sur des expériences individuelles,³⁷ des études exploratoires succinctes,³⁸ ou des manuels destinés aux fonctionnaires qui offrent des conseils pratiques.³⁹ Comme le soulignent Schönberger et Schönberger, cela reste vrai aujourd'hui, en particulier en ce qui concerne les analyses approfondies des individus au sein de ce mouvement.⁴⁰

Ces dernières années, probablement en raison de l'attention accrue portée aux mouvements conspirationnistes à la suite de la pandémie de COVID-19, les échanges internationaux entre chercheur-e-s et expert-e-s sur ce sujet se sont multipliés. En 2022, la revue scientifique *Perspectives on Terrorism* a consacré un numéro spécial à ce phénomène, présentant les points de vue d'expert-e-s du monde entier. Jan Rathje, un expert allemand de premier plan, y a contribué en analysant la manière dont les adhérent-es à la souveraineté idéologico-conspirationniste allemand-e-s justifient le recours à la violence, offrant ainsi au public international des informations essentielles sur ce phénomène en Allemagne.⁴¹

34 Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution 2025.

35 Voir : Hermann 2018.

36 Comme Speit 2018.

37 Voir par exemple Ginsburg 2021.

38 Comme l'ouvrage collectif de Schönberger et Schönberger 2019.

39 Voir par exemple : Wilking 2017 ; Speit 2018 ; Bundesamt für Verfassungsschutz 2023.

40 Schönberger et Schönberger 2019, 13.

41 Rathje 2022.

Outre cet intérêt accru des milieux universitaires, un incident majeur a contribué à sensibiliser l'opinion publique en Allemagne et à l'international. En décembre 2022, les services antiterroristes allemands ont mené une opération de grande envergure contre l'Union patriotique (Patriotische Union), un groupe accusé de planifier le renversement du gouvernement et la mise en place de son propre système de gouvernance.⁴² L'idéologie du groupe constituait un mélange de croyances liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste, d'idées issues de QAnon et d'autres théories conspirationnistes, ainsi que de références ésotériques. Le groupe comptait également parmi ses membres d'anciens et d'actuels militaires et policiers allemands. Cet événement a conduit plusieurs expert·e·s à appeler à un approfondissement des recherches afin d'examiner la complexité et les dynamiques propres à ce phénomène plus large.⁴³

En outre, une enquête menée par la Fondation Konrad Adenauer a révélé que l'adhésion à des déclarations associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste est nettement plus élevée parmi les sympathisant·es de l'AfD. Par exemple, 16 % d'entre eux et elles « sont tout à fait d'accord » avec l'affirmation selon laquelle « l'Allemagne est toujours gouvernée par les puissances occupantes », soit plus de trois fois la moyenne observée parmi les partisan·es des six partis analysés, qui s'élève à 5 %.⁴⁴

Catégorisations, définitions et évolutions historiques

La plupart des publications existantes sur la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne se sont concentrées sur son évolution historique et son système de croyances. Ce phénomène n'est pas nouveau, mais constitue une composante de l'histoire allemande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945, ses origines étant étroitement liées aux partis politiques et aux idéologies qui ont marqué l'Allemagne d'après-guerre.⁴⁵

Les groupes relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne trouvent leurs racines dans les mouvements d'extrême droite de l'après-guerre, qui cherchaient à restaurer le Reich allemand tel qu'il était en 1937, tout en rejetant le nouvel ordre démocratique établi après 1945. Si l'Empire allemand (ou Reich) a effectivement cessé d'exister après la guerre, certains groupes ont continué à s'interroger sur le successeur légitime du Troisième Reich. Par exemple, alors que la politique dominante en Allemagne à l'époque visait la réunification dans un nouveau cadre européen, des groupes tels que le Parti socialiste du Reich (SRP) défendaient des idéaux nationalistes et chauvins liés à l'idéologie nazie. Les juristes allemands ont rejeté ces idées, mais celles-ci ont continué à persister et à gagner du terrain parmi les extrémistes, qui mélangeaient révisionnisme historique et croyances conspirationnistes modernes, même après la réunification de l'Allemagne en octobre 1990.

42 Ritzmann 2023.

43 Ruf 2022.

44 Hirndorf 2023.

45 Hermann 2018

Le contexte juridique et historique complexe de l'Allemagne a constitué un terrain fertile pour le développement, au fil du temps, de diverses interprétations pseudo-juridiques conspirationnistes.⁴⁶ En conséquence, les chercheur·e·s ont cherché à classer ces groupes idéologiques en fonction de leurs différentes périodes de développement. Par exemple, en 2018, Hermann a proposé le terme générique d'« idéologues du Reich » et a identifié quatre sous-milieus : (1) Les extrémistes d'extrême droite, qui s'efforcent de rétablir le nazisme et le soi-disant Troisième Reich ; (2) Les Reichsbürger (citoyen·ne·s du Reich), qui croient qu'une forme du Reich existe encore aujourd'hui, perpétuée par une conspiration suggérant que la Première et la Seconde Guerre mondiale n'ont jamais vraiment pris fin. En raison de cette croyance, ils considèrent l'Allemagne moderne comme une construction illégitime et illégale ; (3) Les auto-administrateur·trice·s, qui estiment que la République fédérale d'Allemagne est un État illégitime et se sentent donc en droit de déclarer leur propre État, sous la forme d'États princiers ou de royaumes imaginaires ; (4) Les courants relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste, qui considèrent que l'État allemand actuel est illégitime, sans pour autant revendiquer la continuation d'un Reich antérieur ni chercher à créer un État entièrement nouveau. Ils visent plutôt à rétablir ce qu'ils perçoivent comme un manque de souveraineté de l'Allemagne dans sa forme actuelle.⁴⁷

Portée et ampleur du mouvement

De nombreux·ses expert·e·s estiment que le phénomène prend de l'ampleur en Allemagne, même si une certaine incertitude subsiste, car l'augmentation du nombre de cas signalés par les services de sécurité pourrait simplement refléter l'attention accrue portée au mouvement ces dernières années. Quoi qu'il en soit, l'Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution (Bundesamt für Verfassungsschutz – BfV) estime qu'environ 25 000 personnes faisaient partie du mouvement en 2023, soit une augmentation de 8,7 % par rapport à l'année précédente,⁴⁸ et de 19 % par rapport à 2021.⁴⁹ Toutefois, une étude qui a examiné les abonnements Telegram aux chaînes liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste populaires a identifié plus de 60 000 comptes en juin 2021,⁵⁰ et une étude représentative publiée en 2023 a conclu qu'un cinquième de la population allemande affiche une affinité avec les attitudes relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste.⁵¹ Ces données contradictoires suggèrent que, bien qu'il soit difficile de déterminer avec précision le nombre réel de personnes adhérant ou sympathisant avec les croyances relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste, celui-ci est probablement plus élevé que les estimations actuelles des services de renseignement.

En outre, ce mouvement comprend également des personnalités ayant acquis une grande notoriété publique, ce qui amplifie sa portée et son influence, tant au sein de ces cercles idéologiques que dans le grand public. Une liste détaillée et une description des personnes et des groupes actifs au sein du mouvement sont disponibles sur le wiki « Sonnenstaatland », géré par des militant·e·s.⁵²

46 Hermann 2018

47 Hermann 2018, 8.

48 Office fédéral pour la protection de la Constitution 2025.

49 Office fédéral pour la protection de la Constitution 2022, 103.

50 Rathje 2021.

51 Hirndorf 2023, 8.

52 *Sonnenstaatland* est un projet Internet qui traite de manière satirique les adeptes et les thèmes de diverses théories du complot sous différentes formes. Voir : <https://wiki.sonnenstaatland.com/wiki/Hauptseite>.

Souveraineté idéologico-conspirationniste et radicalisation

Au cours des deux dernières décennies, les recherches sur la radicalisation ont permis d'acquérir de vastes connaissances sur les processus et les facteurs contribuant à la radicalisation individuelle et collective. Toutefois, la plupart de ces recherches se sont concentrées sur la radicalisation djihadiste ou sur l'extrémisme d'extrême droite. Les phénomènes qui ne s'inscrivent dans aucune de ces deux catégories ont été beaucoup moins étudiés. Dans le contexte allemand, aucune étude n'a encore été publiée à ce jour portant spécifiquement sur des cas de radicalisation relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste. La littérature existante fournit néanmoins plusieurs pistes générales quant aux facteurs démographiques, à la dynamique organisationnelle, à l'intégration sociale et aux enjeux liés à la santé mentale, qui pourraient également influencer les processus de radicalisation chez les membres de ces mouvements.

Facteurs démographiques

Contrairement aux processus de radicalisation au sein de l'extrémisme djihadiste et d'extrême droite, qui se produisent principalement au début de l'âge adulte, la souveraineté idéologico-conspirationniste tend à attirer des personnes plus âgées.^{53 54} Selon l'agence fédérale allemande de renseignement intérieur, les personnes impliquées dans le mouvement sont généralement âgées de 40 à 60 ans. Cette estimation correspond aux conclusions de la police de l'État de Brandebourg, qui a établi que l'âge moyen des membres dans cet État était de 50 ans.⁵⁵ Toutefois, ces dernières années, ce mouvement a connu un renouveau. Non seulement sa composition s'est-elle rajeunie, mais il a aussi gagné en popularité auprès des femmes, selon les informations recueillies par les services de renseignement intérieurs allemands.⁵⁶ Par exemple, la proportion estimée de femmes dans le mouvement est passée de 23 % en 2017 à 43 % en 2023.⁵⁷ Une comparaison avec les groupes d'extrême droite en Allemagne montre que la proportion de femmes dans le mouvement est « nettement plus élevée ».⁵⁸

Dynamique organisationnelle

Le paysage des courants relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne est particulièrement hétérogène. Sur le plan organisationnel, le mouvement se caractérise par une fragmentation très individualisée, les groupes solidement structurés favorisant des liens sociaux forts et un engagement mutuel étant plutôt rares. Ce sont plutôt les liens lâches, les rencontres irrégulières et les réseaux numériques anonymes qui dominent les formes d'interaction sociale entre les personnes adhérant à ces croyances.⁵⁹ Des données empiriques publiées par Ginsburg en 2021 corroborent l'idée que cette absence de structure constitue un écosystème idéal pour l'autoglorification individuelle.⁶⁰ En se connectant à la structure idéologique globale tout en conservant un sentiment d'anonymat et d'individualité, les personnes adhérant à ces croyances peuvent construire leurs propres idéologies idiosyncrasiques et, dans certains cas, se proclamer représentantes de l'Empire.

53 Beelmann 2019, 201 ; Borum 2014.

54 Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution 2021, 113.

55 Keil 2017, 60.

56 Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution 2024, 133.

57 Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution 2024, 133.

58 Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution 2021, 113.

59 Voir par exemple Ginsburg 2018, Walkenhorst et Ruf 2021.

60 Ginsburg 2021.

Manque d'intégration sociale

Une hypothèse courante concernant ce mouvement est que la plupart de ses adeptes sont des personnes isolées. Bien qu'il n'existe pas de données suffisamment fiables pour répondre de manière définitive à cette question, de nouveaux éléments semblent corroborer cette hypothèse. Par exemple, les données sur les comportements criminels et les caractéristiques des personnes adhérant à la souveraineté idéologico-conspirationniste dans le Land allemand de Brandebourg indiquent que plusieurs d'entre elles vivent dans l'isolement social et entretiennent peu de contacts en dehors de leur famille proche. En outre, certaines auraient accumulé d'importantes dettes. Dans ce contexte, les interactions sociales de nombreuses personnes se limiteraient à leurs créancières, aux autorités locales, au système judiciaire ou à la police — autant d'institutions dont elles contestent la légitimité selon leur propre vision du monde.⁶¹

b) Canada

Pour comprendre le paysage actuel de l'extrémisme anti-autorité au Canada, il est essentiel d'examiner les acteur·trices, groupes et mouvements historiques qui ont établi les bases de ce phénomène. La présente section s'appuie sur la littérature académique afin de retracer l'évolution de ces dynamiques et de souligner leur importance dans la formation du paysage contemporain de l'extrémisme anti-autorité.

Le phénomène de la pseudo-loi au Canada

Le terme « extrémisme anti-autorité » est utilisé au Canada pour désigner un large éventail d'acteur·trices, de groupes et de mouvements qui éprouvent une antipathie envers de multiples formes d'autorité et, dans certains cas, s'opposent à l'idée même de gouvernement. Cette opposition s'exprime souvent par diverses théories du complot, ainsi que par le recours à des concepts et à des théories obscurs, historiques ou fréquemment inventés, regroupés sous le terme générique de « pseudo-loi ». La pseudo-loi, élément fédérateur central de nombreuses expressions de l'extrémisme anti-autorité au Canada, désigne « un ensemble d'arguments à consonance juridique » qui imitent la structure et le langage des principes juridiques légitimes, sans toutefois reposer sur un fondement dans le droit canadien actuel.⁶² Bien qu'un large éventail d'acteurs, de groupes, et de mouvements adoptent la pseudo-loi à des degrés divers, leur prémisses fondamentale repose souvent sur la croyance en un système juridique alternatif qui prétend être la « véritable » loi du pays.⁶³

61 Keil 2017, 61, 62, 100.

62 Netolitzky et Warman 2020, 715.

63 Netolitzky 2023a.

La pseudo-loi n'a aucune validité juridique et les tribunaux canadiens ont universellement rejeté ces arguments et ces tactiques.⁶⁴ Pourtant, malgré ses échecs répétés devant les tribunaux, la pseudo-loi continue d'être utilisée aujourd'hui par divers acteur-trices anti-autorité, ce qui témoigne de son attrait persistant auprès de ses adeptes. Au Canada, la pseudo-loi a été adoptée comme tactique par plusieurs groupes et mouvements historiques, tels que les Freeman-on-the-Land ou les citoyen-nes souverain-es, afin d'établir leurs droits tels qu'ils et elles les perçoivent, et de contester les poursuites judiciaires engagées à leur encontre. Ces concepts sont généralement interprétés et modifiés en fonction de griefs très spécifiques ou personnalisés, ou de l'identité des adeptes eux-mêmes. Par exemple, les interprétations pseudo-juridiques ont été adaptées et appliquées à des enjeux autochtones ou à l'établissement de droits perçus au sein de communautés de minorités visibles au Canada, comme dans le cas du mouvement dit « maure ». Plus fréquemment, toutefois, la majorité des litiges pseudo-juridiques portés devant les tribunaux sont utilisés pour tenter d'éviter de payer des impôts ou d'échapper à des poursuites pénales pour non-paiement.⁶⁵ Ces acteurs, groupes et mouvements, ainsi que leurs origines dans un groupe américain appelé Posse Comitatus, sont décrits plus en détail ci-dessous.

Posse Comitatus

Le Posse Comitatus, expression latine signifiant « pouvoir du comté », était un groupe populiste d'extrême droite peu structuré qui a émergé aux États-Unis à la fin des années 1960, intégrant diverses croyances religieuses et conspirationnistes dans son idéologie.⁶⁶ Ses membres prônaient la suprématie blanche, l'antisémitisme et l'anti-impôt, et rejetaient avec véhémence l'autorité du gouvernement fédéral américain, en particulier les institutions bancaires et fiscales.⁶⁷ De nombreux membres du Posse Comitatus croyaient que la Réserve fédérale américaine et l'Internal Revenue Service (IRS) étaient les instruments d'un grand complot visant à renverser les citoyens blancs. Bien que ce groupe fût basé aux États-Unis, l'un de ses principes idéologiques fondamentaux, qui est aujourd'hui à la base de nombreux discours relevant de l'extrémisme anti-autorité, est la conviction qu'une grande conspiration cache délibérément une « histoire secrète » aux masses.⁶⁸ Les personnes qui découvrent cette conspiration cachée se considèrent comme des « éclairé-es » et perçoivent les masses comme des « moutons aveugles ». En conséquence, les Posse Comitatus ont constitué un précurseur important de plusieurs mouvements extrémistes anti-autorité ayant émergé dans les années 1980 et 1990, notamment le mouvement Christian Identity, les milices américaines et canadiennes, les citoyen-nes souverain-es, le mouvement anti-impôt et les Freeman-on-the-Land canadiens.

64 Netolitsky 2023b ; Netolitzky et Warman 2020.

65 Netolitzky 2023b, 812.

66 Levitas 2002.

67 Levitas 2002.

68 Pitcavage, 1997.

Mouvements anti-impôts

Au Canada, un mouvement anti-impôt distinct, connu sous le nom de « détaxeurs », a émergé dans les années 1990, dans le cadre d'une vague plus large de résistance financière antigouvernementale.⁶⁹ Les détaxeurs peuvent raisonnablement être considérés comme un groupe « axé sur une question » selon la définition de Jackson, car leurs griefs sont très spécifiques à un aspect de l'autorité : la fiscalité.⁷⁰ Si le principal mouvement anti-impôt au Canada s'est popularisé dans les années 1990 et 2000, certains chercheur·es en retracent les origines intellectuelles aux années 1950, lorsqu'un homme de Winnipeg a invoqué des arguments pseudo-juridiques pour contester l'obligation de déclarer les revenus de son entreprise.⁷¹ Ce sont ces premières stratégies pseudo-juridiques, combinées à un ensemble de théories conspirationnistes fiscales empruntées au mouvement anti-impôt américain, que les manifestant·e·s anti-impôt canadien·ne·s ont ensuite mobilisées tout au long des années 1990.⁷²

De nombreux·ses détaxeurs·euses canadien·ne·s adoptaient des positions libertariennes et utilisaient des tactiques pseudo-juridiques pour contester ou contourner l'autorité gouvernementale, influençant ainsi fortement des mouvements ultérieurs, tels que les Freeman-on-the-Land.⁷³ Les premier·ère·s idéologues du mouvement anti-impôt, connu·e·s sous le nom de « gourous », ont tiré profit de la commercialisation de stratégies pseudo-légales auprès d'autres personnes cherchant à éviter de payer des impôts. La plupart partageaient un ensemble de croyances et de théories conspirationnistes rejetant la légitimité des impôts et des organismes financiers, tels que l'Agence du revenu du Canada (ARC).⁷⁴ Bon nombre de ces théories conspirationnistes trouvaient également leur origine dans des croyances antisémites concernant les origines du système bancaire.⁷⁵

Bien que le mouvement ait été en grande partie non violent, de rares cas de violence ont été signalés. L'un des plus médiatisés est le meurtre, en 2007, de l'ancien juge en chef de la Cour de l'impôt, Alban Garon, de son épouse et de leur voisin, par un individu aux opinions anti-impôt très marquées, qui avait recours à des tactiques pseudo-juridiques.⁷⁶ En 2010, le mouvement des « détaxeurs » au Canada s'était en grande partie dissipé, en raison des échecs répétés de ses tactiques devant les tribunaux et de l'incarcération de nombreux gourous ayant tiré profit de la vente de ces stratagèmes fiscaux.⁷⁷

69 Kent 2015, 2.

70 Jackson 2022.

71 Netolitzky 2016.

72 Netolitzky 2016.

73 Netolitzky, 2023b, 800.

74 Kent 2015 ; Netolitzky 2016 ; Perry, Hofmann et Scrivens 2017 ; Netolitzky 2023b, 800.

75 Netolitzky 2023b, 800.

76 Nease, 2017.

77 Netolitzky 2023b, 814.

Les « Freeman-on-the-Land » et les « citoyens souverains »

Les Freeman-on-the-Land (FOTL) et les citoyen-ne-s souverain-e-s sont deux mouvements qui contestent la légitimité de l'autorité gouvernementale, en mettant particulièrement l'accent sur le système juridique, mais qui possèdent des origines et des pratiques distinctes, ancrées dans leur contexte national respectif. Malgré cela, dans leur forme la plus élémentaire, l'idéologie des FOTL et celle des citoyen-ne-s souverain-e-s affirment que le gouvernement fédéral est une fiction corrompue, dont le seul objectif est de priver les individus de leurs droits, de leurs libertés et de leurs biens. Ces croyances s'inscrivent dans une série de complots et de principes pseudo-juridiques qui prétendent révéler la « véritable » nature des gouvernements et des systèmes juridiques contemporains.

Les citoyen-ne-s souverain-e-s forment un mouvement peu structuré, né aux États-Unis à partir du groupe d'extrême droite *Posse Comitatus*. Ce mouvement américain a influencé des adeptes portant le même nom au Canada, au Royaume-Uni, en Europe et en Australie. Ses adhérent-e-s combinent des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité à des théories du complot portant sur le système bancaire, la fiscalité, et l'existence présumée d'une cabale d'élites, souvent teintées d'antisémitisme et d'idéologies d'extrême droite.⁷⁸ Ils rejettent la légitimité du gouvernement, qu'ils considèrent comme une « fiction », et affirment être au-dessus des lois ou ne pas y être soumis. Leurs stratégies varient du survivalisme aux tactiques pseudo-légales non violentes — souvent qualifiées de « terrorisme papier » — jusqu'à des affrontements violents, notamment avec les forces de l'ordre ou des représentant-e-s de l'État.⁷⁹

Le mouvement Freeman-on-the-Land (FOTL) est apparu au début des années 2000 comme une ramification « canadienne » du mouvement des citoyens souverains, après que Robert A. Menard eut adapté cette idéologie aux milieux liés à l'extrémisme anti-autorité canadien. Si les deux mouvements — les citoyens souverains aux États-Unis et les FOTL au Canada — rejettent tous deux la légitimité du gouvernement et du système juridique, leurs approches diffèrent selon les contextes nationaux.⁸⁰ Les chercheur-es affirment que de nombreux adeptes du FOTL sont issus d'éléments extrêmes des mouvements de gauche, altermondialistes et libertaires canadiens, plutôt que de l'extrême droite.⁸¹

Malgré leur absence de hiérarchie et de centralisation, de nombreux FOTL partagent néanmoins un ensemble de croyances identifiables.⁸² L'une des plus importantes est la conviction qu'ils ne sont soumis qu'aux lois auxquelles ils ont personnellement consenti et qu'ils peuvent « se soustraire » à l'autorité gouvernementale.⁸³ Plus précisément, plusieurs FOTL estiment que le « contrat social » entre un gouvernement et ses citoyens nécessite le consentement individuel. Ainsi, en limitant leurs interactions avec l'État, les FOTL considèrent qu'ils s'abstiennent de donner leur consentement et ne sont donc pas tenus de respecter la loi. Bon nombre de ces croyances trouvent leur origine dans la *Magna Carta*, un document historique signé par le roi Jean d'Angleterre en 1215, qui n'a aujourd'hui aucune valeur juridique.

78 Sarteschi 2021 ; Taplin, Holland et Billing 2023.

79 Sarteschi 2021.

80 Perry, Hofmann et Scrivens 2017, 14.

81 Netolitzky 2016, 624 ; 2023b, 818 ; Hofmann 2019, 79.

82 Perry, Hofmann et Scrivens 2017.

83 Pytyck et Chaimowitz 2013, 149.

Dans le cadre de leurs convictions, de nombreux membres du mouvement Freeman-on-the-Land (FOTL) affirment pouvoir contourner leurs obligations légales en invoquant des lois obscures, des interprétations personnelles du droit commun ou du droit maritime, ou encore en s'appuyant sur des lectures erronées du langage juridique. Ils recourent fréquemment à des documents pseudo-juridiques pour appuyer leurs revendications. Une idée centrale consiste à distinguer leur « entité physique » de leur « entité juridique », laquelle serait selon eux utilisée par l'État pour les assujettir à des contrats implicites. En conséquence, ils rejettent l'utilisation de pièces d'identité officielles, comme les permis de conduire ou les certificats d'immatriculation, les percevant comme des formes d'adhésion contractuelle à l'autorité gouvernementale. Certains vont jusqu'à détruire volontairement ces documents, entraînant de fréquents conflits avec les forces de l'ordre. À son apogée, au début des années 2010, on estimait que quelque 30 000 Canadiens s'identifiaient comme Freeman.⁸⁴

Parmi les membres des mouvements Freeman-on-the-Land (FOTL) et des citoyens souverains au Canada, on observe une prévalence notable d'« opportunistes » plutôt que d'idéologues engagés. Ces individus mobilisent un langage et des tactiques pseudo-juridiques, principalement dans le but de répondre à des accusations criminelles, de se soustraire à des obligations fiscales, ou encore d'éviter des responsabilités financières et gouvernementales telles que le remboursement de dettes ou le paiement de pensions alimentaires. La majorité d'entre eux privilégient des méthodes non violentes, notamment des campagnes d'envois massifs de lettres ou de courriels pour saturer les tribunaux, les services policiers ou les agences gouvernementales. Certains vont plus loin en employant des tactiques judiciaires légitimes — comme le dépôt de poursuites ou de privilèges — dans une logique d'intimidation ciblant des individus, des entreprises, des représentants de l'État ou des membres du système judiciaire.

Bien que les actes de violence commis par le FOTL soient rares, plusieurs incidents notables ont été perpétrés par des individus associés ou inspirés par les idéologies du FOTL.⁸⁵ En juin 2014, Justin Bourque, âgé de 24 ans et résident de Moncton au Nouveau Brunswick, a abattu trois agents de la GRC et en a blessé deux autres dans une tuerie qui a duré 28 heures.⁸⁶ Bourque avait des antécédents documentés de propos relevant de l'extrémisme anti-autorité sur sa page Facebook et manifestait un vif intérêt pour les armes à feu, le survivalisme, et les discours anti-forces de l'ordre. Il aurait été un libertarien d'extrême droite.⁸⁷ Un autre incident notable s'est produit en 2015 lorsque Norman Walter Raddatz a tiré sur deux policiers, tuant l'un d'eux, après qu'ils aient tenté d'exécuter un mandat d'arrêt à son domicile à Edmonton. Bien que Raddatz n'ait aucun lien officiel avec le FOTL, ses publications en ligne reflétaient des thèmes courants associés au mouvement, tels que des théories du complot sur la signification des noms en majuscules dans les documents gouvernementaux.⁸⁸

84 La Presse canadienne 2013.

85 Perry, Hofmann et Scrivens 2019, 1781.

86 Perry, Hofmann et Scrivens 2019, 9.

87 Perry, Hofmann et Scrivens 2019, 9.

88 Pruden, 2015.

Les chercheur·es soulignent qu'au milieu des années 2010, le FOTL avait considérablement perdu de son influence, en grande partie à cause de défaites juridiques importantes devant les tribunaux canadiens.⁸⁹ Le cas juridique *Meads c. Meads*, en 2012, est historiquement la première tentative d'élaborer un système cohérent de classification des groupes et des mouvements qui recourent à la pseudo-législation. Le juge en chef adjoint de l'Alberta, John B. Rooke, a classé le FOTL et d'autres groupes dans la catégorie des « litiges organisés fondés sur des arguments pseudo-juridiques à caractère commercial » (OPCA).⁹⁰ Le statut actuel du FOTL au Canada sera examiné plus en détail au chapitre V, section 1b : Dynamique des groupes et des mouvements au Canada.

Plusieurs caractéristiques propres aux mouvements des citoyens souverains et des Freeman-on-the-Land (FOTL) les distinguent des autres formes d'extrémisme, telles que l'extrémisme d'extrême droite, ce qui justifie le recours à une appellation distincte, comme celle d'« extrémisme anti-autorité ». L'une des distinctions les plus marquées réside dans la diversité ethnique et raciale observée au sein des mouvements des citoyens souverains, des FOTL, et de leurs dérivés — une caractéristique largement absente dans les milieux d'extrême droite. Cette diversité est examinée plus en détail dans la section suivante.

Autres groupes et mouvements qui utilisent le pseudo-droit

Il existe plusieurs autres groupes et mouvements au Canada qui ont également recours à la pseudo-loi, bien qu'ils soient relativement petits.⁹¹ Il convient de noter que certains de ces groupes et mouvements présentent un degré de diversité ethnique et raciale encore plus élevé que les citoyens souverains et les FOTL, ce qui témoigne de l'attrait et de la capacité d'adaptation de la pseudo-loi auprès d'un large éventail d'adeptes ayant des objectifs politiques divers. Par exemple, le mouvement maure est apparu dans les années 1990 et suit une « loi maure » distincte et afrocentrique adoptée par une secte religieuse appelée Moorish Science Temple (MST).⁹² Ses adeptes affirment que les communautés afro-américaines sont les premiers habitants de l'Amérique du Nord et utilisent des tactiques pseudo-juridiques pour revendiquer ce qu'ils considèrent comme des privilèges ou des exemptions spéciaux qui leur sont dus par les gouvernements, notamment l'évasion fiscale et des stratagèmes frauduleux en matière de propriété.⁹³ Si les recherches indiquent que le mouvement maure basé aux États-Unis est beaucoup plus important, certains chercheur·es évoquent sa présence, bien que faible, au Canada.⁹⁴

D'autres groupes au Canada revendiquent une identité autochtone et utilisent des concepts et des tactiques pseudo-juridiques pour justifier leur souveraineté vis-à-vis du gouvernement.⁹⁵ Le gouvernement de la nation Squamish souveraine (SSNG), qui se distingue de la véritable nation Squamish de Colombie-Britannique, est un exemple de groupe qui réclame de manière trompeuse un héritage autochtone. Selon Perry, Hofmann, et Scrivens, ce groupe a « tenté d'usurper le conseil de bande légitime de la nation Squamish en utilisant des tactiques pseudo-juridiques... »⁹⁶

89 Netolitzky 2019 ; Netolitzky et Warman 2020.

90 Meads vs Meads 2012 ; Hamilton et Woolley 2013 ; Netolitzky 2016, 624 ; Netolitzky 2019.

91 Pour une liste, voir Perry, Hofmann et Scrivens 2020, 1780.

92 Anti-Defamation League 2012, 11 ; Dew 2016 ; Kent 2015, 4.

93 Kent 2015, 4-5 ; Perry, Hofmann et Scrivens 2019, 2 ; Sarteschi 2020, 2.

94 Voir Kent 2015 ; Perry, Hofmann et Scrivens 2019.

95 Perry, Hofmann et Scrivens 2019, 3.

96 Perry, Hofmann et Scrivens 2019, 3.

Outre la diversité des communautés ethniques et raciales minoritaires qui adoptent le pseudo-droit, certains groupes religieux, dont l'Église canadienne de la rédemption œcuménique internationale (CERI), mélangent récits religieux, idéologies relevant de l'extrémisme anti-autorité, et pseudo-droit pour justifier leur exemption du gouvernement canadien. Bien que la CERI ne représente qu'une petite partie de la communauté pseudo-juridique canadienne, Netolitzky affirme qu'elle a survécu à d'autres groupes, comme le FOTL, malgré des échecs comparables devant les tribunaux.⁹⁷

Enfin, depuis le début des années 2000, il existe une « colonie » de *Reichsbürger* allemands dans l'est du Canada, sur l'île du Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse.⁹⁸ Cette « colonie » improvisée a fait l'objet d'un article détaillé publié en 2020 dans le magazine d'information allemand *Der Spiegel*, qui affirmait qu'au fil des ans, « des centaines » de citoyens allemands associés aux *Reichsbürger* et à l'extrême droite avaient acheté des terres au Cap-Breton.⁹⁹ L'idéologue qui serait au centre de ce complot est un *Reichsbürger* allemand du nom de Frank Eckhardt, qui organise des séminaires sur l'île avec deux autres extrémistes allemands, Andreas Popp et Eva Herman, sur le nazisme et l'effondrement imminent des systèmes sociaux, politiques et économiques européens. Selon les partisans de cette « colonie », le Canada est considéré comme un refuge qui sera largement protégé des retombées de l'effondrement prophétisé de l'Europe.¹⁰⁰ Récemment, en 2024, Eckhardt a plaidé coupable à plusieurs chefs d'accusation liés à des infractions commises avec des armes à feu, qui ont été découvertes lors d'une enquête sur des allégations selon lesquelles Eckhardt aurait extorqué plusieurs citoyens allemands pour qu'ils achètent des propriétés.¹⁰¹

Au-delà de ces groupes et mouvements nommés, il existe de nombreux individus non affiliés qui ont des convictions anti-autorité extrêmes et qui emploient des tactiques pseudo-légales au Canada. Ces individus s'inspirent d'un mélange de complots, de griefs, et d'expériences personnelles, ainsi que d'une méfiance et d'une opposition générales envers les autorités institutionnelles et le gouvernement. La diversité, la fluidité et la diffusion de ce phénomène rendent difficile l'évaluation de la taille du mouvement de l'extrémisme anti-autorité au Canada. Toutefois, il existe plusieurs points communs et tendances parmi les adeptes qui peuvent être identifiés à partir de la documentation existante, dont il sera question dans la section suivante.

Points communs et variétés parmi les adeptes

La cohérence des croyances entre des individus par ailleurs disparates qui utilisent le pseudo-droit a beaucoup à voir avec la manière dont ces concepts et ces tactiques sont partagés. Par exemple, les détaxeurs, les FOTL, les citoyens souverains et les Maures partagent leurs idées par le biais de réseaux peu structurés qui comprennent des séminaires en ligne et en personne, des cours, des ressources, et des documents auto-publiés ou à téléchargements payants.. Ces documents sont généralement créés et distribués contre rémunération par des personnalités influentes, appelées « gourous ».

97 Netolitzky 2023a.

98 Evans et al. 2023, 514.

99 Evans et al. 2023, 528-529.

100 Baxter 2020.

101 Ayers 2024.

Par exemple, Robert A. Menard, fondateur et gourou influent du mouvement FOTL, a tiré parti de l'essor des premières plateformes de partage de vidéos, telles que YouTube dans les années 2000 en publiant des vidéos instructives afin de toucher un public plus large.¹⁰² Cela a donné naissance à une communauté qui fonctionnait de manière indépendante, mais qui partageait un ensemble de croyances et de tactiques communes. Cependant, de nombreux gourous ne tentent pas de mettre en pratique leurs enseignements dans leur propre vie et existent presque exclusivement au sein du mouvement pour escroquer les autres, ce que Perry, Hofmann, et Scrivens appellent les « entrepreneurs » du milieu.¹⁰³

Par exemple, Menard est l'un des exemples canadiens les plus marquants d'un gourou qui a mis en œuvre des enseignements pseudo-juridiques pour escroquer ses adeptes. Menard a été très actif pendant l'apogée du mouvement, entre 2008 et 2014, et s'était autoproclamé porte-parole du groupe, accordant plusieurs interviews à des médias canadiens.¹⁰⁴ Sa chute a été provoquée par la publication de documents judiciaires sur le site communautaire militant « Quatloos », qui ont révélé que ses tactiques devant les tribunaux étaient largement inefficaces et qu'il continuait à détenir un permis de conduire valide, ce qui contredisait directement ses propres enseignements.¹⁰⁵ Ces deux actions contreviennent à ses principes fondamentaux, ce qui laisse croire que son implication était surtout motivée par le gain financier, et non pas par sa foi dans les méthodes et stratégies qu'il vendait.

Une autre similitude importante entre les acteurs, les groupes, et les mouvements qui recourent au pseudo-droit est leur abstention de toute violence. Malgré que certains sont véritablement attachés à leur idéologie, la plupart d'entre eux ne sont pas prêts à franchir le pas entre l'activisme non violent et la violence.¹⁰⁶ Leur comportement se manifeste plutôt par d'autres moyens, notamment le survivalisme et la préparation à la survie, les confrontations verbales ou le non-respect des lois, ainsi que le recours à des tactiques pseudo-juridiques, notamment le « terrorisme papier ». Cependant, il existe quelques individus isolés que Perry, Hofmann, et Scrivens classent comme « extrémistes anti-autorité violents » qui ont commis des actes de violence au fil des ans.¹⁰⁷ Par exemple, en 2005, James Roszko a abattu quatre agents de la GRC près de Mayerthorpe, en Alberta, après qu'ils aient été envoyés sur la propriété de Roszko pour exécuter un mandat de perquisition. Selon l'enquête qui a suivi, Roszko avait un long casier judiciaire et nourrissait des sentiments anti-autorité extrêmes à l'égard des forces de l'ordre.¹⁰⁸

Malgré leur rejet commun de l'autorité et de la légitimité du gouvernement, tous ceux qui recourent à la pseudo-loi ne partagent pas les mêmes origines politiques. Par exemple, alors que d'éminents gourous du FOTL, comme Menard, sont issus de cercles d'extrême gauche et libertaires, d'autres, comme Dean Clifford, qui a contesté le style de leadership de Menard au début des années 2010, sont issus de cercles d'extrême droite, plus précisément des mouvements suprémacistes blancs et skinheads.¹⁰⁹

102 Perry, Hofmann et Scrivens 2017, 15.

103 Perry, Hofmann et Scrivens 2019, 9.

104 Zerbisias 2013 ; Kivanc 2016.

105 Netolitzky 2023b.

106 Perry, Hofmann et Scrivens 2019, 8.

107 Perry, Hofmann et Scrivens 2019, 8-9.

108 Ministère de la Justice et du Solliciteur général de l'Alberta 2011.

109 Netolitzky 2016, 626.

Contrairement à Menard, Clifford a promu un style de freemenisme plus conflictuel, basé sur la résistance personnelle et physique,¹¹⁰ ce qui a finalement conduit à son arrestation pour une série d'accusations, notamment pour avoir agressé un policier, résisté à son arrestation et fait obstruction à la police lors d'un contrôle routier.¹¹¹ Cette diversité démontre un autre avantage de décrire le phénomène canadien avec le terme plus large et plus inclusif sur le plan politique d'« extrémisme anti-autorité ».

De même, comme nous l'avons déjà mentionné, tous les adeptes ne manifestent pas le même niveau d'engagement. Par exemple, alors que ceux qui se livrent à l'activisme anti-autorité peuvent le faire par conviction profonde des principes fondamentaux de l'idéologie (et sont les plus susceptibles de franchir le cap de la violence une fois que leurs stratégies non violentes ont échoué), d'autres, que certains chercheur-es appellent les « amateurs », les « opportunistes » et les « sympathisants », sont les moins susceptibles de recourir à la violence et constituent la plus grande partie des adeptes de l'extrémisme anti-autorité au Canada.¹¹² Les amateurs et les opportunistes sont des adeptes qui adoptent les tactiques de la communauté pendant une courte période, généralement en raison d'une situation personnelle, juridique ou financière difficile, telle qu'un divorce ou une faillite.¹¹³ Leur engagement est motivé par le désir de trouver une solution rapide à leurs problèmes. Ces adeptes choisissent souvent des croyances ou des tactiques spécifiques qui, selon eux, amélioreront leur situation et les abandonnent généralement lorsqu'elles s'avèrent inefficaces. Les sympathisants, en revanche, adhèrent sincèrement aux idéologies fondamentales du mouvement, mais ne les appliquent pas pleinement et n'adoptent pas le mode de vie qui y est associé, comme la destruction des documents d'identité délivrés par le gouvernement, pour diverses raisons. Au lieu de cela, ces adeptes agissent souvent comme des partisans et des contributeurs enthousiastes des communautés en ligne, apportant leur soutien, leur moral et leurs conseils à ceux qui cherchent à mettre en œuvre ces stratégies dans la vie réelle.¹¹⁴

Mouvements militants

Au cours des trois dernières décennies, des mouvements militants, tels que les Three Percenters (III %, ou « Threepers »), les Proud Boys et les Soldiers of Odin ont joué un rôle important dans le paysage canadien de l'extrémisme anti-autorité. Bien que plusieurs de ces groupes soient issus d'organisations portant des noms similaires — voire identiques — aux États-Unis ou en Europe, ils ont adapté leur message au contexte politique et social canadien. Barkun définit les milices comme des « organisations paramilitaires » qui justifient le recours à la violence en invoquant l'existence de « forces politiques et économiques clandestines » qui saperaient le gouvernement constitutionnel et les libertés individuelles.¹¹⁵

110 Perry, Hofmann et Scrivens 2017, 17.

111 Carter, 2013.

112 Perry, Hofmann et Scrivens, 2019; Netolitzky, 2023b.

113 Perry, Hofmann et Scrivens 2019, 7.

114 Perry, Hofmann et Scrivens 2019, 8.

115 Barkun 1996, 50.

Une distinction clé entre les milices et d'autres groupes, comme le FOTL, est que les premières peuvent plus souvent être décrites comme antigouvernementales plutôt que comme anti-autorité au sens large, selon les définitions fournies plus haut dans le présent rapport. En effet, elles ont tendance à s'opposer à des dirigeants politiques, des partis, des branches du gouvernement ou des politiques spécifiques, comme l'immigration.¹¹⁶ La plupart des mouvements miliciens, en particulier aux États-Unis, sont favorables aux armes à feu, même si cela se traduit moins vivement dans le contexte canadien en raison des lois plus restrictives du Canada en matière de possession d'armes à feu.¹¹⁷ De nombreuses milices se présentent comme de « vrais patriotes » défendant les droits et libertés individuels et se considèrent comme l'avant-garde contre les abus illégaux du gouvernement fédéral.¹¹⁸ Beaucoup s'adonnent à des entraînements paramilitaires, tels que le tir ou le combat, la survie et la préparation.

Certaines milices reprennent les croyances de mouvements comme *Posse Comitatus*, les citoyens souverains ou *FOTL*, notamment l'idée des « shérifs constitutionnels », fondée sur une interprétation erronée de la Constitution américaine et de l'ancienne loi anglaise sur les comtés. La plupart des milices concentrent toutefois leurs critiques sur des actions précises du gouvernement fédéral plutôt que de rejeter complètement l'autorité.¹¹⁹ Les milices ont également tendance à ne pas recourir à des tactiques pseudo-légales, ce qui distingue encore davantage leur comportement. Alors que les partisans du FOTL et d'autres mouvements pseudo-légaux proviennent d'un large éventail de milieux politiques, les membres des milices ont tendance à être plus proches des sentiments d'extrême droite, tels que la suprématie blanche, l'anti-immigration, l'anti-diversité et l'ethnonationalisme blanc. Bien que ces éléments ne soient pas absents des mouvements FOTL et similaires, ils occupent souvent une place moins centrale dans leur idéologie. Au Canada, par exemple, de nombreux groupes miliciens ont concentré leurs efforts sur la protestation ou l'intimidation des communautés raciales, ethniques, ou religieuses minoritaires, tels que la communauté musulmane canadienne.¹²⁰

Les milices ont largement décliné au Canada au cours de la dernière décennie en raison de conflits internes, d'une attention accrue des forces de l'ordre, et du classement de certains groupes, comme les Three Percenters, en tant qu'entités terroristes par le gouvernement canadien.¹²¹ Cependant, avant ce déclin, il existait divers groupes dispersés à travers le Canada, notamment plusieurs sections des Three Percenters, les Soldiers of Odin (et leurs nombreuses ramifications et groupes dissidents, dont les Wolves of Odin) et la Milice Patriotique Québécoise (en anglais : « Quebec Patriotic Militia »), dont beaucoup se livraient à des activités de survivalisme, de préparation, et d'entraînement paramilitaire.¹²²

116 Netolitzky 2023b, 800.

117 Perry, Hofmann et Scrivens 2017, 59.

118 Barkun 1996, 50.

119 L'idée du « shérif constitutionnel » remonte au *Posse Comitatus*. Elle repose sur une interprétation historique erronée de plusieurs documents juridiques, dont la Constitution américaine et l'ancienne loi anglaise sur les comtés, et prétend que les hauts shérifs des comtés anglais avaient autorité dans les premières colonies américaines, et que l'autorité des shérifs prime donc sur celle du gouvernement fédéral. Cette croyance a ensuite été reprise par certains adeptes du mouvement des citoyens souverains basé aux États-Unis. Voir : Fleishman 2004, 7 ; Département américain du logement et du développement urbain 2015 ; Tsai 2017.

120 Mosleh 2019 ; Parsons 2019.

121 Perry, Hofmann et Scrivens 2019.

122 Perry, Hofmann et Scrivens 2017, 59 ; 2019, 1790.

Compréhension académique du paysage de l'extrémisme anti-autorité canadien aujourd'hui

Le paysage de l'extrémisme anti-autorité canadien actuel s'est étendu au-delà de ces dimensions historiques et est devenu plus fluide et amorphe ces dernières années.¹²³ En conséquence, les chercheur-es affirment que l'extrémisme anti-autorité est difficile à définir en raison de la grande diversité idéologique et tactique de ses adeptes.¹²⁴ Bien que des efforts importants aient été déployés dans le passé pour définir ou typologiser le phénomène en fonction des caractéristiques structurelles et idéologiques de ses factions ou des raisons de l'engagement de ses adeptes, comme les travaux de Perry, Hofmann, et Scrivens, la fluidité du phénomène continue de défier ces catégories, nécessitant des modifications ou des précisions supplémentaires.¹²⁵ Malgré cette diversité, le point commun persistant entre les membres de ce groupe reste une opposition partagée au gouvernement et à l'autorité, généralement centrée sur un ensemble de complots, de concepts et de tactiques pseudo-juridiques et de résistance personnelle.

Plusieurs tendances importantes se sont poursuivies sans interruption jusqu'à aujourd'hui. Par exemple, des recherches récentes menées au Canada montrent que les groupes antigouvernementaux actuels, tout comme leurs prédécesseurs, fonctionnent en réseaux peu structurés. Ils sont animés par une combinaison de ressentiment personnel, de théories du complot et d'un profond scepticisme envers le gouvernement, les institutions et les symboles de l'autorité.¹²⁶ Les chercheur-es ont donné plusieurs noms à ce phénomène, dans lequel les acteurs mélangent différentes idéologies, croyances, griefs, sentiments ou préjugés, notamment « extrémisme à la carte », « extrémisme violent mixte », « composite » ou « idiosyncrasique ».¹²⁷ Bien qu'il existe une grande diversité dans le paysage de l'extrémisme anti-autorité actuel, les chercheur-es notent que l'élément central reste un rejet fondamental de la légitimité et de l'autorité du gouvernement.¹²⁸

Les activités et les tactiques de ces individus, groupes et mouvements sont tout aussi diverses et peuvent aller de la critique non violente du gouvernement à l'activisme pacifique, en passant par les protestations sociales, les tactiques pseudo-légales, l'entraînement paramilitaire, la préparation et le survivalisme et dans de rares cas, des actes de violence visant à renverser les structures, les symboles ou les agents de l'autorité.¹²⁹ Cependant, de nombreux chercheur-es soulignent que les acteurs extrémistes anti-autorité au Canada aujourd'hui, comme leurs prédécesseurs, sont en grande partie non violents.¹³⁰

123 Berger 2016 ; Perry, Hofmann et Scrivens 2017 ; Hofmann 2019.

124 Berger 2016 ; Jackson 2022, 9 ; Netolitzky 2023b.

125 Perry, Hofmann et Scrivens 2017 ; 2019 ; 2020.

126 Perry, Hofmann et Scrivens 2017 ; 2019 ; 2020.

127 Norris 2020 ; Gartenstein-Ross et al., 2023.

128 Perry, Hofmann et Scrivens, 2017 ; 2019 ; 2020.

129 Kent 2015, 1 ; Fiebig et Koehler 2022 ; Robinson, Malone et Crenshaw 2023.

130 Hofmann 2019.

Une tactique couramment utilisée est connue sous le nom de « terrorisme papier ».¹³¹ Cette tactique d'intimidation repose sur des concepts et des documents pseudo-juridiques pour déposer des documents administratifs futiles, tels que des poursuites judiciaires, des privilèges et des litiges contre divers acteurs, notamment des représentants du gouvernement ou des forces de l'ordre, des agences, des entreprises et des particuliers.¹³² Historiquement, des mouvements tels que les « detaxers » et « FOTL » ont utilisé cette tactique, et de nombreux acteurs, groupes et mouvements contemporains ont continué à le faire malgré son échec constant devant les tribunaux. Bien que cette tactique soit en soi non violente, des incidents, tels que le meurtre du président de la Cour fiscale en 2007, montrent que la violence peut parfois survenir si les revendications ne sont pas satisfaites.

Une tendance émergente, qui différencie aujourd'hui de nombreux acteurs de leurs prédécesseurs historiques, est le rejet de plus en plus large d'une série de symboles d'autorité, tels que les autorités de santé publique, les universitaires, les établissements d'enseignement, les célébrités ou autres personnalités publiques, les scientifiques, les institutions bancaires, etc. En raison de cette profonde méfiance, beaucoup adhèrent également à un mélange de théories du complot qui prétendent impliquer un large éventail de systèmes ou de symboles d'autorité dans des complots vastes et néfastes.¹³³ La forme de complot la plus courante parmi ces acteurs est celle qui prétend qu'un « État profond » caché conspire pour subvertir les droits individuels, manipuler le public et contrôler les masses afin d'instaurer un « Nouvel Ordre Mondial ».¹³⁴

Raisons de l'implication et de la distanciation

Les chercheur·es ont proposé plusieurs raisons possibles pour expliquer pourquoi les individus sont attirés par les idéologies relevant de l'extrémisme anti-autorité. L'une des motivations les plus fréquemment citées est le ressentiment profond (légitime ou non) à l'égard des gouvernements ou des institutions d'autorité.¹³⁵ Ce ressentiment peut être motivé par des facteurs matériels, tels que des inégalités sociales ou économiques réelles ou perçues, le statut social ou un sentiment d'infériorité, qui peuvent attirer les individus vers des discours et des tactiques promettant un soulagement de fardeaux financier, social, ou politique, tels que les impôts, les dettes, ou les procédures judiciaires, comme le divorce et la pension alimentaire.¹³⁶

D'autre part, les individus peuvent se sentir poussés vers des discours relevant de l'extrémisme anti-autorité en raison de facteurs psychologiques ou émotionnels, tels que des sentiments d'aliénation, d'exclusion ou d'injustice et de mauvais traitements réels ou perçus.¹³⁷

131 Kent 2015 ; Perry, Hofmann et Scrivens 2017 ; Sarteschi 2021 ; Fiebig et Koehler 2022 ; Robinson, Malone et Crenshaw 2023.

132 Kent 2015 ; Perry, Hofmann et Scrivens 2017 ; Sarteschi 2021 ; Fiebig et Koehler 2022 ; Robinson, Malone et Crenshaw 2023.

133 Hofmann 2019 ; Bjørge & Braddock 2022.

134 Robinson et al. 2021.

135 Van Stekelenburg, Klandermans et van Dijk 2011 ; Perry, Hofmann et Scrivens 2017 ; Baldino et Lucas 2019 ; Cubitt et al. 2024.

136 Neckel et van Krieken 1996 ; Pitcavage 2012 ; Hodge 2019.

137 Cubitt, 2024.

Par exemple, dans leurs entretiens avec des partisans extrémistes anti-autorité au Canada, Perry, Hofmann, et Scrivens ont noté que la plupart d'entre eux avaient « une forme de conflit direct ou permanent avec le gouvernement, le système judiciaire ou les forces de l'ordre ».¹³⁸ D'autres ont mentionné un « événement décisif », tel qu'un événement géopolitique ou une crise personnelle, qui a précipité leur engagement.¹³⁹ Le rôle des crises politiques et économiques a également été identifié par d'autres chercheur-es,¹⁴⁰ et peut aider à expliquer l'expansion et l'attrait actuels des discours relevant de l'extrémisme anti-autorité pendant et après les crises de santé publique, telles que la pandémie de COVID-19.¹⁴¹

Dans le cadre de ces griefs, les individus peuvent également développer un sentiment de paranoïa et être plus enclins à adhérer à diverses théories du complot.¹⁴² Cela peut s'expliquer par le fait que les théories du complot offrent un cadre simple pour comprendre des questions complexes, souvent en attribuant la responsabilité à des groupes identifiables.¹⁴³ Plusieurs théories du complot mettent également en cause des personnages obscurs et corrompus qui cherchent à instaurer un « nouvel ordre mondial », et plusieurs s'inspirent de croyances antisémites de longue date sur les origines du système bancaire et du gouvernement.¹⁴⁴ Ces théories du complot peuvent souvent donner aux individus un sentiment d'impuissance, ce qui rend les discours de l'extrémisme anti-autorité attrayants, car ils promettent de renverser l'équilibre du pouvoir des autorités « corrompues » au profit des individus.¹⁴⁵ Par exemple, des tactiques pseudo-juridiques promettent de libérer les individus de l'autorité de l'État et leur offrent une liberté financière ou juridique face au contrôle « corrompu » du gouvernement.¹⁴⁶

Enfin, certains chercheur-es ont avancé que ni les griefs ni les complots ne suffisent à eux seuls à justifier l'extrémisme anti-autorité. C'est plutôt la combinaison des complots et de certains types de personnalité qui peut influencer le soutien à la violence antigouvernementale. Par exemple, Gill, Rottweiler et Clemmow constatent que les individus qui adhèrent aux complots courant sur la COVID-19 (par exemple, que le gouvernement et les scientifiques ont délibérément exagéré la gravité du virus pour justifier des mesures répressives) sont plus susceptibles de soutenir la violence antigouvernementale lorsqu'ils présentent également des niveaux élevés de narcissisme, de sadisme et de machiavélisme.¹⁴⁷ En revanche, chez les individus présentant des niveaux plus faibles de ces trois types de personnalité, la croyance aux complots liés à la COVID-19 ne permet pas à elle seule de prédire le soutien à la violence. Cette recherche met en évidence la complexité de la radicalisation à la violence chez les acteurs adhérant à l'extrémisme anti-autorité.

138 Perry, Hofmann et Scrivens, 2017, p. 41.

139 Perry, Hofmann et Scrivens 2017, 41-42.

140 Hodge 2019.

141 Hofmann 2019 ; Cubitt 2024.

142 van Prooijen et Douglas 2017 ; Douglas et al. 2019 ; Mao et al. 2021.

143 Cubitt 2024.

144 Sarteschi 2020.

145 Netolitzky 2023a.

146 Netolitzky 2018.

147 Gill et al. 2024.

Si la plupart des travaux académiques s'acharnent à expliquer pourquoi les individus adhèrent à des discours relevant de l'extrémisme anti-autorité, rares sont ceux qui identifient clairement les raisons pouvant les pousser à s'en éloigner. Comme cela a été mentionné dans la section terminologique ci-dessus, nous utilisons dans ce rapport le terme « distanciation » pour désigner un processus complexe, souvent non linéaire et de longue durée, qui inclut à la fois une prise de distance comportementale et cognitive vis-à-vis des systèmes de croyances, des groupes et des activités extrémistes. Bien que la littérature sur ce phénomène soit moins abondante que celle consacrée aux processus de radicalisation — particulièrement dans le cas de l'extrémisme anti-autorité —, certains chercheurs offrent néanmoins des pistes de réflexion intéressantes.

Premièrement, une partie des adhérent-es peuvent à un moment donné se rendre compte que les stratégies anti-autorité, et en particulier les tactiques pseudo-légales, sont largement inefficaces, ce qui conduit les individus à prendre leurs distances ou à les abandonner.¹⁴⁸ D'autres ont suggéré que certains adhérent-es peuvent être dissuadés par l'association du mouvement à la violence et chercher à s'en dissocier.¹⁴⁹ Il est également possible que des dirigeants discrédités, tels que Menard, poussent certaines personnes à prendre leurs distances par rapport aux discours et aux mouvements anti-autorité. Enfin, certains soulignent l'existence de facteurs protecteurs, tels que l'altruisme élevé et les traits de personnalité liés à l'honnêteté et humilité, réduisent la probabilité de soutenir la violence antigouvernementale, même en présence de facteurs d'attraction, tels que l'exposition aux théories du complot et la croyance en celles-ci.¹⁵⁰

c) Comparaison

Au cours de la dernière décennie, les connaissances et la littérature sur la souveraineté idéologico-conspirationniste et l'extrémisme anti-autorité en Allemagne et au Canada se sont considérablement développées. Toutefois, les recherches comparatives entre ces phénomènes dans différents contextes nationaux demeurent encore limitées. Une analyse croisée permettrait pourtant de mieux comprendre les dynamiques propres à chaque pays tout en identifiant des points communs et des tendances transnationales.

Le contexte historique du mouvement dans les deux pays révèle des différences notables. En Allemagne, l'idéologie relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste s'est enracinée dès l'après-guerre, en réaction aux structures politiques mises en place après 1945. À l'inverse, le paysage de l'extrémisme anti-autorité canadien s'est formé plus tardivement, principalement dans les années 1980 et 1990, à travers une constellation de mouvements fragmentés et peu structurés. Nombre d'entre eux constituent des adaptations canadiennes de mouvements d'extrême droite américains, réinterprétés selon les réalités sociopolitiques locales.

148 Netolitzky 2023b.

149 Hofmann 2019 ; Perry, Hofmann et Scrivens 2020.

150 Cherney, Putra, Putera, Erikha et Magrie 2021 ; Gill, Rottweiler et Clemmow 2024.

Si les origines des idéologies relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne peuvent clairement être attribuées à l'extrême droite, il en va autrement au Canada. Plusieurs mouvements de l'extrémisme anti-autorité sont issus de milieux d'extrême gauche, bien que certains, comme les milices, trouvent leurs racines dans l'extrême droite. Malgré les tentatives de définition et de catégorisation, le phénomène demeure difficile à circonscrire dans les deux pays en raison de sa fragmentation idéologique et de sa diversité. En Allemagne comme au Canada, la pandémie de COVID-19 a profondément modifié la configuration des mouvements relevant de l'extrémisme anti-autorité, accentuant leur caractère diffus, hétérogène et informel. La diversité des acteurs impliqués s'est accrue, de même que les liens et les collaborations avec des groupes d'extrême droite, devenus plus visibles. Finalement, les thèses conspirationnistes ont longtemps dominé le paysage des mouvements antiautoritaires, autant à travers leur évolution passée qu'actuelle.

Au Canada comme en Allemagne, certains chercheur·es ont examiné les raisons de la radicalisation ou de l'adhésion aux discours relevant de l'extrémisme anti-autorité. Toutefois, en comparaison avec la richesse des travaux portant sur l'extrémisme d'extrême droite ou le djihadisme, ces recherches demeurent encore limitées. Par ailleurs, il existe à ce jour peu d'études systématiques portant sur les processus de distanciation spécifiquement chez les partisans de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité.

V Conclusions spécifiques à chaque pays

Dans cette section, nous présentons nos conclusions propres à chaque pays, fondées sur les résultats des entretiens menés auprès d'expert·es et de partisan·es, ainsi que sur l'enquête réalisée auprès de familles, d'ami·es et de proches de personnes adhérant à des convictions relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste ou de l'extrémisme anti-autorité. L'analyse des réseaux sociaux, appuyée par des exemples tirés de publications en ligne, vient illustrer et renforcer ces conclusions, notamment sur les points suivants. Nous débutons par le contexte allemand (section A), avant d'aborder le contexte canadien (section B).

a) Allemagne

Dans cette section, nous analysons et présentons les résultats de nos recherches dans le contexte allemand. Nous commençons par examiner la dynamique des groupes et des mouvements (section 1a), puis nous nous penchons sur leurs convictions idéologiques (section 2a), en abordant à la fois les éléments fondamentaux et les systèmes de croyances connexes. Nous présentons ensuite les motivations à l'engagement (section 3a), ainsi que les obstacles et les facteurs favorisant la distanciation (section 4a). Enfin, nous explorons les risques, les menaces et les dangers associés à la souveraineté idéologico-conspirationniste (section 5a).

1a Dynamique des groupes et des mouvements en Allemagne

Un mouvement fluide et diversifié

Les entretiens avec des expert·es, les conversations avec des adhérent·es à la souveraineté idéologico-conspirationniste autoproclamés ainsi que l'analyse des réseaux sociaux révèle un mouvement lié à la souveraineté idéologico-conspirationniste allemande à la fois fluide et fragmenté. Les expert·es que nous avons rencontrés soulignent une transformation importante dans la dynamique du mouvement, qu'ils attribuent à la pandémie de COVID-19. Avant celle-ci, les groupes et associations composant le mouvement étaient plus clairement structurés, avec des membres généralement alignés sur des idées relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste. Comme l'a formulé un expert :

« Au début, il s'agissait de groupes individuels principalement organisés au niveau local. On pouvait donc dire : dans cet État fédéral, il y a tel ou tel groupe... Mais les groupes sont de plus en plus grands, de mieux en mieux connectés, et cette division n'existe plus aujourd'hui. » - (Jörn Beckmann)¹⁵¹

151 Jörn Beckmann, militant/expert juridique.

Les tendances récentes indiquent une évolution vers une approche encore plus individualisée. En l'absence d'un cadre idéologique unificateur à l'échelle du mouvement relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste allemand, les partisans évitent de plus en plus de s'identifier à un seul courant. Les réseaux sociaux jouent un rôle central dans cette dynamique, en facilitant l'échange d'idées et l'adoption sélective de convictions issues de différentes orientations. Ce processus a entraîné un relâchement des liens internes au mouvement, les croyances et discours devenant de plus en plus interchangeables entre les factions. Le paysage de la souveraineté idéologico-conspirationniste allemand est ainsi marqué par un double phénomène : d'un côté, une fragmentation poussée en entités très individualisées ; de l'autre, un chevauchement croissant des courants idéologiques, donnant lieu à des sphères plus interconnectées, bien que toujours floues.

Les témoignages des adhérent·es rencontrés dans le cadre de ce projet confirment cette tendance. Nombre d'entre eux ont exprimé leur difficulté croissante à s'identifier clairement à un seul groupe au sein du mouvement :

« Mais j'ai découvert qu'il existait encore des différences, car certaines personnes disent : « Hé, tu dois te référer à la loi RuStAG de 1914 », et puis il y a la loi selon les lois SHAEF de 1800, ou je ne sais quoi. Mais on ne sait toujours pas vraiment à quelle catégorie on appartient. » - (Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 4)

Les expert·es que nous avons interrogés décrivent le mouvement en Allemagne comme étant fragmenté et dépourvu de toute structure unificatrice. Certains groupes établissent des collaborations temporaires pour atteindre des objectifs communs. Toutefois, ces alliances prennent généralement fin soit en raison de rivalités pour le pouvoir entre les groupes, soit à cause de divisions internes entre les membres eux-mêmes :

« Si vous voulez poursuivre des objectifs communs, il existe des alliances axées sur des objectifs précis. [...] Mais elles ne durent généralement pas longtemps. Elles ne sont liées qu'à un objectif spécifique, à court terme, et ensuite vous êtes aussi divisés qu'avant. Vous essayez donc de vous rapprocher plus souvent, mais vous vous rendez compte qu'il ne peut y avoir qu'un seul empereur. » - (Membre des forces de l'ordre n° 11)¹⁵²

« Nous observons également des conflits internes au sein des groupes. Une fois de plus, quelqu'un se prend trop au sérieux, s'écarte légèrement de l'idéologie et n'est plus accepté. Peut-on vraiment s'attendre à une véritable communauté ? » - (Felix Blum)¹⁵³

¹⁵² Membre des forces de l'ordre 11, Office régional de police criminelle.

¹⁵³ Felix Blum, agent des services de renseignement intérieur, Office fédéral pour la protection de la Constitution.

Blum, un responsable des services de renseignement intérieur auprès de l'Office fédéral pour la protection de la Constitution, souligne par ailleurs que la formation de structures terroristes clandestines requiert généralement une base idéologique commune et une forte cohésion organisationnelle — deux éléments que les groupes adhérant à la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne peinent à réunir. Cette observation rejoint les analyses précédentes sur ces groupes en Allemagne et reflète également les conclusions formulées au sujet des citoyens souverains aux États-Unis.¹⁵⁴ Ce manque de cohésion explique en partie pourquoi la plupart des groupes restent relativement petits. Par exemple, lors de notre entretien avec Jörn Beckmann, militant politique et expert juridique, celui-ci a indiqué que ces groupes ne comptent généralement pas plus de 20 membres.¹⁵⁵

L'hétérogénéité du mouvement se reflète également dans la grande diversité des noms que les adhérent-es se sont eux-mêmes attribués. Ces appellations font souvent référence à leur rejet de l'autorité de l'État — comme *Die Staatenlosen* (« les apatrides ») —, mais peuvent également évoquer des identités ethniques (*indigenes Volk*, « peuples autochtones »). Certains se réfèrent à des lois historiques, telle la *RuStAG Deutsche*, une loi sur la nationalité allemande datant de 1913, ou à des principes universels, comme l'humanité (*Mensch* en allemand, *human* en anglais), la liberté ou la résistance. Certains groupes, enfin, choisissent d'éviter toute étiquette.

Une caractéristique notable de nombreux groupes est leur recours fréquent à une terminologie officielle dans leur nom, empruntée aux institutions étatiques, afin de se doter d'une apparence de légitimité et d'autorité. Les expert-es citent notamment les exemples suivants : Freistaat Preußen (« État libre de Prusse »), Amt für Menschenrechte (« Office des droits de l'homme ») ou Königreich Deutschland (« Royaume d'Allemagne »).

Les expert-es en conseil que nous avons interrogés expliquent que les adhérent-es à la souveraineté idéologico-conspirationniste rejettent généralement le terme largement utilisé de *Reichsbürger*innen* en raison de sa stigmatisation.¹⁵⁶ Par exemple, l'un des adhérent-es à la souveraineté idéologico-conspirationniste que nous avons interrogés a exprimé sa frustration face à l'utilisation de ce terme pour menacer ou discréditer ceux qui, selon lui, sont « éveillés » et n'ont pas peur de « dire la vérité » :

« Aujourd'hui, si vous dites quoi que ce soit, vous êtes un Reichsbürger, un complotiste, un membre d'un parti de gauche, un Querdenker [littéralement « penseur latéral », terme désignant un mouvement d'extrême droite allemand opposé aux mesures anti-COVID-19] ou autre. Ça ne marche pas comme ça. Ça ne marche pas du tout. » - (Adhérent-e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 2)

¹⁵⁴ Walkenhorst et Ruf 2021, 230 ; Berger 2016, 3.

¹⁵⁵ Jörn Beckmann, militant/expert juridique.

¹⁵⁶ Conseillers n° 4 et n° 5, veritas Berlin.

Intersections et liens

Les expert-es que nous avons interrogés confirment que le mouvement associé à la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne se caractérise par la diversité de ses formes d'organisation et de ses réseaux idéologiques. Ils mentionnent également l'existence de groupes dotés de structures politiques formelles, comme *Freie Sachsen*, ainsi que de liens avec des partis politiques établis, notamment l'AfD et *Heimat*.¹⁵⁷

Outre ces intersections, les expert-es indiquent que le mouvement recoupe des courants conspirationnistes et protestataires plus larges, tels que QAnon et *Querdenken* (en français : « penseurs latéraux », un mouvement protestataire d'extrême droite opposé aux mesures liées à la COVID-19), qui offrent des points de connexion supplémentaires aux personnes adhérant aux croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste pour se mettre en réseau avec d'autres individus partageant les mêmes idées. Ce mouvement très diversifié rassemble un large éventail d'acteurs, notamment ceux qui nient la souveraineté de l'Allemagne, les plaideurs vexatoires, les *Wutbürger* (en français : « citoyens en colère », terme désignant les personnes exprimant une indignation profonde face à certaines décisions politiques ou transformations sociales), les participants à des mouvements de protestation — comme les manifestations d'agriculteurs ou les rassemblements anti-COVID —, des extrémistes d'extrême droite, des ésotéristes et d'autres conspirationnistes. Plusieurs expert-es soulignent également les liens avec l'anastasianisme, un mouvement religieux autoproclamé proche de l'extrême droite, qui véhicule divers récits conspirationnistes et croyances ésotériques.

Ces frontières floues suggèrent des liens entre les croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne et l'extrémisme de droite, mais aussi avec des groupes sociaux plus larges qui peuvent propager des idéologies destructrices tout en demeurant largement désorganisés. Cela rend le phénomène encore plus énigmatique et difficile à étudier de manière systématique.

2a Croyances idéologiques en Allemagne

Les convictions idéologiques associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne couvrent un large spectre qui, au-delà de ses fondements, inclut d'autres systèmes de croyances. Ceux-ci englobent des récits conspirationnistes et d'extrême droite, ainsi que des éléments ésotériques et spirituels. Une expert-e en application de la loi décrit ce mélange idéologique comme un « système modulaire », dans lesquels les individus sélectionnent des croyances à la carte selon leurs affinités.¹⁵⁸ De même, le terme « extrémisme à la carte » a également été mobilisé pour caractériser ce phénomène. Ces deux expressions désignent l'adoption sélective de divers éléments idéologiques, permettant aux adeptes — y compris aux adhérent-e-s à la souveraineté idéologico-conspirationniste — d'emprunter des aspects à d'autres formes d'extrémisme et de les adapter en fonction de contextes spécifiques ou de l'actualité. Dans certains cas, des convictions idéologiques apparemment contradictoires peuvent même être intégrées simultanément par les personnes qui adhèrent à ce courant idéologique.

¹⁵⁷ Rathje 2024.

¹⁵⁸ Membre des forces de l'ordre n° 10, Office régional de police criminelle.

« Cela n'a même pas besoin d'être cohérent en soi. L'essentiel, encore une fois, c'est le plus petit dénominateur commun : ils sont contre la République fédérale d'Allemagne ou contre l'État en tant que tel. » - (Membre des forces de l'ordre n° 10) ¹⁵⁹

Éléments et croyances fondamentaux

La flexibilité idéologique de la souveraineté idéologico-conspirationniste et son chevauchement avec diverses autres positions et croyances politiques suggèrent un attrait croissant, qui permet aux mouvements associés à ce courant idéologique d'attirer des partisan·e·s issu·e·s de milieux et de systèmes de pensée variés. Toutefois, selon les expert·es·e·s que nous avons interrogé·e·s, cette large diversité d'adhérent·e·s demeure néanmoins unie par une croyance fondamentale et centrale :

« Ce que je constate encore, c'est que les gens sont en désaccord les uns avec les autres. En d'autres termes, ils ont des références complètement différentes, ils argumentent différemment. Mais ils en arrivent tous à une certaine prise de conscience : le plus petit dénominateur commun [...] est l'inexistence de la République fédérale d'Allemagne, c'est-à-dire que la construction de la RFA est soit illégale, soit illégitime. Et cela se traduit par une opposition fondamentale à l'État, à ses institutions et à ses représentants. » - (Membre des forces de l'ordre n° 10) ¹⁶⁰

Les adhérent·e·s à ce courant idéologique partagent tou·te·s un rejet fondamental de la légitimité de l'État. Toutefois, ils et elles diffèrent quant aux références mobilisées et aux arguments avancés pour justifier cette vision du monde, lesquels reposent souvent sur un révisionnisme historique ou géographique. Ces justifications vont de l'invocation de l'autorité du Reich allemand (1871–1918), à la remise en cause de la validité de l'accord « Deux plus quatre » (qui a permis la réunification de l'Allemagne en 1990), en passant par l'affirmation selon laquelle aucun traité de paix officiel n'aurait jamais été signé pour mettre fin à la Seconde Guerre mondiale — ce qui signifierait, selon eux et elles, que l'Allemagne serait toujours en état de guerre. D'autres soutiennent que les forces alliées occuperaient encore aujourd'hui le territoire allemand.

¹⁵⁹ Membre des forces de l'ordre n° 10, Office régional de police criminelle.

¹⁶⁰ Membre des forces de l'ordre n° 10, Office régional de police criminelle.



20:58

Der 2+4 Vertrag wurde nie Ratifiziert.
Das keiner sagen kann er wusste nichts davon.

Image 2 : Exemple d'un discours typique utilisé au sein du mouvement pour justifier l'illégitimité du gouvernement [FR: « L'accord 2 +4 n'a jamais été ratifié. Ainsi, personne ne peut dire qu'il n'était pas au courant »] (Source : Telegram, mai 2024)

Dans ses recherches sur ce courant, le psychologue criminologue Jan-Gerrit Keil met en garde contre l'impossibilité d'examiner l'ensemble des croyances présentes dans ce milieu, en raison de leur diversité et de leur évolution constante. Il recommande plutôt de se concentrer sur le noyau idéologique commun partagé par les adhérent·e·s à la souveraineté idéologico-conspirationniste.¹⁶¹ Par exemple, lors d'entretiens avec des personnes impliquées dans la mouvance de la souveraineté idéologico-conspirationniste, plusieurs ont fait référence à des termes ou concepts récurrents suggérant l'existence d'un noyau idéologique partagé — qualifiant l'État ou le système de « destructeur » (adhérent·e 1), « injuste », « maléfique » (adhérent·e 3), ou encore « inconstitutionnel » (adhérent·e 2). Les expert·es indiquent que cette croyance commune s'accompagne souvent d'un sentiment d'avoir été « trompé·e » ou trahi·e. Une personne interrogée dans le cadre de ce courant décrit cela comme une intuition :

« C'est toujours un sentiment... le sentiment que nous éprouvons actuellement en Allemagne [que] les gens sont mécontents et disent simplement : quelque chose ne va plus ici. Ce sentiment suffit généralement à déclencher certains mécanismes. »
- (Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 2)

Pour de nombreuses personnes, cette intuition est liée à la croyance en l'existence d'une « vérité cachée ». L'adhérent·e n° 2 décrit le processus qui l'a conduit·e à prendre conscience de cette prétendue « vérité », le comparant à une évasion hors de la « matrice » et à l'entrée dans une vie entièrement nouvelle.

¹⁶¹ Jan-Gerrit Keil, psychologue criminologue, Division de la sécurité de l'État de la police criminelle du Brandebourg.



Image 3 : Exemple de rejet du gouvernement et de la politique actuels, associé à une nostalgie du « bon vieux temps » [FR: « L'Allemagne dans laquelle nous avons grandi nous manque. Pour beaucoup, il est devenu insupportable de supporter ce gouvernement. Beaucoup souffrent du comportement désastreux de nos dirigeants politiques. C'est une honte. »] (Source : TikTok, mai 2024)

Si les adhérent·e·s à la souveraineté idéologico-conspirationniste rejettent la légitimité de l'État actuel et de ses institutions, ils et elles ne s'opposent pas fondamentalement au concept de gouvernance en soi. Leur opposition cible plutôt ce qu'ils et elles perçoivent comme une autorité étatique illégitime ou illégale ; c'est cette délégitimation qui forme le cœur de leur système de croyances. Parmi les éléments récurrents figure l'idée que l'État n'a pas le pouvoir légal de percevoir des impôts, que les élections sont truquées, corrompues ou invalides, et que chacun·e aurait le droit de créer sa propre entité autoproclamée en dehors du système étatique en place. Cette vision du monde ne rejette pas nécessairement l'idée d'ordre ou de leadership, mais défend plutôt ce qu'ils et elles présentent comme un droit à établir un cadre d'organisation alternatif, fondé sur des structures de gouvernement auto-instituées.

Un autre élément fédérateur de ces croyances est la présence d'une haine collective, comme l'antisémitisme, l'antiféminisme, les discours anti-2SLGBTQIA+ et le racisme. Ce courant idéologique se caractérise généralement par une pensée régressive et antimoderniste, marquée par la glorification d'un passé idéalisé et le rejet des avancées sociales contemporaines, telles que l'égalité de genre, l'émancipation des femmes ou les initiatives en faveur d'un langage plus inclusif.

08.05.2024 20:19:21



#Freakshow

Mit Kultur oder Musik hat der European Song Contest nichts
mehr zu tun.
Es ist eine Freakshow!

Der Alltägliche Wahnsinn 🤪

Image 4 : Cette image illustre un exemple de sentiments anti-+ envers les personnes 2SLGBTQIA, les artistes 2SLGBTQIA participant au concours Eurovision de la chanson 2024 étant qualifiés de « freak show ». [FR: « #Freakshow. Le concours Eurovision de la chanson n'a plus rien à voir avec la culture ou la musique. C'est un freak show ! »] (Source : Telegram, mai 2024)

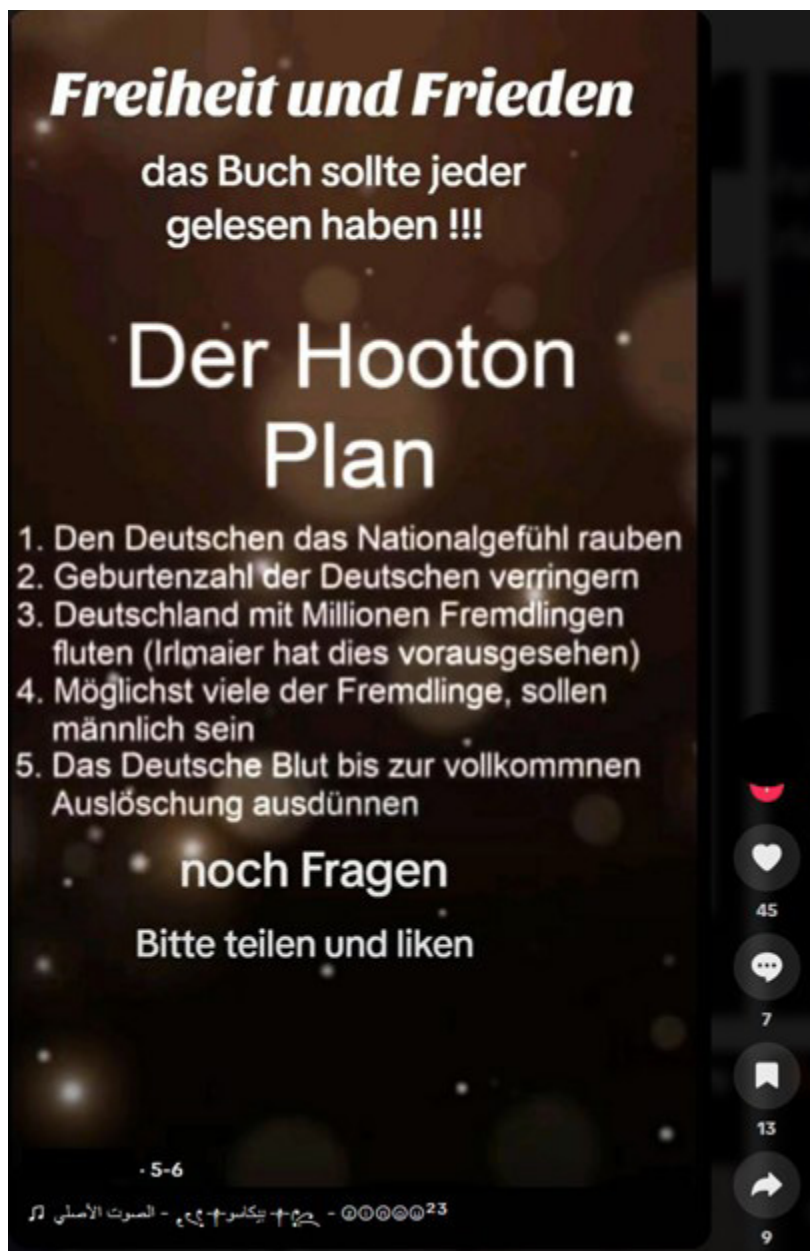


Image 5 : Cette image illustre comment la souveraineté idéologico-conspirationniste combine souvent des éléments de nationalisme, de pensée conspirationniste et de racisme. La référence au soi-disant «plan Hooton» (une conspiration visant à détruire le peuple allemand) permet au mouvement relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste de se présenter comme défenseur de la liberté et de la paix, ce qui minimise les connotations racistes. [FR : « Liberté et paix. Tout le monde devrait lire ce livre !!! Le plan Hooton. 1. Prive les Allemands de leur identité nationale. 2. Réduis le taux de natalité allemand. 3. Inonde l'Allemagne de millions d'étrangers. 4. Précise que le plus grand nombre possible d'étrangers doit être des hommes. 5. Dilue le sang allemand jusqu'à son extinction complète. D'autres questions ? Partagez et aimez. »] (Source : TikTok, mai 2024)

Comme dans d'autres formes d'extrémisme, les adhérent·e·s à la souveraineté idéologico-conspirationniste adoptent une vision dualiste du monde, opposant le « bien » au « mal », ou le « nous » au « eux ». Par exemple, l'adhérent·e interrogé·e n° 3 souligne l'importance de cette lutte perçue entre le bien et le mal dans la construction de sa vision du monde :

« J'ai toujours eu le sentiment de ne pas être à ma place dans ce monde. Mais ce monde est mauvais, et je suis la lumière. C'est tout. »
- (Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 3)

Une réflexion similaire peut déboucher sur un discours d'autodéfense, selon lequel les adeptes estiment avoir le droit de résister, de se révolter ou de se venger en cas de conflit ou d'interaction avec des représentant·e·s de l'État. Certain·e·s peuvent s'appuyer sur des documents officiels légitimes pour justifier leurs convictions, comme l'a fait l'adhérent·e interrogé·e n° 2 en invoquant son droit à la résistance inscrit dans la Constitution allemande (*Grundgesetz*). Dans certains cas extrêmes, cela peut mener à des actes violents lorsque les personnes concernées se sentent menacées par l'État ou ses représentant·e·s. Par exemple, certain·e·s renforcent les limites de leur propriété avec des barrières physiques — telles que des clôtures — ou accumulent des armes en prévision d'un affrontement. La liberté perçue par rapport à l'État, ainsi que le désir de souveraineté idéologico-conspirationniste, d'autodétermination et d'autogouvernance, constitue des valeurs centrales pour les personnes adhérant à ce courant. En conséquence, leurs aspirations peuvent inclure le renversement ou le retrait du système de gouvernance actuel, et/ou la création d'un système alternatif, jugé plus en accord avec leurs préférences politiques. Felix Blum, un responsable des services de renseignement intérieurs, décrit comment ces croyances peuvent devenir envahissantes, menant au développement de ce qu'il appelle une *Ein-Sparten-Identität* (en français : « identité à thème unique »), dans laquelle l'identité d'une personne est entièrement définie par l'idéologie.¹⁶² Dans ces cas, la vie d'une personne peut tourner presque entièrement autour de son identité de *Reichsbürger*, laissant peu de place à d'autres relations sociales, loisirs ou activités en dehors du mouvement.

Conspirations et antisémitisme

Si le cœur de la souveraineté idéologico-conspirationniste peut être considéré comme une conspiration en soi, ce courant intègre souvent diverses autres théories complotistes, dont plusieurs prennent racine dans des croyances antisémites.¹⁶³ Les croyances conspirationnistes sont profondément enracinées dans la souveraineté idéologico-conspirationniste, même si leur contenu varie selon les contextes et les sous-groupes. Sans surprise, ce sont les récits complotistes qui visent à délégitimer la République fédérale d'Allemagne qui rencontrent le plus de succès, car ils renforcent des sentiments déjà présents. Par exemple, un·e responsable des forces de l'ordre considère les théories du complot comme un élément fondamental de ce courant idéologique :

162 Felix Blum, responsable des services de renseignement intérieur, Office fédéral pour la protection de la Constitution.

163 Ginsburg 2021.

*« Pour moi, être un Reichsbürger et croire aux théories du complot sont deux choses indissociables.
On ne peut pas être un Reichsbürger sans croire aux théories du complot. »
- (Membre des forces de l'ordre n° 10)164*

Nos entretiens avec des personnes impliquées dans le mouvement de la souveraineté idéologico-conspirationniste montrent que les croyances complotistes ne sont pas uniformes parmi les adeptes et que leur rôle dans leur vision du monde varie. Alors que l'adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 1 a uniquement évoqué le récit conspirationniste d'une prise de conscience d'une vérité « cachée », l'adhérent·e n° 4 a quant à lui·elle décrit un système de croyances incluant des théories sur les chemtrails, le « Great Reset », ainsi que la conviction que la pandémie de COVID-19 aurait été planifiée, entre autres.

Plusieurs conseillers que nous avons interrogés ont expliqué que bon nombre de ces complots trouvent leur origine dans le désir de protéger un peuple allemand abstrait menacé, un discours couramment promu par l'extrême droite.¹⁶⁵ Selon la vision du monde portée par les adhérent·e·s à la souveraineté idéologico-conspirationniste, les solutions implicites consistent soit à restaurer un empire idéalisé du passé, soit à se retirer de l'État ou du système actuel, en s'unissant autour d'une identité collective allemande.

Cependant, tout le monde n'est pas le·la bienvenu·e dans cette communauté allemande imaginaire. De nombreuses croyances associées à ce courant idéologique intègrent des idées antisémites, notamment autour d'un prétendu « gouvernement fantôme » juif malveillant ou d'autres forces occultes contrôlant la politique. Ces récits servent alors de boucs émissaires et offrent des explications simplistes à des crises publiques perçues, telles que les ralentissements économiques, les urgences de santé publiques ou les catastrophes naturelles. Dans le contexte allemand, le mouvement QAnon était fortement présent pendant la pandémie de COVID-19, mais a depuis perdu en influence, explique Sarah Pohl, conseillère.¹⁶⁶ Cela montre comment les influences internationales peuvent avoir des effets sur la pensée relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne.

164 Membre des forces de l'ordre n° 10, Office régional de police criminelle.

165 Conseillers n° 4 et n° 5, veritas Berlin.

166 Sarah Pohl, conseillère, Zebra | BW.



Image 6 : Cette image montre comment les tropes antisémites s'entrecroisent avec les complots visant des personnalités politiques. (Source : Telegram, mai 2024)



Image 7 : Cette image combine des clichés antisémites et une rhétorique antigouvernementale, représentant Israël et les États-Unis comme des marionnettistes contrôlant d'autres nations. Ce type d'image illustre bien comment les théories du complot sont souvent utilisées pour délégitimer les gouvernements occidentaux. Elle fait référence à la politique de la Turquie sous le président Erdoğan, qui met souvent l'accent sur l'émancipation du pays de l'influence occidentale. [FR : « Nous le savons depuis 40 ans... nous n'avons pu nous libérer qu'il y a 10 ans. Voyons combien de temps il vous faudra pour le comprendre. »] (Source : TikTok, mai 2024)

Éléments ésotériques et spirituels

Les adhérent·e·s à la souveraineté idéologico-conspirationniste sont souvent décrit·e·s comme intégrant des éléments spirituels et ésotériques fortement ancrés dans leur vision du monde. Par exemple, certaines factions adoptent des croyances telles que « ne faire qu'un avec le créateur » ou « activer un potentiel divin ». La conviction d'avoir découvert la « vérité » sur le système et d'être « éveillé·e » est fréquemment renforcée par des récits ésotériques.

*« J'ai toujours été comme ça... J'ai toujours vu la bonne voie. On me l'avait déjà montrée. Vous savez, le « troisième œil », ce sentiment... Quelque chose en moi m'a toujours fait sentir cela.
- (Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 3)*

Selon l'adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 1, la mouvance liée à la souveraineté idéologico-conspirationniste constitue un espace permettant de développer et de renforcer un sentiment positif de spiritualité. Cela peut nourrir le discours selon lequel une « vérité supérieure » serait dissimulée derrière les intentions du gouvernement. Dans certains cas, les dirigeant·e·s de groupes associés à cette idéologie peuvent être vénéré·e·s par leurs membres comme des êtres aux qualités métaphysiques. Ces croyances ésotériques sont souvent étroitement liées à des idéologies d'extrême droite, notamment à l'idée que les individus se réincarnent afin d'accomplir une « mission » particulière au nom du peuple allemand — un thème récurrent dans les cercles ésotériques de l'extrême droite.

Dans l'ensemble, les croyances ésotériques sont décrites par le psychologue criminologue Jan-Gerrit Keil comme une porte d'entrée potentielle vers un processus de radicalisation.¹⁶⁷ Ce phénomène s'est manifesté de manière particulièrement marquée pendant la pandémie, alors que les préoccupations liées à la santé publique ont conduit de nombreuses personnes à s'intéresser à des méthodes de guérison « alternatives » ancrées dans l'ésotérisme. Ces espaces ont souvent servi de portes d'entrée pour l'implantation de discours antigouvernementaux, facilitant ainsi l'adhésion progressive à ce courant idéologique.

Le terme « conspiritualité » désigne l'intersection entre les théories du complot et les visions « spirituelles alternatives » du monde. Ce phénomène en pleine expansion, particulièrement répandu dans les cercles conspirationnistes en ligne, s'accompagne fréquemment d'un sentiment de désillusion politique et s'est avéré hautement compatible avec les discours portés par les adhérent·e·s à la souveraineté idéologico-conspirationniste, comme l'illustre l'image ci-dessous.¹⁶⁸

¹⁶⁷ Jan-Gerrit Keil, psychologue criminologue, Division de la sécurité de l'État de la police criminelle.

¹⁶⁸ Ward et Voas 2011.



Die 4 indianischen Gesetze der Spiritualität

1 – „Der Mensch der Dir begegnet ist der Richtige.“

Dh, Niemand tritt zufällig in Dein Leben. Alle Menschen die uns umgeben sind da um uns zu lehren, oder in unserer Situation voran zu bringen.

2 – „Das was passiert, ist das Einzige, was Dir passieren konnte.“

Kurz formuliert, Zufälle existieren nicht, alles was Dir widerfährt, ist exakt so geplant.

3 – „Jeder Moment, in dem etwas beginnt, ist der richtige Moment.“

Dh, alles geschieht, wann es geschehen soll, nicht früher und nicht später.

4 – „Was zu Ende ist, ist zu Ende.“

So einfach ist das. Wird etwas beendet, beginnt immer etwas Neues, also loslassen und weitergehen.

Image 8 : La spiritualité occupe une place importante dans certaines franges de la mouvance liée à la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne, où elle se mêle souvent à des pratiques éclectiques ainsi qu'à des idéologies nationalistes et antimodernistes. Elle illustre la manière dont ce courant mobilise des références mystiques et ésotériques pour légitimer sa vision du monde et attirer des adeptes en quête de sens en dehors des cadres conventionnels. [FR : « Les 4 lois indigènes de la spiritualité. 1 - « La personne que vous rencontrez est la bonne. » Cela signifie que personne n'entre dans votre vie par hasard. Toutes les personnes qui nous entourent sont là pour nous enseigner ou nous aider dans notre situation. 2 - « Ce qui arrive est la seule chose qui pouvait vous arriver. » En bref, les coïncidences n'existent pas, tout ce qui vous arrive est exactement prévu. 3 - « Chaque moment où quelque chose commence est le bon moment. » Cela signifie que tout arrive quand cela doit arriver, ni plus tôt ni plus tard. 4 - « Ce qui est fini est fini. C'est aussi simple que cela. Quand quelque chose se termine, quelque chose de nouveau commence toujours, alors lâchez prise et passez à autre chose. » (Source : Telegram, mai 2024)

Spectre politique

Les expert·e·s que nous avons interrogé·e·s ont identifié la mouvance associée à la souveraineté idéologico-conspirationniste comme couvrant un large spectre politique. Plusieurs ont souligné que ce courant échappe à toute classification politique claire, ses adhérent·e·s provenant d'horizons idéologiques très variés.

Toutefois, le chevauchement entre ce courant idéologique et l'extrême droite radicale est particulièrement manifeste. La montée en puissance de cette mouvance, parallèlement à la diffusion généralisée du discours dit *BRD GmbH* — qui prétend que la République fédérale d'Allemagne ne serait qu'une entité juridique fictive — est étroitement liée à des récits idéologiques issus de l'extrême droite, comme l'illustre l'image ci-dessous.



Image 9 : Ce message reprend le discours de la « BRD GmbH », qui prétend que l'Allemagne est une entité juridique et que ses citoyens ne sont que des employés. Dans cet exemple, ce discours est inversé : les fonctionnaires sont présentés comme des employés du « peuple » qui ont reçu un avis de licenciement. Cette rhétorique vise à délégitimer la gouvernance démocratique et à affirmer un discours fallacieux sur la souveraineté juridique et politique [FR: « Au gouvernement. Licenciement. Nous résilions par la présente votre contrat de travail avec le gouvernement fédéral avec effet immédiat. Veuillez démissionner immédiatement et quitter votre poste. Toutes les indemnités perçues pendant la durée de votre mandat doivent nous être remboursées. Votre employeur, le peuple. Cette lettre est valable sans signature. Ni de droite, ni de gauche, mais réaliste. Partager ne coûte rien. »] (Source : TikTok, mai 2024)

Une part importante des discours idéologiques fondamentaux associés à la souveraineté idéologico-conspirationniste repose sur des convictions d'extrême droite, dans la mesure où ils ne visent pas à supprimer les inégalités sociales, mais plutôt à les préserver ou à les rétablir. Par exemple, certain-e-s revendiquent le retour à la constitution du Kaiserreich (l'Empire allemand fondé en 1871), ou encore définissent les « vrais » Allemand-e-s comme étant uniquement celles et ceux ayant des liens ancestraux avec l'Allemagne avant une date donnée (par exemple, 1913). Lors de notre entretien, la conseillère Sarah Pohl a souligné que les personnes qui rejoignent cette mouvance ne sont pas nécessairement des partisan-e-s de l'extrême droite dès le départ, mais qu'elles peuvent en venir à adopter ces croyances par l'intermédiaire des discours portés par ce courant idéologique.¹⁶⁹



Image 10 : Exemple d'un canal affilié à la mouvance de la souveraineté idéologico-conspirationniste exprimant son soutien au parti politique allemand partiellement d'extrême droite AfD (Alternative für Deutschland). Le message véhiculé suggère qu'il n'existe actuellement aucune véritable souveraineté en Europe et que l'AfD serait en mesure de la restaurer. [FR : « Pour une Europe où liberté, souveraineté et démocratie ne sont plus des mots étrangers. Rassemblement à Oranienburg. Repenser l'Europe - un avenir pour l'Allemagne. Dr. Christoph Berndt, membre du parlement régional, tête de liste pour le parlement régional. Tino Chrupalla, membre du Bundestag, président fédéral. Mary Khan, candidate aux élections européennes. René Aust, membre du Parlement régional, candidat aux élections européennes. Mercredi 5 juin 2024, 18h30. Schlossplatz, 16515 Oranienburg. Association régionale AfD Brandebourg. Dates de la campagne électorale. »] (Source : TikTok, mai 2024)

169 Sarah Pohl, conseillère, Zebra | BW.

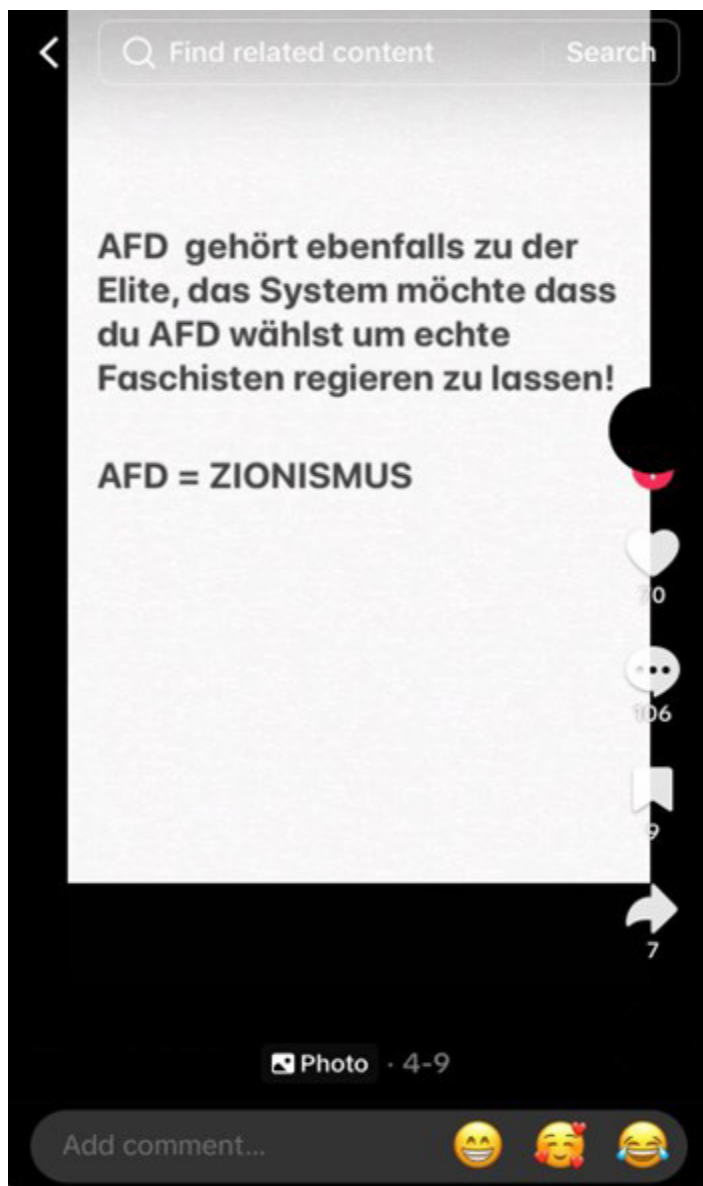


Image 11 : Exemple d'un groupe adhérant à la mouvance de la souveraineté idéologico-conspirationniste rejetant le parti AfD, en raison de son alignement perçu sur des théories antisémites. Dans cet exemple, l'AFD est critiquée pour faire partie d'un groupe appelé « élite » contrôlé par une conspiration juive clandestine [en anglais : « L-AfD fait aussi partie de l'élite, le système veut que vous votiez AfD pour laisser les vrais fascistes gouverner ! AfD = sionisme. »] (Source : TikTok, avril 2024)

Malgré une affinité manifeste avec certaines idées issues de l'extrême droite, les expert-e-s soulignent que certain-e-s adhérent-e-s à la souveraineté idéologico-conspirationniste adoptent également des idéaux politiques associés à la gauche, tels que la durabilité écologique ou l'agriculture biologique. Ces orientations s'inscrivent dans une logique d'autonomie, d'autosuffisance et de recherche d'un bien commun tel qu'ils et elles le conçoivent.

Pourtant, certain·e·s membres de la mouvance liée à la souveraineté idéologico-conspirationniste se perçoivent comme apolitiques et expriment leur frustration face à ce qu'ils et elles considèrent comme un manque de représentation au sein des partis politiques existants. Certain·e·s peuvent interpréter les conflits et les divisions sociétales — qu'il s'agisse de la polarisation politique, des tensions entre l'Est et l'Ouest ou des débats autour de l'égalité des genres — comme des injustices artificielles imposées par le système lui-même. L'adhérent·e interrogé·e n° 4, par exemple, décrit sa réticence à se positionner politiquement, affirmant qu'il ou elle ne le fera que si la situation politique exige de prendre une décision claire :

« Je n'essaie jamais de me catégoriser, ni à droite, ni à gauche, ni en haut, ni en bas. Je n'ai pas non plus de croyances religieuses. Je veux garder l'esprit ouvert afin d'être en mesure, le moment venu, de dire «OK, oui, je commence vraiment à y croire» ou «oui, je vais vraiment commencer à être de droite» lorsque les circonstances seront favorables. Mais pour l'instant, je n'ai pas le sentiment d'être de droite. Bien au contraire. Parce que je préfère que les êtres humains soient unis, qu'ils se comprennent. » - (Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 4)

Parallèlement, plusieurs personnes adhérant à la souveraineté idéologico-conspirationniste ont exprimé une croyance contradictoire en l'unité de l'humanité tout entière, tout en promouvant, de manière paradoxale, des idées d'exclusion — comme le refus de l'égalité pour celles et ceux qui ne peuvent prouver une ascendance allemande.



Image 12 : Cette image illustre un exemple de vision du monde fondée sur la conspiration, représentant un « système » caché qui contrôle tous les camps politiques, rendant les élections inutiles. De telles croyances rejettent les processus démocratiques et le spectre politique dans son ensemble et alimentent la méfiance à l'égard des institutions gouvernementales. [FR : « Je suis le système. Je vous ai donné la politique et je l'ai appelée gauche et droite ! Ce que vous voulez n'aura jamais d'importance, car je contrôle tout ! »] (Source : TikTok, mai 2024)



-05:01



Die Parlamentarische Demokratie hat fertig.

Demokratie = Demon = Satan

Image 13: Exemple d'un contenu issu de la mouvance de la souveraineté idéologico-conspirationniste mobilisant des idées d'extrême droite pour justifier le rejet de la démocratie.. [FR : « Je ne donnerai pas ma voix à un politicien qui considère les étrangers et les cultures étrangères comme plus importants que son propre peuple ! La démocratie est finie. Démocratie = Démon = Satan »] (Source : Telegram, mai 2024)

3a Raisons de l'engagement en Allemagne

Les expert·e·s soulignent systématiquement que c'est une combinaison de facteurs sociaux, psychologiques et économiques qui façonne à la fois le profil des personnes attirées par ces croyances et les raisons de leur engagement. Plutôt que d'être liée à un facteur unique, l'adhésion à ce courant idéologique résulte généralement d'interactions complexes entre plusieurs dynamiques.

Bien que de nombreux expert·e·s décrivent l'adhérent·e type comme un homme d'âge moyen, ils et elles insistent également sur la diversité croissante au sein de la mouvance. Nos recherches indiquent que les adeptes ne forment pas un groupe monolithique, mais représentent plutôt un éventail de personnes issues de milieux très variés. La plupart des analystes s'accordent à dire que la radicalisation au sein de la souveraineté idéologico-conspirationniste survient fréquemment à un âge relativement avancé — bien que des exceptions existent.

De plus, les expert·e·s notent une augmentation significative de la proportion de femmes impliquées dans cette mouvance. L'âge et le genre apparaissent ainsi comme des variables importantes à considérer dans l'analyse des parcours d'adhésion.

Difficultés et expériences personnelles

Les personnes attirées par les idéologies liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste expriment fréquemment une profonde frustration, qu'elle soit liée à leur situation personnelle, aux conditions sociales ou à un mécontentement politique plus général. Les expert·e·s que nous avons interrogé·e·s s'accordent à dire que des crises personnelles — telles que le chômage, les difficultés financières, les problèmes de santé ou encore le deuil — peuvent agir comme catalyseurs dans l'adoption de ces croyances. Si certaines de ces épreuves sont parfois liées à des choix individuels, d'autres résultent d'événements extérieurs, indépendants de la volonté des personnes concernées.

Les récits portés par ce courant idéologique proposent une grille de lecture claire, souvent simplifiée, qui attribue la responsabilité à des systèmes, des institutions, des groupes ou des élites perçues comme hostiles. Ce discours peut procurer un sentiment de sens et de contrôle dans un contexte de souffrance, d'angoisse ou d'incompréhension. Ces croyances permettent également de détourner l'attention de l'incertitude ou des échecs personnels, en orientant la colère ou la détresse vers une cible identifiable. En outre, elles offrent un soulagement cognitif en externalisant la prise de décision : les individus n'ont plus à assumer seuls des choix difficiles, car ils estiment que des forces externes dirigent leur destin. Cela réduit le poids psychologique associé à la responsabilité individuelle, à l'incertitude et à la complexité des trajectoires de vie.

Un autre thème récurrent parmi les personnes impliquées dans la mouvance de la souveraineté idéologico-conspirationniste est la vulnérabilité émotionnelle. On observe fréquemment des manifestations, telles qu'un repli sur soi, une profonde frustration face à l'existence, ainsi que des préoccupations liées à la santé mentale. Selon les entretiens menés avec des expert·e·s, certaines personnes présenteraient des symptômes délirants ou d'autres troubles psychologiques, souvent associés à une méfiance marquée envers les services de santé mentale traditionnels. Le psychologue criminologue Jan-Gerrit Keil souligne que le système de croyances propre à ce courant et la crise personnelle vécue par l'individu peuvent s'alimenter mutuellement, chacun exacerbant l'autre au fil du temps.¹⁷⁰

Les difficultés financières — en particulier pour les travailleur·euse·s autonomes ou les personnes endettées — constituent un autre facteur fréquent d'implication dans la mouvance de la souveraineté idéologico-conspirationniste. Les contraintes économiques, telles que l'incapacité à payer les impôts, les frais administratifs, le loyer ou les hypothèques, peuvent pousser des individus à se tourner vers des groupes qui promettent un soulagement ou une forme de validation.

Cette idéologie offre une explication simple et accessible quant aux raisons pour lesquelles il ne serait, selon elle, pas nécessaire de s'acquitter de certaines dettes ou obligations fiscales. Souvent, les personnes concernées ont déjà été en conflit avec les autorités en raison de leur situation financière. Le système de croyances et les tactiques pseudo-juridiques qui y sont associées leur procurent alors un sentiment d'autonomie et de pouvoir face aux institutions officielles.

170 Jan-Gerrit Keil, psychologue criminologue, Division de la sécurité d'État de la police criminelle.

« Pour moi, c'est comme ça : je vis de la charité. Mais rien de plus. Et je ferai tout mon possible pour ne pas payer un centime de plus en impôts à ce système tant qu'il fonctionnera ainsi. »
- (Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 2)

Il est important de reconnaître que les expériences d'injustice — qu'elles soient perçues ou réelles — peuvent jouer un rôle significatif dans les processus de radicalisation. Giulia Silberberger, militante politique, explique que les personnes ayant été victimes d'erreurs judiciaires peuvent perdre confiance dans l'État et développer un profond sentiment d'injustice.¹⁷¹ Bas du formulaire Par exemple, l'adhérent·e interrogé·e n° 2 a évoqué une expérience négative avec un ancien·ne partenaire commercial·e ainsi que les poursuites judiciaires qui en ont découlé, ce qui a nourri sa méfiance à l'égard du système.

Le mouvement attire des personnes issues de milieux éducatifs et professionnels très variés, allant de personnes sans emploi à des professionnel·le·s hautement qualifié·e·s. Les expert·e·s soulignent toutefois la présence particulièrement marquée de travailleur·euse·s autonomes au sein de cette mouvance. Ulrike Schiesser, conseillère en Autriche, explique cette tendance par un fort désir de liberté individuelle et d'indépendance, souvent plus présent chez les travailleur·euse·s autonomes ou les entrepreneur·e·s, ainsi que par une tolérance potentiellement plus élevée à l'instabilité financière.¹⁷²

Parmi les adhérent·e·s figurent également d'autres professionnel·le·s, tels que des avocat·e·s, des fonctionnaires, des agent·e·s de police ou des membres des forces armées, qui apportent à la mouvance leur expertise juridique ou politique et, dans certains cas, leur expérience tactique ou militaire. Les expert·e·s soulignent aussi que de nombreuses personnes sont motivées par une quête de statut et de reconnaissance. Par exemple, le fait d'adhérer à une « nation » autoproclamée ou à une communauté se réclamant de la souveraineté idéologico-conspirationniste peut conférer des titres symboliques ou des rôles valorisants. Ceux-ci offrent un sentiment de pouvoir ou de légitimité à des individus qui, dans leur vie personnelle ou professionnelle, en sont dépourvu·e·s.

Les expert·e·s soulignent qu'historiquement, les personnes impliquées dans des mouvements liés à la souveraineté idéologico-conspirationniste tendent à se radicaliser plus tard dans leur vie, notamment lors de périodes marquées par des difficultés ou des bouleversements personnels. Dieter Rohmann, conseiller, observe que les phases de transition ou de changement dans le parcours de vie peuvent susciter un besoin de réévaluer sa situation, ce qui peut mener à l'adoption de nouvelles croyances radicales.¹⁷³ Ces périodes de transition s'accompagnent souvent d'un sentiment de solitude, d'incertitude et de peur de l'avenir, rendant les individus plus susceptibles de chercher un nouveau sens à leur vie et un regain d'autonomie. Des moments comme la retraite ou le chômage peuvent entraîner une perte de repères ou d'identité. Dans ce contexte, les mouvements liés à la souveraineté idéologico-conspirationniste apparaissent comme des espaces offrant une identité nouvelle ou perçue comme stable, ainsi qu'une vision du monde structurée. Ces mouvements sont également autodirigés, ce qui permet aux personnes de s'y investir pleinement, tant sur le plan temporel qu'émotionnel, en y consacrant une part importante de leur énergie. Cela occupe leur temps libre et leur procure un sentiment de but ou d'utilité. L'adhérent·e interrogé·e n° 2, par exemple, décrit son engagement dans le groupe comme étant son « métier ».

¹⁷¹ Giulia Silberberger, militante politique, Der Goldene Aluhut.

¹⁷² Ulrike Schiesser, conseillère, Office fédéral pour les questions relatives aux sectes (Autriche).

¹⁷³ Dieter Rohmann, conseiller, KULTE – Einstieg in den Ausstieg.

Parmi les personnes interrogées, plusieurs ont souligné le rôle paradoxal que peuvent jouer l'éducation et la pensée conspirationniste chez leurs proches impliqués dans la mouvance de la souveraineté idéologico-conspirationniste. Certain·e·s décrivent ces proches comme ayant une tendance marquée à percevoir des schémas ou des connexions inexistantes, ou comme éprouvant des difficultés à évaluer de manière critique les informations. D'autres, au contraire, décrivent leurs proches comme très intelligents, mais socialement marginalisés, ce qui les aurait conduit·e·s à rechercher un sentiment d'appartenance et d'importance qu'ils ou elles trouvent dans cette idéologie. Un·e répondant·e a également décrit son proche comme se sentant intellectuellement sous-stimulé·e dans son environnement professionnel, ce qui l'aurait amené·e à canaliser son énergie intellectuelle vers le mouvement.

Besoins sociaux et dynamique

Les expert·e·s soulignent souvent le rôle de la solitude dans l'implication dans les groupes liés à la souveraineté idéologico-conspirationniste. Par exemple, ils et elles décrivent de nombreux·es adhérent·e·s comme socialement isolé·e·s, dépourvu·e·s de relations sociales étroites ou de qualité. Si la plupart des familles des personnes impliquées ne sont pas directement associées à ce courant idéologique, Beckmann, militant et expert juridique, observe que certain·e·s adhérent·e·s parviennent à maintenir des relations familiales stables pendant leur engagement.¹⁷⁴ Par exemple, l'adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste interrogé·e n° 4 semble mener une vie apparemment normale avec sa conjointe et ses deux enfants. Schiesser et d'autres conseiller·ère·s que nous avons interrogé·e·s suggèrent que de nombreuses personnes n'avaient probablement pas un cercle social très large au départ, ou qu'elles ont rapidement perdu leurs contacts proches.¹⁷⁵

Par ailleurs, deux adhérent·e·s à la souveraineté idéologico-conspirationniste que nous avons interrogé·e·s affirment avoir réussi à préserver leur cercle social en le tenant à l'écart de leurs convictions. Ils le font d'une part pour protéger leurs proches de la « dure réalité » (adhérent·e interrogé·e n° 4) et, d'autre part, par souci de préserver des relations, puisqu'ils pensent que leur entourage ne comprendrait pas leur position (adhérent·e interrogé·e n° 2). La troisième personne interrogée a fortement insisté sur le fait qu'elle se sentait peu prise au sérieux, rejetée, ridiculisée et qu'elle avait peu de liens sociaux en dehors des groupes souverains. Dans ce contexte, le désir d'appartenir à une communauté peut être un puissant moteur qui renforce l'engagement. Les individus trouvent souvent de la compagnie et un sentiment d'appartenance au sein de ces groupes. Leurs convictions sont renforcées et leurs valeurs partagées. Ils se sentent compris·es. Les expert·e·s indiquent également que les individus en quête de reconnaissance peuvent rechercher une validation et un statut social au sein de ces groupes. L'un·e des adhérent·e·s interrogé·e·s décrit un sentiment de solitude et de résignation et a l'impression qu'il·elle n'y a personne qui partage ses idées dans sa vie. Il·elle décrit également sa recherche d'une communauté idéologique :

« Je dirais que c'est un peu décevant, même si on finit par se dire : où ça va nous mener ? Qui est au courant ? Il faut d'abord le découvrir. Y a-t-il seulement des gens qui pensent comme toi ? Bien sûr qu'on cherche dans cette direction. » - (Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 4)

174 Jörn Beckmann, activiste/expert juridique.

175 Ulrike Schiesser, conseillère, Office fédéral pour les questions relatives aux sectes (Autriche).

Bien qu'il soit relativement rare que des familles entières s'engagent dans des mouvements associés à la souveraineté idéologico-conspirationniste, cela arrive dans certains cas. Les membres de la famille et la dynamique sociale peuvent jouer un rôle dans le processus de radicalisation. Par exemple, les conjoint·e·s, les parents ou les enfants peuvent adopter ces croyances et les partager ensuite au sein de leur foyer, contribuant ainsi à la radicalisation des membres de la famille. L'adhérent·e interrogé·e n° 1, par exemple, a été initié·e aux croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste par son père.

Méfiance envers les institutions et les systèmes démocratiques

La méfiance générale envers les institutions est un facteur qui contribue à l'engagement dans les croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste, mais aussi une conséquence de celui-ci. Le chercheur·e Rathje souligne que le manque de confiance dans les systèmes démocratiques, les médias et la science est particulièrement répandu, surtout parmi les générations plus âgées d'adhérent·e·s à ces croyances.¹⁷⁶ Le psychologue criminologue Keil ajoute que de nombreuses personnes éprouvent un sentiment d'impuissance, en particulier lorsqu'elles ont l'impression que les élections ne changent rien.¹⁷⁷ D'autres déclarent se sentir exclu·es des processus décisionnels de la vie politique, ayant l'impression qu'aucun parti politique traditionnel ne représente leurs intérêts. Cette méfiance est souvent alimentée par un sentiment, réel ou perçu, d'injustice ou de trahison de la part de l'État. Par exemple, un·e participant·e à une enquête en langue allemande a écrit que les personnes impliquées dans le mouvement relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste cherchent simplement à être entendu·es:

« Les gens veulent simplement être entendus, veulent avoir le sentiment d'appartenir à une communauté, veulent (pouvoir) changer quelque chose, veulent influencer activement leur vie et [pourtant] se sentent ignorés par la politique (politique migratoire, décisions relatives à la COVID-19, gaspillage de l'argent des contribuables...) » - (Répondant à l'enquête n° 113, Allemagne)

Les préoccupations sanitaires sont devenues un point d'entrée important vers des convictions associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste plus large pendant la pandémie de COVID-19. Par exemple, l'adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste interrogé n° 4 a évoqué ses soupçons à l'égard des mesures sanitaires imposées par le gouvernement et la manière dont il a perdu son emploi parce qu'il a refusé de se faire vacciner. Après son licenciement, il a trouvé des vidéos sur TikTok qui ont confirmé ses soupçons. Une participante à l'enquête a également souligné à quel point la COVID-19 avait exacerbé les soupçons que sa mère nourrissait déjà à l'égard du gouvernement :

¹⁷⁶ Jar, Rathje, chercheur, CeMAS.

¹⁷⁷ Jan-Gerrit Keil, psychologue criminologue, Division de la sécurité de l'État de la police criminelle.

« Elle était déjà difficile avant la COVID-19, mais quand celle-ci est arrivée, tout s'est aggravé. Elle a absorbé tout ce qui se diffusait sur Facebook et YouTube. La vague de haine et les nombreuses manifestations l'ont confortée dans ses opinions ; soudain, elle n'était plus seule – ils continuaient à s'encourager les uns les autres. » Participant à l'enquête en allemand
– (Répondant à l'enquête n° 36, Allemagne).

Blum, un responsable des services de renseignement intérieur, note l'augmentation frappante du nombre de femmes dans le mouvement associé à la souveraineté idéologico-conspirationniste lors des manifestations contre la COVID-19 par rapport aux années précédentes.¹⁷⁸ Bien qu'il n'y ait probablement pas de réponse unique pour expliquer ce changement, il est plausible que de nombreuses femmes impliquées dans les manifestations contre la COVID-19 aient été initialement actives dans les cercles spirituels, ésotériques et de « médecine alternative », et aient ainsi trouvé leur place dans la scène associée à la souveraineté idéologico-conspirationniste.

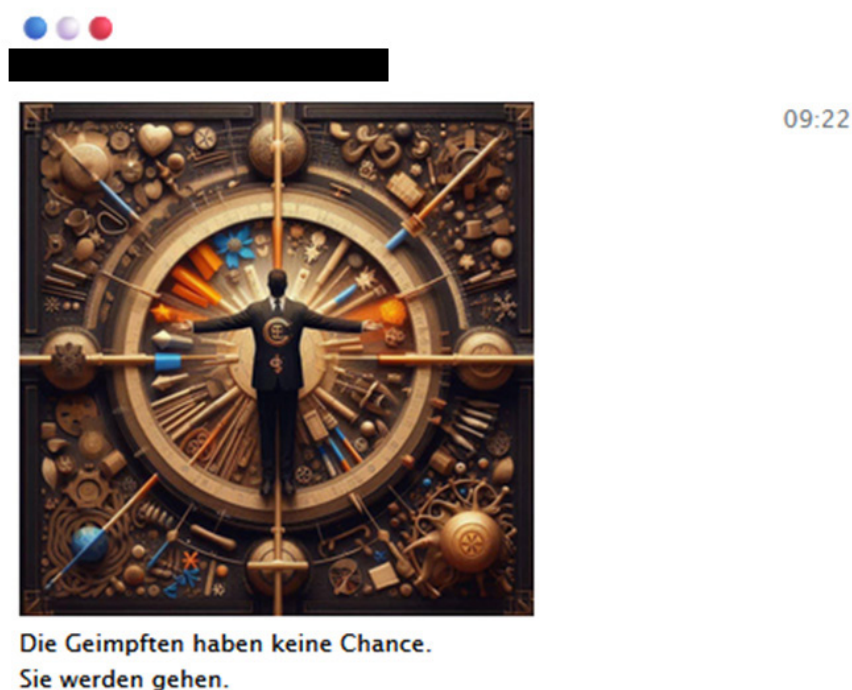


Image 14 : La pandémie de COVID-19 est devenue un terreau fertile pour les théories conspirationnistes et relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste, qui exploitent les craintes liées au rôle du gouvernement. [FR: « Les vaccinés n'ont aucune chance. Ils vont mourir. »] (Source : Telegram, mai 2024)

178 Felix Blum, agent des services de renseignement intérieur, Office fédéral pour la protection de la Constitution.

Simplicité, modes de vie alternatifs et proximité avec la nature

Le désir de simplifier les questions complexes se retrouve dans d'autres formes d'extrémisme, notamment le djihadisme ou l'extrémisme d'extrême droite.¹⁷⁹ Les conseiller·ère·s que nous avons interrogé·e·s ont expliqué que les engagements idéologiques sont souvent renforcés par un désir de simplicité et une faible tolérance à l'ambiguïté, en particulier dans le monde actuel de plus en plus complexe.¹⁸⁰ Face à l'évolution rapide des technologies, certaines personnes ont le sentiment que l'humanité va dans la mauvaise direction. Pour lutter contre cela, elles se tournent vers ce qu'elles considèrent comme un mode de vie plus simple, qui peut correspondre aux modes de vie promus et promis par les mouvements adhérent·es à la souveraineté idéologico-conspirationniste. Comme l'a déclaré un adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste interrogé :

« Nous devons nous éloigner de toutes ces absurdités matérielles. Ce ne sont que des déchets. C'est exactement ce qui nous rend dépendants. Cette idée qu'il faut toujours avoir un nouveau téléphone, un nouvel iPhone, une nouvelle montre, un nouveau sac à main. »
- (Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 3)

Les adhérent·es à la souveraineté idéologico-conspirationniste interrogés rêvaient de créer leurs propres villages, de cultiver leur propre nourriture et de mener une vie autosuffisante, libre de toute pression sociale extérieure. Un adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste interrogé a décrit cette vie comme une vie où « les humains peuvent enfin être humains ». Ces visions sont profondément enracinées dans un lien fort avec la nature et un désir d'autosuffisance :

« Je sais ce qu'est la vie. Les gens ont tout oublié. La nature est notre meilleure amie, pas notre ennemie. C'est ce que j'ai appris : aimer la nature, et cela m'a rendu vraiment heureux. Parce qu'elle me donne tout ce dont j'ai besoin. » - (Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 3)

Les conseillers notent que, dans certains cas, le désir de liberté personnelle, que l'on croit pouvoir atteindre grâce à des modes de vie alternatifs ou à un nouveau modèle de société, est plus important pour les adhérent·es à la souveraineté idéologico-conspirationniste que le fait d'adhérer pleinement à tous les aspects idéologiques du mouvement :

« Nous nous battons pour la liberté, non pas contre ce système, mais pour avoir le droit de ne payer que 10 % d'impôts et de faire ce que l'on veut. »
- (Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 3)

¹⁷⁹ El-Mafaalani 2014, 356 ; Srowig et al. 2018, 4.

¹⁸⁰ Conseillers n° 8 et n° 9, demos - Institut brandebourgeois pour le conseil communautaire.

Les modes de vie alternatifs et un lien fort avec la nature s'accompagnent souvent de pratiques ésotériques ou spirituelles. Le psychologue criminologue Keil identifie la « médecine alternative » (en allemand : *Heilpraktikerinnen-Milieu**), qui manque largement de preuves scientifiques, comme une porte d'entrée potentielle vers les croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste. Les résultats de notre enquête confirment que certaines personnes ont été attirées par ces mouvements à travers leur engagement dans des croyances ésotériques et spirituelles.

« [Il a] de plus en plus de difficultés dans divers domaines de sa vie et est incapable d'en parler clairement avec qui que ce soit [ce qui] l'a conduit à rechercher des « solutions alternatives ». À partir de là, il était réceptif aux idées les plus stupides. Il fallait juste que cela semble plausible et lui donne le sentiment qu'il pouvait découvrir lui-même de nouvelles voies, meilleures. Sa femme souffre d'une grave dépression, qu'il ne parvient pas à gérer, et il a continué à se réfugier dans l'ésotérisme et les théories du complot. » - (Répondant à l'enquête n° 56, Allemagne)

Idéalisme, visions utopiques et « pensée critique »

Les personnes impliquées dans les mouvements associés à la souveraineté idéologico-conspirationniste expriment souvent un fort sentiment d'idéalisme découlant d'un désir de créer ou d'appartenir à un monde qui correspond à leurs valeurs personnelles. Cet idéalisme semble être un élément clé de la perception que les adhérent·e·s ont d'eux-mêmes. Un thème récurrent est la conviction qu'ils-elles se battent pour ce qui est juste ou pour un monde meilleur. Comme l'a dit l'adhérent·e interrogé·e n° 3 :

*« Nous ne sommes pas contre quelque chose. Mais pour quelque chose, pour quelque chose de beau »
- (Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 3)*

De la même manière, l'adhérent·e interrogé·e n° 4 envisage un village autosuffisant défini par des valeurs positives : l'absence de préjugés, l'acceptation des autres, la vie en harmonie et une existence sans violence ni compétition. De nombreux·ses adhérent·e·s partagent des visions utopiques similaires, telles que vivre en harmonie avec la nature ou former des communautés autosuffisantes hors du contrôle de l'État. Cependant, toutes ces visions ne reposent pas sur une véritable égalité. Par exemple, le militant politique Silberberger souligne que de nombreux·ses adhérent·e·s à la souveraineté idéologico-conspirationniste envisagent ce qu'on appelle une « *völkisches Leben* » (en français : « vie ethnonationaliste rurale ») afin de revenir à une existence perçue comme « plus pure » et plus simple.¹⁸¹

181 Guilia Silberberger, militante politique, Der Goldene Aluhut.



Image 15 : Le hashtag #selbstversorger fait référence à une personne qui mène une vie autosuffisante [FR : « Imaginez que vous soyez un être humain libre. #libre #autosuffisant #viral #avenir »] (Source : TikTok, juin 2023)

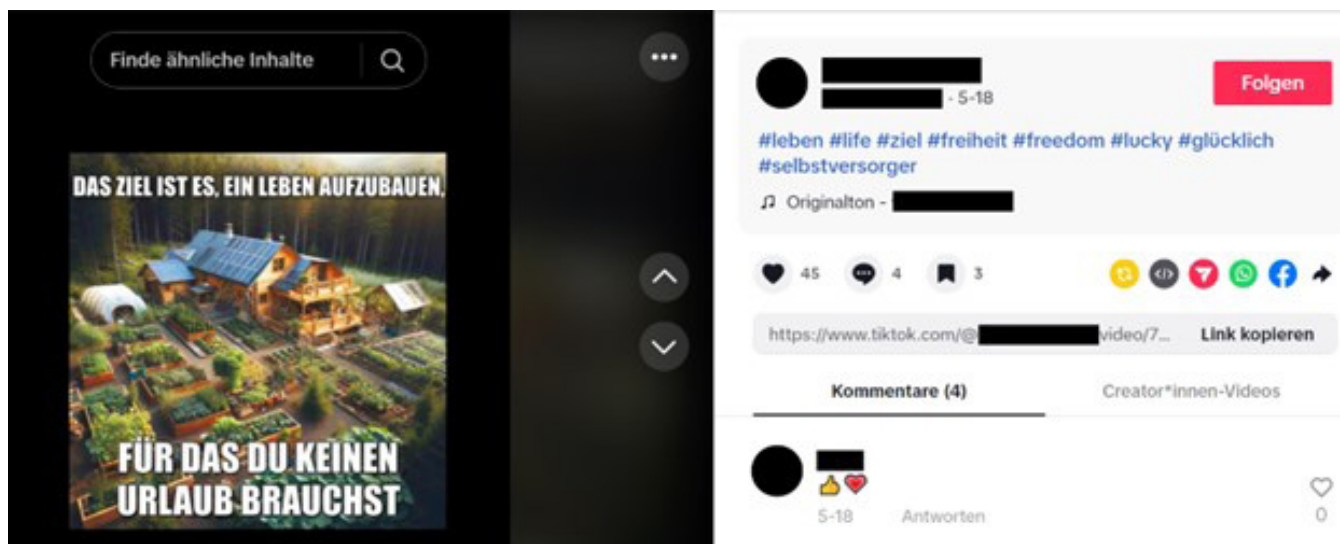


Image 16 : L'idéalisation d'un mode de vie autosuffisant [FR: « L'objectif est de construire une vie dont vous n'avez pas besoin de vacances #vie #objectif #bonheur #autosuffisance »] (Source : TikTok, mai 2024)

Comme l'observe le conseiller Rohmann, les adhérent-e-s à la souveraineté idéologico-conspirationniste aspirent généralement à des règles claires et à des dirigeant-e-s fort-e-s.¹⁸² Par exemple, beaucoup sont attiré-e-s par la promesse d'une société plus structurée, plus prévisible et plus « juste » sur le plan moral, car ils et elles perçoivent le système actuel comme injuste et corrompu. L'adhérent-e à la souveraineté idéologico-conspirationniste interrogé-e n° 1 décrit ainsi ses espoirs pour un système alternatif :

« De toute façon, j'en ai marre de me battre pour survivre au lieu de profiter de la vie. Pour pouvoir simplement vivre sans argent, travailler avec les autres de manière autonome, m'amuser et profiter de la vie. Donc, oui, il y a clairement une différence entre ce sentiment [propre à ce groupe lié à la souveraineté idéologico-conspirationniste] et ce sentiment BRD [en référence au sentiment de vivre sous le gouvernement actuel de la République fédérale d'Allemagne]. »
- (Adhérent-e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 1)

La plupart des adhérent-e-s à la souveraineté idéologico-conspirationniste se perçoivent comme des personnes « élues » ou « éveillées » à une vérité cachée, ce qui conduit nombre d'entre eux-elles à développer un sentiment de supériorité vis-à-vis des personnes qui ne sont pas impliquées dans ces croyances. Un thème récurrent dans toutes nos entretiens est la conviction d'avoir « ouvert les yeux » et d'avoir choisi d'affronter la réalité au lieu de se laisser manipuler. Beaucoup se décrivent comme des personnes « éclairées ».

182 Dieter Rohmann, conseiller, KULTE – Einstieg in den Ausstieg.

Malgré la forte confiance en soi exprimée par plusieurs adhérent·e·s à la souveraineté idéologico-conspirationniste, les spécialistes observent qu'ils-elles peuvent aussi faire preuve d'une grande influençabilité. Cette tension s'explique en partie par un mélange de traits contrastés : bon nombre d'entre eux-elles se considèrent comme des penseurs critiques, tout en étant attiré·e·s par des discours conspirationnistes et en manquant d'outils méthodologiques pour évaluer rigoureusement l'information. Ils-elles privilégient souvent des sources dites « alternatives » ou non conventionnelles, peu soumises à des mécanismes de redevabilité ou de vérification des faits, particulièrement lorsque celles-ci confirment leurs croyances préexistantes. Comme l'ont souligné les conseiller·ère·s interrogé·e·s, cet idéalisme peut rendre certain·e·s particulièrement vulnérables à des figures charismatiques qui, tout en semblant incarner leurs valeurs, exploitent leur confiance à des fins personnelles ou lucratives.¹⁸³



Image 17 : Ce message utilise un langage métaphorique et des images pour faire référence à la prise de conscience de la vérité, à l'union des forces, comme une « meute de loups » et au lancement d'une résistance [FR : « Ce n'est plus notre travail de réveiller les moutons endormis. Réveillons les autres loups ! »] (Source : Telegram, mai 2024)

183 Conseillers n° 8 et n° 9, démonstrations - Brandenburgisches Institut für Gemeinwesenberatung.

Éducation aux médias et radicalisation en ligne

De nombreux spécialistes estiment que le manque de littératie médiatique contribue probablement à l'adhésion aux croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste, notamment chez les personnes plus âgées :

« Je pense que l'éducation aux médias est également un facteur très important. Diverses études ont également montré que l'éducation aux médias est nettement plus faible chez les générations âgées de 60 ans et plus. Cela signifie que la capacité à reconnaître les fausses informations diminue. Et je dirais que bon nombre de ces visions du monde reposent en réalité sur un manque d'éducation aux médias et que beaucoup de choses sont prises pour des vérités. » - (Sarah Pohl)¹⁸⁴

Les participants à l'enquête font également état d'expériences similaires :

« Je dirais que l'accès à Internet a beaucoup contribué à cela, car la personne n'a pas grandi avec Internet et est donc moins à même de l'évaluer. » - (Répondant à l'enquête n° 76, Allemagne)

De nombreuses théories du complot en ligne viennent valider les frustrations vécues et offrent une explication à un sentiment d'aliénation face à la société dominante. Selon les experts, des plateformes sociales peu modérées comme Telegram jouent également un rôle dans la diffusion de discours préjudiciables, en facilitant le renforcement des convictions et les échanges avec d'autres personnes adhérant à ces croyances.

4a Obstacles et facteurs de distanciation en Allemagne

D'après les expert·e·ss que nous avons interrogés dans le cadre de ce projet, à la différence de l'extrémisme d'extrême droite ou du djihadisme, peu de personnes ayant adhéré aux croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste sont connues pour avoir pris leurs distances avec ce milieu. Les spécialistes ont néanmoins relevé plusieurs facteurs pouvant contribuer à un tel éloignement, présentés dans les sections suivantes.

Absence de volonté ou de sentiment d'avoir à s'éloigner du mouvement

Pour de nombreuses personnes impliquées dans le mouvement relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste, il n'existe que peu de motivation ou de sentiment d'avoir à s'éloigner de cette idéologie. Selon les expert·e·ss interrogés, cela se manifeste notamment par le fait que les adhérent·es consultent rarement de leur propre initiative des services d'accompagnement ; ce sont plutôt des proches inquiets qui cherchent à obtenir de l'aide. Cette tendance se reflète également chez trois des personnes interrogées, qui n'ont exprimé ni doutes ni inquiétudes concernant leurs convictions. L'une d'entre elles, tout en ne remettant pas en question ses idées, a toutefois partagé ses réserves quant à l'adhésion à un parti lié à la souveraineté idéologico-conspirationniste en particulier. Elle craint que cela n'implique un changement de mode de vie trop radical, notamment l'abandon de sa profession actuelle.

¹⁸⁴ Sarah Pohl, conseillère, ZEBRA | BW.

Lorsque des services de conseil sont proposés, ils le sont souvent dans un cadre non volontaire – par exemple, dans le cadre d’une procédure judiciaire – plutôt qu’en réponse à un réel désir de changement. Néanmoins, ces interactions peuvent permettre d’engager des discussions critiques et d’amener les personnes concernées à réfléchir à leurs opinions. En parallèle, cette dynamique peut avoir des effets négatifs sur l’entourage, comme l’a exprimé un participant à l’enquête, évoquant un sentiment de désespoir : « *Certaines personnes sont tout simplement perdues.* » (Répondant à l’enquête n° 32, Allemagne).

Le psychologue criminologue Keil identifie la rigidité cognitive comme un obstacle important au processus de distanciation, qu’il associe au vieillissement. Selon lui, les adeptes tendent à réduire les incohérences dans leur pensée (dissonance cognitive) en trouvant des justifications convaincantes pour continuer à adhérer à leur idéologie.¹⁸⁵ En outre, les croyances relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste sont construites de manière à se protéger de toute remise en question, à l’image d’autres théories du complot. Elles poussent leurs adeptes à rejeter systématiquement toute information contraire à leur vision du monde.¹⁸⁶

Par ailleurs, se détacher des idéologies relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste peut susciter un profond sentiment de honte. Cela implique souvent de remettre en question ses propres choix, de regretter les années et les ressources investies, voire de constater les répercussions négatives sur sa vie personnelle ou professionnelle. Pour éviter de faire face à ces émotions difficiles, certaines personnes choisissent de rester dans le mouvement, ce qui peut apparaître comme une option plus simple.

L’impact des relations

Malgré les nombreux défis et obstacles, les expert·e·ss que nous avons interrogés soulignent que certains facteurs peuvent favoriser une prise de distance. Par exemple, le maintien de liens personnels avec des individus extérieurs au mouvement relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste peut offrir des occasions de réflexion, particulièrement lors de moments de doute ou de remise en question. L’un des adhérent·es à la souveraineté idéologico-conspirationniste interrogé raconte ainsi comment il prend en compte les inquiétudes exprimées par son père au sujet de son intention de rejoindre un groupe lié à la souveraineté idéologico-conspirationniste :

« *Eh bien, mon père est heureux quand je lui parle, et il est également conscient de mes problèmes dans la vie quotidienne. Et, bien sûr, il m’a aussi dit que cela n’avait pas de sens pour moi de continuer comme ça. Que je devais absolument changer quelque chose. Il m’a également dit que je devais être prudent avec [un groupe lié à la souveraineté idéologico-conspirationniste spécifique], car il pense que certaines personnes ne sont là que pour l’argent.* »
- (Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 1)

185 Jan-Gerrit Keil, psychologue criminologue, Division de la sécurité d’État de la police criminelle.

186 Beurre 2018.

Dans le cadre d'une consultation, il est souvent recommandé aux proches d'un adepte de poser des limites claires et d'exprimer leurs convictions opposées à l'idéologie, tout en maintenant le lien si la situation le permet. Cette approche peut être bénéfique, car les praticiens observent qu'il existe des moments propices où les personnes se montrent plus réceptives à un dialogue ouvert et peuvent être véritablement touchées:

« Nous constatons encore qu'il y a des moments où la fuite de la réalité échoue. Ce sont les moments bien connus d'ouverture cognitive. Et nous devons identifier ces moments avec l'aide des proches, car c'est alors que nous avons une chance d'atteindre la personne pour l'aider à évoluer et à prendre de la distance. » - (Conseiller n° 4)¹⁸⁷

Une autre stratégie mentionnée par les conseillers que nous avons interrogés consiste à ne pas réduire les individus à leurs convictions liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste, mais plutôt à reconnaître et valoriser leurs autres caractéristiques, leurs forces et leurs compétences. Cela peut contribuer à renforcer d'autres dimensions de leur identité, ce qui pourrait éventuellement favoriser un éloignement de ces croyances.

Une stratégie efficace pourrait consister à reconnecter les individus avec des valeurs qu'ils partageaient auparavant. Par exemple, un ancien électeur du Parti vert ayant rejoint le mouvement de protestation contre les mesures liées à la COVID-19, puis adhéré à des croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste, pourrait néanmoins être réceptif à des discussions constructives sur l'action climatique. Dans ce cas, rappeler à cette personne ses engagements, ses intérêts ou ses valeurs passés peut contribuer à rétablir le dialogue et à prévenir une radicalisation plus poussée.

Désillusion

La désillusion peut également constituer un tournant décisif pour certains adeptes, en particulier lorsqu'ils prennent conscience des coûts personnels associés à leur engagement, comme des relations familiales tendues, l'isolement social, des difficultés financières ou la perte d'opportunités professionnelles. Toutefois, ce processus de prise de conscience suppose généralement que la personne ait des relations ou des objectifs significatifs à perdre, ce qui n'est pas toujours le cas chez les individus très isolés. Par exemple, certains répondants à l'enquête ont indiqué que la détérioration ou la rupture de leurs relations avait été le principal catalyseur de leur réflexion critique. La désillusion peut également se traduire par un désir de demander des comptes aux idéologues du mouvement, notamment lorsque les adeptes prennent conscience du tort que ces croyances ont causé dans leur vie personnelle ou de la non-réalisation des promesses avancées.

¹⁸⁷ Conseiller n° 4, veritas Berlin.

Soutien professionnel et accompagnement

Les programmes de sortie et les services de conseil sont considérés comme des outils importants pour les personnes souhaitant se distancier des groupes et croyances extrémistes. Toutefois, ces programmes ne constituent souvent pas le déclencheur initial de la prise de distance. Au contraire, le conseiller Schiesser observe que les individus qui sollicitent l'aide de tels programmes ont en général déjà amorcé un processus de remise en question.¹⁸⁸

Cela met en lumière le rôle important que jouent les cercles sociaux, tant dans l'identification des premiers signes d'adhésion à l'idéologie associée à la souveraineté idéologico-conspirationniste que dans la reconnaissance des débuts d'une remise en question. Dans le premier cas, une détection précoce peut permettre d'accompagner les individus dans leur processus décisionnel et, idéalement, d'éviter leur adhésion au mouvement. Dans le second, les personnes déjà impliquées, mais qui commencent à douter de leurs convictions, peuvent bénéficier d'un soutien dès les premières étapes du questionnement. Par exemple, l'adhérent-e n° 1 exprime ses hésitations quant à rejoindre officiellement un groupe, considérant qu'il s'agirait d'un engagement d'un autre ordre. Pour lui, cette adhésion impliquerait de se dissocier de la République fédérale d'Allemagne — une décision qu'il associe au courage et à la force, ce qui freine certains dans leur passage à l'action :

« Les gens là-bas [le groupe d'adhérent-es à la souveraineté idéologico-conspirationniste] ne peuvent tout simplement pas m'imaginer faire ça parce que, d'une certaine manière, je ne suis pas proche de leur point de vue. C'est parce que cela demande beaucoup de courage, et il faut aussi beaucoup de force pour franchir le pas... Il y a des gens qui en sont capables, et d'autres qui analysent leurs craintes à ce sujet. » - (Adhérent-e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 1)

Cela montre que, même après avoir adopté des convictions associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste, il existe encore des fenêtres d'opportunité où l'hésitation et le doute peuvent empêcher certains adhérent-es de s'engager pleinement dans leur vision du monde, offrant ainsi la possibilité d'une intervention conduisant à une prise de distance. Il est donc essentiel que les personnes issues de cet environnement social bénéficient dès que possible d'un accompagnement professionnel afin d'identifier et de saisir les opportunités de changement et de prise de distance.

5a Risques, menaces et dangers en Allemagne

La souveraineté idéologico-conspirationniste comporte des risques et des menaces à plusieurs niveaux. Elle nuit non seulement aux personnes concernées, mais engendre également des répercussions importantes sur leur entourage. De plus, ces croyances présentent des dangers pour les autorités et les forces de l'ordre et, à plus grande échelle, mettent en péril les fondements des sociétés démocratiques.

¹⁸⁸ Ulrike Schiesser, conseillère, Office fédéral pour les questions relatives aux sectes (Autriche).

Risques pour les adhérent·es aux croyances relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste

Selon les expert·e·ss, les risques liés à l'adhésion à des croyances ou à des groupes associés à la souveraineté idéologico-conspirationniste sont souvent mal compris ou difficilement perceptibles, en particulier pour les personnes directement concernées. L'attention publique tend plutôt à se focaliser sur les dangers que ces croyances posent à l'échelle sociétale. Pourtant, cette idéologie peut se révéler particulièrement destructrice sur le plan individuel.

L'un des risques majeurs pour les personnes adhérant à la souveraineté idéologico-conspirationniste est la détérioration psychologique ou émotionnelle. Selon les expert·e·ss, une implication prolongée peut engendrer un sentiment d'impuissance ou de peur, accentuant ainsi la vulnérabilité à divers troubles de santé mentale, notamment la dépression. Un répondant à l'enquête menée en Allemagne évoque l'effondrement progressif de la personnalité d'un proche, résultat de plusieurs décennies passées à consommer des contenus liés à ces croyances. Un autre intervenant adepte de ces idéologies partage également :

« Eh bien, j'ai trouvé que j'étais plus heureux avant [d'adhérer à l'idéologie]. Quand on était vraiment insouciant, c'était plus facile. On ne pensait même pas aux problèmes. On ne remarquait rien, on était concentré sur soi-même. On vivait dans sa bulle. Je ne sais pas, c'était comme si quelqu'un était venu avec une aiguille et avait crevé la bulle d'un coup. »
- (Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 4)

Le militant politique Silberberger qualifie la souveraineté idéologico-conspirationniste d'idéologie addictive, dans laquelle les adeptes ressentent un besoin compulsif de valider l'existence de complots et de consolider leurs croyances, ce qui les éloigne progressivement de la réalité. Cet engrenage s'accompagne souvent d'un isolement social et d'un profond sentiment de solitude, accentuant les effets délétères sur la santé mentale. Dans des cas extrêmes, cette dynamique peut mener à des actes de violence grave, qualifiés de suicide étendu (ou meurtre-suicide), où l'adhérent·e tente — ou parvient — à tuer les cibles associées à ses croyances (par exemple, des représentants de l'autorité) ou ses proches (tels que des membres de sa famille), avant de mettre fin à ses jours. Ces situations à risque élevé surviennent notamment lorsque la personne se sent piégée dans son système de croyances ou perçoit un danger imminent, comme lors d'une expulsion ou d'une saisie de biens.

Au-delà des répercussions émotionnelles et psychologiques, l'adhésion à la souveraineté idéologico-conspirationniste peut également entraîner des conséquences financières ou juridiques, notamment en raison du rejet des institutions étatiques qu'elle implique. Ces risques sont d'autant plus préoccupants que les comportements associés à ces croyances ne produisent pas toujours d'effets immédiats. Certains adeptes interprètent même l'absence initiale de sanctions — telles que l'évitement des obligations fiscales ou légales — comme une validation de leur vision du monde. Ce sentiment de légitimation peut renforcer leur engagement idéologique. Cependant, lorsque le système judiciaire finit par intervenir (par exemple par des amendes, des saisies, des expulsions, une perte d'emploi ou un emprisonnement), l'individu se trouve souvent dans une impasse, ayant des difficultés à renoncer à ses convictions.

Risques pour la famille, les amis et les proches

Les proches des adhérent·es à la souveraineté idéologico-conspirationniste peuvent également être exposés à divers risques, notamment des tensions relationnelles, une détresse émotionnelle importante, et, dans certains cas, des répercussions financières.

Les convictions associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste perturbent fréquemment les relations avec les personnes qui ne partagent pas cette vision du monde, ce qui entraîne des conflits, une aliénation, voire une rupture totale de la communication. Les membres de la famille et les amis peuvent également souffrir d'isolement social, soit en raison d'une forme de codépendance vis-à-vis de la personne concernée, soit à cause de la stigmatisation dont ils font l'objet. Ces dynamiques peuvent provoquer des conflits de loyauté, notamment chez les enfants, et être à l'origine de séparations entre partenaires ou conjoints en raison de croyances divergentes. De nombreux participants à l'enquête ont mentionné une rupture de la communication avec la personne adhérant à ces croyances, que celle-ci soit initiée par cette dernière ou prise comme mesure de protection par le participant.

Au sein des cellules familiales, le comportement des personnes adhérant à la souveraineté idéologico-conspirationniste peut également nuire directement à leur conjoint ou à leurs enfants, au-delà des tensions émotionnelles ou relationnelles, notamment en résiliant des polices d'assurance ou en procédant à des saisies de biens. Les familles peuvent aussi faire face à une instabilité financière causée par des dettes impayées, une perte d'emploi ou des poursuites judiciaires.

Malgré les préjudices engendrés, de nombreuses personnes adhérant à la souveraineté idéologico-conspirationniste affirment qu'elles agissent dans le but de protéger leurs proches contre les intentions malveillantes qu'elles attribuent au gouvernement. Par exemple, l'adhérent·e no 4 a déclaré vouloir épargner à sa conjointe la « dure vérité », tout en continuant à prendre soin d'elle à l'aide de tactiques caractéristiques de ces croyances.

Selon les intervenants consultés, les enfants constituent un groupe particulièrement vulnérable en raison de leur dépendance – émotionnelle, financière et juridique – à l'égard de leurs parents ou de leurs aidants. Par exemple, la méfiance des adultes envers les institutions peut les amener à ne pas scolariser leurs enfants ou à leur refuser des soins médicaux pourtant nécessaires. Un conseiller a également décrit comment les enfants peuvent finir par intérioriser et adopter la vision du monde de leurs aidants, ce qui peut engendrer un sentiment d'impuissance et de peur.¹⁸⁹ Cette dynamique a été mise en lumière par un participant à l'enquête ayant lui-même grandi auprès de parents adhérent·es à la souveraineté idéologico-conspirationniste :

« Enfant, on m'a inculqué cette vision du monde, et j'avais très peur. Plus tard, j'ai réalisé que beaucoup de choses n'étaient pas justes, ce qui a rendu ma relation avec mes parents plus difficiles – j'ai perdu confiance. » - (Répondant à l'enquête n° 129, Allemagne)

¹⁸⁹ Conseiller n° 4, veritas Berlin.

Risques pour les autorités et les forces de l'ordre

Les autorités et les forces de l'ordre sont exposées à des risques émanant d'individus impliqués dans ces croyances, qui les perçoivent fréquemment comme des adversaires en raison de leur lien avec l'État. De nombreux expert·e·s interrogés soulignent une recrudescence des menaces et des actes de violence à l'encontre des représentants de l'autorité, notamment les services policiers.

Les actes d'agression sont souvent décrits par les adeptes comme des gestes de « légitime défense » face à ce qu'ils considèrent comme des abus de l'État. Étant donné que de nombreux adhérent·es stockent des armes, ces confrontations présentent un risque élevé d'escalade. Les incidents signalés incluent des menaces verbales, des résistances physiques et même des actes de sabotage (par exemple, le desserrage intentionnel des écrous de roue de véhicules policiers). Un responsable des services de renseignement que nous avons rencontré a exprimé ces préoccupations :

«Ce que nous avons constaté au fil des ans, c'est que le risque de violence de la part des adhérent·es à la souveraineté idéologico-conspirationniste est le plus élevé lorsqu'il y a une intervention existentielle de l'État. [...] Si les adhérent·es à la souveraineté idéologico-conspirationniste se sentent menacés par une saisie forcée, une expulsion forcée ou même la confiscation d'armes, car les armes sont très importantes pour eux comme moyen de défense, s'ils se sentent menacés à cet égard, le risque de violence est maximal. »

- (Felix Blum, responsable des services de renseignement intérieur)¹⁹⁰

Torsten Barthel, juriste, souligne que de nombreux agents des forces de l'ordre ou fonctionnaires confrontés à des adhérent·es à la souveraineté idéologico-conspirationniste violents peuvent subir un stress psychologique important en raison de menaces – y compris de mort – ou d'intimidations physiques, qui les laissent souvent dépassés ou impuissants. Même lorsque ces menaces ne constituent pas des infractions pénales, leur impact cumulé peut être considérable, surtout si les institutions ne mettent pas en place de mécanismes de soutien psychologique pour leur personnel.

Les comportements violents ou menaçants posent aussi des défis opérationnels majeurs. Par exemple, les charges administratives causées par les adeptes, qui inondent les autorités de procédures juridiques abusives ou refusent de s'acquitter d'amendes ou d'impôts, mobilisent des ressources publiques et entraînent des retards dans le traitement des dossiers.

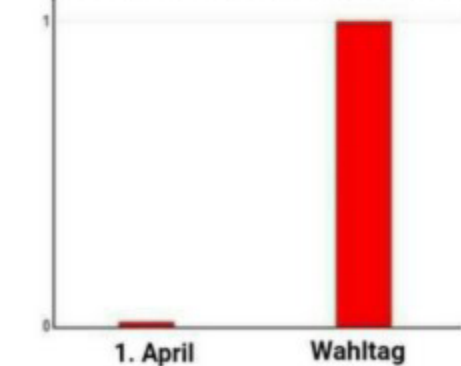
Risques pour la société et atteinte aux valeurs démocratiques

La souveraineté idéologico-conspirationniste nuit à la société dans son ensemble, car le système de croyances qui la sous-tend alimente une méfiance profonde envers l'État démocratique et les institutions. En sapant le principe de communauté civique – dont ses adeptes continuent pourtant de bénéficier –, ces croyances fragilisent le tissu social et le fonctionnement collectif.

¹⁹⁰ Felix Blum, agent des services de renseignement intérieur, Office fédéral pour la protection de la Constitution.



Die Wahrscheinlichkeit verarscht zu werden



Mal was zum schmunzeln.....

Image 18 : Cette image illustre le rôle central de la délégitimation des processus démocratiques dans le système de croyances relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste [FR : « La probabilité d'être trompé : le 1er avril par rapport au jour des élections. »] (Source : Telegram, avril 2024)



16:28



Image 19 : Dans cette image, les adhérent-es de la souveraineté idéologico-conspirationniste se moquent des processus démocratiques [FR : « Quand vous entendez le mot démocratie »] (Source : Telegram, mai 2024)

Les expert·e·ss soulignent que la normalisation de la violence au sein de ces mouvements représente une menace directe, non seulement pour les fondements démocratiques, mais aussi, plus largement, pour la sécurité publique.¹⁹¹ Outre les actes de violence visant les autorités, certains actes peuvent également cibler des groupes désignés comme ennemis dans l'idéologie relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste, notamment sur une base raciste ou antisémite. Un responsable du renseignement intérieur que nous avons interrogé souligne la volonté croissante de certains groupes adhérent·es à la souveraineté idéologico-conspirationniste de commettre des actes terroristes, tels que des attentats contre des figures politiques ou des tentatives de coup d'État. Bien que ces projets échouent souvent — comme ce fut le cas avec la tentative avortée d'un groupe affilié au mouvement Reichsbürger en 2022 — ils n'en demeurent pas moins des menaces réelles à la sécurité publique. Par ailleurs, l'attention médiatique portée à de tels incidents peut contribuer à amplifier ces croyances en leur offrant une plateforme de visibilité accrue.

La remise en question des espaces publics, sociaux et professionnels constitue également un risque. Le militant politique Silberberger souligne que les personnes profondément imprégnées de croyances liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste peuvent engendrer des environnements de travail, des écoles et des groupes communautaires hostiles, en perturbant ces milieux par la diffusion de leurs discours ou en tentant de convaincre leurs collègues. Les adeptes occupant des postes au sein d'organismes publics représentent un risque particulier, car ils disposent à la fois de connaissances institutionnelles légitimes et d'une volonté de discréditer ces institutions en mobilisant des arguments idéologico-conspirationnistes.

Enfin, les expert·e·ss soulignent que les croyances liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste exercent une forme d'« attraction gravitationnelle » présentant ses propres risques. Par exemple, ces croyances peuvent avoir un effet de diffusion en attirant des individus ou des groupes partageant des sentiments similaires, comme ce fut le cas de certains manifestants opposés aux mesures sanitaires durant la pandémie de COVID-19. Ces personnes sont susceptibles d'être séduites par des explications simplifiées qui renforcent leurs soupçons envers les institutions gouvernementales, contribuant ainsi à la propagation de ces croyances.

b) Canada

Cette section présente les principales conclusions de notre recherche sur l'extrémisme à caractère anti-autorité au Canada. Dans un premier temps (section 1b), nous décrivons le paysage actuel ainsi que les dynamiques propres aux groupes et mouvements relevant de l'extrémisme anti-autorité au Canada, en les distinguant de leurs formes historiques. La section 2b est consacrée aux croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste. Nous examinons ensuite les motifs d'adhésion (section 3b) ainsi que les freins et leviers au désengagement (section 4b). Enfin, la section 5b aborde les risques, menaces et dangers que représente ce phénomène dans le contexte canadien.

191 Conseiller n° 5, veritas ; Dieter Rohmann, conseiller, KULTE – Einstieg in den Ausstieg.

1b Dynamique des groupes et des mouvements au Canada

Dans cette section, nous nous appuyons sur les résultats de l'analyse documentaire et y intégrons les données issues de notre propre enquête pour dresser un portrait du paysage contemporain de l'extrémisme à caractère anti-autorité au Canada. À partir des entretiens menés avec des expert·e·s ainsi qu'avec des personnes ayant été exposées à ces idéologies, nous mettons en lumière les continuités et les ruptures entre les formes actuelles de l'extrémisme anti-autorité et celles des groupes ou mouvements qui les ont précédées.

Malgré un large consensus, tant dans la littérature que parmi les expert·e·s consulté·e·s, en faveur de l'utilisation du terme « extrémisme anti-autorité » pour désigner le phénomène actuellement observé au Canada, ce dernier demeure difficile à cerner en raison de l'hétérogénéité idéologique et tactique de ses adeptes. Les actions menées par les individus, groupes, ou mouvements associés à cette mouvance varient considérablement. Elles vont de la critique pacifique ou de la contestation non violente à des formes plus radicales, comme la formation à la résistance individuelle, le survivalisme, les tactiques pseudo-légales, et, dans de rares cas, des actes de violence visant à renverser les structures, symboles ou représentant·e·s de l'autorité.

Par ailleurs, les individus, groupes et mouvements associés à cette mouvance échappent souvent aux catégories politiques traditionnelles, telles que l'« extrême gauche » ou l'« extrême droite ». Tant les expert·e·s interrogé·e·s que les personnes adhérant à ces croyances confirment que le soutien au mouvement relevant de l'extrémisme anti-autorité traverse l'ensemble du spectre politique. La présente section s'appuie sur les résultats de nos entretiens pour dresser un portrait du paysage actuel de l'extrémisme anti-autorité au Canada.

Les « Freeman-on-the-Land » au Canada aujourd'hui

L'un des exemples les plus emblématiques de l'extrémisme anti-autorité au Canada est celui des Freeman-on-the-Land (FOTL). Comme le montre l'analyse documentaire, ce groupe puise une grande partie de son inspiration dans les enseignements des « détaxeurs » et constitue une déclinaison canadienne du mouvement américain adhérant à la souveraineté idéologico-conspirationniste. Il a été considéré comme le mouvement de l'extrémisme anti-autorité le plus important au Canada entre le milieu des années 2000 et le milieu des années 2010.

Cependant, vers le milieu et la fin des années 2010, de nombreux chercheurs·es ont constaté que l'influence du mouvement FOTL commençait à s'estomper.¹⁹² Cela s'explique principalement par l'échec des arguments pseudo-juridiques devant les tribunaux, en particulier le cas *Meads c. Meads* en 2012. Le juge en chef adjoint Rooke a classé FOTL dans la catégorie des « groupes de plaideurs pseudo-juridiques organisés » (OPCA), tout comme d'autres groupes semblables qui utilisent des pseudo-lois devant les tribunaux.

192 Netolitzky 2019 ; 2023b.

Dans cette affaire historique, le juge en chef adjoint Rooke a décrit le groupe de plaideurs OPCA comme ceux qui « emploient un ensemble de techniques et d'arguments promus et vendus par des « gourous »... afin de perturber le fonctionnement des tribunaux » et « de porter atteinte aux droits légaux des gouvernements, des entreprises et des particuliers ».¹⁹³ À la suite des décisions rendues dans l'affaire Meads c. Meads, de nombreux dirigeants et stratégies du mouvement FOTL ont perdu une grande partie de leur crédibilité. Comme l'a fait remarquer un·e chercheur·e :

« Il y a évidemment une limite aux échecs, car le système ne les tolère pas. Ces mouvements et leurs dirigeants ne peuvent essuyer qu'un certain nombre d'échecs avant de perdre leur crédibilité, et c'est essentiellement ce qui s'est passé. » - (Chercheur·e n° 22)

S'il est vrai que les leaders FOTL et leurs tactiques ont globalement perdu en popularité, le discours actuel sur le déclin du mouvement risque d'en simplifier à l'excès sa persistance. Par exemple, certains leaders, comme Robert A. Menard ont perdu une grande partie de leur crédibilité, mais une nouvelle génération d'idéologues a repris bon nombre de leurs enseignements et stratégies, continuant ainsi à en tirer profit. De plus, plusieurs idéologues d'origine du mouvement Freeman n'ont pas non plus abandonné leurs croyances. Au contraire, beaucoup ont fait évoluer leurs convictions relevant de l'extrémisme anti-autorité à mesure que les événements sociaux et les enjeux se développaient. Par exemple, Dean Clifford, ancienne figure de proue du mouvement FOTL, ne fait plus la promotion des tactiques initiales du mouvement Freeman, mais a plutôt adapté ses convictions aux mouvements antigouvernementaux d'extrême droite contemporains, comme Diagon, dont il sera question plus loin.

Pour étayer cette affirmation, nos entrevues avec les agents de l'ordre ont révélé que des rencontres avec des individus se disant « Freeman » ou utilisant un vocabulaire ou des méthodes empruntés au mouvement « Freeman », fondées sur des lois prétendues, continuent de se produire régulièrement, en particulier pour les agents de police locaux. Un responsable des forces de l'ordre a estimé :

« En moyenne [les rencontres avec des individus se présentant comme des Freeman] sont probablement aussi nombreuses qu'avant [la pandémie de COVID-19], avec le même nombre de personnes, les mêmes idées générales et le même niveau de méfiance envers la police. [Mais] nous n'avons constaté aucune augmentation de la violence ou des menaces de la part de ce groupe. » - (Membre des forces de l'ordre n° 27)

Contrairement aux mouvements relevant de l'extrémisme anti-autorité à grande échelle qui attirent l'attention nationale, comme les émeutes du Capitole américain en janvier 2021, les interactions avec des individus se déclarant Freeman ne sont souvent pas signalées au-delà du niveau local. Par exemple, de nombreuses interactions ont lieu lors de contrôles routiers de routine, au cours desquels des individus cherchent à contester l'autorité de la police et la légitimité du Code de la route en recourant à des arguments pseudo-juridiques et à des tropes typiques de groupes tels que les Freeman-on-the-Land (FOTL). Si la plupart de ces rencontres sont décrites comme pacifiques, elles sont souvent longues et, dans certains cas, conflictuelles, ce qui pose des défis constants aux services de police locaux :

¹⁹³ Hamilton et Woolley 2013.

« Les Freeman-on-the-Land ont toujours été là. Et si [nous] le savons, c'est parce que ce ne sont pas des contrôles routiers habituels. La plupart du temps, ils sont non violents, mais ils sont extrêmement frustrants et finissent par transformer un simple contrôle routier en quelque chose de plus compliqué. »
- (Membre des forces de l'ordre n° 28)

La fluidité de l'extrémisme anti-autorité aujourd'hui

Selon nos recherches et nos entrevues avec des expert-es en la matière, la pandémie de COVID-19 a marqué le début d'une nouvelle ère de fluidité au sein du mouvement extrémiste anti-autorité au Canada, qui dépasse désormais les groupes identifiables, tels que les Freeman-on-the-Land (FOTL). En conséquence, le paysage de l'extrémisme anti-autorité comprend aujourd'hui des éléments issus de diverses croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et de multiples théories du complot, notamment des sentiments pseudo-juridiques, antigouvernementaux, anti-impôts, anti-santé ou anti-vaccination, anti-entreprises, anti-médias traditionnels, anti-élite, anti-police, anti-immigration, anti-2SLGBTQIA+ et anti-science, pour n'en nommer que quelques-uns.

Il convient de noter que bon nombre des idéologues, « gourous » et adeptes originaux des années 1990 et 2000 n'ont pas simplement disparu. Au contraire, plusieurs d'entre eux ont su adapter leur message en capitalisant sur les enjeux et les griefs contemporains de la société. Il en a résulté une fusion entre les anciennes idées et tactiques anti-autorité et les revendications plus récentes, permettant ainsi de transmettre l'héritage des croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste à une nouvelle génération d'adeptes.

Par exemple, les restrictions liées à la COVID-19, les confinements et les mesures sanitaires ont rassemblé des personnes nourrissant divers griefs à l'égard du gouvernement, déclenchant des manifestations et créant des liens entre des communautés auparavant disparates, tant en ligne que dans la vie réelle. Au Canada, un « point de rencontre » fréquemment mentionné parmi les adhérent-es à l'extrémisme anti-autorité a été une série de manifestations contre l'obligation vaccinale contre la COVID-19 ayant eu lieu en 2022, connues sous le nom de « Convoi de la liberté », qui a rassemblé un large éventail d'individus issus de divers horizons politiques. Si ces manifestations ont été largement pacifiques et ont rassemblé une grande variété d'individus et de groupes sans lien avec des groupes, mouvements ou idéologies extrémistes, un petit nombre d'acteurs extrémistes, notamment d'extrême droite et adhérent-es à la souveraineté idéologico-conspirationniste, ont utilisé ces manifestations pour diffuser leurs propres discours et faire avancer leurs programmes.

Le panorama canadien opposé au pouvoir a toujours accueilli une gamme étendue d'opinions, allant jusqu'à inclure certaines convictions anti-immigration et anti-scientifiques, comme le montre l'examen de la littérature. Cependant, selon nos recherches et nos entretiens avec des expert-e-s, ceux-ci ont souligné que le mouvement est encore plus diversifié et accueille un éventail plus large d'individus que jamais auparavant, ce qui caractérise le paysage contemporain.

Cette diversité rend le phénomène de plus en plus difficile à identifier et à catégoriser, car des personnes aux motivations et aux antécédents politiques très différents convergent désormais vers un sentiment anti-autorité plus large, tout en entretenant un éventail de croyances et de griefs largement incohérents, voire contradictoires.¹⁹⁴ Plus précisément, un·e expert·e juridique avec lequel nous nous sommes entretenus a décrit le rôle des manifestations canadiennes contre la COVID-19 dans le rassemblement de ces personnes diverses :

« Il est important de garder à l'esprit la dualité du phénomène pseudo-juridique. D'un côté [nous avons] cet ensemble de concepts étranges sur le droit. De l'autre, nous avons des communautés d'accueil qui adoptent ces concepts. Si vous repensez à l'ancienne population des Freemen, ce sont toujours les mêmes personnes. Elles n'ont pas changé d'idéologie... Elles n'utilisent simplement plus la pseudo-loi parce qu'elles ont compris que cela ne fonctionne pas [devant les tribunaux]. Avance rapide jusqu'au début de la pandémie, où de nombreuses personnes qui n'auraient jamais été exposées à la pseudo-loi se sont mobilisées. Elles ont participé à des marches, organisées des rassemblements, et aujourd'hui, cette population s'est réduite. Il n'y a plus autant de personnes actives, mais il en reste encore quelques-unes, et elles ont créé un réseau grâce à leur expérience de la pandémie [de COVID-19] et à leur participation à la résistance de masse. Il s'agit de la dernière vague d'adhésion à la pseudo-loi. C'est différent de tout ce que nous avons vu auparavant, car [...] cette nouvelle population accepte encore plus la diversité des idées que toutes les vagues précédentes de pseudo-juridicité que j'ai connues. » - (Expert·e juridique n° 30)

Le cas de David Kevin Lindsay, ancien détaxeur et idéologue pseudo-juridique du début des années 2000 ayant survécu au déclin général du mouvement détaxeur, illustre bien la fusion entre les « gourous » des débuts et les griefs anti-autorité contemporains.¹⁹⁵ Au début des années 2000, Lindsay était un avocat plaquant actif et un représentant profane devant les tribunaux pour des personnes cherchant à échapper à l'impôt, ce qui lui a valu la réputation d'être un plaideur agressif dans le cadre de procédures fondées sur les croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste. Après une période d'inactivité à la suite de la décision *Meads c. Meads* en 2012, Lindsay a refait surface pendant la pandémie de COVID-19 en tant que fervent activiste antigouvernemental et anti-COVID-19.¹⁹⁶ En Colombie-Britannique (C.-B.), il a organisé des manifestations hebdomadaires en violation des mesures sanitaires liées à la COVID-19, tout en justifiant ses actions par des arguments et des tactiques pseudo-juridiques. Il a profité du ressentiment croissant à l'égard des restrictions liées à la pandémie pour relancer son site web « Common Law Education and Rights », sur lequel il a diffusé diverses théories du complot, des informations sur les manifestations, des projets de lois fictives ainsi que des séminaires payants dans lesquels il enseignait aux gens comment entamer des poursuites pénales contre d'autres individus en se servant du Code criminel.¹⁹⁷

194 Gartenstein-Ross et al. 2023.

195 Netolitzky 2023b, 815

196 Netolitzky 2023b, 816.

197 Netolitzky 2023b, 816-817.

Les activités de Lindsay se sont intensifiées en 2021 lorsqu'il s'est retrouvé impliqué dans une altercation avec des agents de sécurité à l'extérieur du bâtiment de l'Interior Health à Kelowna, en Colombie-Britannique, dont il avait été banni.¹⁹⁸ Après un long procès au cours duquel Lindsay s'est représenté lui-même et a tenté d'utiliser une myriade de tactiques et d'arguments pseudo-juridiques, il a été reconnu coupable d'agression et condamné à la résidence surveillée en 2024.¹⁹⁹

La diffusion des acteurs et des idées a été facilitée par l'utilisation d'applications de communication chiffrée en ligne, telles que Telegram, qui permettent aux individus de se rassembler, de partager et d'échanger simultanément une multitude de récits complotistes, de griefs, de sentiments, de croyances et d'idéologies provenant de sources multiples.²⁰⁰ Bien qu'ils puissent avoir des croyances ou des griefs très divers, ils partagent une méfiance généralisée envers l'État et l'autorité gouvernementale, ainsi que la conviction que l'État outrepassse ses pouvoirs de manière néfaste et corrompue. Comme nous l'a confié un·e chercheur·e : « Ils agissent de manière indépendante, mais ils sont liés par ces griefs et par le besoin de trouver des scénarios et des conseils qu'ils peuvent utiliser les uns auprès des autres. »²⁰¹

Les professionnel·les de la santé mentale de première ligne au Canada, tels que les travailleur·euse·s sociaux·ales qui fournissent des services directement aux personnes partageant ces croyances, s'accordent également à dire qu'une décentralisation et une diffusion accrues ont marqué l'évolution du mouvement dans son ensemble. En fait, un·e travailleur·euse social·e a soutenu que, dans le cadre de cette diffusion, de nombreux·ses adeptes considèrent désormais leurs idées comme faisant maintenant partie du courant dominant, en particulier depuis 2020 :

« Ils croient que leur façon de penser est si courante qu'ils ne se considèrent pas comme faisant partie d'un mouvement marginal ou extrémiste, car c'est un sentiment assez répandu parmi les personnes qui les entourent. Je pense que [les croyances anti-autorité] sont de moins en moins liées à des mouvements [identifiables]. » - (Travailleur·euse social·e n° 25)

Certains expert·e·s suggèrent également que cette structure amorphe permet à ces mouvements de mieux s'adapter à l'évolution des contextes et des enjeux politiques, sociaux et économiques. Cette fluidité permet aux extrémistes anti-autorité de demeurer dynamiques, pertinents et résilients face aux mesures répressives ou juridiques qui auraient pu être efficaces contre les groupes plus facilement identifiables du passé, comme FOTL. Comme nous l'a confié un responsable des forces de l'ordre :

*« Nous avons clairement constaté une recrudescence [de l'extrémisme anti-autorité depuis] 2019. Avec la COVID-19, il a encore augmenté considérablement. Certaines personnes sont simplement à la recherche d'une cause à défendre, elles sont là pour manifester. Qu'il s'agisse des convois, des masques, des pronoms de genre, des écoles ou de n'importe quoi d'autre, il y a des groupes de personnes qui veulent simplement se plaindre du gouvernement et de tout ce qu'il fait. »
- (Membre des forces de l'ordre n° 27)*

198 Gelineau 2023.

199 Gelineau et Barnes 2024.

200 Brace, Baele et Ging 2024.

201 Chercheur·e·e n° 19.

Outre le fait qu'ils favorisent la diversité et le mélange des idées, les réseaux sociaux permettent aux individus de choisir les croyances, les comportements et les tactiques qui correspondent le mieux à leur vision du monde, sans avoir à se fier aux enseignements d'un seul « gourou », comme c'était le cas dans certains mouvements par le passé. Un chercheur·e nous a confié : « *Il y a beaucoup d'informations en ligne auxquelles les gens peuvent accéder et décider de manière indépendante d'adopter [ces] idées.* »²⁰²

Cette diversité a ainsi conduit à la création de réseaux informels entre des individus et des groupes qui n'ont guère en commun que leur méfiance envers l'autorité. Par exemple, l'image ci-dessous montre comment des groupes ésotériques, anti-sciences et anti-vaccins, qui promeuvent des conseils de santé non fondés sur Telegram, se mélangent à des tactiques et des croyances pseudo-juridiques plus traditionnelles, telle que l'idée que l'on peut se déclarer « citoyen souverain » par rapport à l'État.²⁰³ Il en résulte une fusion d'idéologies et de systèmes de croyances qui promeuvent des sentiments et des tactiques relevant de l'extrémisme anti-autorité dans tous les aspects de la vie, y compris dans les décisions en matière de santé :

« Aujourd'hui, l'extrémisme anti-autorité [...] inclut la résistance à la connaissance, à la science, à la médecine, à l'expertise en matière de santé, à toute forme d'autorité... L'élément complotiste a [également] explosé... Ce mouvement reste incohérent et peu organisé... Ses membres consomment principalement des récits en ligne et les intègrent dans leur propre [réalité]. » - (Chercheur·e n° 19)

202 Chercheur·e·e n° 21.

203 Des gourous anti-santé de premier plan comme Amanda Vollmer ont participé à des interviews conjointes avec Dean Clifford, un gourou populaire de l'ère FOTL, pour discuter de concepts et de tactiques pseudo-juridiques.

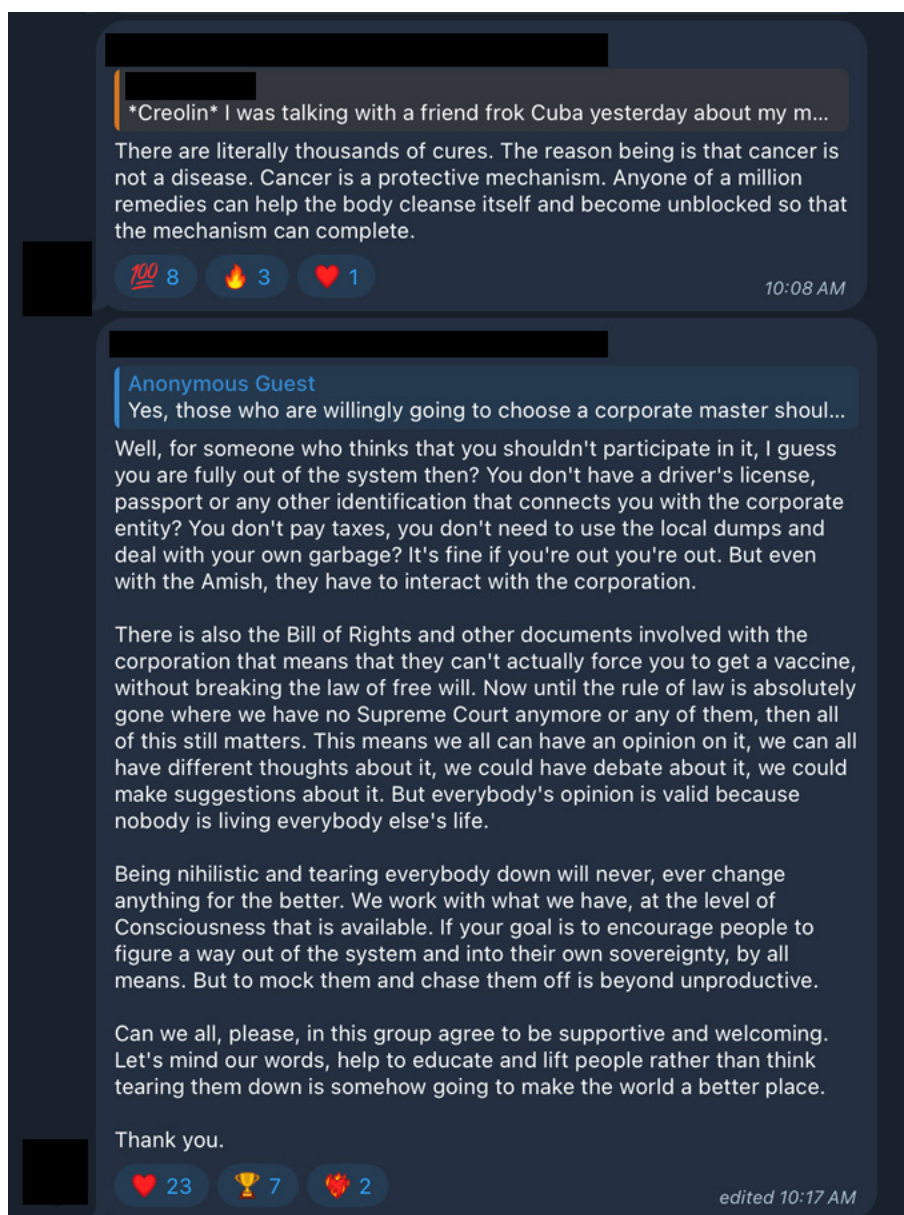


Image 20 : Exemple de l'intersection et du chevauchement entre les groupes de conseils de santé anti-scientifiques et la promotion de la souveraineté individuelle par un soi-disant « maître corporatif » (Source : Telegram, novembre 2024)

Certes, bien que de nombreux adhérent-es à l'extrémisme anti-autorité ne soient affiliés à aucun groupe ou mouvement nommé, certains existent bel et bien. Par exemple, un mouvement connu sous le nom de « Diagonon » – un réseau décentralisé d'extrême droite antigouvernemental qui s'est fait connaître lors des manifestations contre les mesures sanitaires obligatoires à travers le Canada en 2021 – est devenu un élément important du paysage de l'extrémisme anti-autorité canadien actuel. Créé à l'origine comme une blague satirique en ligne par plusieurs baladodiffuseurs de premier plan, Diagonon est avant tout une communauté virtuelle unie par un ensemble de croyances antigouvernementales, anti-immigration, et conspirationnistes.

Les influenceurs de Diagonon et leurs partisans diffusent souvent des discours accusant le gouvernement d'abus, de corruption, de tyrannie, et de troubles civils, estimant que les politiques migratoires ont entraîné le déclin du Canada. Le nom « Diagonon » fait référence à une nation fictive qui s'étendrait diagonalement sur plusieurs États américains et provinces canadiennes, de l'Alaska à la Floride, et symboliserait les régions perçues comme partageant un même sentiment antigouvernemental. Comme d'autres mouvements similaires dans le paysage de l'extrémisme anti-autorité contemporain, Diagonon ne compte pas de membres officiels, mais fonctionne principalement grâce à des partisans vaguement connectés sur des forums en ligne, des diffusions en direct, et des plateformes de messagerie cryptée comme Telegram.

Plus récemment, bon nombre d'influenceurs affiliés à Diagonon ont désactivé ou abandonné leurs pages Telegram, autrefois très populaires, pour concentrer leurs efforts au sein de clubs nationalistes en présentiel. C'est le cas notamment des « Second Sons of Canada », un réseau décentralisé de clubs se revendiquant de la forme physique, de la survie, de la préparation et de « l'activisme politique ». Si leur idéologie repose en grande partie sur des discours fortement antigouvernementaux – tels que la « préparation » à une crise majeure provoquée par un abus de pouvoir étatique ou un effondrement social – leur structure, leurs activités et leurs objectifs s'apparentent davantage à ceux des clubs actifs d'extrême droite : un réseau décentralisé de nationalistes blancs et de cellules néonazies en Amérique du Nord, en Europe et en Australie, qui pratiquent les arts martiaux mixtes, l'entraînement physique et le maniement des armes.²⁰⁴ Ce chevauchement souligne à quel point les sentiments extrémistes antigouvernementaux se mêlent aux idéologies et aux groupes d'extrême droite, brouillant encore davantage les frontières qui les séparent.

Un autre groupe reconnaissable dans le paysage actuel est le « Royaume du Canada » (Rd), un mouvement conspirationniste anti-autorité dirigé par Romana Didulo, qui s'est autoproclamée « reine du Canada » et « extraterrestre dotée de pouvoirs spéciaux ».²⁰⁵ Didulo s'est constitué une communauté de fidèles, tant au siège du groupe à Richmond, dans la province de Saskatchewan, que sur ses chaînes Telegram. Elle publie régulièrement des « décrets » du RdC qui prétendent avoir une autorité légale, comme l'abolition des factures de services publics, des dettes, des impôts et des élections, entre autres. Les adeptes du RdC sont encouragés à utiliser des documents et des tactiques pseudo-juridiques pour se soustraire à ces obligations légales et à d'autres, et en 2024, un juge de l'Alberta a constaté une augmentation du nombre de cas impliquant des personnes tentant d'invoquer les décrets du RdC comme moyen de défense juridique.²⁰⁶ Dans au moins un cas documenté, un-e travailleur-euse social-e clinicien-ne basé-e au Yukon s'est vu temporairement retirer son agrément professionnel après avoir invoqué les décrets RdC et affirmé que le Canada était désormais gouverné par « SAR [Son Altesse Royale] la reine Romana Didulo » lors de la défense d'un-e client-e devant un tribunal familial.²⁰⁷

204 O'Connor et al. 2023.

205 Sarteschi 2023b.

206 Black 2024.

207 Kawaja 2024.

D'autres groupes persistent aujourd'hui, notamment ceux classés par le juge Rooke en 2012 dans le groupe des plaignants OPCA, tels que l'Église de la Rédemption œcuménique internationale (CERI), qui utilise une variante religieuse du pseudo-droit pour justifier son exemption de l'autorité de l'État. Plus précisément, selon Netolitzky, la CERI prétend être une communauté de littéralistes stricts de la « Bible du roi Jacques », dirigée par le ministre de l'Église Edward Jay Robin Belanger.²⁰⁸ Contrairement à d'autres groupes qui adhèrent à la souveraineté idéologico-conspirationniste et qui ont largement appris à éviter les litiges judiciaires en raison de leurs échecs constants, la CERI est unique en ce qu'elle possède l'un des dossiers judiciaires les plus agressifs, les plus étendus et les plus longs de tous les groupes de ce type au Canada.²⁰⁹ Au lieu de se servir de la pseudo-loi comme d'une stratégie de défense devant les tribunaux, comme l'ont fait plusieurs FOTL auparavant, le CERI l'utilise comme une tactique offensive pour intimider et harceler ceux qu'il considère comme ses adversaires.²¹⁰

Comme indiqué précédemment, s'il existe certes une poignée de groupes connus, la plupart des adeptes de la souveraineté idéologico-conspirationniste ne s'organisent pas aujourd'hui en structures sociales reconnaissables pouvant raisonnablement être considérées comme des groupes. Au contraire, de nombreux adeptes agissent seuls ou se rassemblent dans des forums en ligne peu structurés, tels que Telegram, où ils se réunissent pour partager des idées, des tactiques, des conseils et du contenu.

Si le paysage de la souveraineté idéologico-conspirationniste semble aujourd'hui plus diversifié et fluide que jamais, tous les expert·es que nous avons interrogé·es ne le décrivent pas comme entièrement nouveau. Par exemple, un·e responsable des forces de l'ordre a décrit les fluctuations des mouvements adhérant à ces croyances comme cycliques et liées à des tendances sociétales plus larges et à la conjoncture économique. Au lieu de considérer le paysage actuel comme quelque chose de distinct du passé, cette personne estime que nous devrions le conceptualiser comme le reflet des thèmes, des enjeux et des événements contemporains :

« [Aujourd'hui], les gens ont un sujet de préoccupation [comme la pandémie de COVID-19] qui leur sert de point de départ. Alors qu'auparavant, comme dans les années 2000, c'était le concept de l'antimondialisation qui était au premier plan dans l'esprit de tout le monde. Il semble que ce phénomène soit plus agressif lorsque l'économie et [en particulier] l'économie personnelle sont en difficulté. Quand les gens « ressentent les effets de la crise », pour ainsi dire. Alors que, lorsque la situation est stable et que les gens se sentent à l'aise, ils ont tendance à s'éloigner de [ces idéologies] et à se faire plus discrets. Puis elles refont surface. C'est cyclique. Mais le message n'est pas nécessairement nouveau, il a juste une nouvelle saveur. » - (Membre des forces de l'ordre n° 29)

208 Netolitzky 2023a.

209 Netolitzky 2023a.

210 Netolitzky 2023a.

2b Croyances idéologiques au Canada

Éléments fondamentaux et croyances

Comme nous l'avons décrit dans les sections précédentes, l'extrémisme anti-autorité au Canada constitue aujourd'hui un phénomène complexe, fluide et multiforme. Nos recherches mettent en lumière l'étendue des croyances et des griefs des personnes impliquées dans ces mouvements, dont la vision du monde se construit à partir de diverses sources distales, notamment les médias sociaux, les cercles sociaux, les théories du complot, ainsi que de griefs individuels issus d'expériences personnelles et de préjugés..²¹¹

Malgré la diversité des discours et des orientations idéologiques, les partisans sont unis par une conviction centrale : une profonde méfiance et une opposition à la légitimité des institutions gouvernementales, des élites et des autres symboles d'autorité. Comme l'a observé un·e chercheur·e, la seule caractéristique commune aux partisans « *est la méfiance envers le gouvernement et l'autorité* ».²¹² Cette méfiance fondamentale sert de fil conducteur qui relie des acteurs et des idées autrement disparates.

Au cœur de cette conviction idéologique commune se trouve la croyance que les autorités et les institutions gouvernementales sont illégitimes, corrompues, malveillantes et cherchent à contrôler les masses. Beaucoup de personnes adhèrent à des théories du complot sur un « État profond », selon lesquelles un groupe secret d'individus influents — y compris des membres du gouvernement, des dirigeants d'entreprises, et d'autres personnes puissantes, mais non élues — contrôlerait le gouvernement en fonction de ses propres intérêts. Comme l'a expliqué un·e travailleur·euse social·e, les personnes ayant des convictions relevant de l'extrémisme anti-autorité sont « *particulièrement focalisées sur la corruption ou toute théorie autour de groupes malveillants qui cherchent intentionnellement à nous nuire* ».²¹³

La place centrale occupée par la croyance en l'existence d'acteurs obscurs et malveillants tirant les ficelles du gouvernement a également été corroborée lors de nos entretiens avec des personnes qui ont, ou ont eu, des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité. Par exemple, une femme qui s'est depuis éloignée de ces croyances a décrit comment la plupart de ses convictions étaient centrées sur une version de cette théorie du complot de « l'État profond » :

« [Je croyais] que le gouvernement [était derrière] le 11 septembre et qu'il était impliqué, et que le gouvernement [organisait] ces fusillades [de masse] parce qu'il voulait nous prendre nos armes. La surveillance [du gouvernement] [était importante pour mes croyances] parce que c'est le grand sujet lié au 11 septembre. Cela vient de toutes les politiques qui ont [résulté] du 11 septembre, qui se sont renforcée avec la NSA [Agence nationale de sécurité] et le Patriot Act. C'est l'idée d'un État surveillant et d'un gouvernement qui va trop loin, qui essaie de nous prendre nos armes. »
- (Ex-adhérent·e à l'idéologie de l'extrémisme anti-autorité n°1)

211 Perry, Hofmann et Scrivens 2017 ; Norris 2020 ; Gartenstein-Ross et al. 2023.

212 Chercheur·e n° 22.

213 Travailleur·euse social·e n° 26.

Pour certaines personnes, cette méfiance est si profondément intériorisée qu'elle peut aussi s'étendre à leurs pairs. Par exemple, une adhérente à l'idéologie de l'extrémisme anti-autorité a expliqué qu'elle croyait que les autres manifestants contre les mesures anti-COVID-19 étaient des acteurs payés par le gouvernement :

« Je n'allais pas aller au convoi des camionneurs [à Ottawa]. J'ai arrêté d'aller manifester parce que je voyais bien que les politiciens avaient pris le contrôle. Ça n'a jamais été spontané. Tous les militants [et] ceux qui avaient un micro étaient payés, [ils étaient] engagés pour faire ce travail afin de contrôler l'opposition. » - (Adhérent·e à l'idéologie anti-autorité n° 1)

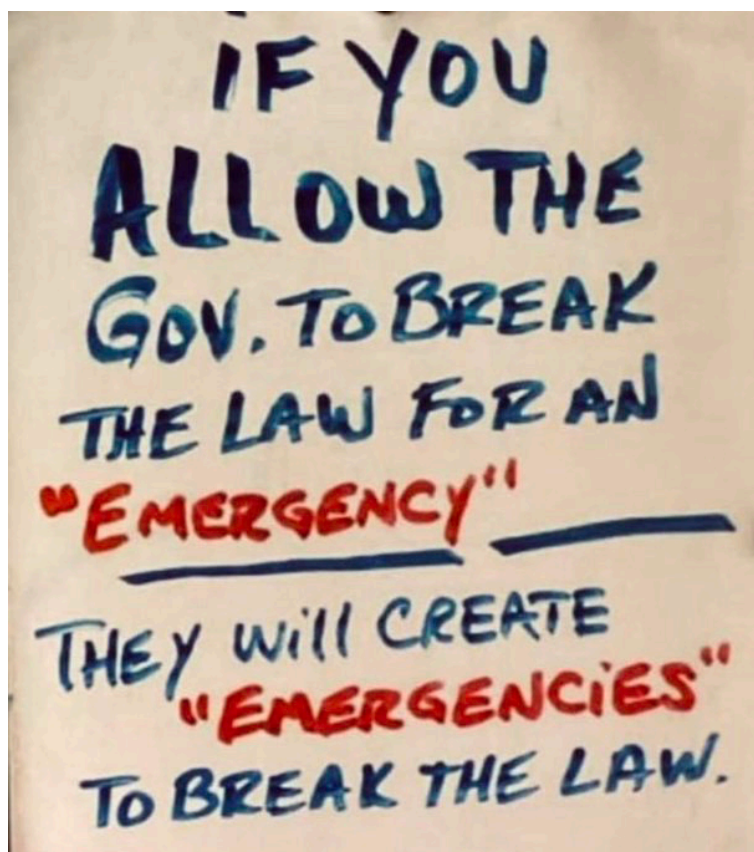


Image 21 : Image diffusée par une chaîne Telegram canadienne antigouvernementale (Source : Telegram, mai 2024)

Si le mouvement est uni par une profonde méfiance envers la légitimité des acteur-trice-s et des institutions gouvernementales, ses partisan-e-s entretiennent souvent des croyances, des griefs, des sentiments et des préjugés supplémentaires très variés, voire contradictoires. Cette diversité idéologique rend le mouvement particulièrement adaptable et fluide, permettant à chacun-e d'adhérer à diverses croyances, de les rejeter ou de les modifier afin de se forger une vision du monde unique et personnalisée. Ce phénomène a été désigné par plusieurs termes par les expert-e-s et les universitaires, tels que « extrémisme à la carte », « terrorisme idiosyncrasique » ou « extrémisme violent composite » (CoVE), et il est devenu de plus en plus courant dans l'ensemble des formes d'extrémisme violent.²¹⁴ Malgré ces variations superficielles, comme la conviction fondamentale qui les unit est une méfiance profonde envers l'autorité, les adeptes peuvent facilement adapter leurs objectifs en fonction des crises émergentes, des changements sociétaux ou des discours. En effet, tout événement mondial ou toute décision politique peut aisément être présenté-e comme une preuve de l'ingérence gouvernementale, de sa corruption ou de ses intentions malveillantes, tout en laissant à chaque individu la possibilité d'y intégrer ses propres croyances, expériences, griefs ou préjugés.



Image 22 : Ce message met en évidence la préoccupation de nombreux partisans de l'extrémisme l'anti-autorité concernant les dangers de l'ingérence excessive du gouvernement et la réduction perçue des libertés individuelles au fil du temps (Source : Telegram, mai 2024).

214 Norris 2020 ; Gartenstein-Ross et al. 2023.

Spectre politique

Bien que la plupart des individus, des groupes et des mouvements de ce milieu partagent un rejet fondamental de la légitimité et de l'autorité de l'État, nos expert·e·s ont noté que, tout comme les croyances et les griefs personnalisés qu'ils et elles apportent au mouvement lui-même, ces acteur·trice·s proviennent souvent d'horizons politiques divers. Par exemple, un·e chercheur·e ayant examiné les premières itérations du FOTL a souligné que les individus provenaient souvent de tout l'éventail politique, et que cette tendance se poursuivait probablement aujourd'hui :

« La plupart n'avaient aucune affiliation politique [et] n'étaient pas très à droite. [J'ai été] surpris... Je m'attendais à une idéologie plus à droite. Certains d'entre eux étaient de gauche [mais] la plupart étaient politiquement apathiques. » - (Chercheur·e n° 22)

De même, cet·te expert·e a expliqué comment Dean Clifford, autrefois gourou influent du mouvement FOTL au début des années 2010, avait fait ses débuts dans les milieux skinheads d'extrême droite et racistes avant d'adhérer aux idées largement associées à la gauche promues par Robert Menard dans le cadre du FOTL. Après l'arrestation de Clifford en 2013 et le déclin de l'influence des discours du FOTL, il *« est passé de la gauche à l'extrême droite en l'espace de cinq ans »* et s'est désormais rallié à des mouvements d'extrême droite et antigouvernementaux, tels que Diagonale.²¹⁵ Ces changements idéologiques illustrent la flexibilité et la diversité des croyances présentes au sein du paysage de l'extrémisme anti-autorité, démontrant comment les individus peuvent adopter des discours correspondant à leur identité politique au fil de son évolution.

Cependant, les chercheur·e·s ont également noté un changement vers 2016, lorsque de nombreux adeptes ont commencé à afficher des attitudes politiques plus proches de l'extrême droite. Un·e expert·e a attribué ce changement en partie à la désillusion causée par les échecs antérieurs du mouvement devant les tribunaux, expliquant que *« les premières incarnations de [FOTL] et des citoyen·ne·s souverain·e·s promettaient toutes ces techniques et solutions magiques à leurs problèmes avec le gouvernement... et elles ont échoué. Et le système ne peut tolérer qu'un certain nombre d'échecs »*.²¹⁶ Un autre expert·e a déclaré : *« Il y a beaucoup de recoupements entre l'extrémisme anti-autorité et l'extrême droite... »*.²¹⁷

Il est possible que les frustrations liées aux échecs répétés devant les tribunaux, combinées à la montée des discours d'extrême droite à la suite de certains développements politiques aux États-Unis, aient incité ces individus à adopter des idéologies d'extrême droite plus radicales, qu'ils et elles ont ensuite intégrées à leurs croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité issues du FOTL.

Malgré ce chevauchement croissant avec l'extrême droite, les expert·e·s que nous avons consulté·e·s ont souligné que l'extrémisme anti-autorité au Canada continue de défier les catégories traditionnelles d'extrémisme violent utilisées par de nombreux gouvernements et services de renseignement – telles que l'extrémisme de droite, de gauche, religieux ou à cause unique – car adhérent·es à l'extrémisme anti-autorité puisent largement dans l'ensemble de ces courants idéologiques.

215 Chercheur·e n° 22.

216 Chercheur·e n° 22.

217 Chercheur·e n° 23.

Comme le révèle l'analyse documentaire, contrairement aux citoyen-ne-s souverain-e-s aux États-Unis, les membres du FOTL au Canada étaient en majorité issu-e-s de milieux d'extrême gauche et altermondialistes, tout en adhérant à des croyances typiques de l'extrême droite, notamment les théories antisémites du complot sur les origines du système bancaire. Aujourd'hui, les adhérent-es à l'extrémisme anti-autorité canadien-ne-s continuent de se croiser et de s'inspirer d'un éventail varié de communautés politiques, ce qui alimente la convergence de visions du monde personnalisées.

Le pseudo-droit

Un autre élément clé fréquemment observé dans de nombreuses formes contemporaines d'extrémisme anti-autorité est le recours au pseudo-droit.²¹⁸ Comme décrit dans la revue de la littérature, le pseudo-droit désigne « un ensemble de règles faussement juridiques qui prétendent être des lois ».²¹⁹ Bien que ces concepts puissent être adoptés par un large éventail d'acteurs, leur « squelette conceptuel sous-jacent [...] est étonnamment cohérent et conservé à travers le monde ».²²⁰ Les adeptes présentent souvent la pseudo-loi sous une forme qui semble autoritaire et technique, et affirment détenir des connaissances privilégiées sur la « véritable » loi qui aurait été dissimulée par une grande conspiration.²²¹ En pratiquant cette « véritable » loi, les adeptes affirment pouvoir usurper et contester efficacement l'État afin de se libérer de leurs obligations légales et d'atteindre la liberté individuelle. Cependant, bon nombre de ces concepts trouvent leur origine dans des théories complotistes et des interprétations erronées — qu'elles soient intentionnelles ou non — de systèmes ou de documents juridiques, qu'ils soient légitimes ou désuets.

La revue de la littérature retrace l'usage historique de la pseudo-loi par plusieurs groupes et mouvements, dont les « détaxeurs », les *Freemen-on-the-Land* et les citoyen-ne-s souverain-es. Bien que les deux premiers groupes aient décliné, la pseudo-loi continue d'être mobilisée aujourd'hui par différents adhérent-es à l'extrémisme anti-autorité au Canada. Par exemple, Romana Didulo, à la tête d'un groupe conspirationniste anti-autorité nommé *Kingdom of Canada*, publie régulièrement des « décrets » pseudo-juridiques affirmant, entre autres, que les impôts, les factures de services publics ou les dettes des Canadien-ne-s seraient invalides.²²²

De manière générale, de nombreuses tactiques et stratégies pseudo-juridiques tournent autour du rôle supposé des contrats et du consentement, ainsi que de la manière dont les individus pensent pouvoir « se soustraire » à certaines obligations légales.²²³ Ces tactiques, ainsi que les personnes qui y ont recours, sont communément désignées comme des « plaideur-euse-s utilisant des arguments commerciaux pseudo-juridiques organisés » (OPCA) dans le système judiciaire canadien, selon la décision rendue en 2012 par le juge en chef adjoint John D. Rooke dans l'affaire *Meads c. Meads*.²²⁴

218 Kent 2015, 2.

219 Netolitzky et Warman 2020, 715.

220 Netolitzky 2023b.

221 Netolitzky 2023b.

222 Sarteschi 2023b.

223 Netolitzky 2016 ; 2019 ; 2023b.

224 Netolitzky 2023b.

Selon Netolitzky, la majorité des discours pseudo-juridiques reposent sur la conviction qu'il existait, à une certaine époque, une loi « bonne et juste », laquelle aurait été supplantée par une version « mauvaise ou malfaisante » imposée par des acteur-trice-s mal intentionné-e-s. Par exemple, plusieurs adeptes de la pseudo-loi soutiennent que certains mots posséderaient un sens caché, conçu pour tromper les gens et obtenir leur consentement implicite. C'est le cas du mot « comprendre » dans les contrats, qu'ils interprètent comme signifiant que la personne accepte de « se soumettre » à l'autorité gouvernementale.²²⁵ Cependant, les récits pseudo-juridiques affirment que ces lois dites « mauvaises » ne sont en fait pas contraignantes et qu'en exploitant les mécanismes cachés de la « bonne » loi, l'individu peut accéder à la véritable libération et à la liberté.

Si l'origine des pseudo-lois demeure relativement stable d'un contexte national ou politique à l'autre, les tactiques, stratagèmes et concepts juridiques employés sont souvent adaptés au cadre politique et juridique dans lequel ils sont mobilisés. Par exemple, aux États-Unis, de nombreux discours pseudo-juridiques s'articulent autour de l'interprétation de documents fondateurs, tels que la Déclaration d'indépendance ou la Constitution, et de leur prétendue « véritable » signification. Au Canada, les adhérent-e-s peuvent plutôt se concentrer sur des interprétations erronées ou trompeuses du Code criminel, de la Charte canadienne des droits et libertés, ou encore sur le rôle supposé de la monarchie britannique dans la politique nationale.

Quel que soit le contexte national, les tactiques pseudo-juridiques les plus courantes consistent à utiliser des documents ou des arguments juridiques illégitimes dans le but d'échapper à l'impôt, d'éviter le remboursement de dettes (ou de s'en acquitter de manière illégitime), d'éluder des poursuites pénales ou civiles, ou encore d'intenter des actions en justice infondées contre d'autres parties.²²⁶ Un grand nombre de ces tactiques sont diffusées par des « gourous » se présentant comme détenteurs d'un savoir juridique privilégié ou éclairé. Ces individus tirent profit de leurs activités en vendant des modèles et documents juridiques non valides, en organisant des séminaires payants ou en facturant à leurs adeptes des abonnements et frais d'inscription à des formations prétendant révéler des stratégies juridiques réservés aux initié-es.

225 Netolitzky 2025, 16.

226 Netolitzky 2018, 1048.

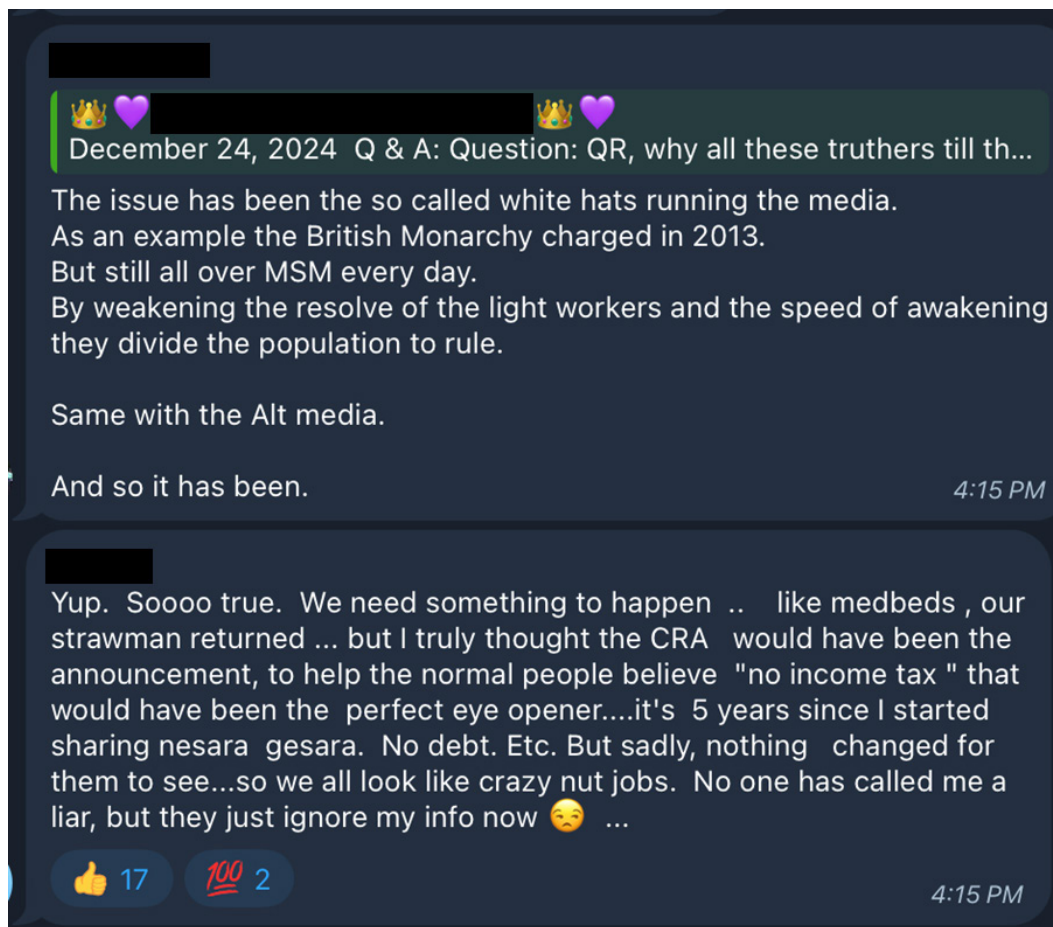


Image 23 : Exemple d'une série de publications discutant de tactiques pseudo-juridiques et de complots concernant l'impôt sur le revenu (Source : Telegram, décembre 2024)

Selon Netolitzky, il existe également plusieurs concepts et stratagèmes pseudo-juridiques qui ne reposent sur aucune interprétation erronée des systèmes juridiques existants, mais qui découlent plutôt de complots sur le rôle néfaste du gouvernement.²²⁷ L'un des discours les plus répandus est celui de la « théorie du strawman », selon laquelle l'État créerait à la naissance de chaque individu deux entités juridiques distinctes : un-e « véritable » être humain-e physique, et une personne « juridique » fictive (ou entité non corporelle), désignée sous le nom de « strawman ». Cette entité fictive serait identifiable par l'usage exclusif de lettres majuscules dans les documents officiels, tels que les certificats de naissance. Les adeptes de cette théorie estiment que le strawman est contractuellement lié au gouvernement, souvent en tant que société ou succession, alors que la personne physique, elle, relèverait d'un autre système de lois — généralement une interprétation erronée ou non pertinente du « droit commun » ou du « droit naturel ». ²²⁸ Les partisans de cette théorie soutiennent qu'en annulant ce prétendu contrat fictif à l'aide de diverses démarches ou rituels pseudo-juridiques, une personne pourrait se libérer de son entité « juridique » et ainsi rompre tout lien contractuel avec l'État. Certain-es croient même qu'en séparant leur être physique de leur « homme de paille », ils ou elles pourraient accéder à un compte bancaire secret ou à une fiducie que le gouvernement aurait soi-disant créée à leur nom légal.

²²⁷ Netolitzky 2018.

²²⁸ Netolitzky 2018, 1069 ; Netolitzky 2025, 16.

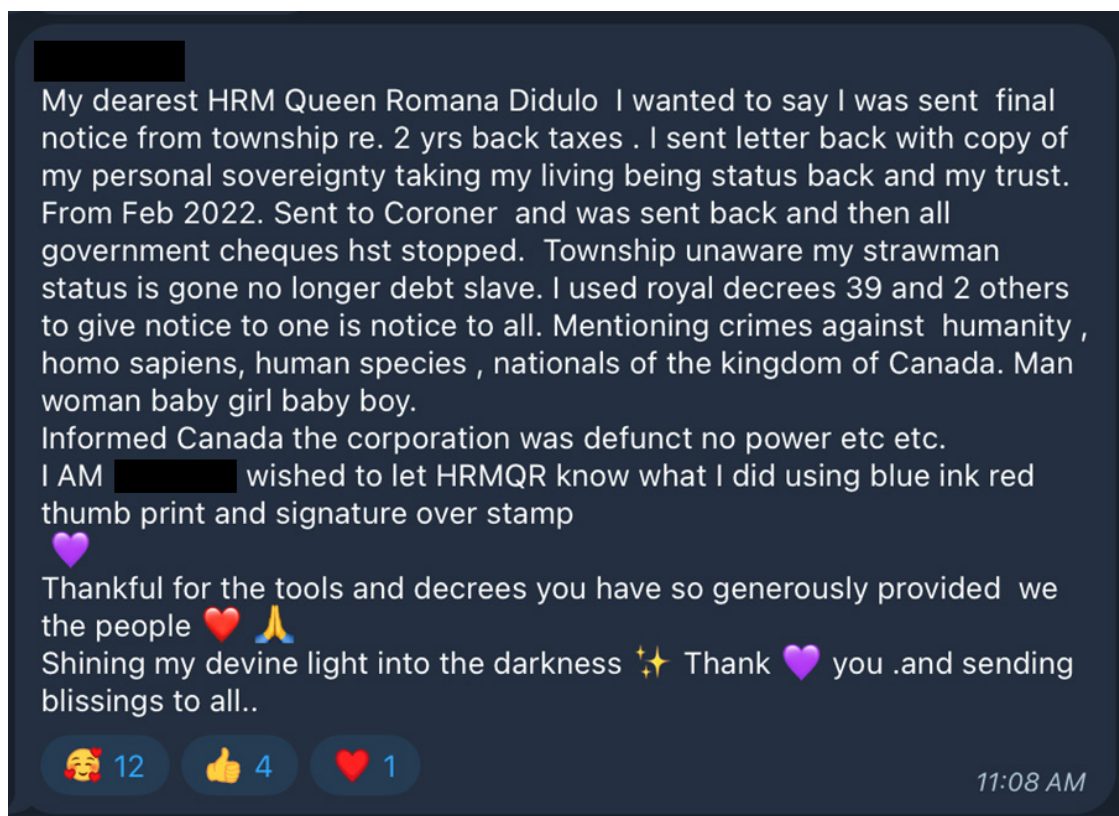


Image 24 : Exemple de la théorie du strawman (Source : Telegram, janvier 2025)

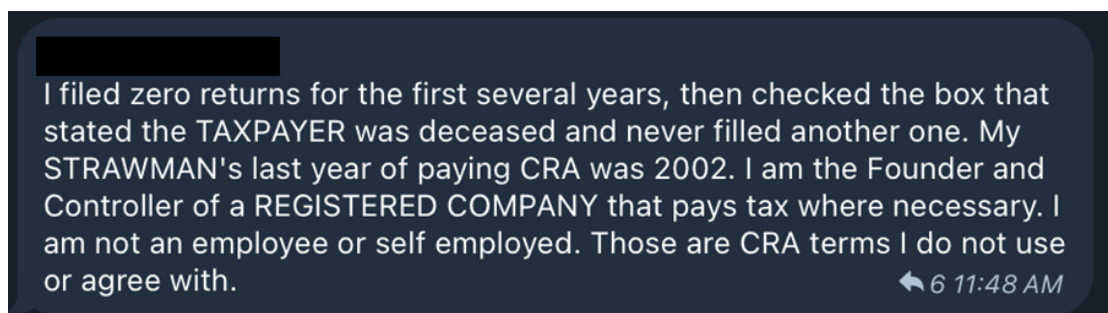


Image 25 : Exemple de la théorie du strawman (Source : Telegram, août 2024)

Les expert·es que nous avons interrogé·es reconnaissent le rôle persistant des tactiques pseudo-juridiques et pseudo-légales utilisées aujourd'hui par de nombreux·ses adhérent·es à l'extrémisme anti-autorité. Malgré leurs échecs répétés devant les tribunaux à travers le pays, de nombreuses communautés anti-autorité n'ont toujours pas renoncé à ces tactiques :

« Comme toujours, [les échecs devant les tribunaux] n'ont pas fait disparaître les idées. Quelques années plus tard, nous avons assisté à une résurgence... Ce sont des personnes qui cherchent des raisons de ne pas se soumettre à l'autorité du gouvernement. Beaucoup d'entre elles se sont dit : « Oh, voici une idéologie, voici un cadre conceptuel qui me permet de revendiquer cela de manière scientifique, académique ou juridique. » Et donc, ils se tournent vers cela. » - (Chercheur·e n° 23)

Au lieu de cela, les communautés et les individus ont adopté et réutilisé d'anciens concepts et tactiques pseudo-juridiques pour les adapter à de nouveaux contextes et objectifs, en fonction de leurs griefs et de leurs objectifs individuels. Par exemple, un·e expert·e juridique avec lequel·laquelle nous nous sommes entretenu·es a décrit la nature cyclique du pseudo-droit et a expliqué que si les tactiques elles-mêmes restent largement inchangées par rapport au passé, les communautés qui les adoptent évoluent avec le temps :

« [Pendant la pandémie de COVID-19], de nombreuses personnes qui n'auraient jamais été exposées au pseudo-droit se sont mobilisées [...] et aujourd'hui, cette population s'est réduite [...] Il s'agit de la dernière vague d'adhésion au pseudo-droit. Elle est différente de tout ce que nous avons connu auparavant, car les croyances de ces personnes sont très diverses... [Cependant], leurs idéologies [fondamentales] ne changent presque jamais. Ils essaient tous d'utiliser les mêmes outils pseudo-juridiques [et] il n'y a eu aucune innovation. Ils reconditionnent [d'anciens] concepts... Ou bien ils trouvent de nouveaux moyens de prétendre que l'autorité de l'État est défaillante. Ils inventent de nouveaux arguments pour expliquer pourquoi l' gouvernementale n'a pas [d'autorité], mais cela ne change pas la structure globale et le récit de ce qui se passe. » - (Expert·e juridique n° 30)

Malgré l'utilisation commune de tactiques pseudo-juridiques par de nombreux adeptes de l'extrémisme anti-autorité aujourd'hui, le mouvement dans son ensemble reste amorphe, diversifié et disparate. Cet expert·e juridique explique :

*« Lorsque je suis ces individus dans la mesure de mes moyens, je ne vois aucun lien [avec un groupe ou un mouvement organisé], mis à part le fait qu'ils affichent presque toujours l'une des idéologies qui font partie de ce collectif informel. Il peut s'agir de défenseurs des armes à feu, de cristaux magiques, du mouvement QAnon classique... C'est plutôt comme différentes versions d'une même histoire. »
- (Expert·e juridique n° 30)*

Au cours de nos entretiens avec des personnes qui adhèrent ou ont adhéré à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité, plusieurs ont décrit avoir recours à diverses tactiques pseudo-légales dans leur vie quotidienne. Par exemple, l'adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n°1 décrit comment il n'a pas déclaré ses revenus depuis plusieurs années et s'est abstenue d'immatriculer son véhicule ou de souscrire une assurance appropriée. Par ailleurs, lors de notre entretien avec un·e membre de la famille d'une personne impliquée dans un groupe anti-autorité, celui·celle-ci a décrit comment son proche avait refusé d'obtenir des certificats de naissance pour ses enfants ou de les inscrire à l'école.

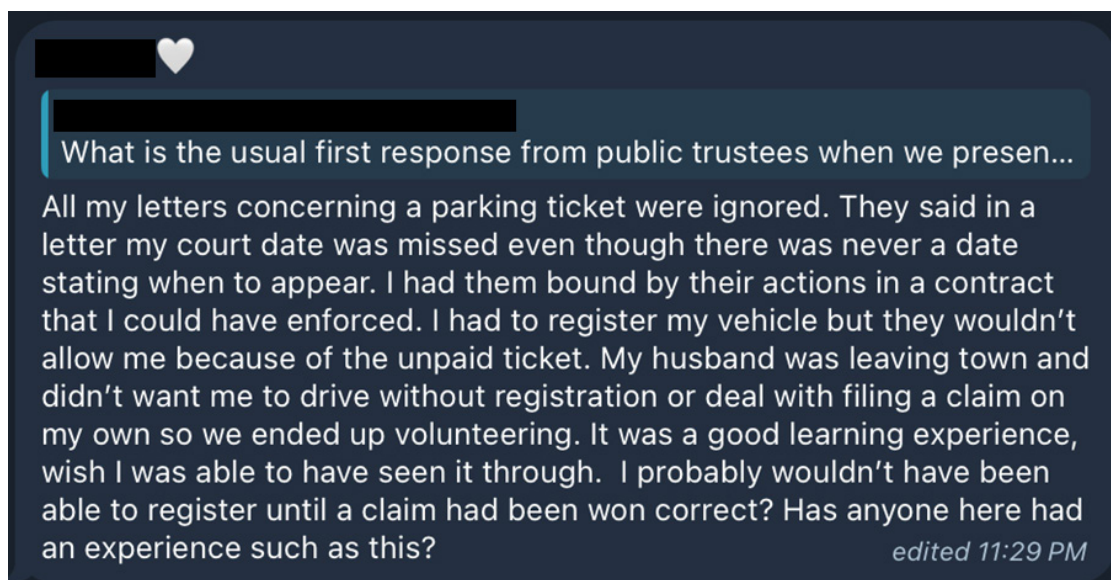


Image 26 : Exemple de tactique pseudo-juridique pour éviter d'immatriculer un véhicule (Source : Telegram, juillet 2024)

Tout comme les concepts et les tactiques pseudo-juridiques sont divers, les motivations individuelles qui poussent à les utiliser le sont également. Certaines personnes ont recours à la pseudo-juridicité uniquement pour les avantages financiers ou juridiques qu'elles prétendent en tirer, mais sans vraiment adhérer (ou comprendre) les complots ou les discours qui les sous-tendent. Selon Netolitzky, cela concerne la plupart des personnes qui recourent à ces tactiques, qu'il qualifie d'utilisateurs·trices « mercenaires » du pseudo-droit. Une fois que ces personnes découvrent l'inefficacité de leurs tactiques, elles les abandonnent généralement. Un·e expert·e juridique nous a confirmé cette observation :

« L'un des outils que nous utilisons est un ordre qui demande à nos employés de rejeter [immédiatement] tout document contenant des motifs pseudo-juridiques standard. Ce faisant, ils remettent une copie de l'ordre principal de rejet de document qui indique : « Voici les erreurs, corrigez-les et nous le déposerons à nouveau. » Ce qui est étrange, c'est qu'une fois qu'ils reçoivent cette directive générale, ils ne corrigent pas le document... Ils repartent avec leur document rejeté et nous ne les revoyons plus jamais. Il est étonnant que ces individus, qui devraient être des adeptes dévoués de ceci, ne le soient pas. Je suis en contact avec un autre cabinet d'avocats spécialisé dans le traitement de ces personnes et ils ont également constaté que, plus tôt on leur présente un rejet, surtout s'il est étayé par la loi, plus beaucoup d'entre elles abandonnent. » - (Expert·e juridique n° 30)

La proportion de personnes qui croient vraiment et comprennent les complots ou les discours pseudo-juridiques sous-jacents est probablement faible, mais ces personnes seront également moins susceptibles d'être dissuadées par des défaillances juridiques devant les tribunaux. Pour ces « vrai-es » croyant·es, les expert·es juridiques avec lesquelles nous nous sommes entretenu·es ont souligné qu'une intervention précoce est cruciale :

« Pourquoi une intervention précoce fait-elle une telle différence ? La réponse que j'ai est que, [pour les vrais croyants], cela fait partie de leurs convictions. Ils croient que le silence [des tribunaux ou du gouvernement] signifie l'accord. Ainsi, lorsqu'ils déposent un document auprès du tribunal qui prétend imposer une [ordonnance pseudo-légale], ils croient que si [le tribunal] ne rejette pas clairement [leurs] revendications], ils gagnent. Plus le temps passe sans réponse, plus ils pensent qu'ils sont en train de gagner. Une intervention précoce est essentielle. La deuxième partie de la réponse consiste à agir avec l'autorité légale. Ils interagissent avec le gouvernement et les tribunaux en croyant qu'ils utilisent la « vraie » loi. Ainsi, si le gouvernement ou les tribunaux leur envoient un document juridique affirmant le contraire, il leur est difficile de l'ignorer, surtout si [cette personne] en est au début du processus de [radicalisation] et n'est pas encore particulièrement investie. Ils veulent mener une guerre devant les tribunaux et se livrer à une bataille administrative. La solution consiste à leur montrer dès le début qu'ils vont perdre. » - (Expert·e juridique n° 30)

Le rôle des théories du complot

Les complots ont toujours été la pierre angulaire de toutes les formes d'extrémisme, et l'extrémisme anti-autorité ne fait pas exception. Ces complots peuvent prendre des formes très diverses, allant du contrôle du climat par le gouvernement, à l'existence de micropuces cachées et de la surveillance, en passant par des croyances plus fantaisistes selon lesquelles les dirigeant·es politiques seraient des lézards métamorphes qui exploitent sexuellement et cannibalisent des enfants humains. Ils-elles peuvent également intégrer divers préjugés, tels que les complots antisémites sur les origines du système bancaire et financier international, ou la croyance que les politicien·nes font délibérément venir des migrant·es non blanc·hes afin de modifier la démographie de la population. Les expert·es que nous avons interrogé·es ont souligné le rôle important que jouent les complots dans les idéologies relevant de l'extrémisme anti-autorité. Ils-elles ont également expliqué que différents complots ont probablement des effets différents sur les comportements. Comme l'a expliqué un·e Travailleur·euse social·e :

« Si vous pensez que le gouvernement contrôle le climat, surveille tout le monde et tente d'implanter des micropuces dans les gens, vous pourriez être enclin à vous isoler du monde... En revanche, si vous croyez qu'il existe une élite corrompue, vous serez plus susceptible de soutenir un antihéros ou une figure susceptible de vaincre la Cabale. » - (Travailleur·euse social·e n° 26)

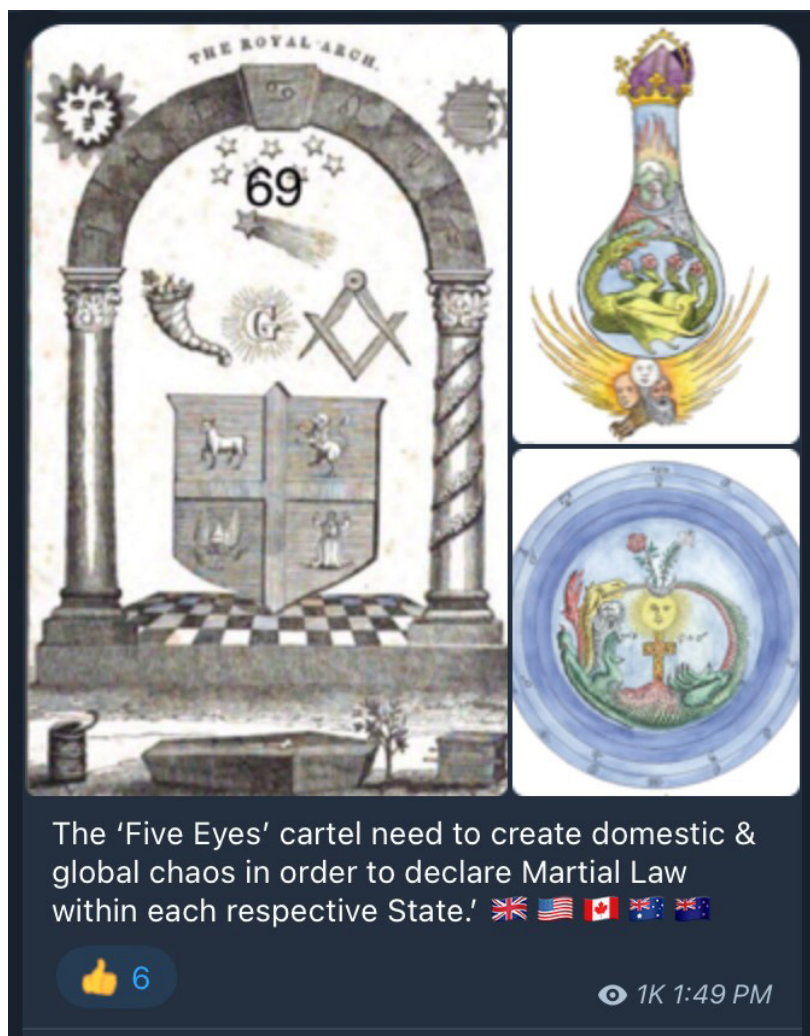


Image 27 : Publication sur la conspiration des « Five Eyes » et la loi martiale utilisant des images ésotériques et maçonniques (Source : Telegram, mai 2024)

Bien que les complots aient toujours joué un rôle dans les idéologies relevant de l'extrémisme anti-autorité, les expert-es que nous avons interrogé-es ont décrit une expansion sans précédent des complots au cours des dernières années. Cette expansion, alimentée en partie par leur accessibilité dans des applications de réseaux sociaux non ou peu modérées comme Telegram, a eu des effets importants. L'un des plus significatifs est la capacité des récits conspirationnistes à rallier un public plus large aux idéologies relevant de l'extrémisme anti-autorité. Ce pont se crée naturellement, car de nombreuses théories du complot s'articulent autour d'une croyance centrale selon laquelle les événements ou les crises mondiaux sont orchestrés par un groupe secret de personnes qui cherchent à servir leurs propres intérêts au détriment des masses. Par conséquent, les personnes attirées par ce type de théories du complot seront également susceptibles d'être attirées par des idéologies relevant de l'extrémisme anti-autorité qui prétendent que le gouvernement et les autres institutions d'autorité sont illégitimes, illégales et corrompues. À son tour, cet afflux d'individus a introduit des complots nouveaux ou auparavant marginaux dans les discours relevant de l'extrémisme anti-autorité existants, créant un cycle d'auto-renforcement, de croissance, d'adaptation, et de prolifération. Comme l'a observé un-e chercheur-e :

« Nous voyons beaucoup plus de personnes attirées, en particulier [par] les éléments complotistes du mouvement... Les théories du complot ont toujours fait partie [de l'idéologie], [mais] l'élément complotiste a [maintenant] explosé au-delà du mouvement de l'extrémisme anti-autorité... et [c'est ainsi qu'ils] élargissent leur public. » - (Chercheur-e n° 19)

Malgré la diversité des complots, ils ont souvent en commun certains éléments fondamentaux. L'utilisation de tropes antisémites est un élément unificateur commun identifié par les expert-es que nous avons interrogé-es et qui se retrouve dans de nombreux complots. Un-e expert-e juridique a expliqué : « [la plupart ont] une vision conspirationniste du monde dans laquelle le gouvernement est illégitime. Certains blâment le Vatican, d'autres la monarchie... Mais à la base, la plupart des personnes avec lesquelles j'ai eu affaire ont toujours cru qu'il y avait une main cachée, et que c'était l', généralement la communauté juive. »²²⁹ De même, un-e travailleuse sociale avec lequel nous nous sommes entretenus a confirmé : « [beaucoup croient à une partie] de la conspiration juive. C'est-à-dire qu'ils croient qu'ils privent les « combattants de la liberté » et les Blancs de leurs droits. »²³⁰

Les expert-es ont également souligné que de nombreux-ses extrémistes anti-autorité dissimulent et reformulent des expressions ouvertes de haine intégrées dans différentes conspirations afin de toucher un public plus large :

« Ils ne vont pas à un concert de rock dans le sous-sol d'un bar [et] crier qu'ils veulent tuer les Juifs. Ils vont mélanger cela de manière dissimulée et dire « il y a un groupe de personnes dont on n'a pas le droit de parler et qui sont responsables du système bancaire international » [...] Si vous voulez toucher un public plus large, vous devez [nécessairement] modérer vos propos haineux. »
- (Expert-e juridique n°31)

Les complots jouent aussi souvent sur des thèmes moraux profondément ancrés, tels que la lutte entre le « bien » et le « mal », qui complètent les discours relevant de l'extrémisme anti-autorité sur un gouvernement tyrannique. Un thème récurrent dans bon nombre des conspirations anti-autorité les plus récentes est « un schéma [de théories sur] les abus sexuels [sur des enfants] », qui, selon un-e expert-e juridique, « s'inscrit bien dans [les discours relevant de l'extrémisme anti-autorité] et prédispose les gens à penser qu'il existe des acteur-ices malveillant-es qui cherchent à faire du mal aux enfants ». ²³¹ Ces récits émotionnels et chargés de morale exploitent les craintes préexistantes concernant le rôle néfaste des acteur-ices gouvernementaux-ales et des élites, ce qui les rend très attrayants pour les personnes qui se méfient déjà de l'autorité.

Cette focalisation sur les thèmes moraux et les craintes d'abus sexuels et d'exploitation des enfants par le gouvernement a également été corroborée par nos entretiens avec des personnes qui adhéraient à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité. Par exemple, l'adhérent-e à l'extrémisme anti-autorité n°1, décrit comment elle a été initiée à ces complots par l'Internet, à travers son intérêt, à l'adolescence, pour les histoires d'enfants disparus et d'exploitation des enfants :

229 Expert-e juridique n° 31.

230 Charé de dossier n° 24.

231 Expert-e juridique n° 30.

« Quand j'avais environ 15 ans, je suis devenue obsédée par l'idée de savoir qui enlevait tous ces enfants. Qui les enlevait ? Je suis devenue obsédée par cette question. J'ai commencé à consulter des sites web consacrés aux enfants disparus et j'ai remarqué que, depuis qu'ils enregistraient les disparitions, le nombre d'enfants disparus était relativement constant au fil des ans. Entre 60 000 et 65 000 enfants disparaissaient chaque année. [Je crois] que c'est un inventaire, que c'est le nombre dont [le gouvernement] a besoin. C'étaient les élites, le gouvernement [qui faisaient cela]. »

- (Adhérent à l'extrémisme anti-autorité n°1)

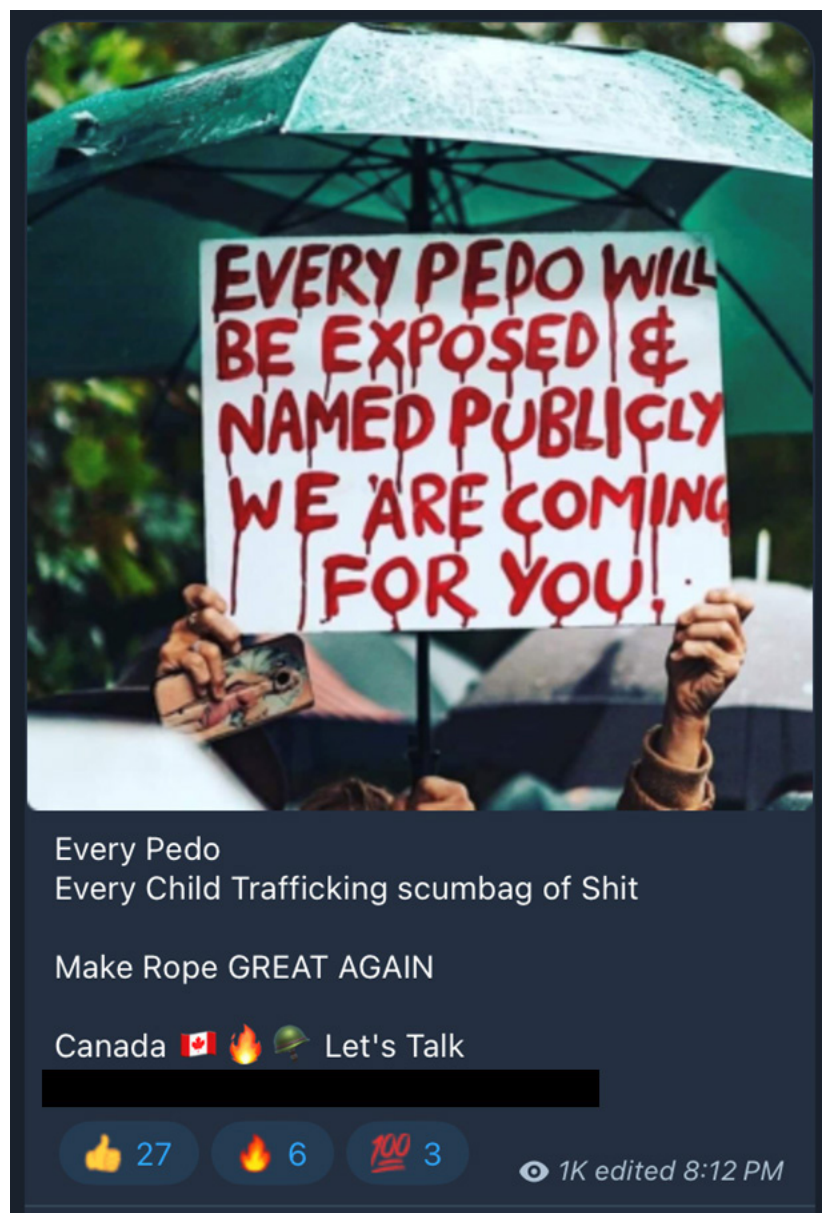


Image 28 : Publication sur le trafic sexuel d'enfants (Source : Telegram, mai 2024)

D'autres expert·e·s que nous avons interrogé·e·s, comme un·e travailleur·euse social·e, ont souligné le rôle des complots liés aux discours d'extrême droite, comme la théorie du Grand Remplacement ou le Great Reset, parmi de nombreux adhérent·es à l'extrémisme anti-autorité.²³² Le complot du Grand Remplacement relie les discours relevant de l'extrémisme anti-autorité à des craintes plus générales concernant les changements sociaux et démographiques en affirmant que les élites orchestrent délibérément le remplacement des populations blanches par le biais de migrations massives en provenance de pays non blancs en voie de développement. La conspiration du « Grand Reset » prétend de manière similaire qu'un groupe malfaisant d'élites mondiales utilise des événements tels que la pandémie de COVID-19 pour imposer de force des changements sociaux radicaux aux masses et justifier une surveillance et un contrôle accrus de la population. Par exemple, les adhérent·es à l'extrémisme anti-autorité sur les réseaux sociaux partagent fréquemment des sentiments alignés sur la théorie du Grand Remplacement pour décrire les politiques d'immigration du Canada.

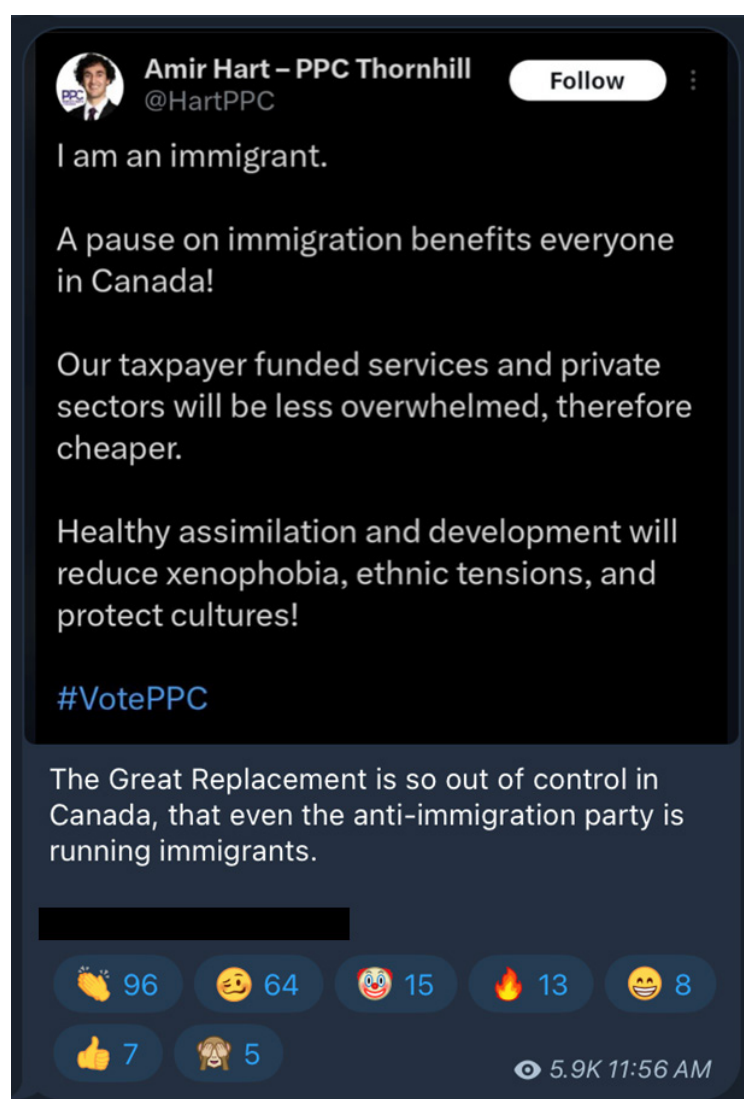


Image 29 : Exemple de l'utilisation de la théorie du Grand Remplacement pour discréditer et délégitimer des candidats politiques non blancs au Canada (Source : Telegram, novembre 2024)

232 Chargé de dossier n° 26.

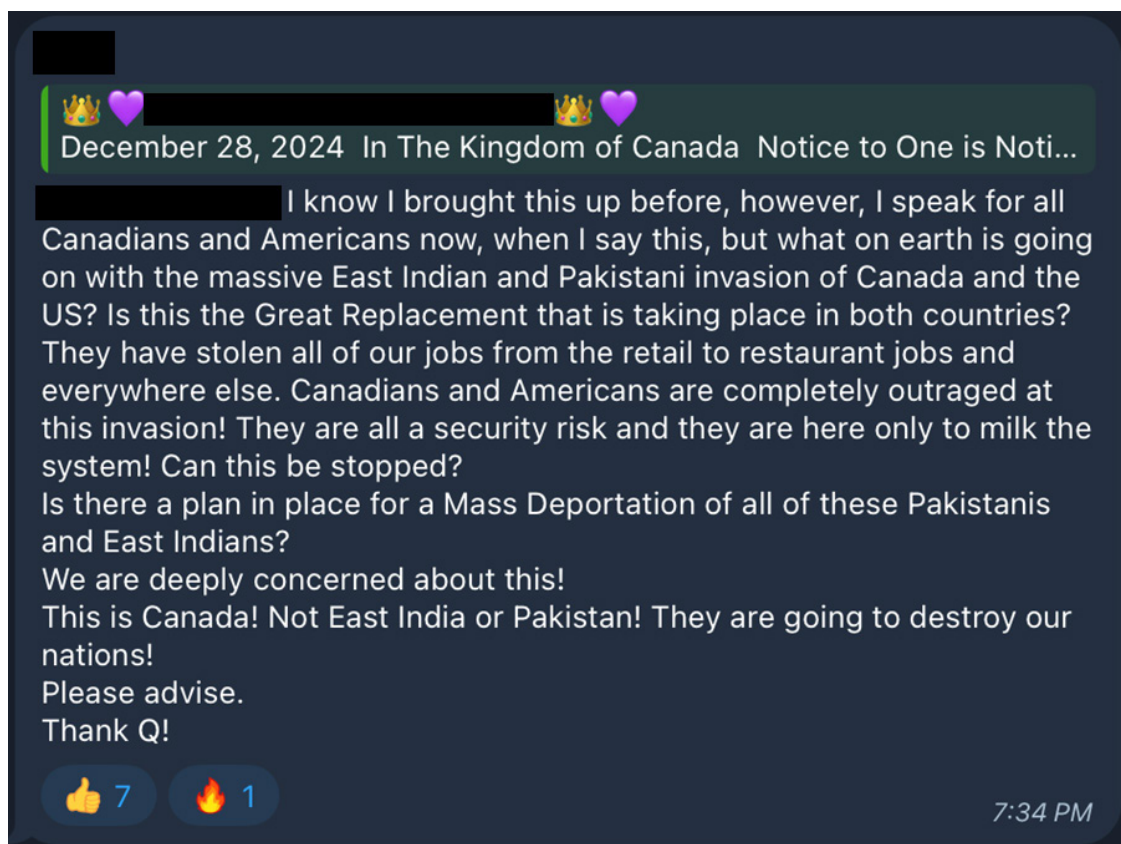


Image 30 : Exemple de l'utilisation de la théorie du Grand Remplacement pour qualifier la migration en provenance de certains pays d'« invasion » et plaider en faveur de déportations massives (Source : Telegram, décembre 2024)

L'interviewé-e 1, qui adhère actuellement à l'extrémisme anti-autorité, a également décrit des croyances alignées sur la théorie du Grand Reset. Par exemple, iel affirme avoir toujours su que le gouvernement tenterait d'« asservir » les gens, et la pandémie de COVID-19 a confirmé ses soupçons.

« J'avais [des informations] sur des CD indiquant que [le gouvernement] allait emprisonner chaque personne sur cette planète et qu'un plan était en cours. J'envoyais ces informations à tout le monde, car si les gens savaient ce qui allait se passer, ils ne donneraient pas leur consentement et le plan [du gouvernement] échouerait. Alors, quand la COVID-19 est arrivée, je me suis dit : « Ça y est. C'est comme ça que [le gouvernement] va s'y prendre. » Parce que personne ne savait vraiment comment [le gouvernement pouvait] asservir ces gens. Eh bien, en faisant la promotion du vaccin, c'est comme ça qu'ils s'y prennent. » - (Adhérent-à l'extrémisme anti-autorité n° 2)

Enfin, les complots constituent également un outil flexible et adaptable qui continue d'attirer et de mobiliser des adeptes à mesure que les questions sociales et politiques évoluent au fil du temps. Un expert-e juridique que nous avons interrogé a décrit ce processus individualisé comme la création d'une « *salade de complots* », dans laquelle les individus « *choisissent et mélangent tout* » pour concevoir des récits qui correspondent à leurs expériences personnelles, leur histoire, leurs griefs, et leur vision du monde.²³³ Cette adaptabilité permet aux adeptes d'ajuster en permanence leur message en fonction de l'actualité et des enjeux, en « *conservant ce qui fonctionne et en abandonnant ce qui ne fonctionne pas* ». ²³⁴ Le rôle de la combinaison de différentes croyances sera abordé plus en détail dans la section suivante.

Il est à noter qu'un-e expert-e juridique a expliqué que les théories du complot n'ont pas besoin d'être logiquement cohérentes pour être adoptées. Ainsi, même les affirmations les plus fantaisistes, telles que celles concernant des lézards métamorphes cannibales d'enfants, peuvent être acceptées « *tant que vous trouvez une population qui a besoin d'une réponse à ce qui la tourmente* ». ²³⁵ En faisant appel à des valeurs morales profondément ancrées, à des peurs ou à des angoisses personnelles, les complots offrent des explications et des solutions simples à des problèmes sociétaux complexes, souvent en transférant la responsabilité vers des groupes de personnes identifiables.

Le rôle des complots dans l'attraction d'un large éventail de personnes vers des idéologies rrelevant de l'extrémisme anti-autorité a également été souligné par les personnes que nous avons interrogées et qui sont actuellement, ou ont été, impliquées dans ce type de mouvements. Par exemple, l'adhérent à l'extrémisme anti-autorité n° 1, a déclaré que les complots qu'iel « *trouvait très intrigants et divertissants* », tels que les théories sur « *la technologie extraterrestre, les extraterrestres, la 5D, la 5e dimension, toutes ces théories et idées hors des sentiers battus* », l'avaient attiré-e vers le groupe anti-autorité auquel iel avait adhéré. Comme iel l'a décrit, le « *contenu [du groupe] était parfait pour quelqu'un comme moi* ». ²³⁶ Si ce sont les théories conspirationnistes fantaisistes qui ont initialement suscité son intérêt pour le groupe, c'est finalement la conviction qu'une force « *obscur* » se profilait et que ce groupe lui offrirait une protection qui l'a poussée à le rejoindre :

« *[C'était le seul groupe] au Canada qui, selon moi, nous défendait. Personne ne nous défendait. Il se passe quelque chose de très sombre, et je pense que chacun d'entre nous va devoir prendre une décision. Je pense que nous ne sommes qu'au début de cette guerre.* » ²³⁷
- (Adhérent à l'extrémisme anti-autorité n°1)

233 Expert-e juridique n° 31.

234 Expert-e juridique n° 31.

235 Expert-e juridique n° 31.

236 Adhérent à l'extrémisme anti-autorité n° 1.

237 Adhérent à l'extrémisme anti-autorité n° 1.

De même, une personne interrogée dont un·e membre de la famille est impliqué·e dans des croyances relevant de de l'extrémisme anti-autorité se souvient que l'intérêt pour les complots a été le premier signe de l'implication de son·sa proche : « *pendant le déclin de l'administration Obama et la montée de l'administration Trump, [iels s'intéressaient particulièrement] aux complots concernant Hillary Clinton qui étaient défendus par Alex Jones* », un théoricien américain du complot qui gérait un site web d'information alternatif populaire appelé « Infowars ».²³⁸ Cet intérêt pour les complots a finalement conduit son proche à adopter des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité, puis à recourir à des tactiques pseudo-légales devant les tribunaux.

Idiosyncrasie et recoupements avec d'autres croyances

Comme nous l'avons vu dans les sections précédentes, l'extrémisme anti-autorité se caractérise aujourd'hui par une fluidité idéologique, les individus empruntant à un large éventail de croyances, de griefs, de complots et d'idéologies pour se construire une vision du monde singulière. Plutôt que d'adhérer à un cadre idéologique rigide et unique, les adeptes construisent leur propre récit personnalisé autour d'une croyance fondamentale : les institutions gouvernementales et les autorités seraient illégitimes, illégales ou corrompues. À partir de là, iels intègrent leurs propres griefs personnels, préjugés, théories du complot et croyances préexistantes. Comme l'a formulé un·e chercheur·e : « *[iels mélangent] un peu de QAnon, un peu de théories du complot, un peu d'extraterrestres [et ainsi de suite]* ».²³⁹

Il est toutefois important de noter que la combinaison de ces croyances ne relève pas du hasard. Comme l'explique un·e expert·e, elle dépend fortement des valeurs, des idées, des préjugés, des griefs, et des expériences préexistantes de chaque individu : « *[Les gens] interprètent l'actualité et ce qui se passe dans le monde [à travers leur propre prisme]. [Ainsi], nous pouvons avoir ici, au Canada, des partisan·es des armes à feu, et ces groupes [pro-armes] interprètent ce qui se passe dans le monde. Et puis, vous savez, [certain·es] chrétien·nes [peuvent être] en proie à une panique morale [au sujet des questions 2SLGBTQIA+]... Ajoutez à cela une ou deux théories du complot, et vous obtenez quelque chose* ».²⁴⁰ Il est important de noter que cette combinaison unique d'idées « *correspond généralement à leur vision du monde* ».²⁴¹

Ce concept a été désigné sous plusieurs appellations par des expert·es et des universitaires, comme « l'extrémisme à la carte », « le terrorisme idiosyncrasique » ou encore « l'extrémisme violent composite » (CoVE). Il est désormais de plus en plus courant dans toutes les formes d'extrémisme violent.²⁴² Par exemple, un·e chercheur·e nous a déclaré : « *Je vois beaucoup d'extrémisme de type buffet [chez les adeptes de l'extrémisme anti-autorité], ce n'est pas mon terme préféré, mais c'est celui que certaines personnes utilisent* ».²⁴³ Cet expert·ea expliqué que malgré l'apparente diversité des idées, tous les adeptes de l'extrémisme l'anti-autorité « *rejettent l'autorité d'une manière ou d'une autre* ».²⁴⁴ D'autres expert·e.s avec lesquels nous nous sommes entretenus sont d'accord avec cela, ajoutant :

238 Adhérent à l'extrémisme anti-autorité n° 1.

239 Chercheur·e n° 22.

240 Chercheur·e n° 20.

241 Chercheur·e n° 22.

242 Norris 2020 ; Gartenstein-Ross et al. 2023.

243 Chercheur·e n° 21.

244 Chercheur·e n° 21.

« C'est devenu une question de préférence individuelle. Ainsi, il n'est pas nécessaire d'appartenir à un groupe pour vouloir s'engager dans une cause ou y être sympathique. Ce que nous voyons, ce sont des acteurs isolés aux idéologies très diverses. Les gens créent essentiellement des systèmes de croyances très idiosyncrasiques [dans les mouvements de l'extrémisme anti-autorité] au niveau individuel. Les gens cherchent [simplement] des raisons de ne pas se soumettre à l'autorité du gouvernement. » - (Chercheur·e n° 23)

« Peu importe qu'il s'agisse de s'opposer à la société « woke », de critiquer les drag queens, de louer la Russie, peu importe... [Le mouvement de l'extrémisme anti-autorité] a très bien su s'approprier ces [récits] et ces arguments. Il est amorphe, il reprend des idées et des comportements en fonction de ce qui est à la mode. » - (Chercheur·e n° 22)



Image 31 : Exemple du chevauchement entre des sentiments misogynes extrêmes et des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité (Source : Telegram, novembre 2024)

Ce phénomène s'observe chez de nombreuses adhérent·es à l'extrémisme anti-autorité de premier plan au Canada aujourd'hui, notamment Romana Didulo, la cheffe du groupe conspirationniste anti-autorité appelé « Kingdom of Canada » (RdC). Par exemple, l'idéologie de Didulo mélange QAnon et d'autres théories complotistes, des tactiques pseudo-légales, des affirmations fantaisistes sur les extraterrestres, le révisionnisme historique, la 5e dimension, et des sentiments anti-autorité traditionnels, pour n'en citer que quelques-uns. Un·e expert·e interrogé·e a expliqué que l'attrait du RdC et du système de croyances propre à Didulo réside dans sa capacité à « *trouver un écho auprès de ses adeptes... Elle est capable de bricoler une idéologie qui a du sens pour eux. Elle utilise des arguments et des idées qu'ils ont lus ailleurs, généralement en ligne. Elle utilise des tactiques qui circulent depuis un certain temps, telles que des tactiques [pseudo-juridiques]. Vous savez, vous n'avez pas à payer vos impôts.* »²⁴⁵ En fin de compte, cette stratégie est couronnée de succès parce qu'elle fait des « promesses grandioses », en particulier aux personnes qui connaissent des difficultés personnelles ou financières et qui recherchent des solutions simples à leurs problèmes.²⁴⁶

Tout comme les promesses grandioses faites aux adeptes du RdC, d'autres groupes et mouvements relevant de l'extrémisme anti-autorité affirment avoir identifié la « source » de tous les maux de la société. Par exemple, de nombreux·ses adeptes de Diagona accusent les politiques d'immigration du Canada et les immigrant·es eux-mêmes d'être à l'origine des problèmes du pays. D'autres pointent du doigt les élites mondialistes, le système bancaire, les vaccins, les médias, la communauté juive, la société « woke » ou la communauté 2SLGBTQIA+ comme étant à l'origine de tous les problèmes de la société. Bien que ces discours identifient diverses sources du problème perçu, ils proposent tous des solutions simplistes en rejetant la responsabilité sur un groupe identifiable. Par exemple, selon de nombreux·ses partisan·es de Diagona, l'une de ces solutions consiste à expulser en masse les immigrant·es non blanc·hes du Canada.

Selon certains experts, l'élargissement du champ idéologique du mouvement de l'extrémisme anti-autorité canadien rend de plus en plus difficile sa définition en tant que catégorie distincte. Par exemple, un·e chercheur·e a expliqué que « *l'extrémisme anti-autorité est davantage un terme générique, car il englobe désormais la résistance à la connaissance, à la science, à la médecine, à l'expertise en matière de santé et à toute forme d'autorité* ».²⁴⁷ Un autre expert·e juridique a évoqué la coexistence, dans les mêmes espaces en ligne, d'adeptes de l'extrémisme l'anti-autorité qui ont des croyances disparates, voire contradictoires :

« *[Nous avons] les partisans de la théorie anti-germes [ou anti-vaccins] qui côtoient des individus qui [croient] à la théorie antisémite classique sur les banques, [nous avons] les adeptes de QAnon [qui prétendent qu'il existe des tunnels souterrains et des activités d'extraction d'adrénochrome] et, à l'opposé, des individus qui affirment être des Métis parce qu'ils sont nés au Canada.* »
- (Expert·e juridique n° 30)

245 Chercheur·e n° 22.

246 Chercheur·e n° 22.

247 Chercheur·e n° 19

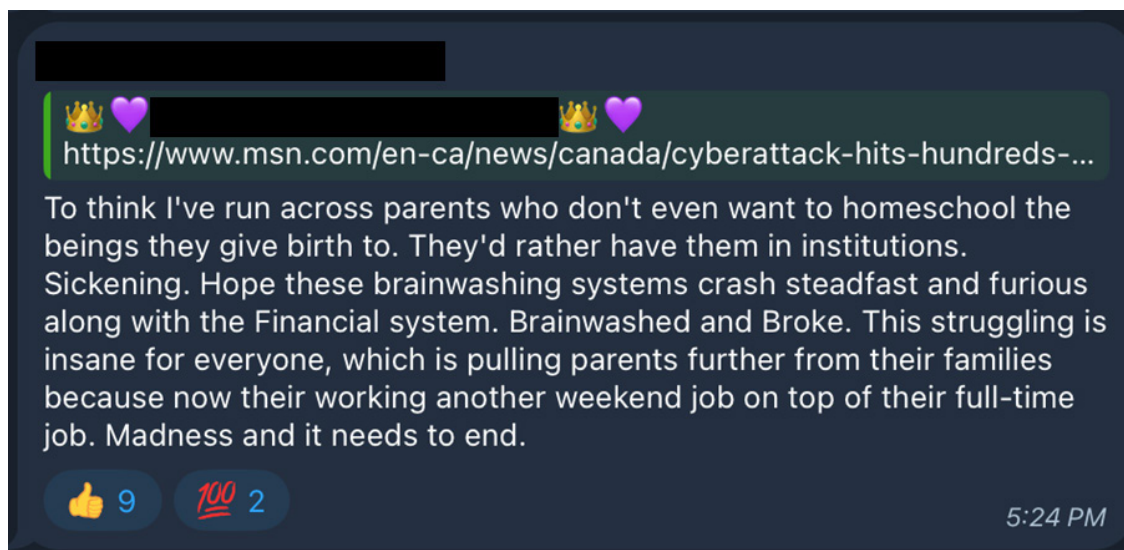


Image 32 : Exemple de complots concernant l'endoctrinement et le lavage de cerveau dans les écoles (Source : Telegram, janvier 2025)

Ce phénomène idéologique a également été identifié par des professionnel·les de la santé mentale de première ligne. Par exemple, un·e travailleur·se social·e a expliqué : « *Beaucoup de gens que nous rencontrons ces jours-ci [sont adeptes de ce type d'idéologie] extrémiste... Ces personnes présentent simplement beaucoup d'idéologies plutôt que de dire simplement "je déteste les Juifs".* » Malgré ce mélange de croyances, ce·tte travailleur·se social·e a confirmé que la conviction fondamentale qui les sous-tend reste un rejet profond de l'autorité : « *[Leur discours est toujours] que le système les [oblige] à suivre certaines règles et réglementations avec lesquelles ils-elles ne sont pas d'accord [et] qu'ils-elles estiment devoir pouvoir agir librement selon leurs propres lois et règles* ». ²⁴⁸

3b Raisons de leur implication au Canada

Au Canada, comme en Allemagne, il n'y a pas de raison unique pour laquelle des individus sont attiré·es par des croyances extrémistes anti-autorité ou les adoptent. Nos recherches montrent plutôt que l'implication individuelle dans l'extrémisme anti-autorité reflète une interaction complexe entre des facteurs personnels, sociaux, psychologiques, économiques, politiques, et idéologiques. En outre, l'implication ou l'attraction pour les croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité peuvent être influencées ou façonnées par des tendances et des événements sociaux ou politiques plus larges, tels que la pandémie de COVID-19. Bien que la plupart des expert·es s'accordent à dire qu'il n'existe pas de profil type, certaines tendances générales en matière d'« expériences » ou de « facteurs » influençant l'implication sont apparues au cours de nos recherches. Elles sont décrites plus en détail dans les sections suivantes.

²⁴⁸ Travailleur·euse social·e n° 24

Difficultés personnelles, griefs et expériences

Au Canada, l'implication dans l'extrémisme anti-autorité est souvent liée à des difficultés personnelles, des griefs ou des expériences de vie. Selon nos recherches, ces difficultés personnelles sont uniques et profondément individuelles, et peuvent aller de difficultés financières personnelles ou familiales, de conflits ou de tragédies familiales, à de la consommation ou de l'abus de substances, et d'un sentiment de marginalisation ou d'exclusion sociale, pour n'en citer que quelques-unes. Toutefois, les expert-es ont souligné que, même si les difficultés personnelles sont un thème récurrent dans de nombreux cas, aucun type de difficulté ou d'expérience personnelle ne permet à lui seul de prédire l'attrait d'un individu pour les croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité. De plus, ce facteur explicatif est remis en cause par le fait que la plupart des personnes qui connaissent des difficultés ne se tournent pas vers l'extrémisme anti-autorité.

Les chercheur-es interrogé-es décrivent comment des expériences négatives avec le gouvernement ou les autorités peuvent favoriser un sentiment d'injustice perçue, qui peut à son tour rendre les croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité extrême plus attrayantes. Comme l'a fait remarquer un-e expert-e : « *La plupart des personnes qui ont rejoint le mouvement étaient confrontées à un problème de garde d'enfants, à un problème fiscal ou à quelque chose de ce genre. Cela semblait être quelque chose d'insoluble. La tendance la plus constante était qu'ils n'avaient pas seulement un grief, mais [également] une expérience personnelle qui les avait amené-es à cela* ». ²⁴⁹ Ces expériences personnelles peuvent amener les individus à développer des griefs profondément enracinés, en particulier lorsqu'ils et elles perçoivent, à tort ou à raison, que les institutions traditionnelles ont failli à leur mission d'aide, ou leur ont fait du tort d'une manière ou d'une autre. En conséquence, les croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité — et en particulier les tactiques pseudo-légales — peuvent être considérées comme « *un moyen de sortir de ces [difficultés]... [ou] un dernier recours pour eux* ». ²⁵⁰

Nos entretiens avec des praticien-ne-s psychosociaux-ales de première ligne corroborent également la manière dont les expériences personnelles influencent l'engagement. Un-e travailleur-euse social-e a expliqué : « *[L'engagement] dépend souvent de leur situation personnelle. Ainsi, s'ils et elles ont un emploi, s'ils et elles ont besoin d'aides sociales, ils et elles choisissent leurs griefs en fonction de ce qui se passe dans leur vie* ». ²⁵¹ En outre, ce travailleur social a noté que, bien que les convictions spécifiques varient en fonction des circonstances personnelles, elles sont souvent sous-tendues par « *un sentiment général de colère et de frustration et [la conviction] que quelqu'un doit payer pour cela* ». ²⁵²

249 Chercheur-e n° 19

250 Chercheur-e n° 19

251 Travailleur-euse social-e n° 25

252 Travailleur-euse social-e n° 25

D'autres praticien·ne·s de première ligne ont décrit comment des « griefs légitimes issus du monde réel » peuvent pousser des individus à adopter et à adhérer à des discours relevant de l'extrémisme anti-autorité.²⁵³ Par exemple, un·e travailleur·euse social·e a expliqué comment des expériences légitimes d'exclusion et de privation de droits – qu'elles soient dues à des problèmes juridiques, à des questions d'immigration ou à d'autres obstacles systémiques, tels que le racisme et la discrimination – peuvent donner aux individus le sentiment d'être pris·es pour cible ou abandonné·e·s par l'État, les rendant plus réceptif·ive·s aux idéologies qui promettent une « solution miracle » à leurs problèmes :

« C'est motivé par des expériences réelles ou par l'oppression. En gros, ces personnes ont été privées de leurs droits. Elles ne peuvent pas faire partie du système actuel en raison d'expériences réelles, qu'elles soient d'ordre criminel ou liées à l'immigration, ou parce qu'elles ont vécu quelque chose qui les a marginalisées ou leur a fait perdre certains de leurs droits. Ils deviennent alors très antigouvernementaux, car ils ont l'impression que le gouvernement travaille directement contre eux, et ils ont vécu des expériences réelles qui confirment cette conviction. » - (Travailleur·euse social·e n° 26)

Ces expériences personnelles peuvent non seulement rendre les discours relevant de l'extrémisme anti-autorité plus attrayants, mais, une fois adoptés, ils peuvent également compliquer la prise de distance par rapport à l'idéologie. Les expert·e·s juridiques ont souligné à quel point les expériences personnelles peuvent complexifier ce processus :

« Le plus difficile [est que la plupart ont connu] des épreuves, et c'est ce à quoi [ils se sont accrochés] comme solution... jusqu'à ce que vous voyiez ces [tactiques] échouer par vous-même, alors il est [très] difficile d'en sortir. » - (Expert·e juridique n° 31)

Les entretiens avec des personnes qui ont ou ont eu des convictions relevant de l'extrémisme anti-autorité corroborent également cette conclusion et soulignent davantage le rôle que peuvent jouer les traumatismes découlant de ces expériences. Par exemple, une personne interrogée qui s'est éloignée de ses convictions relevant de l'extrémisme anti-autorité a indiqué avoir vécu plusieurs tragédies et traumatismes personnels ayant contribué à son engagement, notamment des abus sexuels durant l'enfance, un divorce, la toxicomanie et le décès d'un parent. Toutes ces expériences l'ont amenée à passer plus de temps seule à faire des recherches sur les complots anti-autorité :

253 Travailleur·euse social·e n° 24

« Je pense que l'un des facteurs que vous retrouverez chez la plupart des personnes qui sont aspirées dans ce mouvement [y compris] moi-même [est qu'il y a eu] une forme de négligence ou d'abus... [Mais] il n'existe pas d'échelle pour mesurer les traumatismes. Vous savez, quelqu'un peut trouver un chat mort sur le bord de la route et être traumatisé. Une autre personne peut voir la même chose et être triste, mais pas traumatisée. Chaque personne a sa propre façon de mesurer son traumatisme, mais il y a généralement une forme de traumatisme. Par exemple, j'avais des retours en arrière de la mort de mes parents lorsque j'entendais le bip d'un télécopieur, car cela me rappelait toutes les machines de l'unité de soins intensifs. [Quand j'ai commencé à adhérer à ces croyances], mon [parent] venait de mourir et j'avais quitté mon [conjoint] à l'époque, et je buvais beaucoup. Je n'avais pas la tête sur les épaules. » - (Ex- adhérent à l'extrémisme anti-autorité n° 1)

Les différentes façons dont les gens réagissent à un traumatisme et en subissent les conséquences rendent encore plus difficile de prédire qui sera attiré par les discours relevant de l'extrémisme anti-autorité et pourquoi. Les travailleuse-s sociales ont tiré des conclusions similaires sur le rôle des traumatismes dans l'adoption de ces croyances : « La plupart des personnes que nous avons rencontrées [dans le cadre de notre travail] ont vécu des traumatismes dans leur vie. Cela les pousse à rechercher des réponses manichéennes à des problèmes très complexes et à donner un sens à leur monde, qui est très chaotique ou qui l'a été. »²⁵⁴

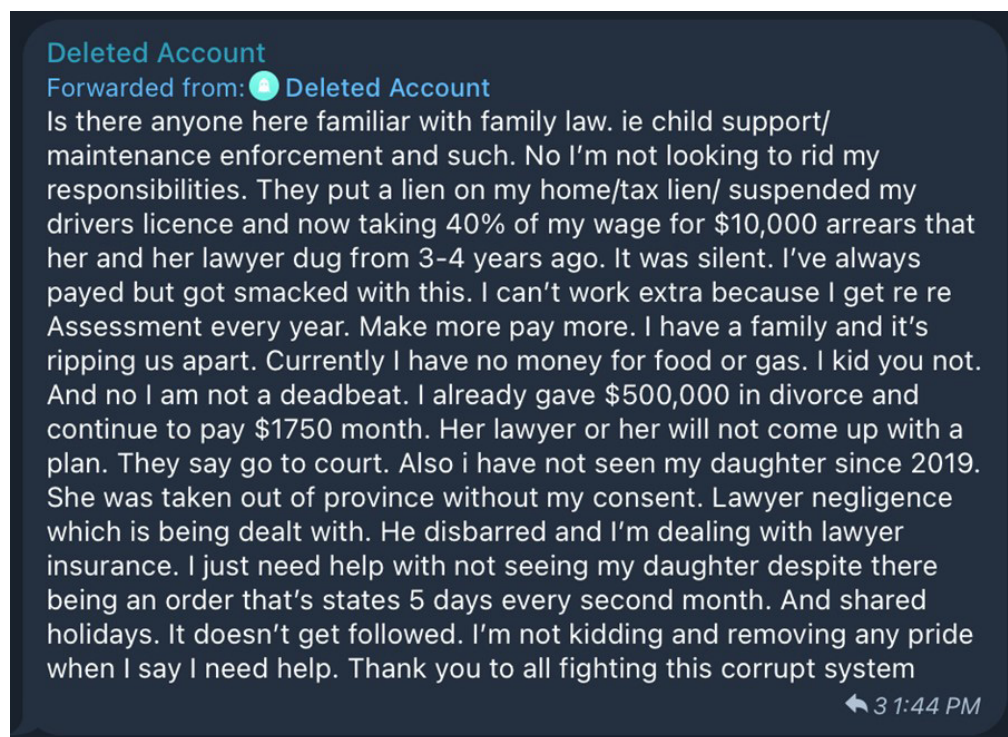


Image 33 : Message d'un utilisateur demandant des conseils juridiques à un groupe pseudo-juridique, détaillant ses difficultés personnelles, telles que le divorce, les difficultés financières et le stress lié à sa famille (Source : Telegram, avril 2021)

Bien que le traumatisme puisse être un facteur commun à de nombreux adeptes, il est important de noter que tous les adhérent·es de l'extrémisme anti-autorité n'ont pas nécessairement vécu des traumatismes personnels ou des tragédies qui ont précipité leurs croyances. Par exemple, l'adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 2 a indiqué avoir eu une enfance relativement « normale » et de bonnes relations avec sa famille. Par ailleurs, un·e membre de la famille d'une personne impliquée dans un groupe de l'extrémisme anti-autorité a également fait état d'une enfance relativement calme et n'a pu identifier aucune autre difficulté ou tragédie personnelle – à l'exception de dettes et de mauvaises décisions financières – qui aurait pu conduire son proche à adopter ces croyances.

Ces résultats démontrent la grande diversité des expériences au sein de cette population. Les difficultés personnelles constituent une tendance importante chez de nombreux adeptes, mais elles ne sont ni nécessaires ni suffisantes pour expliquer l'implication dans tous les cas. Pour certains, les tragédies et les expériences personnelles peuvent conduire à des griefs qui rendent les discours relevant de l'extrémisme anti-autorité plus attrayants sur le moment, alors qu'ils cherchent des réponses et des solutions à leurs problèmes. Pour d'autres, aucune expérience ou tragédie de ce type ne se produit, ce qui signifie que l'attrait pour ces croyances est probablement influencé par d'autres facteurs.

Actualité et questions sociales

Un autre facteur fréquemment identifié comme contribuant à l'adhésion à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité est la réaction à des événements d'actualité, à des crises, ou à des questions sociales perçues comme portant atteinte aux libertés individuelles ou menaçant les valeurs et les modes de vie « traditionnels ». Il peut s'agir de réactions à des politiques gouvernementales générales, telles que les mesures sanitaires prises pendant la pandémie de COVID-19, les crises économiques, ou le rejet de l'extension des droits à certaines communautés, telles que les droits des personnes 2SLGBTQIA+. Nos entretiens avec des expert·es ont révélé que de nombreuses personnes attirées par les croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité le sont en raison d'un sentiment de marginalisation, de peur ou d'aliénation dû à des changements perçus dans leur environnement social et politique.

Par exemple, un·e chercheur·e a décrit que les personnes qui se sentent ignorées peuvent rechercher des systèmes de croyances alternatifs qui renforcent ou valident ces sentiments :

« Je pense que [beaucoup de personnes qui rejoignent ces mouvements] se sentent privées de voix, privées de leurs droits [et] qu'elles ne reconnaissent pas le monde qui les entoure. Et je pense que cela les effraie... Ne pas être entendu et avoir le sentiment de ne plus faire partie de l'équation, être mis de côté, c'est vraiment ce qui [pousse] beaucoup de gens à rejoindre ces [mouvements]. »
- (Chercheur·e n° 21)

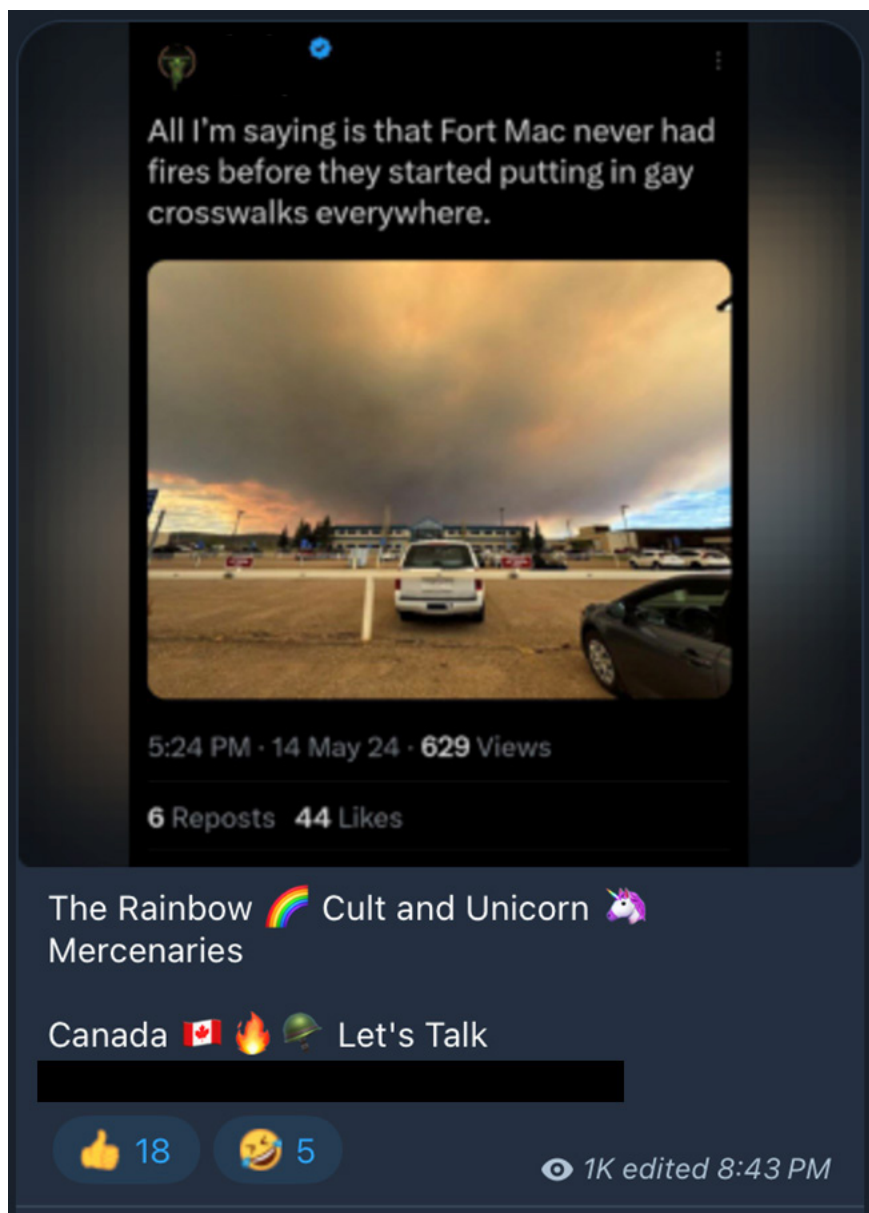


Image 34 : Publication accusant la communauté 2SLGBTQIA+ d’être responsable des incendies de forêt en Alberta (Source : Telegram, mai 2024)

Ceci est corroboré par les résultats de l’enquête menée auprès des répondants nord-américains. Par exemple, plusieurs ont identifié un lien entre l’adhésion de leurs proches à des idéologies relevant de l’extrémisme anti-autorité et les changements sociaux et politiques de l’époque. Un participant a noté un changement significatif dans les opinions de ses proches au cours de la période 2013-2015, sous la présidence de Barack Obama, en particulier après la légalisation du mariage homosexuel par la Cour suprême des États-Unis.

D'autre part, d'autres répondant-e-s ont indiqué que leurs proches avaient été attiré-e-s par les croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité pendant la pandémie de COVID-19 en raison de leur intérêt préexistant pour le bien-être et la spiritualité New Age, qui les prédisposait à se méfier des institutions gouvernementales associées à ce qu'ils appellent les « Big Pharma ». D'autre part, plusieurs autres répondant-e-s ont identifié des croyances racistes préexistantes comme un facteur important dans l'adhésion de leurs proches aux idéologies relevant de l'extrémisme anti-autorité, notamment l'un d'entre eux, qui était membre d'un gang néonazi en prison aux États-Unis connu sous le nom d'Aryan Brotherhood.



Image 35 : Publication spéculant que les incendies de forêt en Alberta sont un complot visant à restreindre davantage les libertés individuelles (Source : Telegram, mai 2024)

D'autres expert·e·s ont indiqué que de nombreuses personnes adhérant à l'extrémisme anti-autorité ne se perçoivent plus aujourd'hui comme appartenant à une minorité « marginale », en raison de la normalisation croissante de ces croyances dans le discours public.

« Je pense qu'ils se considèrent comme faisant partie du courant dominant. Ils estiment que leur façon de penser est si courante qu'ils ne se considèrent pas comme faisant partie d'un mouvement marginal ou extrémiste, car c'est un sentiment assez répandu parmi les personnes qui les entourent. »
- (Travailleur·euse social·e n° 25)

Des chercheur·e·s et autres expert·e·s ont indiqué que la prévalence des discours relevant de l'extrémisme anti-autorité est probablement amplifiée, au moins en partie, par les médias sociaux. L'humour, les mèmes viraux et les théories complotistes présentées comme des informations crédibles peuvent être partagés des millions de fois sur les réseaux sociaux, atteignant ainsi un public vaste et hétérogène, qui peut confondre désinformation ou mésinformation avec des faits avérés. Ce contenu contribue non seulement à initier subtilement une grande diversité de personnes aux discours relevant de l'extrémisme anti-autorité, mais aussi à normaliser et banaliser les idées extrémistes qu'ils véhiculent.

« Je pense que [les sentiments liés à l'extrémisme anti-autorité sont] plus courants, plus répandus. Les extrémistes peuvent donc utiliser les mêmes pour promouvoir des idées anti-immigration, misogynes [ou antigouvernementales] que les gens considèrent simplement comme «oh, c'est un mème sympa et il est contre Trudeau et je n'aime pas Trudeau» ». - (Chercheur·e n° 20)

« Les réseaux sociaux [offrent un moyen de diffuser leur message]. Le grand nombre d'applications et de plateformes où les gens peuvent exprimer [ces croyances]... et le sentiment d'anonymat qui règne dans cet espace, sans vraiment [se soucier des répercussions]. »
- (Membre des forces de l'ordre n° 29)

D'autres expert·e·s ont souligné le rôle de la nostalgie chez de nombreuses personnes adhérant aux discours relevant de l'extrémisme anti-autorité, notamment en ce qui concerne leur perception des événements et des crises actuelles. Plusieurs affirment que le « mode de vie » d'autrefois était supérieur et plus simple, et considèrent que les changements sociaux liés à des événements ou à des crises marquantes représentent une menace pour cet idéal passé. Comme l'a exprimé un·e expert·e en droit :

«Il y a [ce] ressentiment [envers] le gouvernement, le sentiment que quelqu'un tire les ficelles, que vous êtes perdant, que vos droits vous ont été retirés et que les choses étaient meilleures dans le passé. La composante nostalgique, [l'idée que] nous sommes en train de perdre [ou] de nous éloigner d'un monde meilleur... Cela semble être universel. » - (Expert·e juridique n° 30)

Cet idéalisme nostalgique a également été exprimé par certain·e·s adhérent·es de l'extrémisme anti-autorité, tant actuel·le·s qu'ancien·ne·s, rencontré·e·s dans le cadre de nos entretiens. Plusieurs ont partagé leur conviction que leurs droits fondamentaux ou leur mode de vie étaient menacés. Une personne interrogée, ayant adhéré à des convictions anti-autorité, a mentionné que la pandémie de COVID-19 et les incohérences perçues dans la réponse gouvernementale – en particulier les mesures sanitaires – l'avaient conduite à adopter ces croyances :

« La COVID-19 a tout changé pour moi. Avant, je pensais simplement que c'était ainsi que fonctionnait le cycle [politique] lorsqu'il y a deux grands partis. Les conservateurs sont au pouvoir pendant un certain temps, [puis] les gens se lassent, [et] les libéraux sont élus pour un certain temps. Je n'aurais jamais pensé voir quelque chose comme ce que nous avons vécu avec la COVID-19, qui a vraiment porté atteinte aux libertés civiles et aux droits garantis par la Charte. Au début, je ne prêtais pas vraiment attention à ce qui se passait... [mais j'avais commencé] à écouter des balados [qui font partie de ce « Dark Web intellectuel »], [des gens comme] Jordan Peterson [qui] ont été licenciés. Je les écoutais [comme] ma source d'information principale... Ils disaient que [sortir], prendre l'air, faire le plein de vitamine D, ce genre de choses, c'était [ce qu'il fallait] pour rester en bonne santé et réduire le risque de développer une forme grave de COVID-19... [J'ai] commencé à voir des choses qui n'avaient tout simplement pas de sens, comme entrer dans un restaurant avec un masque, puis l'enlever une fois assis. Cela n'a aucun sens. Et puis c'est mon [conjoint] qui a commencé à me poser des questions et à exprimer ses inquiétudes, comme : « Pourquoi utiliser une technologie [dans les vaccins] qui n'a jamais été utilisée chez l'homme alors que nous avons d'autres vaccins qui sont utilisés depuis des années ? » C'est ainsi que mon parcours a commencé. »
- (Adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 2)

Il est à noter que cette personne a déclaré avoir tenté de consulter les autorités gouvernementales dès le début de la campagne de vaccination contre la COVID-19, mais avoir trouvé les informations insuffisantes :

« J'ai cherché des informations auprès de notre gouvernement, auprès de Santé Canada, [mais] il n'y avait vraiment rien de concret... J'ai parcouru le site web, et il y avait des graphiques, [mais] cela ne voulait vraiment rien dire pour moi. Je ne savais pas comment les interpréter. Tout ce que je trouvais sur les sites web de santé publique au Canada, comme le CDC [ou la FDA (Food and Drug Administration) américaine], c'était toujours les trois mêmes choses : les vaccins sont sûrs, efficaces, [et les] avantages l'emportent sur les risques. C'est comme mettre sa ceinture de sécurité ou quelque chose comme ça. Beaucoup de diagrammes d' étaient caricaturaux, ce qui m'a dérangé. C'est un sujet sérieux et [le gouvernement] le simplifie à l'extrême, comme si nous étions incapables de prendre nos propres décisions. » - (Adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 2)

Une autre personne interrogée, qui nourrissait déjà des croyances conspirationnistes à l'égard du gouvernement avant le début de la pandémie de COVID-19, a indiqué que les mesures sanitaires imposées par les autorités avaient renforcé ses convictions relevant de l'extrémisme anti-autorité :

« Je me suis impliquée dans le « mouvement d'information », et cela avant l'arrivée des ordinateurs. J'avais des informations sur des CD qui indiquaient que [le gouvernement] allait emprisonner tous les habitants de la planète et qu'un plan était en cours. J'envoyais ces informations à tout le monde, car si les gens savaient ce qui allait se passer, ils ne donneraient pas leur consentement et le plan [du gouvernement] échouerait. Alors, quand la COVID-19 est arrivée, je me suis dit : « Ça y est. C'est comme ça que [le gouvernement] va s'y prendre. Parce que personne ne savait vraiment comment [le gouvernement pouvait] asservir ces gens. Eh bien, en faisant la promotion du vaccin, c'est comme ça qu'ils s'y prennent. » - (Adhérent à l'extrémisme anti-autorité n° 2)

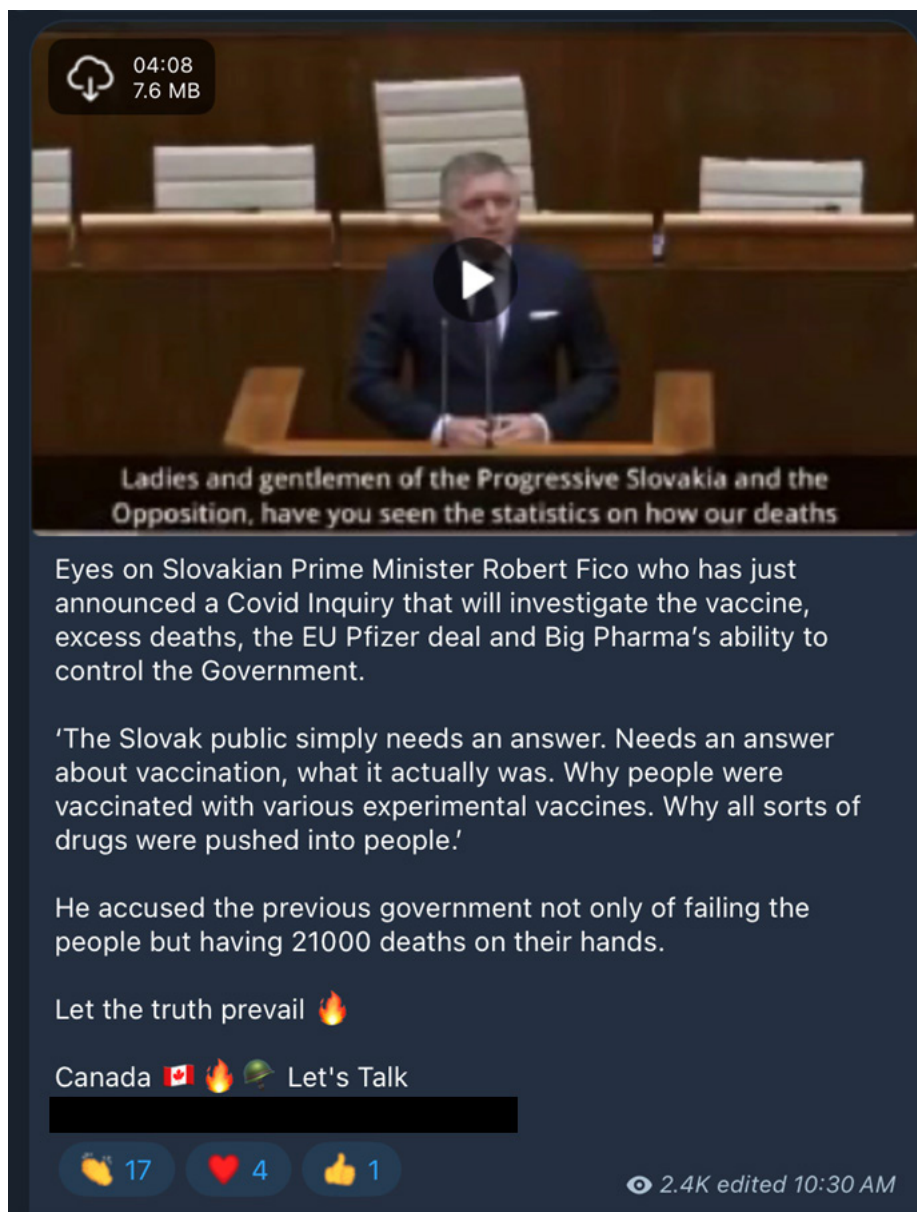


Image 36 : Publication partageant des informations sur les enquêtes concernant la conspiration autour des décès liés au vaccin contre la COVID-19 (Source : Telegram, mai 2024)

En résumé, l'actualité et les enjeux sociaux jouent un rôle significatif dans l'alimentation des discours relevant de l'extrémisme anti-autorité au Canada. Ces événements peuvent à la fois engendrer de nouveaux ressentis ou intensifier des sentiments déjà présents de dépossession, de peur ou d'aliénation, en particulier chez les personnes qui perçoivent les transformations sociales comme étant en contradiction directe avec leurs propres valeurs ou libertés. En se tournant vers des discours alternatifs prétendant fournir des explications claires et des réponses aux problèmes perçus, ces individus peuvent développer une méfiance accrue envers les institutions.

Gains financiers et économies personnelles

Les facteurs économiques et la recherche de gains financiers figurent également parmi les éléments jugés déterminants par les personnes consultées pour comprendre l'adhésion et la propagation des discours relevant de l'extrémisme anti-autorité au Canada. Les idées véhiculées, les tactiques proposées ainsi que les bénéfices perçus associés à l'adoption de croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité – comme ceux liés au recours à des démarches pseudo-juridiques – suscitent souvent l'intérêt de personnes confrontées à des pressions économiques. Cela peut inclure la hausse du coût de la vie, l'instabilité financière liée à la perte d'un emploi ou encore un ralentissement économique à l'échelle régionale ou nationale.

Chez certaines personnes, le stress financier peut jouer un rôle central dans l'adoption de croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité. Dans ces cas, les motivations économiques individuelles s'entremêlent fréquemment à des discours idéologiques plus larges critiquant ce qui est perçu comme une intervention gouvernementale excessive. Ce croisement de préoccupations pousse certaines personnes à se tourner vers des tactiques présentées comme des solutions à leurs difficultés financières, telles que le refus de payer des impôts ou des factures, ou encore la quête davantage illusoires, comme ceux associés à la théorie du « strawman »:

« Je dis toujours qu'il y a à la fois « besoin et cupidité ». Ils veulent quelque chose pour rien. Ils ne veulent pas payer leurs factures et veulent du carburant gratuit et toutes ces [autres] choses gratuites. Donc, de ce point de vue, ce n'est pas juste pour le reste de la société qui doit payer [pour ces choses]. C'est la partie cupidité. Mais, dans une certaine mesure, il y a [également] un besoin, car ils n'ont pas beaucoup d'argent [ou] ils ont des problèmes financiers. Ils pensent peut-être que c'est une stratégie qui pourrait fonctionner, alors pourquoi ne pas essayer ? » - (Chercheur-e n° 21)

Il convient de souligner que les difficultés financières peuvent être intimement liées à des dynamiques politiques, sociales et régionales plus larges, comme cela a été observé précédemment. Par exemple, certaines politiques environnementales touchant l'industrie pétrolière et gazière peuvent engendrer des vagues de licenciements, nourrissant ainsi un ressentiment envers les autorités. Selon les expert-e-s consulté-e-s, les discours relevant de l'extrémisme anti-autorité gagnent souvent en attrait dans les contextes de ralentissement économique ou de hausse marquée du coût de la vie. Cela contribue à un cercle vicieux, où les sentiments relevant de l'extrémisme anti-autorité sont à la fois générés et renforcés par des conditions économiques précaires. Toutefois, nos interlocuteur-trice-s notent que, même lorsque le contexte économique ou politique évolue, le sentiment profond de méfiance envers les institutions tend à persister :

« [Aujourd'hui], les gens ont un problème concret [comme la pandémie de COVID-19] auquel se raccrocher. Alors qu'auparavant, comme dans les années 2000, c'était le mouvement antimondialisation qui occupait le devant de la scène. Ce sentiment semble plus agressif lorsque l'économie et la situation financière des particuliers sont mises à mal. Quand les gens « ressentent les effets de la crise », pour ainsi dire. Alors que lorsque la situation est stable et que les gens se sentent à l'aise, ils ont tendance à s'éloigner de [ces idéologies] et à se faire plus discrets. Puis ils refont surface. C'est cyclique. Mais le message n'est pas nécessairement nouveau, il a juste une nouvelle saveur. » - (Membre des forces de l'ordre n° 29)

D'autres expert·e·s de première ligne dans le domaine du maintien de l'ordre ont mis en lumière des disparités économiques régionales marquées au Canada, qui peuvent favoriser l'adoption de croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité. Par exemple, les dynamiques sociales, économiques et politiques propres aux provinces des Prairies, en comparaison avec celles des provinces de l'Est du pays, peuvent jouer un rôle dans l'adhésion plus ou moins marquée à certains discours relevant de l'extrémisme anti-autorité. Comme l'a exprimé un·e professionnel·le des forces de l'ordre :

*« Je pense que [certaines] politiques du gouvernement [sont interprétées par] des personnes [qui ont développé] la perception qu'elles sont anti-occidentales. Elles ont l'impression que les provinces de l'Ouest sont prises pour cible [par le gouvernement fédéral]. Une partie de cette situation est sous le contrôle du gouvernement, mais une autre partie ne l'est peut-être pas. Quand on voit la hausse des taux d'intérêt et du coût de la vie, ainsi que la fermeture [ou la tentative de fermeture] de l'industrie pétrolière en Alberta et en Saskatchewan, certaines personnes sont plus touchées que d'autres. Certaines des véritables victimes [peuvent commencer] à adhérer à des opinions plus extrémistes. »
- (Membre des forces de l'ordre n° 28)*

Le rôle des difficultés financières a également été souligné par une personne interrogée, dont un·e proche a adopté des opinions relevant de l'extrémisme anti-autorité à la suite de problèmes économiques personnels. Selon ce témoignage, ce proche vivait avec des dettes depuis plusieurs années, mais c'est après avoir été ciblé par des agences de recouvrement qu'il ou elle s'est tourné·e vers des idéologies et des tactiques relevant de l'extrémisme anti-autorité, dans l'espoir d'échapper à ses obligations financières :

*« Pendant la pandémie de COVID-19, [le membre de ma famille] était bien payé, mais il était toujours endetté. Vers la fin de l'année 2020, [il] a été poursuivi par un agent de recouvrement et [a commencé à] rédiger des requêtes contre cet agent. [Il] a fini par adhérer à cette théorie selon laquelle nous n'avons pas besoin de rembourser nos dettes bancaires en raison de diverses [conspirations]. »
- (Membre de la famille d'un adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 1)*

D'autre part, certaines des personnes adhérant à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité que nous avons interrogées ont expliqué que c'est leur engagement idéologique qui a précipité la détérioration de leur situation financière, et non l'inverse. Les adhérent·es à l'extrémisme anti-autorité n° 1 et n° 2 ont tous deux déclaré avoir été contraints de quitter leur emploi en raison de leurs convictions. Par exemple, l'adhérent·e n° 1 a raconté :

« Lorsque j'ai publié sur ma page [réseau social professionnel], j'ai dit : « Je ne sais pas de quoi parlent les médias, il n'y a personne qui fait la queue pour se faire tester [pour le COVID-19] - les hôpitaux sont vides. » Peu après avoir publié toutes ces photos, mon responsable m'a appelé et m'a demandé de les supprimer... [Mon responsable dit que] son téléphone n'arrête pas de sonner [à cause de ma] profonde méfiance envers les médias. J'ai donc appelé mon directeur et je lui ai dit : « Mon responsable veut que je supprime mes publications. » Mon directeur m'a répondu : « Tu dois les supprimer. Je ne peux pas te soutenir là-dessus. Je ne peux pas être associé à ce que tu as publié. » J'ai donc quitté mon emploi. J'étais dévasté. » - (Adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 1)

Si certaines personnes peuvent être attirées par les croyances et tactiques relevant de l'extrémisme anti-autorité dans l'espoir de se soustraire à des difficultés financières, d'autres peuvent être motivées par la possibilité d'en tirer profit en vendant des solutions pseudo-légales à des personnes en situation de précarité économique. Les expert·e·s que nous avons interrogé·e·s ont décrit cette dynamique comme un conflit entre le « besoin » et « l'avidité » chez les adeptes de ces croyances. Bien que « seule une petite partie d'entre eux [s'impliquent par] avidité », certain·e·s « gourous » ou leaders charismatiques bien connu·e·s exploitent le désespoir financier de leurs clientèles en leur vendant des stratagèmes pseudo-juridiques prétendant permettre à l'utilisateur·rice final·e d'éviter de payer ses impôts, d'annuler ses dettes ou d'accéder à des prestations sociales supposément cachées. Comme l'a souligné un·e expert·e juridique :

« Je constate assez souvent que beaucoup de ces « gourous », s'il n'y avait pas d'argent à gagner, auraient probablement moins de convictions... L'intérêt de s'impliquer ou de rester impliqué, ou d'adopter une position de « gourou », serait bien moindre s'il n'y avait pas moyen d'en tirer profit. C'est l'idée qu'ils peuvent se remplir les poches tout en promouvant leur vision conspirationniste du monde. Mais la communauté ciblée est souvent composée de personnes en difficulté financière qui cherchent une bouée de sauvetage. L'un de ces gourous arrive et leur dit : « Hé, saviez-vous que vous n'avez pas à rembourser votre hypothèque, votre maison, votre prêt automobile [etc.] ? Il suffit de leur envoyer cette notification trois fois et s'ils ne répondent pas de manière appropriée, vous n'avez pas à rembourser... [ou] vous pouvez écrire au gouvernement pour demander à racheter votre certificat de naissance et ouvrir un compte bancaire secret. » - (Expert·e juridique n° 31)

Si les difficultés économiques peuvent rendre certaines personnes plus réceptives à l'attrait des discours et tactiques relevant de l'extrémisme anti-autorité, les expert-e-s ainsi que les personnes ayant adhéré ou adhérant actuellement à ces croyances soulignent que les motivations financières — qu'il s'agisse d'avidité ou de besoin — ne suffisent pas à expliquer, à elles seules, cette implication. Le rôle des enjeux économiques et des gains potentiels est complexe et doit être analysé en lien avec d'autres facteurs, comme les traumatismes ou les griefs personnels. Dans certains cas, les convictions relevant de l'extrémisme anti-autorité précèdent et peuvent même aggraver la détresse financière, tandis que, dans d'autres, c'est la recherche de solutions face à des difficultés économiques qui mène à l'adoption de ces tactiques. Par ailleurs, un petit groupe de personnes, souvent désigné comme des « gourous »,

Cercles sociaux et isolement

Nos recherches montrent que les dynamiques relationnelles, en particulier les cercles sociaux et l'isolement, jouent également un rôle significatif dans l'adoption de croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité. Toutefois, l'influence de ces deux facteurs varie considérablement d'une personne à l'autre. Par exemple, certaines personnes sont introduites à ces croyances par un-e ami-e ou un-e membre de leur entourage familial, tandis que d'autres subissent un isolement social de la part de leurs proches en raison de leur adhésion à ces idéologies.

Dans trois entretiens sur quatre menés auprès de personnes adhérant actuellement ou ayant déjà adhéré à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité — ou auprès de membres de leur entourage — les participant-e-s ont indiqué qu'une personne de leur cercle social avait joué un rôle dans leur exposition initiale à ces croyances ou à des théories conspirationnistes associées. Nos entretiens avec des expert-e-s ont également mis en lumière l'importance des dynamiques sociales dans l'orientation des individus vers ces idéologies.

« Il y a toujours un élément interpersonnel, qu'il s'agisse d'un ami, d'un membre de la famille ou d'une personne rencontrée, qui leur a présenté cette idée et les a amenés à l'adopter. Et, quelle que soit cette idée, elle répond à toutes leurs questions, ou du moins suffisamment pour qu'ils l'adoptent. »
- (Chercheur-e n° 22)

Les cercles sociaux jouent probablement un rôle multiforme et multidirectionnel. Comme mentionné précédemment, ils peuvent contribuer de manière significative à l'initiation des personnes aux croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité. Par ailleurs, l'attrait pour ces croyances peut également être nourri par des facteurs de stress social, tels que des tensions familiales, l'isolement, ou encore la rupture de liens affectifs ou amoureux. Par exemple, un-e expert-e juridique a souligné ce qui suit :

« Les personnes [qui sont attirées par ces croyances] sont celles qui sont en détresse, que ce soit au sein de leur famille ou à la suite d'une rupture familiale... » - (Expert-e juridique n° 31)

Nos entretiens avec des personnes ayant actuellement ou ayant déjà adhéré à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité confirment également le double rôle que peuvent jouer les cercles sociaux et l'isolement social. Par exemple, l'adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n°1, a décrit comment ses convictions ont contribué à la rupture de son mariage et à son isolement familial :

« [Après avoir] quitté mon travail, mon [conjoint] a voulu se séparer. Je me suis dit : « Oh mon Dieu, je ne te quitterai jamais ! C'est fou. » Mon conjoint m'a répondu : « Non... tu exagères. Je ne peux pas gérer ça... Je ne sais même plus qui tu es. » Même à mon [frère ou ma sœur], j'ai dit : « Tu ne vois pas que c'est de la maltraitance ? C'est de la maltraitance systémique [orchestrée par le gouvernement] ! Comment peux-tu trouver normal de mettre un masque à un enfant de deux ou cinq ans et de lui dire que s'il embrasse son ami ou sa grand-mère, il risque de mourir ? » Et alors, mon [frère ou ma sœur] m'a répondu : « Nous nous conformons tous, nous portons tous un masque, nous respectons tous la distanciation sociale. Que penses-tu de nous ? » Et j'ai répondu : « Je pense que vous êtes tous malades mentaux. Vous ne voyez pas ce qui se passe ! »... [Plus tard], mon [frère ou ma sœur] m'a dit : « Je ne veux pas que tu viennes [en vacances avec nous] cette année si tu ne te fais pas vacciner. » Et c'est la dernière fois que j'ai parlé à [mon frère ou ma sœur], en fait. Je lui ai dit : « Je t'aime beaucoup, je suis désolé que tu ressentes cela et à bientôt. » C'est la dernière conversation que j'ai eue avec [mon frère ou ma sœur]. »

- (Adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 1)

Adhérer à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité peut non seulement accentuer les ruptures familiales ou relationnelles, en exacerbant la détresse sociale et l'isolement, mais aussi offrir un sentiment d'appartenance venant combler le vide laissé par des liens familiaux ou amicaux distendus. Par exemple, au moment de l'entretien, l'adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 1 a expliqué que le fait de rencontrer d'autres personnes partageant ses convictions lui avait procuré un sentiment de communauté et de soutien pendant les périodes d'éloignement familial. Elle a toutefois décrit un cycle dans lequel elle rejoignait puis quittait successivement plusieurs groupes liés à l'extrémisme anti-autorité, un processus qui alimentait un isolement social accru à mesure qu'elle tissait puis perdait des liens d'amitié :

« Quand j'ai perdu ma famille, mes amis, tout, j'ai finalement [trouvé] de nouveaux amis [parmi les partisans du mouvement de l'extrémisme anti-autorité auquel j'ai adhéré]. Et puis j'ai [perdu] beaucoup de [ces] amis [quand j'ai quitté le mouvement]... »

- (Adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 1)

Une autre personne interrogée, aujourd'hui en retrait par rapport à ses anciennes convictions relevant de l'extrémisme anti-autorité, a souligné le rôle central de l'isolement social dans son parcours. Combiné à un déménagement vers une autre région du pays et au traumatisme causé par un deuil familial, cet isolement a contribué à renforcer son adhésion aux discours relevant de l'extrémisme anti-autorité à un moment de grande vulnérabilité.

« J'ai toujours essayé d'être sociable. Mais [là où je vivais à l'époque], il n'y avait aucun endroit où je pouvais rencontrer [des gens qui partageaient mes intérêts]. J'aimais le punk, le gothique et la musique industrielle [j'étais également] fasciné par les tueurs en série et l'occultisme. Il n'y avait aucun club dans le coin qui passait ce genre de musique. J'étais très isolé là-bas... Je pense que mon isolement social m'a conduit à [des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité]. »
- (Ex- adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 1)

Bien qu'elle ait eu du mal à se faire des relations partageant ses intérêts après son déménagement, la personne interrogée a souligné que cet isolement relatif s'est finalement révélé bénéfique lorsqu'elle a commencé à remettre en question ses convictions relevant de l'extrémisme anti-autorité. Elle a expliqué que la majorité de ses liens sociaux restants étaient en réalité avec des personnes qui ne partageaient pas ces croyances, et que ces relations lui ont offert un soutien précieux. Le contraste entre ses relations limitées avec d'autres adeptes et la solidité des amitiés maintenues en dehors du milieu de l'extrémisme anti-autorité a joué un rôle déterminant dans sa prise de distance. Cette dynamique sera explorée plus en profondeur dans la section 4b : Obstacles et facteurs de distanciation.

Cela dit, toutes les personnes interrogées qui ont ou ont eu des croyances convictions relevant de l'extrémisme anti-autorité n'ont pas décrit un lien direct entre ces convictions et un isolement social. Dans certains cas, des individus ont résisté à l'adoption de telles croyances, même si des membres de leur famille proche ou de leur cercle amical y adhéraient. Par exemple, au cours d'un entretien, un membre de la famille d'une personne adhérent à des croyances convictions relevant de l'extrémisme anti-autorité a évoqué les tensions vécues entre, d'une part, la reconnaissance du caractère irrationnel de ces croyances et, d'autre part, l'hésitation à s'éloigner de cette personne:

« [Mon proche] s'est fait des amis en ligne, ce qui a en quelque sorte aidé [son] cercle social à cet égard, mais cela a eu un impact très négatif sur ma famille... Au départ, j'étais très favorable, non pas au mouvement des citoyens souverains, mais à la lutte contre les agents de recouvrement... Mais lorsque [mon proche] a commencé à adhérer à l'idéologie des citoyens souverains, j'ai commencé à m'y opposer, ce qui a créé des tensions dans notre relation... Il m'est difficile de repousser [mon proche] alors qu'il a manifestement un besoin urgent d'aide juridique et financière... Cela déchire les familles... Je veux aider [le membre de ma famille] parce qu'il m'a aidé quand j'étais plus jeune. Mais la folie de ses arguments me donne envie de ne plus lui parler ni travailler avec lui. »
- (Membre de la famille d'un adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 1)

Au contraire, une autre personne qui s'est engagée dans un extrémisme antiautoritaire affirme que c'est grâce à sa relation amoureuse qu'elle a découvert cette philosophie. Elle a précisé que, avec le temps, ces croyances avaient contribué à améliorer ses relations familiales:

« C'est mon [conjoint] qui a commencé à exprimer ses inquiétudes au sujet des vaccins... Au début, quand j'ai commencé à m'exprimer, ma famille est restée silencieuse. Je pense que c'était parce qu'ils s'inquiétaient pour moi, ils avaient peur que je perde mon emploi... Mon [frère] aîné et [sa] famille ont pensé que j'étais fou pendant un certain temps. Mais nous avons convenu [d'être en désaccord]... Mon autre [frère ou sœur] est sur la même longueur d'onde que moi. Au départ, mes parents n'étaient pas d'accord, mais ils sont venus aux [manifestations contre la COVID-19] et ont vu ce qui se passait réellement sur le terrain, contrairement à ce que les médias en disaient. Cela a été un véritable électrochoc pour eux... La majorité de ma famille me soutient beaucoup, même si elle a fait des choix différents des miens. La famille de mon conjoint est presque entièrement d'accord. J'ai beaucoup de chance. » - (Adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 2)

Cependant, cette personne interrogée a également décrit combien d'autres individus qu'elle connaissait au sein du mouvement n'avaient pas eu autant de chance, ce qui les avait conduites à s'éloigner de leur famille et à traverser de longues périodes de souffrance émotionnelle.

« Je connais beaucoup de gens qui ont été complètement isolés de leur famille à cause de leurs convictions. C'est probablement ce qui est le plus difficile à surmonter pour les gens : le sentiment de trahison. Oui, des gens ont perdu leur emploi et leur entreprise à cause des confinements. Mais je pense que ce qui fait le plus mal aux gens et les empêche de tourner la page et de recommencer à zéro, c'est le fait qu'on leur ait enlevé leurs relations. Je connais beaucoup de gens dont toute la famille s'est pratiquement détournée jusqu'à ce qu'ils trouvent une communauté au sein [du mouvement anti-autorité]. Mais tout le monde ne s'en sort pas indemne... J'ai traversé beaucoup de colère et de ressentiment... J'essaie constamment de comprendre comment surmonter cela. Comment guérir afin de pouvoir profiter de ce qui me reste de ma vie avec ma famille ? Beaucoup de gens sont simplement coincés dans la division et l'indignation. »
- Adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 2)

Les conclusions de cette section soulignent le rôle complexe que peuvent jouer les cercles sociaux et l'isolement social dans l'attrait, l'adoption, le renforcement ou le refus d'adhérer à des croyances convictions relevant de l'extrémisme anti-autorité. Comme l'ont montré d'autres recherches, les cercles sociaux et l'isolement peuvent à la fois agir comme catalyseurs et comme portes d'entrée vers ces idées. Toutefois, ces cercles ne permettent pas toujours leur diffusion. En parallèle, le maintien de relations sociales saines peut jouer un rôle protecteur, selon les expériences de vie et les liens relationnels propres à chaque personne, comme en témoignent les récits recueillis et les études disponibles. Pour d'autres, le fait d'adhérer à des idéologies convictions relevant de l'extrémisme anti-autorité peut aggraver la détresse sociale et exacerber les tensions familiales, les enfonçant plus profondément dans ces croyances. À l'inverse, certaines personnes ont affirmé que ces convictions avaient contribué à améliorer leurs relations familiales, tandis que d'autres ont indiqué quelle en avait été la cause de ruptures.

De même, l'isolement social peut à la fois précéder et découler de l'adhésion à des croyances convictions relevant de l'extrémisme anti-autorité. Pour certaines personnes, cet isolement constitue un terreau favorable à l'adoption de telles idées, alors que, pour d'autres, il en est plutôt une conséquence, renforçant un cycle d'éloignement et de repli sur soi.

4b Obstacles et facteurs de distanciation au Canada

Comme dans le contexte allemand, les personnes adhérant à des croyances relevant de l'extrémisme ont souvent peu de raisons de s'en distancier, notamment parce qu'elles estiment que leurs sentiments sont largement partagés dans la population. Comme le montre l'analyse documentaire, il existe également peu de publications théoriques sur les processus de distanciation chez les personnes adhérant à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité. En effet, ce sont souvent des proches — ami·e·s, membres de la famille ou conjoint·e·s — qui cherchent à obtenir du soutien psychosocial ou à recourir à des services de counseling, plutôt que les personnes elles-mêmes. Toutefois, nos entretiens avec des expert·e·s et avec des personnes ayant adhéré ou adhérant encore à ces croyances révèlent certains facteurs susceptibles de favoriser une prise de distance.

Le rôle des systèmes de soutien social et de l'isolement

Les systèmes de soutien social peuvent jouer un rôle dans le processus de distanciation d'une personne par rapport à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité. De la même manière que les cercles sociaux peuvent initier une personne à ces croyances, comme nous l'avons vu dans la section précédente, ils peuvent aussi constituer un appui essentiel lorsqu'une personne choisit de s'en éloigner. La personne ex-adhérente à l'extrémisme anti-autorité n° 1, décrit le rôle contrasté qu'ont joué les systèmes de soutien social dans son parcours:

« Je pense que mon isolement social m'a aidée à adopter des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité. Mais je pense que c'est aussi pour cela qu'il m'a été plus facile de m'en éloigner. Les théories du complot ont un aspect sectaire lorsqu'on s'y intéresse de près. Les amis normaux te disent : « Je ne veux plus avoir affaire à toi ». Du coup, les seuls amis que tu as sont des gens qui pensent comme toi. Et puis, quand tu es prêt à partir, quand tu entends le doute dans ta tête, tu n'as personne pour te soutenir. Je pense que même si [l'isolement social] a contribué à m'attirer vers ces choses au départ, l'isolement m'a aussi aidé à partir, car je n'étais pas confronté à ce dilemme et j'avais encore quelques amis « normaux » qui me parlaient encore. »
- (Ex- adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 1)

Les expert·es que nous avons interrogé·es ont également souligné le rôle contrasté des systèmes de soutien social et de l'isolement social dans le processus de distanciation. Un·e travailleur·euse social·e a décrit comment certaines personnes ayant subi un traumatisme grave, la solitude, et l'isolement social peuvent être réceptives à l'accompagnement psychologique, car celui-ci leur offre une occasion de créer des liens sociaux qui leur font défaut dans leur vie quotidienne. En fin de compte, ce·tte travailleur·euse social·e explique que certain·es adeptes sont simplement « à la recherche de liens et sont prêt·es à s'engager avec [nous] ». ²⁵⁵ En conséquence, le·la travailleur·euse social·e a souligné l'importance pour les professionnels de la santé psychosociale de s'engager avec les participants de manière « impartiale et sans jugement » et de « comprendre pourquoi ils sont en colère [et] pourquoi les choses ne se sont pas bien passées pour eux » sans « légitimer leur système de croyances ». ²⁵⁶

255 Travailleur·euse social·e n° 25

256 Travailleur·euse social·e n° 25.

D'autre part, ce-tte travailleur-euse social-e a également expliqué que le rôle des cercles sociaux et de l'isolement dépendait fortement du contexte et que certaines personnes, en particulier celles qui ont été contraintes de participer à des services psychosociaux, pouvaient en fait rejeter toute opportunité de lien social en raison de leurs croyances :

« Nous voyons également des personnes qui [agissent] de manière très moralisatrice et [croient] qu'elles sont les « éclairées ». Elles ont désormais compris ce qui est « réel » et pensent que tout le monde a été dupé. Il y a donc un mélange. Elles sont obligées de participer parce qu'elles ne voudraient pas travailler avec nous de leur plein gré [et] il est très difficile d'avancer avec elles. Nous pouvons nous concentrer sur la famille, les amis, [leur degré d'isolement]. Vous savez, [si vous] pouviez changer certaines choses dans votre vie. Mais en fin de compte, il peut être très difficile d'établir cette confiance. » - (Travailleur-euse social-e n° 25)

Le rôle des cercles sociaux et de l'isolement décrit ci-dessus est un élément important à prendre en compte lors du processus de distanciation d'un individu. Cependant, les expert-es que nous avons interrogé-es ont également souligné que ces facteurs ont souvent peu d'effet si l'individu n'a pas manifesté ou indiqué une volonté ou une disposition à prendre ses distances. Par exemple, ce-tte travailleur-euse social-e a expliqué comment la volonté d'un-e participant-e de prendre ses distances par rapport à ces croyances a un impact significatif sur ses progrès dans le cadre des services psychosociaux.

*« Nous recevons des personnes de tous horizons : celles qui ont des opinions relevant de l'extrémisme anti-autorité et qui sont prêtes à s'engager, et d'autres qui font juste le minimum parce qu'elles y sont obligées... Nous n'allons pas toujours en profondeur, car certains participants aux services restent à un niveau plus superficiel, en particulier ceux qui sont là parce qu'ils y sont obligés. »
- (Travailleur-euse social-e n° 25)*

L'ancien adhérent-e à l'extrémisme anti-autorité n° 1 a également souligné l'importance des conversations sans jugement dans son parcours vers la prise de distance. Elle a décrit comment des conversations ouvertes et encourageantes avec plusieurs amis ont semé le doute dans son esprit, lui permettant de réfléchir et de remettre en question ses croyances à son propre rythme, sans se sentir obligée de prendre ses distances avant d'être prête :

« Je regardais un documentaire sur la conspiration de Sandy Hook avec [une amie] qui venait du Connecticut. Elle n'était pas méchante, elle ne se moquait pas de moi. Elle me regardait simplement avec une réelle inquiétude. Elle m'a dit : « Tu es sûr de toi ? » Il y avait donc de petites graines de doute ont germé dans mon esprit. [Plus tard], j'ai rendu visite à des [amis] et j'ai mentionné : « Eh bien, je ne sais pas trop quoi penser de Sandy Hook. Ça me semble un peu faux. » L'un de mes amis s'est arrêté net, a baissé les mains et s'est affaissé. Il m'a dit : « Arrête, je travaille avec un parent qui a perdu son enfant là-bas. » Et je me suis demandé : « Est-ce que mon ami me mentirait ? Non, il ne me mentirait pas. » C'est vraiment là que tout a commencé, et j'ai commencé à faire des recherches sur Google et à lire. » - (Ex- adhérent-e à l'extrémisme anti-autorité n° 1)

Bien que certaines relations sociales puissent contribuer dans certains cas à la propagation des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité, comme nous l'avons vu précédemment, cette personne interrogée suggère que les relations sociales peuvent également constituer un système de soutien crucial pour les individus qui commencent à remettre en question leurs croyances et à s'en éloigner. Ces amitiés durables et ces conversations ouvertes, sans jugement, avec des personnes ayant des opinions opposées ont finalement déclenché des efforts pour prendre volontairement leurs distances.

Toutefois, comme indiqué précédemment, le rôle des cercles sociaux et de l'isolement dépend fortement du contexte. Certaines personnes qui se sentent prêt·e·s à prendre leurs distances peuvent rechercher des services de soutien psychosocial et s'engager sincèrement dans ce processus. D'autres, en particulier ceux qui sont contraint·e·s de participer, peuvent se montrer plus réticent·e·s et progresser moins rapidement. Les expert·e·s et les ancien·ne·s adhérent·e·s à l'extrémisme anti-autorité s'accordent à dire que la prise de distance dépend souvent de la volonté et de la disposition de l'individu à le faire. Si les liens sociaux peuvent faciliter ce processus, il est peu probable qu'il aboutisse sans une volonté interne de changement.

Tactiques infructueuses et prophéties

Un autre facteur de distanciation mis en évidence dans notre recherche est le rôle des tactiques inefficaces, des prophéties non réalisées et des leaders discrédité·e·s. C'est particulièrement le cas des personnes adhérant à la souveraineté idéologico-conspirationniste qui ont recours à des stratégies pseudo-juridiques. Celles-ci réalisent souvent que ces méthodes sont non seulement inefficaces, mais peuvent aussi être contre-productives pour atteindre leurs objectifs. Par exemple, des personnes tentent d'éviter de payer leurs impôts, leur hypothèque, ou leurs factures en se fondant sur des arguments pseudo-légaux. Elles se heurtent alors à des sanctions concrètes, comme des amendes de l'Agence du revenu du Canada, une expulsion de leur logement, ou encore une coupure d'électricité ou d'eau. Comme l'a souligné un·e expert·e juridique : « *Tant que les gens ne voient pas ces tactiques échouer par eux-mêmes, il est difficile de les convaincre d'y renoncer...* ».²⁵⁷

Cependant, les tactiques et les prophéties qui échouent ne constituent pas toujours un catalyseur de distanciation. Lorsque les individus sont profondément ancré·e·s dans leurs convictions, ils et elles peuvent rationaliser l'échec de ces stratégies en rejetant la responsabilité sur des facteurs externes, comme le gouvernement, ce qui ne fait que renforcer leur adhésion à ces croyances. Par exemple, certain·e·s des premier·ère·s promoteur·rice·s des tactiques pseudo-juridiques du mouvement « detaxer », tels que David Kevin Lindsay, n'ont toujours pas abandonné leurs stratégies malgré des échecs répétés devant les tribunaux. Ces personnes continuent non seulement à blâmer le gouvernement pour leur situation, mais aussi à tirer profit de la diffusion de ces tactiques auprès d'autres adeptes. Comme l'a décrit un·e chercheur·e, de nombreux·ses adhérent·e·s fidèles à Romana Didulo continuent de soutenir le prétendu « Royaume du Canada » en dépit de l'échec manifeste de ses tactiques et prophéties:

²⁵⁷ Expert·e juridique n° 31.

« À son apogée [le Royaume du Canada] comptait près de 80 000 adeptes sur Telegram. Ce nombre a certainement beaucoup diminué. Je pense que quelques personnes ont essayé ses méthodes et sont revenues dans le groupe pour parler de leur échec, mais elles ne blâment pas Didulo. Elles continuent de blâmer le gouvernement ou quelqu'un d'autre... elles rationalisent les raisons pour lesquelles ses méthodes n'ont pas fonctionné. Je soupçonne que les personnes qui ont vraiment essayé ses méthodes et se sont rendu compte qu'elles ne fonctionnaient pas ne reviennent tout simplement pas dans le groupe. C'est peut-être pour cela que son nombre diminue. Nous n'entendons pas beaucoup parler d'eux. » - (Chercheur·e n° 21)

Pour certain·e·s adeptes dévoué·e·s, l'échec répété d'une série de tactiques ne mène pas à leur abandon, mais plutôt à l'adoption de nouvelles idéologies extrémistes voisines qui cadrent avec leur vision du monde. Plutôt que de remettre en question leurs convictions, ces personnes réorientent leur adhésion vers des discours similaires, souvent tout aussi radicaux. Par exemple, plusieurs expert·e·s ont observé que des individus désillusionné·e·s par les croyances de type FOTL (Freemen on the Land) ont cherché refuge dans d'autres idéologies extrémistes, lorsque leurs positions anti-autorité initiales n'ont pas produit les résultats escomptés :

« Lorsque le FOTL a perdu sa crédibilité, les personnes qui étaient désillusionnées [mais] avaient toujours ces sentiments relevant de l'extrémisme anti-autorité sous-jacente... [elles] se sont essentiellement tournées vers des idéologies d'extrême droite. » - (Chercheur·e n° 22)

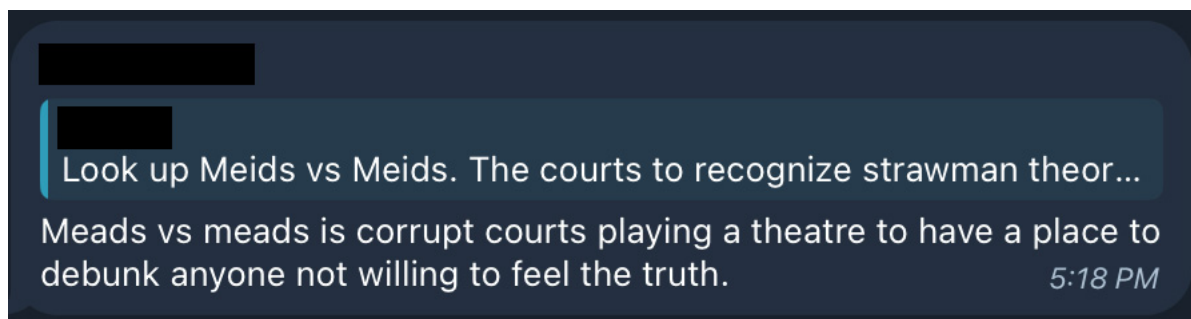


Image 37 : Exemple de rationalisation de l'échec des tactiques pseudo-juridiques en affirmant que l'affaire Meads c. Meads était le résultat de la corruption des tribunaux (Telegram, février 2021)

Ces conclusions soulignent l'importance de mieux comprendre non seulement les conséquences concrètes des croyances liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste — notamment les répercussions financières ou juridiques — mais aussi les mécanismes psychologiques et cognitifs sous-jacents qui permettent aux individus de justifier ou de rationaliser l'échec de ces croyances. Il ne suffit pas de s'attaquer aux effets pratiques de ces idéologies ; il est tout aussi essentiel de saisir comment et pourquoi certaines personnes continuent d'y adhérer malgré les preuves répétées de leur inefficacité.

5b Risques, menaces et dangers au Canada

Comme pour d'autres formes d'extrémisme, le risque de violence découlant de la sphère adhérant à la souveraineté idéologico-conspirationniste ou aux idéologies relevant de l'extrémisme anti-autorité au Canada existe à différents degrés. Si de nombreuses personnes expriment des griefs de manière plus ou moins marquée, seule une minorité est prête à recourir à la violence. Tant la littérature consultée que les expert·e·s interrogé·e·s soulignent que l'escalade vers la violence demeure relativement rare parmi les personnes adhérant à ces idéologies. Un·e responsable des forces de l'ordre a décrit cette dynamique comme « *une pyramide inversée* », dans laquelle seuls quelques individus en haut de la pyramide passent à des actes violents, tandis qu'une base beaucoup plus large s'engage dans des actions nuisibles, mais non violentes, comme la diffusion de discours haineux.²⁵⁸ Ce membre des forces de l'ordre a ajouté :

« Beaucoup de choses qui sont dites peuvent être « horribles, mais légales », mais le nombre réel de personnes qui encouragent la violence est beaucoup plus faible... Il y a beaucoup de fanfaronnades dans ce milieu, sans véritable conviction violente... Je ne pense pas qu'il y ait eu une forte augmentation du nombre de personnes prêtes à basculer dans l'extrémisme violent. Mais elles se sentent tout de même enhardies, elles ont l'impression de pouvoir dire tout ce qu'elles veulent, mais elles partent généralement rapidement en retraite lorsqu'elles sont confrontées. »
- (Membre des forces de l'ordre n° 29)

Les mouvements relevant de l'extrémisme anti-autorité, tels que Diagonon en offrent un exemple particulièrement révélateur. Comme mentionné précédemment, Diagonon est une communauté en ligne décentralisée, unie par un ensemble de croyances antigouvernementales, xénophobes, anti-immigré·e·s, et conspirationnistes. Bien qu'il ait été initialement fondé comme une blague satirique par plusieurs baladodiffuseur·euse·s d'extrême droite, le groupe s'est structuré autour d'un noyau d'« influenceur·euse·s » qui promeuvent des discours sur l'ingérence de l'État, la corruption, la tyrannie et la menace de troubles civils — des récits enracinés dans des croyances xénophobes et des revendications de souveraineté idéologico-conspirationniste. Une grande part de cette rhétorique repose sur la perception que les politiques migratoires du gouvernement nuisent au tissu social, politique et économique du Canada, et que ces politiques devraient être renversées.

Les espaces en ligne de Diagonon, où de nombreux·ses « Diags » autoproclamé·e·s interagissent, sont caractérisés par un discours devenu au fil du temps de plus en plus hostile, xénophobe et conspirationniste. À l'été 2024, les influenceur·euse·s de Diagonon ont organisé une série d'événements publics à travers le Canada, appelés « Road Rage Terror Tour », au cours desquels des partisan·e·s se sont réuni·e·s pour assister à un spectacle en direct de l'organisation, animé par certain·e·s des baladodiffuseur·euse·s les plus en vue du mouvement. Selon les responsables de l'application de la loi que nous avons rencontrés, comme c'est le cas pour d'autres personnes adhérant à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité ou à la souveraineté idéologico-conspirationniste, une grande partie de cette rhétorique, bien qu'extrêmement nuisible et répréhensible, semble davantage découler d'un sentiment de frustration profond que d'une volonté réelle de commettre des actes de violence :

²⁵⁸ Membre des forces de l'ordre n° 29.

« Diagonon [est principalement] un groupe de personnes qui discutent. Beaucoup de commentaires étaient horribles, voire violents, mais cela a simplement attisé la colère des gens, qui se sont mis à se répéter les uns les autres que le gouvernement faisait tout de travers... [Quelques] personnes [pourraient] franchir [la ligne]... Mais la plupart d'entre elles n'étaient pas sérieuses dans leurs intentions... » - (Membre des forces de l'ordre n° 29)

Même si les influenceur·euse·s de Diagonon ont réaffirmé que leur rhétorique était purement satirique, il existe un risque réel qu'elle soit mal interprétée par certain·e·s individus, qui pourraient y voir un appel implicite à passer à l'action, y compris violente, dans la vraie vie. Par exemple, en janvier 2025, les célèbres baladodiffuseur·euse·s Jeremy MacKenzie et Alex Vriend ont abandonné leurs chaînes Telegram, autrefois très suivies et qui comptaient ensemble plus de 15 000 abonné·e·s. Leur dernier message à leur audience se résumait à « Tribe and Train », une référence directe à des clubs actifs, membres d'un réseau international de groupes néofascistes qui promeuvent l'entraînement physique, le combat, et la maîtrise des armes à feu dans l'optique de se préparer à une guerre raciale anticipée.

En outre, plusieurs membres éminent·e·s de Diagonon semblent avoir fondé leur propre regroupement nationaliste, intitulé « Second Sons of Canada », ce qui suggère qu'au moins certain·e·s d'entre eux·elles commencent à canaliser leurs efforts vers des activités hors ligne. Ce groupe se présente comme un réseau décentralisé de clubs répartis à travers le Canada, prétendant promouvoir la forme physique, la survie, la préparation et ce qu'ils appellent « l'activisme politique ». Comme mentionné précédemment, ces activités s'inscrivent dans une logique de « préparation » à un événement majeur, tel qu'un abus de pouvoir étatique ou un effondrement sociétal. Cette orientation rejoint les pratiques observées dans d'autres cercles d'extrême droite — notamment les réseaux décentralisés de nationalistes blancs et de cellules néonazies — qui valorisent les arts martiaux mixtes, l'entraînement physique intense, et la maîtrise des armes à feu, dans le cadre d'une idéologie survivaliste, viriliste, et radicalisée.²⁵⁹

259 O'Connor et al. 2023.



MARCH 2025

Image 38 : Carte des emplacements présumés des clubs « Second Sons of Canada » à travers le Canada

À ce sujet, un membre des forces de l'ordre a lancé cette mise en garde :

« Diagonon lui-même, et les conversations autour de Diagonon, ont peut-être commencé dans un espace satirique. Il se peut qu'ils en soient encore à ce stade où ils ne sont pas sérieux, où ils expriment simplement leurs opinions. Mais il y a un grand danger lorsque cela est repris par des individus qui ne comprennent pas vraiment qu'il s'agit d'un même... Le problème est que même si [les soi-disant leaders de Diagonon] ne franchissent pas la ligne, ils diffusent des idées auxquelles d'autres s'accrochent. Ceux-ci peuvent dépasser le stade de la frustration et basculer dans l'extrémisme violent. Cela peut être un espace dangereux. » - (Membre des forces de l'ordre n° 29)

Un·e expert·e juridique avec lequel·laquelle nous nous sommes entretenu·e·s a décrit plus en détail les mécanismes par lesquels les discours anti-autorité peuvent inciter certain·e·s individus à se mobiliser et à recourir à la violence, même si la majorité des mouvements demeurent non violents :

« Lorsque [les gens] croient que les figures d'autorité ou les représentants du gouvernement sont la source de tous les maux, vous voulez prendre part au combat. Ces personnes vous incitent à vous joindre à la lutte. Elles utilisent des techniques de propagande haineuse classiques, comme [dire que le gouvernement ou les Juifs] s'en prennent à nos enfants. Elles s'en prennent aux membres les plus faibles de la société. Ils s'en prennent à nous, ils nous privent de nos libertés, et nous devons riposter. Eh bien, devinez quoi ? Quelqu'un finit par craquer et dire : « Oui, tu as tout à fait raison. Je vais aller faire exploser une voiture piégée ou, tu sais, remplir un camion de location avec de l'engrais azoté et de l'essence et tuer des gens. » C'est là le danger : ces personnes peuvent craquer et croire qu'il est temps de passer à l'action. Il y a eu de nombreux incidents aux États-Unis où un contrôle routier s'est transformé en fusillade contre des policiers. » - (Expert-e juridique n° 31)

Bien que relativement rares, les actes de violence perpétrés par des extrémistes adhérant à des idéologies relevant de l'extrémisme anti-autorité peuvent compter parmi les plus brutaux. L'un des exemples les plus marquants demeure l'attentat à la bombe d'Oklahoma City en 1995, commis par Timothy McVeigh, un vétéran de la guerre du Golfe animé par une haine profonde du gouvernement, avec l'aide d'un complice. L'attaque a causé la mort de 168 personnes et fait 684 blessé-e-s. Au Canada, la fusillade la plus meurtrière de l'histoire récente a eu lieu en Nouvelle-Écosse en 2020. Elle a été perpétrée par Gabriel Wortman, un homme au passé criminel lourd, qui nourrissait une peur croissante du contrôle gouvernemental sur l'argent dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Cette peur l'a mené à retirer un demi-million de dollars de la banque, à liquider ses avoirs, et à accumuler des vivres, du carburant et des armes à feu, dans une logique de repli et de préparation paranoïaque.²⁶⁰ La fusillade, qui s'est déroulée sur deux jours, a fait 23 morts, dont Wortman lui-même.

Ce risque, bien que rare, peut aussi se manifester au sein d'autres groupes adhérant à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité au Canada, comme le prétendu « Royaume du Canada ». La cheffe de facto du groupe, Romana Didulo, n'a jamais elle-même commis d'actes violents, mais a néanmoins incité ses partisan-e-s à le faire à plusieurs reprises. Par exemple, en décembre 2021, un adepte du « Royaume du Canada » a été arrêté à Laval, au Québec, pour avoir proféré des menaces en ligne à l'encontre d'une école qui offrait la vaccination contre la COVID-19 à ses élèves. Cet incident faisait suite à une série de directives diffusées par Didulo auprès de sa communauté, dont l'une appelait explicitement à « tirer pour tuer » toute personne facilitant la vaccination des enfants contre la COVID-19.²⁶¹ Plus tard, à l'été 2022, une trentaine d'adeptes du prétendu « Royaume du Canada » ont organisé une manifestation devant le commissariat de police de Peterborough, en Ontario, et ont tenté d'arrêter des agent-e-s des forces de l'ordre locales, suivant les instructions directes de Romana Didulo. Celle-ci observait la scène à distance, depuis l'extérieur, installée dans un véhicule garé à proximité.²⁶² Six personnes ont été arrêtées et inculpées en relation avec cet événement.²⁶³ Comme nous l'a confié un-e chercheur-e :

260 McMillan 2020.
261 Lamoureux 2021.
262 Fraser 2022.
263 Davis 2022.

« Je pense que la plus grande menace n'est peut-être pas Romana Didulo elle-même, mais ses partisans. Elle publie de nombreux « décrets » dans lesquels elle tient des propos à la limite de la violence ou incitant subtilement à la violence. » - (Chercheur-e n° 21)

D'autre part, selon nos entretiens avec des expert-e-s, toutes les personnes impliquées dans des mouvements adhérant à la souveraineté idéologico-conspirationniste ou à des idéologies relevant de l'extrémisme anti-autorité ne présentent pas le même potentiel de mobilisation vers la violence. Comme l'a expliqué un-e chercheur-e, les « gourous » sont « *principalement intéressé-e-s par le profit, l'influence et le fait d'avoir des adeptes en ligne* », ce qui les rend généralement moins susceptibles de passer à l'acte violent que leurs partisan-e-s.²⁶⁴ De manière plus générale, toutefois, les expert-e-s ont souligné que la menace globale de violence émanant de ces milieux au Canada demeure plus faible que dans d'autres contextes nationaux, notamment aux États-Unis:

« Je n'ai pas vu, par exemple, de discussions sur la violence organisée au Canada. Aux États-Unis, en revanche, on entend clairement des propos tels que « si vous envahissez mon territoire souverain, je me défendrai ». Je n'ai pas vu ce genre de rhétorique ici au Canada. » - (Chercheur-e n° 23)

Cependant, la mobilisation vers la violence ne doit pas être comprise uniquement comme une attaque physique visant à atteindre des objectifs idéologiques, par exemple en s'en prenant aux forces de l'ordre ou aux employé-e-s de l'État. Les idéologies relevant de l'extrémisme anti-autorité et les croyances liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste peuvent également être utilisées pour justifier ou masquer d'autres formes de violence, y compris des violences sexuelles. En 2015, un homme d'Edmonton se proclamant « citoyen souverain » a agressé sexuellement une femme à l'aide d'un couteau devant un centre commercial. Lors de son procès, il a présenté une série de documents et d'arguments pseudo-juridiques, notamment des dessins de symboles maçonniques, et a affirmé ne pas relever de la juridiction du tribunal. Il s'est aussi appuyé sur des arguments pseudo-juridiques à caractère religieux issus d'un autre groupe canadien, le Church of Ecumenical Redemption International (CERI), selon lesquels, se déclarant « ministre du Christ », le fait de respecter les autres êtres humains pourrait être interprété comme un acte de « nécrophilie ».²⁶⁵

Bien qu'il existe des exemples de personnes adhérant à des idéologies relevant de l'extrémisme anti-autorité ayant eu recours à diverses formes de violence, un contraste frappant est ressorti de nos entretiens avec les individus interrogé-e-s — qu'ils ou elles adhèrent encore aujourd'hui à ces croyances ou s'en soient détaché-e-s, ou encore parmi leurs proches : toutes ces personnes exprimaient un désaccord de principe avec le recours à la violence. Par exemple, malgré des convictions relevant de l'extrémisme anti-autorité profondément ancrées, la personne interrogée 1, toujours engagée dans ce type de discours, a affirmé adhérer à des principes non violents tout aussi solides. En fait, l'une des raisons ayant motivé sa prise de distance avec le groupe auquel elle appartenait était que son leader avait commencé à encourager le recours à la violence:

264 Chercheur-e n° 22.

265 Wakefield 2019.

« Quand j'ai quitté [le groupe], je ne savais pas à quoi m'attendre, car je ne savais pas si [les menaces du leader] étaient vaines, car [le leader] tient un discours violent, vous voyez ? [Mais maintenant], je pense qu'elles sont vaines. Parce que les personnes [impliquées] que je connais personnellement sont très aimantes, ce sont de bonnes personnes. Je connais les partisans, [ils] ne pourraient jamais faire de mal à personne. » - (Adhérent à l'extrémisme anti-autorité n° 1)

Cependant, bien que l'adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n°1 rejette fermement le recours à la violence et soit persuadée du caractère pacifique des autres partisan·e·s du groupe, sa méfiance persistante envers l'autorité et les institutions gouvernementales trahit une peur plus profonde. Selon certain·e·s expert·e·s, ce type de méfiance enracinée pourrait, dans certaines conditions, déboucher sur des actes de violence perçus par ces individus comme relevant de l'autodéfense:

« [La raison pour laquelle j'ai rejoint le mouvement] était parce que la « secte Trudeau » me faisait peur. J'étais terrifiée par la « secte Trudeau »... [Mais] je n'ai pas peur d'être confrontée à eux ou même d'être abattue par eux. Parce que je pense que c'est ainsi que cela va finir, le gouvernement va me tirer dessus. Pas maintenant, mais il viendra un moment où vous devrez prendre le [vaccin contre la COVID-19] ou vous faire tirer dessus. Je ne vois pas d'autre solution. Mais je préfère me faire tirer dans la tête plutôt que dans le bras. » - (Adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 1)

Cela met en lumière l'interaction complexe entre la peur, la méfiance et la perception d'un risque personnel qui accompagne les croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité profondément enracinées, même en l'absence d'une intention explicite ou d'une inclination personnelle à recourir à la violence. Au moment de l'entretien, l'adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 1 résidait dans un lieu tenu secret au Canada et déclarait s'engager dans ce qu'elle qualifiait elle-même d'activités de « préparation » :

« Je me prépare à vivre dans des conditions très extrêmes. Je dois pouvoir me passer de nourriture pendant 10 jours. [J'ai mon] système d'eau potable, [je] cultive ma propre nourriture, je me désintoxique constamment de la technologie. » - (Adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n°1)

L'adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 2 a également indiqué qu'il était fermement opposé à la violence, affirmant au contraire que les messages du gouvernement sur la COVID-19 incitaient à la violence à son égard et à l'égard de sa famille :

*«Dire aux gens que je suis une menace pour eux et leurs enfants. C'est inciter à la haine [et] à la violence. Parce que, si vous êtes un père qui croit que c'est vrai, et que vous me voyez au même endroit et que vous pensez que je suis une menace pour votre enfant parce que je ne suis pas vacciné, vous savez, cela engendre un potentiel de violence. »
- (Adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 2)*

Cet adhérent-e avait également noué de nombreux contacts avec d'autres personnes partageant les mêmes idées et avait conclu que la plupart des personnes qu'elle avait rencontrées étaient elles aussi résolument non violentes : « *Je n'ai pas vraiment rencontré quelqu'un qui, selon moi, était vraiment sérieux au sujet de la violence. Je pense que c'est juste par peur.* »²⁶⁶

Enfin, notre entretien avec un-e proche d'une personne adhérant à des croyances anti-autorité a confirmé que, malgré son implication dans des activités pouvant être considérées comme des litiges vexatoires, ce membre de la famille n'était pas une personne violente :

« Il m'est difficile de repousser [mon proche] alors qu'il a manifestement besoin d'aide, tant sur le plan juridique que financier. Je suppose que s'il se livrait à des activités illégales, cela serait la goutte d'eau qui ferait déborder le vase. Mais jusqu'à présent, ce n'est pas le cas. Il n'est pas violent et n'est pas du genre à utiliser l'idéologie des citoyens souverains pour commettre des actes de violence. [Ils] ne sont pas ce genre de personnes. La plupart des citoyens souverains ne sont pas violents, d'accord ? La plupart d'entre eux sont des gens de la classe ouvrière qui ont connu des revers de fortune et qui cherchent un moyen d'améliorer leur situation financière. »

- (Adhérent-e à l'extrémisme anti-autorité n° 2)

Bien que les personnes interrogées aient unanimement rejeté le recours à la violence, des cas documentés indiquent que des actes violents peuvent survenir, notamment lors d'affrontements avec des représentant-e-s de l'État ou des forces de l'ordre. Par exemple, en Floride, en 2024, deux adjoints du shérif ont été blessés par balles par un individu se réclamant du mouvement des « citoyens souverains maures », après avoir refusé de quitter un parc public à l'heure de la fermeture.²⁶⁷ Au Canada, en 2015, Norman Walter Raddatz a ouvert le feu sur deux policiers venus exécuter un mandat d'arrêt à son domicile à Edmonton, en Alberta, tuant l'un d'eux. Ses réseaux sociaux étaient remplis de publications conspirationnistes liées à des mouvements tels que le FOTL (Freemen on the Land), bien qu'aucun lien officiel n'ait pu être établi entre lui et ce groupe.²⁶⁸

Risques pour les adeptes de croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité

Les personnes adhérant à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité peuvent non seulement représenter un risque de violence pour leur entourage, mais elles sont aussi exposées à des risques personnels importants. Leurs actions peuvent entraîner des conséquences financières ou juridiques graves, qui leur causent souvent davantage de tort qu'aux systèmes qu'elles cherchent à affaiblir ou à contester. Comme l'a souligné un-e expert-e juridique, bon nombre des individus attiré-e-s par les idéologies relevant de l'extrémisme anti-autorité ou liés à la souveraineté idéologico-conspirationniste sont déjà marginalisé-e-s, en situation de précarité économique, socialement isolé-e-s ou confronté-e-s à des vulnérabilités, telles que des enjeux de santé mentale. Ces facteurs les rendent non seulement plus réceptif-ive-s à ces idéologies, mais les exposent aussi plus fortement aux conséquences de leurs actes :

²⁶⁶ Adhérent à l'extrémisme anti-autorité n°2

²⁶⁷ Putman 2024.

²⁶⁸ Pruden 2015.

« Ce sont des individus marginaux qui se font le plus souvent beaucoup de mal. Pour être clair, je ne pense pas qu'ils ne font du mal qu'à eux-mêmes, mais qu'ils causent également beaucoup de frictions et de dépenses à des institutions, telles que les banques. Ils gaspillent d'énormes ressources judiciaires. Mais si l'on fait le bilan d'un point de vue sociétal, ils sont les premières victimes d'eux-mêmes, souvent parce qu'ils sont tout simplement marginaux. Si vous avez quelqu'un qui a réussi à acheter une maison, qui est remboursée, qui touche une pension d'invalidité, il peut survivre à un certain niveau pendant des décennies. Vous ajoutez ensuite à l'équation une pseudo-loi et il cesse de payer ses factures de carte de crédit. La cascade qui s'ensuit fait que ces personnes se retrouvent très souvent sans abri dans la rue, ce qui a des conséquences sociales bien plus importantes que le simple coût financier. » - (Expert·e juridique n° 30)

Un·e autre chercheur·e avec lequel·laquelle nous nous sommes entretenu·e·s a décrit comment les « gourous », les groupes et les mouvements relevant de l'extrémisme anti-autorité ciblent fréquemment des personnes déjà en situation de précarité financière, en quête d'une « solution miracle ». Par exemple, le prétendu « Royaume du Canada » de Romana Didulo sollicite régulièrement des dons auprès de ses adeptes en ligne, dont plusieurs font eux-mêmes face à des difficultés économiques importantes :

« Chaque soir, Romana Didulo et son équipe mendient de l'argent sur leurs livestreams... [Mais] je pense aussi que dans une certaine mesure, du moins dans le cas du groupe de Romana [Didulo], [ses adeptes] peuvent avoir des difficultés financières... [Ils] n'ont pas beaucoup d'argent et ont [eux-mêmes] des problèmes financiers. » - (Chercheur·e n°21)

De nombreux·ses adeptes du prétendu « Royaume du Canada » ont versé des sommes importantes pour soutenir le groupe. Parallèlement, ces mêmes personnes suivent les décrets émis par Romana Didulo, qui leur promettent des moyens d'échapper à l'impôt et à d'autres obligations financières. Ces promesses ont conduit plusieurs d'entre elles à perdre leur logement ou à se voir couper l'électricité. Dans au moins un cas documenté, une femme de l'Alberta et sa famille ont été menacées d'expulsion après avoir cessé de payer leur hypothèque, à la suite d'un décret affirmant que le système bancaire serait aboli et que toutes les dettes seraient effacées.²⁶⁹ Auparavant, l'eau et le gaz de la famille avaient été coupés pour non-paiement, et la femme aurait fait don de 200 dollars par mois au groupe de Didulo.

Les préjudices subis par les personnes adhérant à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité sont également confirmés par nos entretiens avec des individus actuellement ou anciennement impliqué·e·s dans ces milieux. Par exemple, deux personnes interrogées ont été contraintes de quitter leur emploi en raison de leurs convictions, ce qui les a plongées dans des situations financières précaires. Dans le cas de la personne interrogée 1, cette démission a également été précédée d'une séparation conjugale et d'un isolement familial croissant. Malgré ces difficultés, elle a déclaré avoir versé 3 000 dollars au groupe auquel elle appartenait, ce qui lui a causé d'importants revers financiers à l'époque.

269 Lamoureux 2023.

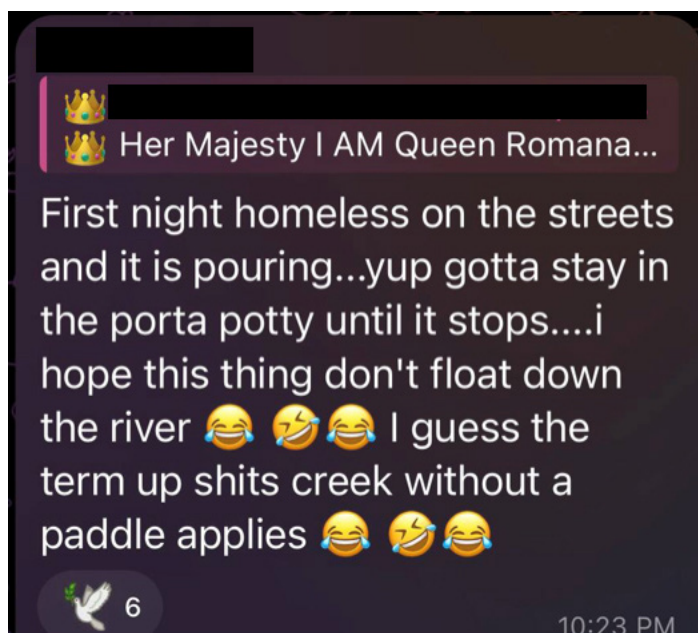


Image 39 : Exemple d'un adepte du « Royaume du Canada » expulsé de son domicile après avoir eu recours à des tactiques pseudo-légales (Source : Telegram, mai 2024)

De même, l'ex-adhérent-e à l'extrémisme anti-autorité n°1 a expliqué avoir eu du mal à conserver un emploi stable tout en adhérant à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité, ce qui l'a amenée à enchaîner plusieurs emplois temporaires ou faiblement rémunérés durant cette période. Par ailleurs, notre entretien avec un-e membre de la famille d'une personne adhérant actuellement à ces croyances a révélé que leur proche avait pris de mauvaises décisions financières, entraînant un endettement important, situation encore aggravée par l'adoption de tactiques pseudo-juridiques :

« [Le membre de ma famille] est très impliqué dans ces cours [sur le pseudo-droit] et les suit régulièrement lorsqu'il a les moyens de les acheter. »
- (Membre de la famille d'un adhérent-e à l'extrémisme anti-autorité n° 1)

En résumé, nos recherches montrent que les personnes adhérant à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité subissent fréquemment des préjudices personnels importants, directement liés à leurs engagements idéologiques et aux comportements qui en découlent. Comme l'ont souligné plusieurs expert-e-s consulté-e-s, ces préjudices sont souvent bien plus lourds que les représailles que ces individus cherchent à infliger aux institutions qu'ils et elles rejettent. Par ailleurs, ces personnes appartiennent souvent à des groupes marginalisés et font face à des difficultés financières, à l'isolement social et à d'autres formes de vulnérabilité, ce qui les rend particulièrement réceptives aux discours relevant de l'extrémisme anti-autorité leur promettant des solutions rapides ou radicales. Une fois engagé-e-s, leur implication dans ces croyances et les tactiques qu'ils et elles adoptent contribuent à aggraver leurs conditions de vie, créant un cycle d'auto-victimisation qui ne fait que renforcer leur adhésion à ces idéologies.

Risques pour la famille, les amis et les proches

Outre les préjudices personnels que ces croyances peuvent engendrer, nos recherches indiquent qu'elles ont également des répercussions importantes sur la famille et le cercle social élargi des individus concerné·e·s. Le premier impact, et souvent le plus immédiat, est la propagation de ces croyances au sein des relations proches, créant un effet de contagion. En d'autres termes, les personnes ayant adopté ces idéologies les diffusent activement dans leur entourage, ce qui contribue à instaurer un cercle vicieux. Par exemple, comme mentionné précédemment, parmi les quatre personnes que nous avons interrogées — qu'elles adhèrent encore ou aient déjà adhéré à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité, ou que leurs proches le fassent — toutes sauf une ont indiqué avoir été introduites à ces croyances par quelqu'un de leur réseau personnel. Ainsi, lors d'un entretien avec un·e membre de la famille d'une personne adhérant à de telles idées, celui·celle-ci a décrit comment son proche avait tenté d'influencer un parent à son tour:

« [Le membre de ma famille] a essentiellement recommandé à mon [parent] de faire certaines choses conformément au mouvement des citoyens souverains. Et mon [parent] est très confus et ne veut pas faire tout cela. Alors maintenant [mon parent] s'approche de [ce membre de la famille...] très prudemment. » - (Membre de la famille d'un adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 1)

Cet effet de contagion ne se traduit toutefois pas systématiquement par une adhésion aux croyances. La personne interrogée a précisé qu'elle ne partageait pas les discours relevant de l'extrémisme anti-autorité de son proche, mais que les croyances et comportements de ce dernier·ère avaient tout de même provoqué un stress émotionnel important dans sa vie quotidienne. Comme il·elle l'a expliqué, cette situation l'a conduit·e à consulter un·e psychologue, en partie pour obtenir du soutien face aux tensions générées dans la relation:

*« Je suis actuellement en thérapie. Pas spécifiquement [à cause d'un membre de ma famille], mais plutôt pour gérer mon stress en général. Mais je dois admettre que [le membre de ma famille] est une source de stress importante dans ma vie, car il adhère à des idéologies relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste et veut que j'adhère aux mêmes idées. »
- Membre de la famille d'un adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 1)*

Par ailleurs, l'intervenant·e anti-autorité n° 2 a expliqué que c'est son conjoint qui lui avait initialement fait découvrir les croyances anti-autorité, croyances qu'il a ensuite lui-même diffusées auprès de sa propre famille:

« C'est mon [conjoint] qui a commencé à me poser des questions et à exprimer ses inquiétudes, par exemple : « Pourquoi utiliser une technologie totalement nouvelle dans des vaccins qui n'ont jamais été utilisés auparavant sur la population humaine ? »... Au début, quand j'ai commencé à m'exprimer, ma famille est restée silencieuse. Je pense que c'était parce qu'ils s'inquiétaient de ce qui allait se passer, par exemple, que je perde mon emploi... Mon frère aîné et [sa] famille ont pensé que j'étais fou pendant un certain temps. Mais nous avons convenu d'être en désaccord... Mon autre frère est du même avis [que moi]. Au départ, mes parents n'étaient pas [d'accord], mais ils sont venus [aux manifestations contre la COVID-19] et ont vu la réalité sur le terrain, contrairement à ce que les médias en disaient. Cela a été un véritable électrochoc pour eux... La majorité de ma famille me soutient beaucoup [et] la famille de mon conjoint est presque entièrement d'accord. »

- (Adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 2)

Les cercles sociaux jouent un double rôle dans l'adhésion aux croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité. Les individus y sont souvent exposé·e·s pour la première fois par une personne de leur entourage, dont le lien de confiance et de familiarité peut faciliter l'adhésion. Une fois engagé·e·s dans ces idéologies, ils et elles tentent fréquemment de convaincre d'autres membres de leur réseau, contribuant ainsi à un effet de contagion. Toutefois, l'efficacité de ces tentatives varie considérablement. Certain·e·s participant·e·s ont rapporté que, malgré des efforts insistants de la part de leurs proches, elles-ils n'ont pas été convaincu·e·s, bien que cette pression ait généré beaucoup de détresse. D'autres ont, au contraire, affirmé avoir réussi à rallier plusieurs membres de leur famille ou ami·e·s à des croyances similaires, voire identiques. Ces écarts illustrent le rôle déterminant que peuvent jouer les dynamiques relationnelles dans la diffusion ou le rejet des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité, lorsque certaines conditions sont réunies. Les relations personnelles peuvent agir à la fois comme vecteurs d'adhésion et comme leviers de propagation idéologique. Pour les proches qui ne partagent pas ces convictions, cela peut engendrer des conflits familiaux, des ruptures de liens et une grande souffrance émotionnelle, comme en témoignent plusieurs de nos personnes interrogées.

Enfin, ces croyances peuvent aussi entraîner des préjudices physiques, développementaux, ou éducatifs pour les proches, notamment au sein de la famille et chez les personnes à charge. Plusieurs adeptes de l'idéologie relevant de l'extrémisme anti-autorité manifestent une profonde méfiance envers les institutions, y compris les autorités sanitaires, ce qui les pousse à refuser ou retarder certains soins médicaux — non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour les membres de leur famille. Cela inclut parfois leurs enfants, à qui ils-elles peuvent refuser des traitements médicaux nécessaires ou administrer des remèdes dits « alternatifs », parfois inefficaces, voire nocifs. De plus, les parents adhérant à ces croyances peuvent également rejeter les établissements scolaires, ce qui les amène à retirer leurs enfants du système public ou à leur offrir un enseignement à domicile fondé sur une vision du monde de l'extrémisme anti-autorité. Certain·e·s vont jusqu'à refuser d'obtenir des documents officiels délivrés par l'État, tels que les certificats de naissance, ce qui peut entraîner des complications juridiques sérieuses pour les enfants à l'avenir.

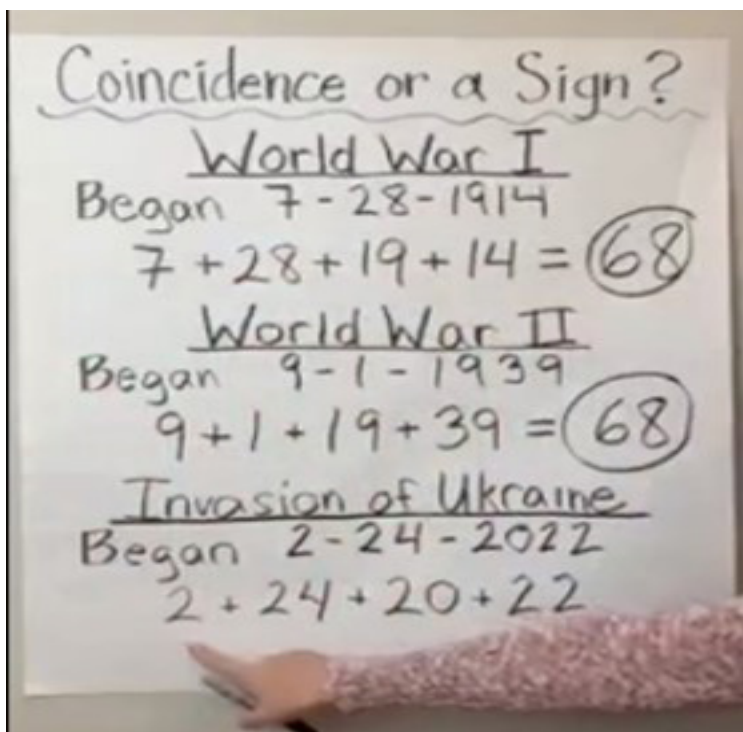


Image 40 : Capture d'écran d'une vidéo recommandée pour l'enseignement à domicile, qui combine les mathématiques et des théories du complot sur les dates d'événements mondiaux majeurs (Source : Telegram, mai 2024)

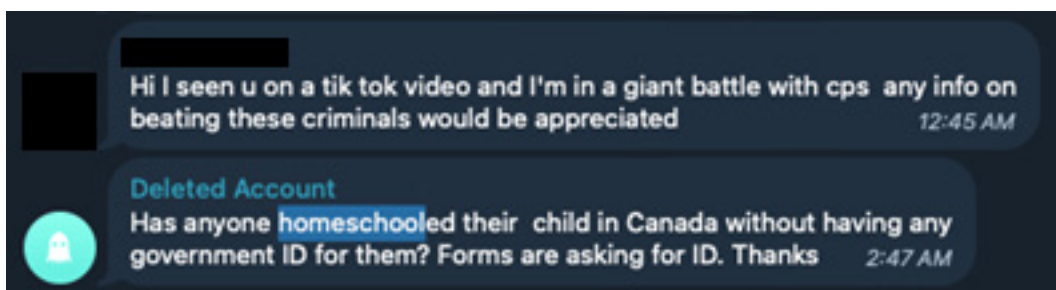


Image 41 : Publication demandant des recommandations sur l'enseignement à domicile au Canada sans pièce d'identité officielle pour les enfants (Source : Telegram, 2024)

Dans d'autres cas, des personnes adhérant à des croyances relevant de l'extrémisme et impliquées dans des communautés new age, spirituelles ou axées sur la médecine dite « alternative » peuvent prodiguer à leurs adeptes des conseils médicaux non fondés, voire dangereux. Par exemple, durant la pandémie de COVID-19, plusieurs individus se présentant comme naturopathes — un titre pourtant réglementé au Canada — ont reçu des ordonnances de cessation et d'abstention émises par des organismes de réglementation professionnelle, après avoir affirmé sans fondement que la pandémie constituait un « canular » orchestré par le gouvernement.²⁷⁰

²⁷⁰ O'Shea 2020.

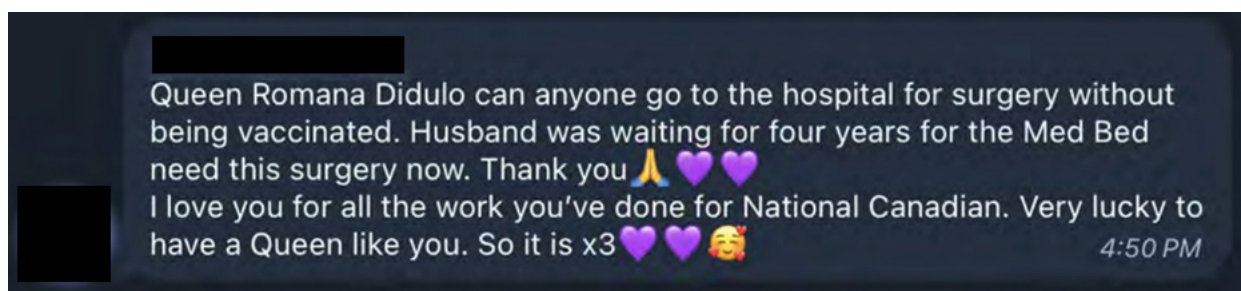


Image 42 : Publication d'une personne reportant l'opération de son mari en raison de la promesse de la mise à disposition de « lits médicaux », une théorie conspirationniste pseudoscientifique selon laquelle il existerait des lits capables de guérir des maladies et de prolonger la vie humaine (Source : Telegram, mai 2024)

Risques pour les autorités et les forces de l'ordre

En 2022, de haut·e·s responsables de la sécurité nationale et des corps policiers ont témoigné devant des député·e·s canadien·ne·s pour les alerter d'une « augmentation sans précédent des discours relevant de l'extrémisme anti-autorité et antigouvernementaux extrêmes » depuis le début de la pandémie de COVID-19. Selon eux·elles, cette radicalisation s'est traduite par une recrudescence préoccupante des menaces violentes visant des élu·e·s et des fonctionnaires.²⁷¹ Cette tendance a également été confirmée par les expert·e·s rencontré·e·s dans le cadre de nos entretiens, qui ont exprimé une inquiétude croissante face aux menaces visant les fonctionnaires, en particulier les travailleur·euse·s de la santé, les politicien·ne·s et les membres des forces de l'ordre au Canada.

Les élu·e·s et les fonctionnaires incarnent fréquemment l'autorité que rejettent les partisan·e·s de ces mouvements. De plus, les représentant·e·s de première ligne — notamment les membres des forces de l'ordre, les travailleur·euse·s de la santé, les employé·e·s des services sociaux ou encore ceux et celles œuvrant dans la protection et le bien-être de l'enfance — sont souvent les premier·ère·s à entrer en contact direct avec des personnes adhérant à ces croyances. Les responsables des forces de l'ordre que nous avons rencontré·e·s ont rapporté une augmentation notable des menaces visant les personnalités publiques, qu'ils et elles attribuent à un mécontentement croissant à l'égard des politiques gouvernementales:

« Je pense qu'il y a une augmentation des menaces à l'encontre des politiciens, que ce soit au niveau provincial ou fédéral. Les gens considèrent certaines des politiques et procédures qui nous sont imposées comme injustes et ils sont désespérés. » - (Membre des forces de l'ordre n° 28)

Malgré l'augmentation des discours violents et des menaces, les agent·e·s chargé·e·s de l'application de la loi que nous avons interrogé·e·s ont précisé que les actes de violence ouvertement planifiés contre la police ou les fonctionnaires demeurent rares. Dans la majorité des cas, les altercations entre les forces de l'ordre et les personnes adhérant à des convictions relevant de l'extrémisme anti-autorité sont restées de faible intensité ou de nature mineure :

²⁷¹ Thompson 2022.

« Je sais que nos agents de patrouille ont eu des altercations mineures avec des personnes qui refusaient de leur montrer leur permis de conduire ou leur carte grise, mais rien qui ressemble à des actes de violence planifiés. » - (Membre des forces de l'ordre n° 27)

Les chercheur·e·s que nous avons rencontré·e·s ont mis en lumière la distinction entre la violence offensive et la violence défensive, ou réactionnaire. Selon l'un·e d'entre eux·elles, la violence offensive demeure rare au Canada, mais plusieurs cas notables de violence défensive ou réactionnaire ont néanmoins été signalés:

*« Si l'on examine les formes de violence auxquelles le mouvement a eu recours, on peut distinguer la violence offensive et la violence défensive. Nous n'avons pas vraiment constaté beaucoup de [violence offensive], mais nous avons observé quelques cas de violence défensive. Ce que je remarque surtout, c'est le harcèlement et l'intimidation des forces de l'ordre et des fonctionnaires, qui se sont étendus aux travailleurs de la santé et aux professionnels de la santé. Le niveau de menace et de violence à l'encontre des responsables politiques pendant la COVID-19 est sans précédent. Le fait que nos députés [membres du Parlement] portaient des boutons d'alarme en est la preuve. »
- (Chercheur·e n° 19)*

Il existe néanmoins quelques rares cas de violence offensive dirigée contre les forces de l'ordre au Canada. En juin 2022, deux frères jumeaux de Saanich, en Colombie-Britannique, sont entrés dans une succursale locale de la Banque de Montréal, apparemment dans le but de commettre un vol à main armée. L'incident a mené à une fusillade meurtrière avec la police, au cours de laquelle les deux suspects ont été tués et six agent·e·s blessé·e·s. Or, les conclusions de l'enquête ont révélé que les frères n'avaient en réalité pas l'intention de dévaliser la banque, mais s'en étaient servi comme prétexte pour attirer les forces de l'ordre sur les lieux, dans le but délibéré de provoquer une confrontation armée. L'enquête a conclu qu'ils étaient vraisemblablement motivés par des convictions antigouvernementales et anti-policières, nourries par la croyance que le gouvernement était devenu tyrannique. Ils planifiaient cette attaque depuis au moins 2019, ne pensaient pas y survivre, et avaient amassé un important arsenal d'armes et d'explosifs.

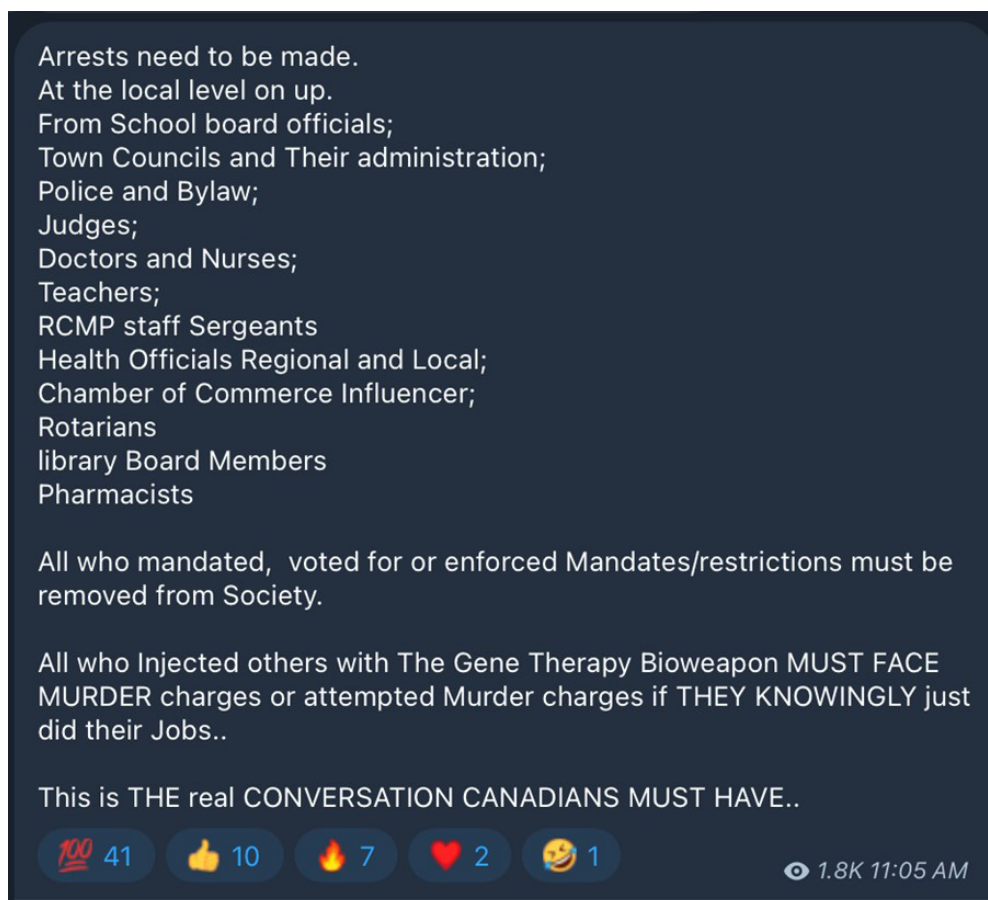


Image 43 : Message appelant à l'arrestation et à la destitution de tous les fonctionnaires chargés de faire respecter les mesures liées à la COVID-19 et les vaccins (Source : Telegram, mai 2024)

Les expert·e·s que nous avons interrogé·e·s ont également mis en lumière une évolution plus générale des croyances relevant de l'extrémisme au Canada au cours de la dernière décennie. Certain·e·s chercheur·e·s ont souligné que ces croyances se sont intensifiées en parallèle avec d'autres formes d'extrémisme au Canada:

« Je pense que le climat général dans les pays occidentaux, y compris au Canada depuis environ 2015 et 2016, est marqué par une augmentation des types d'extrémisme... Les groupes de l'extrémisme anti-autorité ont intensifié leurs activités. Aux États-Unis [il y a eu] des attaques manifestes contre des policiers. Nous n'avons généralement pas ce genre d'attaques au Canada. Mais, en [observant] divers forums de discussion en ligne, on constate une plus grande assertivité ces derniers temps. Il n'y a pas si longtemps, l'extrémisme anti-autorité concernait davantage les individus eux-mêmes. Du genre : « Je ne suis pas redevable au gouvernement [et je n'ai pas besoin de payer des impôts] ». Mais maintenant, ils ont le sentiment qu'ils doivent élargir ce mouvement... [qu'ils] ont besoin de plus de ce [sentiment relevant de l'extrémisme anti-autorité] et qu'ils ont besoin que plus de gens s'engagent dans cette voie. » - (Chercheur·e n° 23)

Ce changement s'est également accompagné d'une normalisation plus large de la rhétorique relevant de l'extrémisme anti-autorité et des théories du complot, qui sont abordées dans d'autres sections du présent rapport. Toutefois, tous les expert·e·s que nous avons interrogé·e·s ne s'accordent pas à dire qu'il y a eu une augmentation exponentielle des sentiments relevant de l'extrémisme anti-autorité. Par exemple, un·e intervenant·e social·e a suggéré que ces sentiments étaient probablement déjà présents depuis longtemps, mais qu'ils étaient auparavant moins socialement acceptés qu'ils ne le sont aujourd'hui:

« [Dans le passé], ce sentiment [relevant de l'extrémisme anti-autorité] était probablement déjà très présent, mais je pense qu'il y a eu un changement dans les normes sociales... Auparavant, on ne s'asseyait pas dans un café pour parler d'assassiner le premier ministre ou de renverser le gouvernement, n'est-ce pas ? Ce qui était auparavant marginal ou extrême est maintenant devenu courant... » - (Travailleur·euse social·e n° 25)

Bien que la majorité des personnes adhérant ou ayant adhéré à ces croyances n'aient pas évoqué de menaces à l'encontre de représentant·e·s de l'État, l'adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 2 a tout de même reconnu que les menaces visant spécifiquement l'ancien premier ministre Justin Trudeau avaient augmenté durant la pandémie de COVID-19:

« Quand on voit des vidéos du premier ministre se promenant en public aujourd'hui, il est assailli par la foule partout où il va. Sa sécurité a dû être renforcée. À mon avis, il est clairement plus menacé aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été auparavant. » - (Adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 2)

Un autre risque réside dans la popularité croissante, au sein des personnes adhérant à des croyances relevant de l'extrémisme, d'une théorie du complot affirmant que les représentant·e·s de l'État et les élites seraient impliqué·e·s dans des cas d'abus sexuels et d'exploitation d'enfants.²⁷² Cette théorie conspirationniste, déjà abordée dans les sections précédentes du rapport, peut mener à de l'hostilité, du harcèlement, de l'intimidation ou à des menaces visant les représentant·e·s de l'État, notamment celles et ceux travaillant dans les services de protection et de bien-être de l'enfance. Ces personnes sont parfois dépeintes dans les discours relevant de l'extrémisme anti-autorité comme des « ravisseur·euse·s d'enfants » ou des « pédocriminel·le·s », et perçues comme les complices d'une vaste conspiration impliquant des politicien·ne·s et des élites s'en prenant aux enfants vulnérables. Dans certains cas, les travailleuses sociales et les agents de protection de l'enfance, qui doivent effectuer des visites à domicile, sont ciblé·e·s par des personnes adhérant à ces croyances, qui perçoivent leurs interventions comme des tentatives d'enlèvement ou de maltraitance envers leurs enfants.

272 Sarteschi 2023a.

David Straight, un Texan bien connu dans les cercles conspirationnistes et extrémistes anti-autorité, est une figure influente qui monétise des séminaires en ligne et en personne, à l'attention de publics américains et canadiens. Il y diffuse sa propre vision de l'idéologie des citoyens souverains, qu'il désigne sous le terme « American State National » (ASN). Lors de ces séminaires, Straight prétend détenir des « preuves médico-légales » selon lesquelles les services américains de protection de l'enfance (CPS) seraient impliqués dans des rituels sataniques impliquant des enfants, qu'il affirme être déplacés à travers des tunnels souterrains secrets.²⁷³ L'épouse de M. Straight, Bonnie Straight, intervient également lors de ces séminaires et recommande d'utiliser un langage, des termes et des tactiques pseudo-juridiques, généralement basés sur l'idée qu'un individu peut retirer son consentement à interagir avec les CPS ou les tribunaux.

Les adhérent·es à l'extrémisme anti-autorité au Canada ont tenté d'utiliser ces tactiques. Par exemple, en Alberta, en 2022, un couple a affirmé en ligne sur une chaîne Telegram anti-autorité que leur enfant était victime d'abus sexuels de la part d'un directeur d'école, ce qui les a amenés à retirer leurs autres enfants de l'école.²⁷⁴ Le couple affirme que la police les a ensuite arrêtés et a prétendu que le gouvernement avait maltraité leurs enfants en leur infligeant des électrochocs et des tests génétiques pendant leur détention, conformément à de nombreuses théories du complot circulant au sein de ces communautés. Les affirmations du couple ne concordent toutefois pas avec les dossiers judiciaires, qui indiquent que les enfants avaient en réalité été retirés de leur garde en 2019 en raison de préoccupations liées à leur bien-être. Par la suite, leurs interactions avec les services de protection de l'enfance et les forces de l'ordre se sont détériorées : le couple a refusé de coopérer à plusieurs reprises et a fait preuve d'une hostilité croissante, allant jusqu'à commettre des agressions armées, entraînant des poursuites criminelles. Certaines des tactiques employées semblent avoir été inspirées par des séminaires animés par des figures associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste. Le couple continue aujourd'hui d'affirmer que ses enfants sont détenus dans un centre clandestin à des fins de trafic sexuel.²⁷⁵

L'image suivante, partagée dans un groupe très populaire lié à l'extrémisme sur Telegram, illustre une tactique utilisée par certains membres des communautés liées à l'extrémisme anti-autorité et conspirationnistes pour « dénoncer » et alerter d'autres membres du mouvement. On y voit un égoportrait personnel d'un prétendu employé des services de protection et d'aide à l'enfance, sur lequel ont été superposés les mots « kidnappeur d'enfants » ainsi que d'autres textes diffamatoires. Cette image illustre les risques importants auxquels sont exposés les professionnels des services publics lorsqu'ils interagissent directement avec ces individus, notamment les agences et les fonctionnaires fréquemment ciblés par des théories du complot populaires.

273 Sarteschi 2023a.

274 Sarteschi 2023a.

275 Sarteschi 2023a.

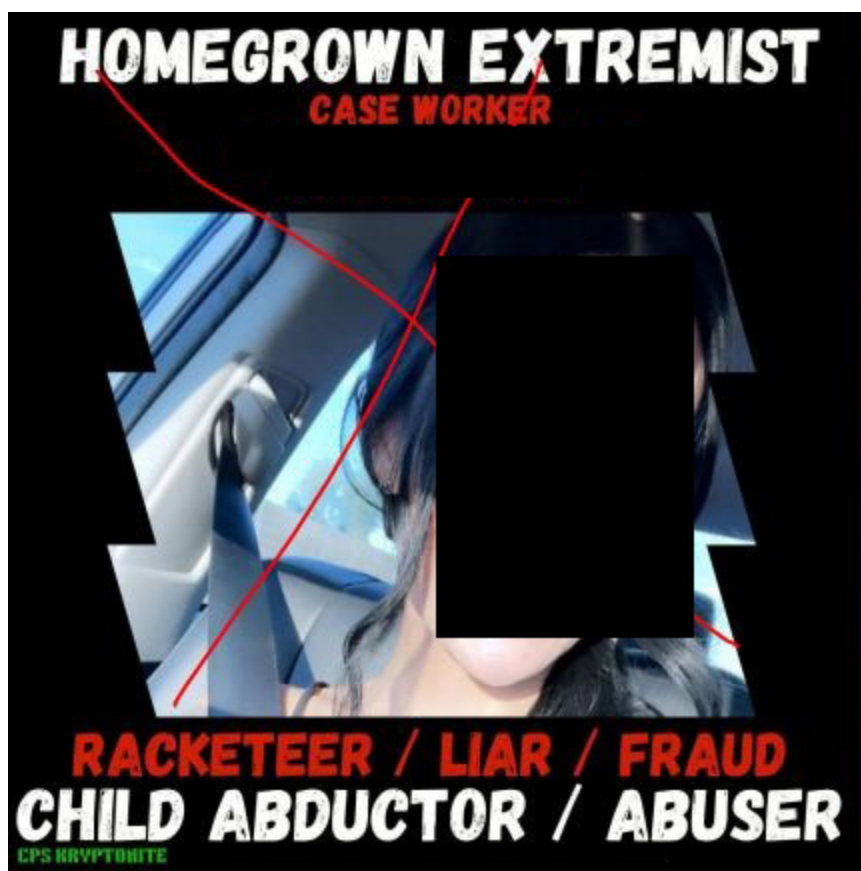


Image 44 : Cet égoportrait personnel d'un employé présumé des services de protection et d'aide à l'enfance a été utilisé sans son consentement par un groupe conspirationniste anti-autorité, qui y a superposé les mots « Enlève d'enfants/Agresseur d'enfants », entre autres, afin d'avertir les autres membres du groupe (Source : Christine Sarteschi, publication LinkedIn du 22 mai 2025 ; image tirée de Telegram, date inconnue).

Ce risque particulier a également été soulevé par les expert-es que nous avons interrogé-es. L'un-e d'entre eux-elles, par exemple, a décrit un type d'interaction courant auquel certain-es travailleur-euse-s sociaux-ales peuvent être confronté-es lorsqu'ils entrent en contact direct avec des personnes adhérant à ces croyances :

« [Lorsque] les travailleurs des services de protection et de bien-être de l'enfance sont impliqués dans une affaire où ils doivent retirer un enfant ou enquêter sur des cas de maltraitance, ils peuvent être confrontés à un citoyen souverain [ou à un extrémiste anti-autorité] qui leur remet des documents. Je les ai vus remettre des documents disant en substance que « les services de protection de l'enfance ne sont qu'une couverture pour le trafic d'enfants » et qu'ils n'ont aucune autorité pour entrer dans la maison. Pour les travailleurs sociaux, entendre cela devrait vous alerter sur le fait que vous avez affaire à un adhérent-e à l'extrémisme anti-autorité. » - (Chercheur-e n° 21)

Un autre expert-ejuridique interrogé a également souligné la montée en popularité de la théorie du complot sur l'exploitation sexuelle des enfants parmi les adhérent-es à l'extrémisme anti-autorité, la qualifiant de l'un des rares cas susceptibles de mener à des actes de violence:

« Il existe deux scénarios susceptibles de déclencher la violence au Canada. Le premier est l'entrée des forces de l'ordre ou d'autres autorités dans un espace revendiqué comme souverain. Le second est le fait que des acteurs gouvernementaux, tels que les services de protection de l'enfance, soient contraints de saisir des enfants [en raison de conditions dangereuses]. Nous voyons cela de plus en plus souvent. De nombreux cas [nécessitant une saisie] se produisent lorsque [les parents ne fournissent pas] de traitements médicaux. Ils ont des croyances médicales [alternatives] et cela suffit souvent à déclencher l'intervention de l'État. J'ai vu cela à plusieurs reprises. Un autre cas que nous observons est celui où les parents sont absolument convaincus que leurs enfants sont victimes d'abus sexuels de la part des administrateurs de leur école ou d'autres autorités. C'est un schéma récurrent, les abus sexuels. » - (Expert·e juridique n° 30)

Cette focalisation sur des théories du complot impliquant l'abus ou l'exploitation sexuelle d'enfants par les autorités a aussi été mentionnée par l'une des personnes adhérant aux croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité que nous avons interrogées. Par exemple, la personne interrogée 1 raconte que son intérêt, à l'adolescence, pour les cas d'enfants disparus et exploités l'a progressivement conduite à adopter une vision du monde globalement relevant de l'extrémisme anti-autorité:

« Quand j'avais environ 15 ans, je suis devenue obsédée par l'idée de savoir qui enlevait tous ces enfants. Qui les enlevait ? Je suis devenue obsédée par cette question. J'ai commencé à consulter des sites web consacrés aux enfants disparus et j'ai remarqué que depuis qu'ils enregistraient les disparitions, le nombre d'enfants disparus était relativement constant au fil des ans. Entre 60 000 et 65 000 enfants disparaissaient chaque année. [Je crois] que c'est un inventaire, que c'est le nombre dont [le gouvernement] a besoin. C'étaient les élites, le gouvernement [qui faisaient cela]. »
- (Adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 1)

Risques pour la société et atteinte aux valeurs démocratiques

Enfin, plusieurs personnes interrogées ont souligné une série de risques et de menaces plus vastes pesant sur la société et les valeurs démocratiques en raison de l'adhésion croissante à des croyances relevant de l'extrémisme radical et de leur diffusion. Ces préoccupations sont appuyées par de récents rapports des services de renseignement canadiens, qui mettent en garde contre le potentiel de ces discours à fragiliser le « tissu social ».²⁷⁶ Par exemple, un·e chercheur·e a expliqué que la banalisation et la propagation des discours relevant de l'extrémisme anti-autorité contribuent à une érosion progressive de la confiance envers les institutions gouvernementales et les représentants politiques, ce qui, à terme, compromet le bon fonctionnement du processus démocratique :

276 Bronskill 2024.

« Le message est désormais si fort qu'il y a une véritable érosion de la confiance dans le gouvernement, les médias, la médecine et le monde universitaire... Le risque [pour] le dialogue civil, le discours civil, la conscience politique et l'information, et donc la capacité à participer efficacement aux processus démocratiques, sont les plus grands défis que je vois. Ce risque n'était pas présent dans le mouvement auparavant. Il avait le potentiel et les discours, mais comme il s'agissait d'un mouvement très restreint, il ne constituait pas vraiment une menace. Aujourd'hui, la donne a complètement changé. » (Chercheur-e n° 19)

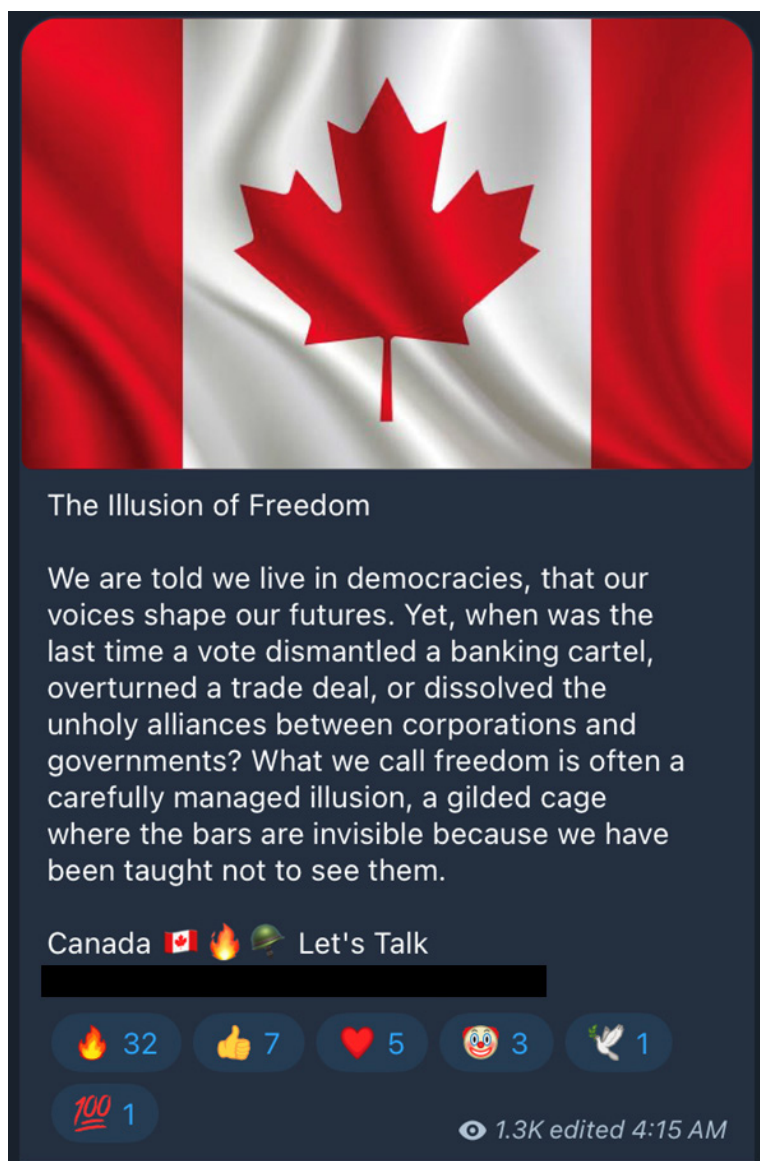


Image 45 : Exemple d'une publication affirmant que la démocratie et le droit de vote au Canada font partie d'un « cartel bancaire » (Source : Telegram, novembre 2024)

D'autres expert-es interrogé-es ont souligné que la montée des discours relevant de l'extrémisme anti-autorité alimente fortement la polarisation politique et accentue les fractures sociales. Ce phénomène est particulièrement marqué chez les personnes qui cherchent à faire valoir qu'elles sont au-dessus des lois ou qu'elles ne relèvent pas de leur autorité.

« Les personnes qui défendent l'idée que le gouvernement est illégitime constituent une menace pour la démocratie. L'idée que nous n'avons pas à respecter les lois, c'est l'anarchie. Nous ne pouvons pas vivre dans une société sans loi, cela ne fonctionnerait pas... Ce serait dangereux pour les gens. »
- (Chercheur-e n° 21)

« Les dangers de vivre dans cette société polarisée sont réels et problématiques. Cela fait partie intégrante de la vision des personnes qui ne veulent pas vivre dans les limites et les structures acceptées de ce que nous sommes censés faire. Elles veulent donc créer leurs propres façons de faire. Si l'on réfléchit à ce que veulent les « terroristes sur papier » en termes de non-soumission à la loi, on se rend compte qu'on ne peut pas vivre dans cette société. Nous ne pouvons pas vivre dans une société sans structure. Pour moi, le danger ne réside pas dans ces mouvements en eux-mêmes. Il réside dans le fait que ces mouvements s'inscrivent dans un syndrome plus large de [personnes] qui luttent essentiellement pour désintégrer l'ordre fondamental de la société. Ils détruisent les fondements qui permettent aux sociétés de fonctionner ensemble. » - (Chercheur-e n° 23)

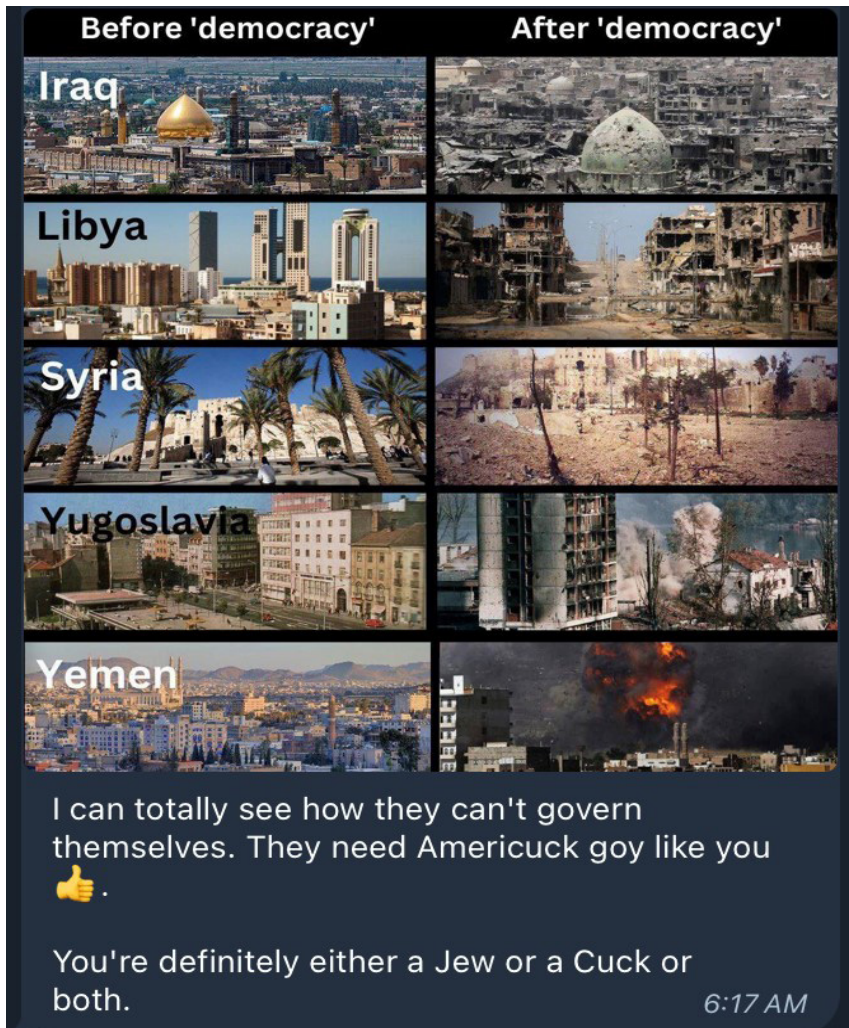


Image 46 : Exemple d'un message rejetant la démocratie comme un complot juif (Source : Telegram, novembre 2024)

Toutefois, les expert-es soulignent que la solution à ce problème nécessitera une approche globale de la société, qui devra confronter ces idées plutôt que d'isoler les personnes qui les défendent. Selon elleux, cela est particulièrement crucial lorsque ces croyances sont présentes au sein de la famille et du cercle social:

« Beaucoup d'entre nous ne veulent pas reconnaître qu'il s'agit d'un problème. Si vous êtes à table pour l'action de grâce et que votre tante fait une remarque sur le Great Reset, vous en rirez. Mais derrière cela se cache la conviction que renverser le gouvernement canadien et d'autres gouvernements est le seul moyen d'empêcher ce nouvel ordre mondial [de se réaliser]. Jusqu'à présent, notre réaction a été de dire que nous ne voulions plus parler à ces personnes, car elles ne partagent pas notre vision du monde : elles sont racistes, misogynes ou anti-2SLGBTQIA+. Elles finissent ainsi par s'enfermer dans leur bulle et ne jamais entendre l'opinion des autres. En les écartant tous, nous ne faisons qu'aggraver le problème. Cela ne concerne pas seulement les gens ordinaires, mais aussi les universitaires. Si j'aborde quelqu'un qui est [contre le vaccin contre la COVID-19] et que je commence à le traiter de « raciste » ou à dire qu'il veut tuer des gens parce qu'il ne veut pas se faire vacciner, il se met sur la défensive. Nous avons perdu la capacité de dialoguer les uns avec les autres. »

- (Chercheur-e n° 20)

Cette opinion reflète également ce que nous avons appris lors de nos entretiens avec des personnes qui ont actuellement ou ont eu par le passé des convictions relevant de l'extrémisme. Comme décrit précédemment, plusieurs se sont senti-es isolé-es et jugé-es en raison de leurs convictions, et tou-t-es ont déclaré avoir eu l'impression d'être présenté-es comme un danger et une menace pour les autres. Par exemple, l'adhérent-e à l'extrémisme anti-autorité n° 2 décrit comment, selon elle, cette division a créé des risques potentiels pour sa sécurité personnelle et celle de sa famille:

« [Lorsque le gouvernement et la société] disaient aux gens que je représentais une menace pour eux et leurs enfants [parce que je n'avais pas pris le vaccin contre la COVID-19]... si vous êtes un parent qui croit que c'est vrai, et que vous me voyez au même endroit et que vous pensez que je suis une menace pour votre enfant parce que je ne suis pas vacciné, cela crée un potentiel de violence. »

- (Adhérent-e à l'extrémisme anti-autorité n° 2)

La prévalence et l'omniprésence croissantes des discours et des croyances relevant de l'extrémisme constituent une menace pour les valeurs démocratiques et la cohésion sociale. Comme indiqué dans cette section, les expert-es avertissent que ces discours peuvent éroder la confiance dans les institutions démocratiques, ce qui risque, à terme, d'affaiblir le processus démocratique lui-même. De plus, ce problème est probablement aggravé par le fait que de nombreuses personnes adhérant à des croyances relevant de l'extrémisme sont souvent isolées de leurs proches ou évoluent uniquement dans des cercles sociaux composés de personnes partageant une vision du monde similaire. Plutôt que de rejeter ou d'aliéner ces personnes, les expert-es et les adeptes eux-mêmes suggèrent l'importance d'engager, dans la mesure du possible, des conversations ouvertes et sans jugement.

VI Comparaison du phénomène en Allemagne et au Canada

L'analyse propre à chaque pays met en lumière de nombreuses similarités, ainsi que certaines différences, qui sont résumées dans les sections suivantes.

1c Comparaison des groupes et des mouvements

Le paysage des croyances liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité en Allemagne et au Canada présente plusieurs similarités importantes, notamment en ce qui concerne la structure des groupes et des mouvements. Dans les deux contextes, ces derniers tendent à être décentralisés, fragmentés et marqués par une grande fluidité idéologique. Les adeptes de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité s'inspirent de multiples sources idéologiques, ce qui mène à des visions du monde individualisées et personnalisées.

Si certains groupes adhérent-es à la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne, tels que *Freie Sachsen* et *Königreich Deutschland*, présentent des structures plus formalisées, le mouvement, dans son ensemble, manque — dans les deux pays — de direction globale et de cohérence idéologique. Au Canada, le mouvement *Freemen-on-the-Land* (FOTL) était autrefois très présent, mais il a décliné ces dernières années, en grande partie à cause de ses échecs répétés devant les tribunaux. Toutefois, le récit dominant entourant ce déclin tend à négliger les témoignages des membres des forces de l'ordre, qui rapportent que des personnes s'identifiant comme *Freemen*, ou utilisant des tropes associés à ce courant, continuent de s'engager dans des affrontements locaux avec la police. À l'inverse, d'autres mouvances comme *Diagolon* opèrent principalement en ligne, bien que cette dynamique semble évoluer à la lumière de développements récents.

Outre les groupes plus importants et mieux connus, il existe de nombreuses entités plus petites et moins visibles qui partagent des idéologies communes et adoptent certaines tactiques et stratégies les un-es des autres. En Allemagne, ces groupes sont souvent en concurrence, ce qui les empêche de collaborer à la poursuite d'objectifs communs.

Dans les deux contextes, la pandémie de COVID-19 a été un catalyseur important au sein du paysage des croyances liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité. À mesure que les discours idéologiques sur l'ingérence excessive de l'État se sont répandus et sont devenus plus accessibles et plus faciles à comprendre, le mouvement s'est développé, devenant encore plus hétérogène et fluide. L'utilisation des réseaux sociaux, qui a permis aux individus de s'organiser, de créer des réseaux et de partager leurs idées à grande échelle, a joué un rôle crucial dans le rapprochement d'acteur-ices auparavant dispersé-es. Par exemple, lors des manifestations de masse contre les mesures sanitaires imposées par l'État, divers individus et groupes ont trouvé un terrain d'entente — notamment des personnes adhérant à des théories du complot, à des opinions d'extrême droite ou à des visions ésotériques et spirituelles du monde.

Au Canada, toutefois, de nombreuses personnes adhérant aux croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité ne se considèrent plus comme une minorité marginale, mais estiment plutôt que leurs convictions reflètent des critiques partagées à l'égard du gouvernement. En Allemagne, en revanche, les groupes se définissent généralement comme « anti-mainstream », résistants, et en lutte pour la liberté.

Dans l'ensemble, les individus, les groupes et les mouvements qui adhèrent à ces croyances démontrent une capacité à s'organiser à plus grande échelle à court terme, tout en conservant un degré élevé de fluidité et de fragmentation. Cela les empêche d'atteindre une cohérence organisationnelle ou des objectifs idéologiques communs. Cependant, cette adaptabilité pose des défis pour définir et catégoriser collectivement ce phénomène, tout en permettant à ces acteurs d'adopter et de modifier sélectivement leurs croyances en réponse à l'évolution des tendances politiques, sociales et économiques.

2c Comparaison des idéologies et des croyances

Dans l'ensemble, les individus, groupes et mouvements adhérant à ces croyances démontrent une capacité à s'organiser à plus grande échelle à court terme, tout en conservant un degré élevé de fluidité et de fragmentation. Cette caractéristique nuit à l'émergence d'une cohérence organisationnelle ou d'objectifs idéologiques communs. Toutefois, cette adaptabilité rend le phénomène difficile à définir et à catégoriser collectivement, tout en permettant à ces acteur·ices d'adopter et de modifier sélectivement leurs croyances en fonction de l'évolution des tendances politiques, sociales et économiques.

Une autre caractéristique clé de cette idéologie, tant en Allemagne qu'au Canada, réside dans sa flexibilité et sa fragmentation. Divers termes sont utilisés pour décrire cette tendance croissante, tels que « extrémisme à la carte », « système modulaire » ou encore « extrémisme violent composite ». Ce système de croyances idiosyncrasique favorise une adaptation aisée aux contextes politiques, juridiques ou sociaux spécifiques, tout en attirant un éventail plus large de personnes, qui y intègrent leurs propres griefs, expériences et visions du monde personnalisées.

Les théories du complot jouent également un rôle important dans les deux pays, puisqu'elles constituent depuis longtemps un pilier des discours liés à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité. Toutefois, les actrices et acteurs de ces mouvances ont de plus en plus recours à un éventail élargi de récits complotistes, tels que ceux du Grand Remplacement, de la Grande Réinitialisation ou de QAnon. Cela concorde avec les études empiriques existantes, qui démontrent qu'adhérer à une théorie du complot — quelle qu'en soit la teneur — est positivement corrélé à la croyance en d'autres théories, même lorsque celles-ci se contredisent.²⁷⁷

La figure 5 ci-dessous présente les résultats de notre analyse des réseaux sociaux de chaînes et de comptes Telegram et TikTok liés aux croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité, populaires en Allemagne et au Canada. Le graphique illustre la répartition des publications selon les thématiques idéologiques abordées. Les résultats indiquent que, de manière générale, les thématiques traitées dans les deux pays suivent des tendances similaires, bien que la popularité de certains sujets varie d'un contexte national à l'autre.

277 Imhoff 2021.

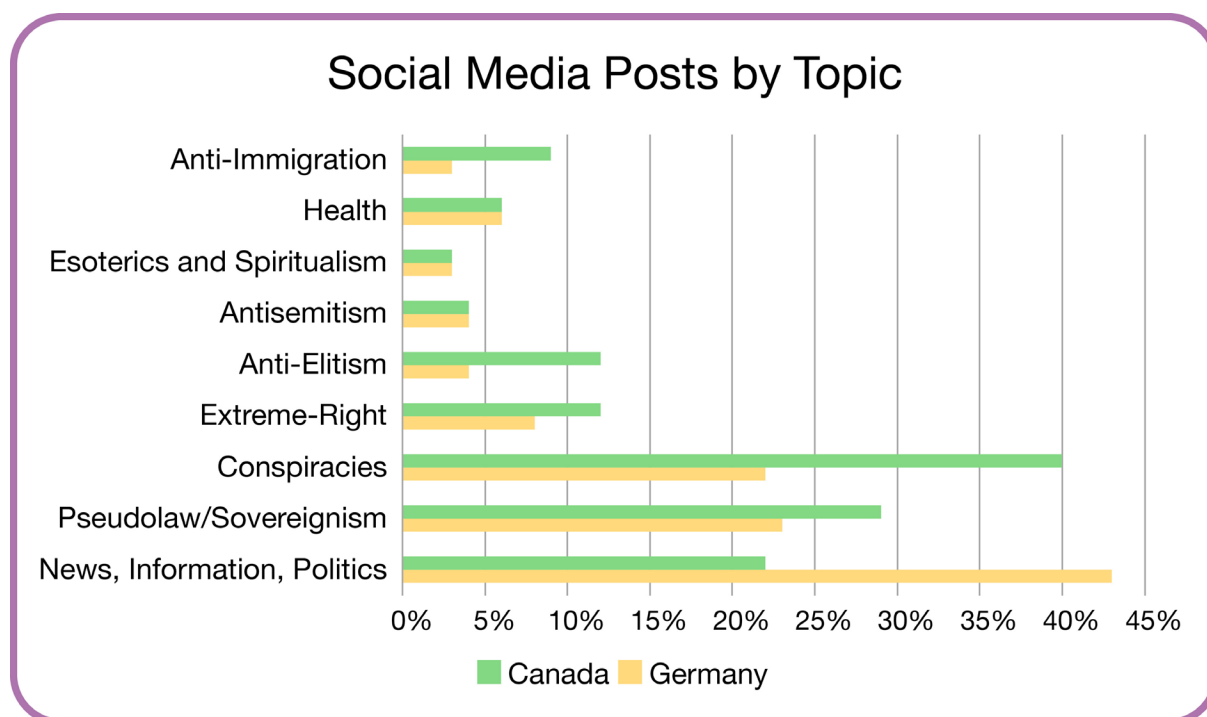


Figure 5 : Publications sur les réseaux sociaux par thème (idéologie)

Par exemple, seuls 22 % des publications recensées sur les pages et chaînes allemandes faisaient référence à des théories du complot, contre 40 % dans le contexte canadien. Ces publications abordaient un large éventail de sujets, tels que les théories liées à la technologie 5G, à la terre plate, aux Illuminati/francs-maçon·nes, à la « plandémie », au Forum économique mondial, aux reptilien·nes, à la manipulation médiatique, au Nouvel Ordre Mondial, à la manipulation climatique, au déni du VIH, ainsi qu'à des récits affirmant que le 11 septembre aurait été un canular ou que les élites et les responsables politiques seraient des pédocriminel·les. Nombre de ces contenus portaient également sur des enjeux locaux ou nationaux : en Allemagne, cela incluait par exemple des discours complotistes sur le parti populiste d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD), tandis qu'au Canada, plusieurs publications étaient centrées sur les incendies de forêt en Alberta ou les exercices militaires canadiens.

D'après les entretiens menés avec des expert·es, les éléments ésotériques et spirituels semblent davantage imbriqués dans certaines factions liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne. Comme nous l'avons observé, ces croyances peuvent souvent servir de passerelles vers la souveraineté idéologico-conspirationniste, en particulier lorsqu'elles sont associées à des préoccupations en matière de santé. Par ailleurs, elles peuvent également faciliter une transition vers des idéologies d'extrême droite, certaines visions ésotériques du monde étant historiquement enracinées dans de telles croyances. Toutefois, selon notre analyse des réseaux sociaux, les thèmes liés à l'ésotérisme et à la spiritualité ont été abordés à une fréquence similaire dans les contextes canadien et allemand.

Un autre élément important soulevé par plusieurs expert·es interrogé·es concerne les intersections entre le mouvement lié à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité et l'extrémisme d'extrême droite. Bien que les discours relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne intègrent fréquemment des propos fortement racistes, antisémites et hostiles aux personnes migrantes — s'alignant ainsi sur les idéologies d'extrême droite —, notre analyse des médias sociaux révèle que les thématiques associées à l'extrême droite ont été abordées près de deux fois plus souvent dans les publications canadiennes que dans les publications allemandes.

Nos entretiens révèlent également que la pseudo-loi joue un rôle significatif dans le contexte canadien, où ses concepts et tactiques sont profondément enracinés dans les idéologies relevant de l'extrémisme anti-autorité. En Allemagne, elle est principalement mobilisée comme une stratégie de contestation de l'État, plutôt qu'en tant que composante centrale de l'idéologie. Toutefois, l'expert allemand Beckmann souligne que le mouvement lié à la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne a été influencé par des idées pseudo-juridiques issues de la sphère anglo-américaine, notamment des courants des « citoyens souverains » et du FOTL (Freemen on the Land).²⁷⁸ Il explique que certaines croyances et théories conspirationnistes juridiques — comme celles relatives aux certificats de naissance perçus comme des fiducies, ou à la distinction entre noms en lettres capitales et minuscules — proviennent de ces sources. Leur transposition au contexte allemand est cependant souvent inadéquate, conduisant à une application mécanique de tactiques pseudo-juridiques nord-américaines sans considération des spécificités historiques ou juridiques du système allemand. Par ailleurs, bien que de nombreuses idées circulent de l'espace anglo-américain vers l'Allemagne, Beckmann observe que les influences réciproques restent encore peu documentées.

Les résultats de notre analyse des réseaux sociaux illustrent le rôle important que joue le pseudo-droit dans les deux contextes étudiés. Plus précisément, les contenus liés à ces croyances représentent 23 % des publications analysées en Allemagne et 29 % dans le contexte canadien. Les discussions portaient notamment sur la philosophie pseudo-juridique, des interprétations de lois ou de documents, comme les certificats de naissance, ainsi que sur des appels à l'action ou des échanges de conseils entre utilisateur·ices.

Dans le cadre de notre enquête menée auprès des proches de personnes adhérant à des croyances liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste ou à l'extrémisme anti-autorité, nous avons interrogé les participant·es sur l'importance de ces croyances dans la vision du monde de leur proche. La figure 6 ci-dessous illustre les réponses des personnes ayant indiqué résider en Europe ou en Amérique du Nord.²⁷⁹ Il est à noter que la majorité des répondant·es considèrent que ces convictions occupent une place « extrêmement importante » ou « très importante » dans la construction du rapport au monde de leur proche. Ces constats concordent avec les propos des expert·es interrogé·es, qui soulignent l'influence omniprésente de ces idéologies sur de nombreux aspects de la vie des individus concernés.

278 Jörn Beckmann, militant/expert juridique.

279 L'Europe comprend les réponses de l'Allemagne (104), de l'Autriche (3), de la France (2) et de la Suisse (2). L'Amérique du Nord comprend les réponses des États-Unis (23) et du Canada (4).

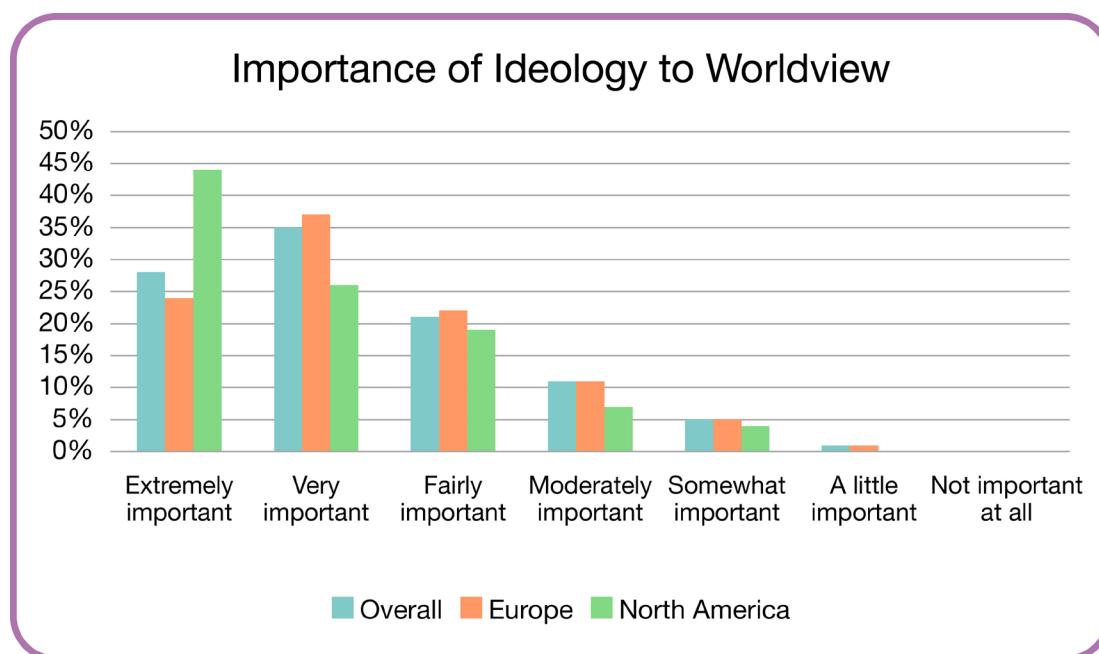


Figure 6 : Importance accordée par les proches à l'idéologie dans la vision du monde de leurs proches

3c Comparaison des raisons de l'implication

Les recherches existantes sur la radicalisation explorent plusieurs hypothèses théoriques et mettent en lumière l'interaction de divers facteurs, allant de certains traits de personnalité à des dimensions cognitives de l'engagement idéologique, comme l'insécurité ou la quête de sens.²⁸⁰ Ces recherches soulignent également le rôle de composantes affectives telles que la peur, la colère ou encore l'agressivité. Au-delà de ces dimensions individuelles, les dynamiques sociales, les processus de socialisation ainsi que l'environnement jouent aussi un rôle significatif. La pensée conspirationniste, très présente au sein de ces mouvements, est souvent associée à des besoins psychologiques, comme le besoin de compréhension, des insécurités personnelles, ou encore une recherche d'identité sociale et d'appartenance.²⁸¹ Ces connaissances existantes corroborent largement les conclusions de notre analyse dans les deux contextes.

Notre recherche révèle que les principaux facteurs motivant l'adhésion aux croyances liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité en Allemagne et au Canada sont en grande partie similaires. Dans les deux contextes, une combinaison de griefs personnels, sociaux et économiques apparaît comme centrale. Le rôle des cercles sociaux, de l'isolement et de l'usage des médias sociaux est également significatif. Par ailleurs, des expériences personnelles négatives avec l'État, ainsi qu'une méfiance marquée envers les institutions gouvernementales, demeurent des éléments fondamentaux dans les deux contextes étudiés.

280 Srowig et al. 2018.

281 Bowes et al. 2023.

Pour de nombreuses personnes adhérant à ces croyances, l'attrait réside dans la possibilité de rejeter la responsabilité de leurs difficultés personnelles, juridiques ou économiques sur des forces extérieures. Les recherches existantes indiquent que l'insécurité personnelle, l'intolérance à l'ambiguïté et une méfiance envers les institutions et les élites peuvent renforcer la propension à adopter des croyances conspirationnistes.²⁸² Étant donné le rôle central de la pensée conspirationniste dans les idéologies liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité, une dynamique autoentretenu se met en place : les personnes confrontées à des insécurités personnelles, juridiques ou économiques sont attirées par ces croyances, qui risquent ensuite d'amplifier leurs difficultés.

Un autre facteur influençant l'engagement est l'âge relativement avancé des adeptes en Allemagne, comparativement à d'autres formes d'extrémisme, comme celui d'extrême droite. Dans la relation entre radicalisation et âge, ce sont surtout les différences qualitatives qui s'avèrent significatives, notamment les motivations à s'engager et les façons dont l'idéologie ainsi que ses tactiques s'expriment.²⁸³ Toutefois, la question de l'âge des adeptes a surtout été mise en avant par les expert·es en Allemagne, tandis qu'au Canada, ces dernier·es soulignent que le mouvement attire des personnes issues de groupes d'âge et de profils démographiques très variés. Par ailleurs, bien que l'image stéréotypée de l'homme d'âge moyen demeure dominante en Allemagne, elle tend à évoluer vers une représentation plus jeune et plus diversifiée. Notre enquête révèle également une tendance à l'augmentation de l'âge des personnes adhérant à ces idéologies en Allemagne comme au Canada, même si l'échantillon n'est pas représentatif et reflète probablement la nature des sources de recrutement des participant·es (par exemple, des groupes de soutien en ligne).

Des variations sont également observées dans la manière dont les personnes adhérant à ces idéologies conceptualisent le passé et le présent, selon les contextes. En Allemagne, ces personnes ont tendance à se projeter vers des visions utopiques de l'avenir, et ce sont souvent ces promesses positives qui les attirent. À l'inverse, au Canada, le cadre idéologique de nombreux·ses adeptes s'ancre davantage dans le passé. On y observe un idéalisme nostalgique, nourri par la perception d'une perte des valeurs d'autrefois ou d'un mode de vie idéalisé. Ainsi, les personnes se sentant effrayées ou aliénées par les transformations sociales et politiques contemporaines peuvent être particulièrement réceptives aux idéologies prônant un retour à un passé perçu comme plus stable ou rassurant.

Dans le contexte canadien, l'actualité et les enjeux sociaux – tels que les politiques migratoires ou l'élargissement des droits des personnes 2SLGBTQIA+ – jouent un rôle déterminant dans l'attrait de certaines personnes pour les idéologies relevant de l'extrémisme anti-autorité. En Allemagne, les expert·es notent que, mis à part la pandémie de COVID-19, les décisions politiques précises ne sont généralement pas perçues comme des déclencheurs directs de l'adhésion à ces idéologies. Toutefois, notre analyse des médias sociaux révèle que des opinions hostiles à l'égard des décisions politiques ou des responsables publics circulent dans les espaces numériques allemands comme Canadiens. La figure 7 illustre d'ailleurs la part des messages publiés sur les canaux liés à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité dans chaque pays, qui portent sur des sujets d'actualité, de politique ou de nouvelles.

282 Adam-Troian et al. 2023.

283 Müller et Hebbelmann, 2024.

Social Media Posts by Topic (Current Events, Politics & News)

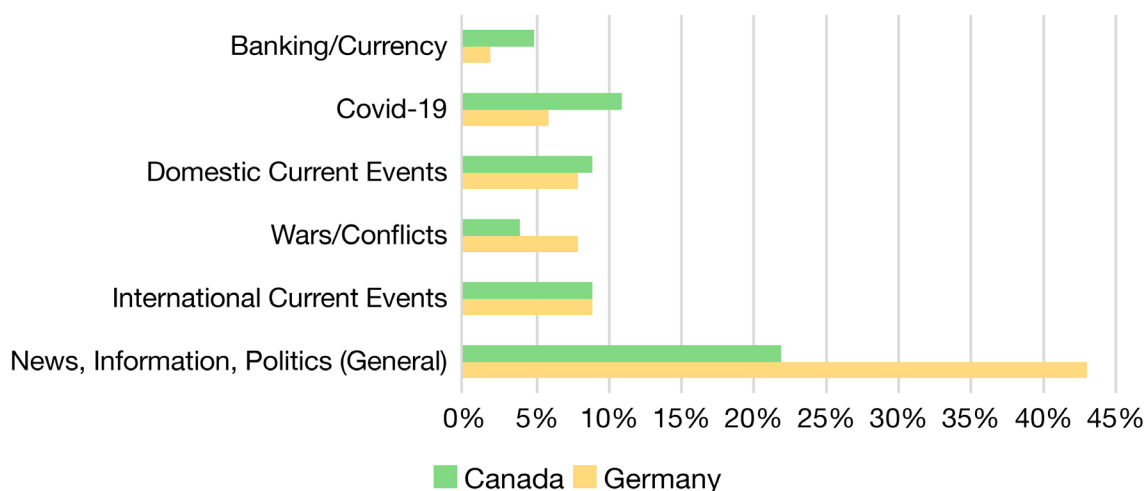


Figure 7 : Publications sur les réseaux sociaux par thème (actualité, politique et nouvelles)

Ces résultats montrent que les événements politiques et sociaux suscitent des discussions soutenues au sein des communautés liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste allemandes en ligne – parfois même plus fréquemment que dans les communautés extrémistes anti-autorité canadiennes (par exemple : guerres, conflits, actualités, politique). Les publications traitent aussi bien d'événements nationaux (comme des élections à venir ou des décisions politiques récentes) que d'événements internationaux, notamment des conflits armés ou des catastrophes naturelles.

Les réponses obtenues par le biais du sondage mené auprès de contacts proches viennent appuyer ces constats. Dans ce sondage, nous avons interrogé les participant-es sur les facteurs ayant contribué à l'adoption de croyances liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité. La figure 8 présente les réponses recueillies dans les contextes européen et nord-américain. Les résultats révèlent que la pandémie de COVID-19 constitue le facteur déclencheur principal, suivie de près par une frustration envers la politique et un intérêt marqué pour les théories du complot.

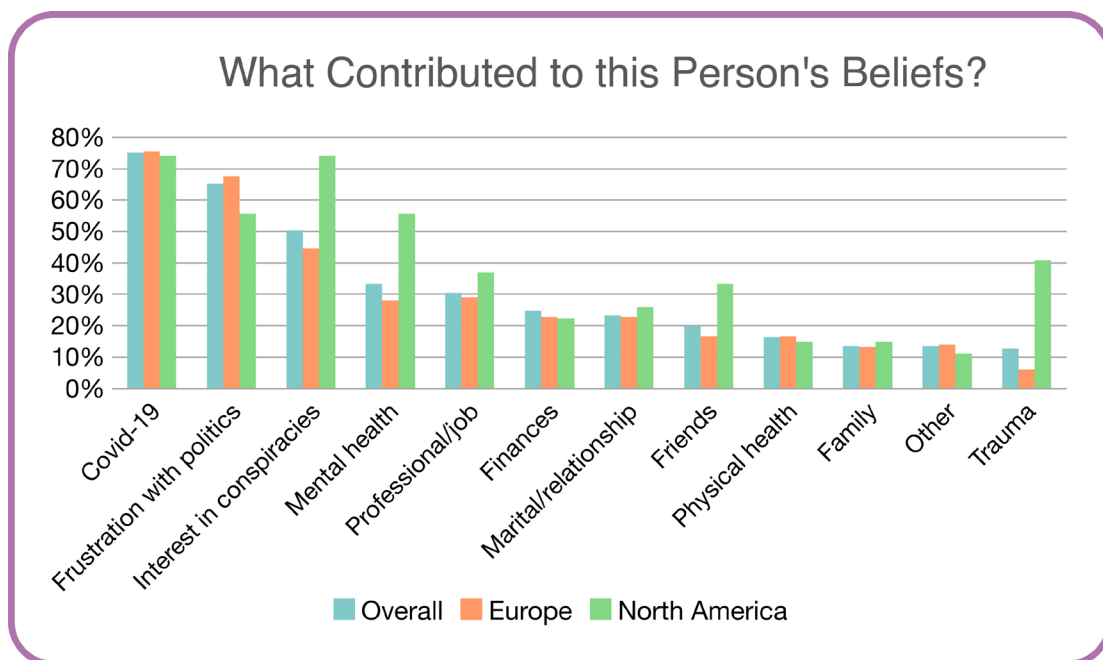


Figure 8 : Facteurs contribuant à l'adoption de croyances relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité, selon leurs proches

La figure 8 met également en évidence des différences régionales significatives. Par exemple, les répondant-es nord-américain-es mentionnent plus fréquemment que leurs homologues européens des facteurs tels que l'intérêt pour les théories du complot, des problèmes de santé mentale, des relations amicales influentes, ainsi que des expériences traumatiques comme éléments ayant contribué à l'adhésion à des croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité. Par ailleurs, quelques répondant-es dans les deux contextes ont évoqué un passé marqué par des expériences négatives avec les structures étatiques et gouvernementales. En Allemagne, ce sont notamment les souvenirs liés à l'ex-RDA qui ont été cités, tandis qu'en Amérique du Nord, deux personnes ont mentionné l'influence de la guerre du Vietnam.

Les réseaux sociaux et les technologies jouent également un rôle déterminant dans la diffusion des idéologies relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité, bien que leurs effets varient selon les contextes. En Allemagne, les expert-es interrogé-es mettent en lumière le manque de culture médiatique chez les utilisateur-ices, ce qui favorise la circulation de contenus conspirationnistes. Au Canada, l'attention se porte davantage sur la nature du contenu lui-même : les idéologies extrémistes y sont souvent masquées sous des formes humoristiques, notamment les mèmes, qui facilitent leur diffusion et contribuent à banaliser ces discours.

Les données issues de l'enquête confirment également l'importance du numérique dans les trajectoires d'adhésion. Lorsque les participant-es ont été interrogé-es sur la manière dont les croyances liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité leur avaient été présentées, la majorité a cité des activités en ligne. Comme l'illustre la figure 9, tant en Europe qu'en Amérique du Nord, l'exposition initiale passe principalement par les réseaux sociaux (Instagram, Facebook, TikTok, etc.), les plateformes de messagerie (Telegram, Signal, Messenger, etc.) et les sites de partage de vidéos (YouTube, BitChute, Rumble, etc.). Par ailleurs, les médias dits alternatifs, comme PI-News, Compact Magazine, AUF1, Truth Social, Parler ou Rebel News, jouent également un rôle de relais central dans la diffusion de ces croyances.

How the Person Was Introduced to These Beliefs

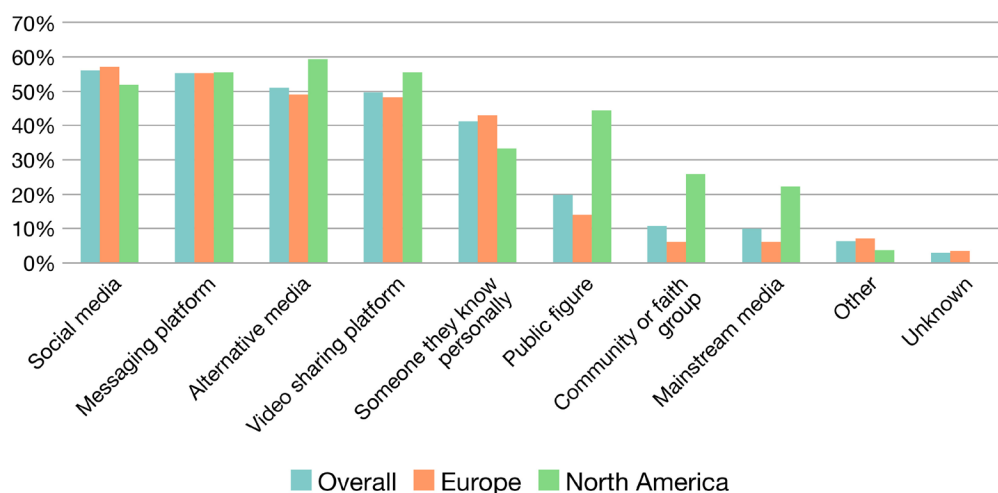


Figure 9 : Comment les adhérent·es ont été initiés aux croyances liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité, selon leurs contacts proches

Une différence marquante ressort chez les répondant·es nord-américain·es, qui perçoivent les personnalités publiques comme jouant un rôle beaucoup plus central dans l'adhésion aux croyances relevant de l'extrémisme que leurs homologues européen·es. Par exemple, plusieurs figures politiques aux États-Unis et au Canada – y compris des membres du Parlement, du Congrès ou du Sénat – diffusent activement diverses théories conspirationnistes sur leurs pages de réseaux sociaux, notamment celles associées au mouvement QAnon. En Allemagne, bien que certains politicien·nes de l'AfD tiennent également des propos liés à la souveraineté idéologico-conspirationniste – par exemple en affirmant que l'Allemagne ne serait pas pleinement souveraine – cette influence ne semble pas ressortir avec autant d'intensité dans les résultats de notre enquête.²⁸⁴

4c Comparaison des obstacles et des facteurs de distanciation

Les recherches sur les processus de distanciation proposent plusieurs approches, notamment les modèles push-pull, les cadres d'analyse fondés sur des facteurs ou des phases, ainsi que des processus principalement élaborés à partir d'études sur l'extrémisme d'extrême droite ou le djihadisme.²⁸⁵ À ce jour, les connaissances sur les processus de distanciation propres à l'extrémisme lié à la souveraineté idéologico-conspirationniste demeurent limitées, en grande partie en raison du faible nombre de cas documentés de personnes ayant amorcé une prise de distance.

Les expert·es interrogé·es ont relevé plusieurs obstacles susceptibles d'entraver les processus de distanciation, tels que l'absence de volonté ou le manque de perception d'un besoin de se distancier. Dans le contexte allemand, l'âge avancé de plusieurs adhérent·es a également été mentionné comme un facteur pouvant influencer certains leviers de distanciation, comme le sentiment de honte, les pressions familiales ou encore la situation financière.

²⁸⁴ Rathje 2024.

²⁸⁵ von Berg 2022, 56.

Néanmoins, certains facteurs identifiés recoupent ceux observés dans d'autres formes d'extrémisme. Par exemple, le rôle de l'entourage, comme les membres de la famille ou les ami-es, est fréquemment souligné par les expert-es comme une pression externe pouvant influencer la volonté d'un-e individu-e à consulter des services d'accompagnement ou à remettre en question sa propre vision du monde.²⁸⁶ La désillusion apparaît également comme un facteur déterminant dans le déclenchement d'une motivation intrinsèque. Elle est d'ailleurs identifiée par Bjørge comme l'une des principales raisons menant au désengagement de l'extrémisme violent.²⁸⁷

Les expert-es des deux pays mentionnent les difficultés financières, les ruptures relationnelles ainsi que la désillusion face à l'échec des tactiques ou à des promesses non tenues comme facteurs susceptibles de mener à une prise de distance. Toutefois, dans les deux contextes, les actions entreprises ont souvent peu de répercussions immédiates, en raison du manque de ressources (notamment temporelles) du système judiciaire et des autorités. Cela se traduit par des délais dans les poursuites ou les réponses, renforçant, dans un premier temps, l'illusion que les tactiques pseudo-légales sont efficaces. Il est important de souligner que l'échec de ces stratégies ne mène pas nécessairement à une remise en question : dans certains cas, il peut provoquer une perte de confiance envers un-e leader associé-e à ces tactiques, mais le plus souvent, les adeptes justifient ces échecs en rejetant la faute sur les institutions ou les figures d'autorité.

Comme mentionné précédemment, le modèle « push-pull » constitue l'un des cadres d'analyse du processus de distanciation. Les facteurs de type « push » incitent les individus à s'éloigner des groupes ou des idéologies extrémistes en raison d'expériences ou de conséquences négatives, telles que la perte de liens sociaux ou la désillusion à l'égard des dirigeant-es et des stratégies employées. À l'inverse, les facteurs dits « pull » attirent les individus vers d'autres horizons, en leur proposant des expériences ou des perspectives positives en dehors du mouvement ou de l'idéologie.²⁸⁸ Nos recherches indiquent que, chez les personnes impliquées dans l'extrémisme lié à la souveraineté idéologico-conspirationniste ou aux croyances relevant de l'extrémisme anti-autorité, la distanciation est principalement déclenchée par des facteurs de répulsion, tels que la désillusion, la honte, la pression familiale, les difficultés financières ou l'échec des tactiques employées. Nous avons notamment constaté l'absence de facteurs d'attraction susceptibles de nourrir une vision plus porteuse de l'avenir en dehors de ces idéologies. Cette absence révèle une lacune importante qui mérite d'être comblée dans les initiatives futures de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (P/CVE). Il apparaît essentiel de mobiliser des structures sociales plus larges afin de créer et de promouvoir des alternatives positives, par exemple en facilitant l'accès à un emploi stable pour les personnes souhaitant réintégrer le marché du travail.

Il convient toutefois de souligner que nos données ne sont pas représentatives de l'ensemble du mouvement ni de l'idéologie, et que des recherches complémentaires sont nécessaires pour mieux cerner les formes que pourraient prendre ces alternatives positives. Cela dit, les expert-es dans les deux contextes ont insisté sur l'importance du soutien psychosocial, lequel s'avère particulièrement prometteur lorsqu'une personne se trouve aux premiers stades de son engagement ou cherche activement un accompagnement de ce type.

286 Logvinov 2021, 19.

287 Bjørge 2022, 277.

288 Von Berg 2022, 54.

5c Comparaison des risques, des menaces et des dangers

Les mouvements liés à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité dans les deux pays comportent plusieurs risques, tant pour les personnes qui y adhèrent que pour leurs proches, les autorités et la société en général. Dans les deux contextes, les individus impliqués subissent souvent de lourds préjudices personnels, tels qu'une détresse psychologique, des difficultés financières et un isolement social marqué. Leur adhésion idéologique et leur engagement peuvent également, à plus long terme, avoir des répercussions importantes sur leur entourage. Ces impacts prennent différentes formes : ruptures relationnelles, souffrances émotionnelles, refus ou retard de traitements médicaux pour les enfants ou les proches, ou encore retrait des enfants du système scolaire.

À une échelle sociétale plus large, cette idéologie, tant au Canada qu'en Allemagne, alimente la polarisation politique et mine la confiance envers les institutions et les valeurs démocratiques. La question de la violence perpétrée par les adeptes est également soulevée par les expert·es des deux pays, notamment en lien avec la perception des autorités comme des ennemies, un thème récurrent dans les deux contextes. Au Canada, les menaces à l'encontre des représentant·es de l'État se sont intensifiées, particulièrement depuis le début de la pandémie de COVID-19. Toutefois, les expert·es canadien·es précisent que la probabilité de passage à l'acte violent demeure généralement plus faible chez les adhérent·es de l'extrémisme anti-autorité au Canada que dans d'autres pays voisins, comme les États-Unis.

Notre enquête menée auprès de proches met en lumière des perceptions divergentes quant à la menace de violence. Nous avons notamment demandé aux personnes interrogées d'évaluer, sur une échelle de 1 à 7 (1 signifiant « pas du tout » et 7 « absolument »), la probabilité que leurs proches commettent un acte violent en lien avec leurs convictions. Les répondant·es nord-américain·es se montrent globalement plus préoccupé·es par ce risque, avec une moyenne de 3,8, contre 2,4 chez les répondant·es européen·es. Cette perception accrue de la probabilité de violence en Amérique du Nord peut s'expliquer en partie par la surreprésentation des répondant·es provenant des États-Unis, où la possession d'armes à feu est bien plus courante qu'au Canada.

Les répondant·es ont également été invité·es à indiquer quelle serait, selon elles/eux, la cible la plus probable d'un acte de violence. La figure 10 présente la répartition des réponses entre les participant·es européen·es et nord-américain·es. De manière générale, la majorité des répondant·es ont désigné le gouvernement comme la cible principale (environ 40 %). Toutefois, des différences marquées apparaissent entre les deux groupes. Notamment, près de 35 % des répondant·es nord-américain·es estiment que des membres de leur famille pourraient être ciblé·es, suivis par les établissements d'enseignement, une catégorie proportionnellement moins mentionnée par les répondant·es européen·es. Il est cependant important de souligner que plus de 10 % des répondant·es en Europe ont également identifié les membres de leur famille comme des cibles potentielles de violence physique — un élément qui n'a pas été mis en avant par les expert·es interrogé·es, ceux-ci/celles-ci ayant plutôt insisté sur les préjudices d'ordre psychologique, social ou financier. Enfin, les deux régions expriment des niveaux de préoccupation similaires concernant les forces de l'ordre et les civils.

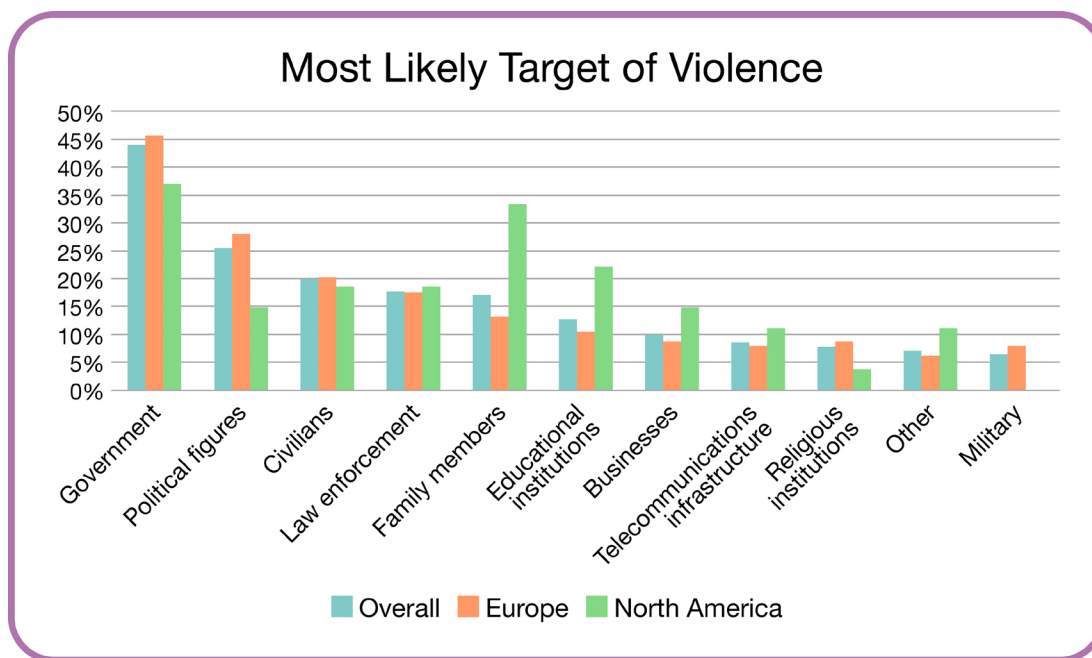


Figure 10 : *Cible la plus probable de la violence des personnes qui adhèrent à des croyances relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité, selon leurs proches*

VII Caractéristiques déterminantes du phénomène transcontextuel

Nos recherches et notre analyse comparative révèlent que la souveraineté idéologico-conspirationniste en Allemagne et l'extrémisme anti-autorité au Canada représentent deux expressions contextuelles d'un même phénomène. Au-delà des spécificités nationales, politiques et culturelles propres à chaque pays, nous avons pu dégager plusieurs caractéristiques clés de ce phénomène dans une perspective transcontextuelle, que nous présentons ci-dessous.

Illégitimité et méfiance à l'égard du gouvernement et de ses institutions

Tout d'abord, on observe une méfiance généralisée et sous-jacente à l'égard du gouvernement et de ses institutions, souvent accompagnée de la conviction que ces institutions sont fondamentalement illégitimes ou corrompues. Cette méfiance est souvent alimentée par des griefs profondément enracinés et la perception d'un échec systémique, ainsi que par la conviction que les acteur·ices gouvernementaux·ales ont des intentions néfastes, servent les intérêts d'une élite ou portent atteinte aux libertés individuelles. Cette méfiance peut se manifester de diverses façons, comme le rejet des mandats de santé publique, le refus de se conformer aux lois fiscales ou l'adoption de tactiques pseudo-légales. De plus, cette méfiance n'est pas simplement un sous-produit de ces croyances, mais plutôt un facteur clé de l'implication dans les mouvements de l'extrémisme anti-autorité et liés à la souveraineté idéologico-conspirationniste. Par exemple, de nombreuses personnes qui adhèrent à ces idéologies ont vécu des expériences personnelles négatives avec le gouvernement ou ses institutions, qu'elles soient réelles ou perçues comme telles, notamment des sentiments d'exclusion, de discrimination ou de marginalisation.

Flexibilité idéologique

Une caractéristique déterminante des croyances liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité est leur flexibilité idéologique. Plutôt que de se limiter à une seule orientation politique ou à un seul groupe démographique, ces croyances sont façonnées, adaptées et réinterprétées pour s'adapter à un large éventail d'acteur·ices ayant des visions du monde et des expériences très personnalisées. La malléabilité de ces croyances contribue également de manière importante à leur large attrait et à leur diffusion dans divers contextes sociopolitiques, culturels et nationaux. Les discours liés à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité sont de plus en plus repris par l'extrême droite, accompagnés de tropes antisémites, de croyances en des théories du complot et de sentiments anti-immigrés. En outre, ces croyances sont souvent mêlées à des discours sur la spiritualité, le bien-être et l'ésotérisme, qui les présentent non seulement comme une forme de résistance politique, mais aussi comme un chemin vers la liberté et l'épanouissement individuels et spirituels.

Les croyances conspirationnistes comme pierre angulaire

Si la souveraineté idéologico-conspirationniste et l'extrémisme anti-autorité en Allemagne et au Canada ont des fondements historiques, juridiques et politiques distincts, ils sont tous deux profondément liés à toute une série de théories du complot. D'une part, ils s'appuient fortement sur des récits conspirationnistes pour expliquer et justifier leurs présentiments à l'égard des autorités et des institutions gouvernementales. D'autre part, leurs adeptes adoptent souvent toute une série de récits conspirationnistes sans rapport avec ce principe idéologique fondamental, généralement basés sur des expériences personnelles. Cela montre comment les complots agissent non seulement comme un pilier de l'idéologie, mais aussi comme un ciment qui relie des griefs disparates sous un cadre commun de méfiance et de suspicion. Cela offre une lentille unificatrice à travers laquelle les acteur·ices interprètent le monde, renforçant ainsi leur opposition aux structures ou aux symboles de l'autorité. En outre, les croyances conspirationnistes servent également de points d'entrée dans les idéologies relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité.

Un mouvement décentralisé et fragmenté

Le mouvement lié à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité est décentralisé, fragmenté et idéologiquement fluide. La pandémie de COVID-19 a encore amplifié cette fluidité, le rendant encore plus diversifié et fragmenté qu'auparavant. Cependant, elle a également permis à des individu·es et à des groupes de s'organiser à plus grande échelle, du moins à court terme. En conséquence, le mouvement fait preuve d'une cohésion croissante grâce à une interconnexion en ligne plus large et à un brassage idéologique. Ce double processus a rendu le mouvement plus adaptable et réceptif à diverses influences, renforçant ainsi sa capacité d'engagement et d'expansion.

Les réseaux sociaux comme catalyseur

Les réseaux sociaux jouent un rôle central dans la dynamique du mouvement lié à la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité, servant de principale voie d'exposition, de discussion, et d'organisation. Les plateformes de messagerie et de partage de vidéos facilitent l'échange d'idées idéologiques diverses, permettant aux individus d'adopter de manière sélective les idées qui correspondent à leur vision du monde et d'en rejeter d'autres. Cette structure fluide et décentralisée permet aux utilisateur·ices d'approfondir leurs convictions, de se connecter en ligne avec des personnes partageant les mêmes idées et de façonner leurs perspectives sans dépendre d'un·e seul·e leader, d'un·e « gourou », ou d'un groupe distinct.

Reprise et instrumentalisation des événements

Les acteur·ices exploitent et capitalisent stratégiquement sur les événements actuels et les crises pour valider leurs croyances et promouvoir leur propre discours. Ils présentent des événements tels que les scandales politiques, les mesures sanitaires ou les incidents réels ou perçus comme des abus de pouvoir de la part du gouvernement comme des preuves d'une corruption et d'une oppression systématiques, ce qui renforce encore davantage leur conviction que le gouvernement et ses institutions sont illégitimes. Ce faisant, les adhérent·es de l'extrémisme anti-autorité ont souvent recours à la désinformation et à la rhétorique conspirationniste pour créer un discours qui correspond à leur vision du monde. De plus, leurs partisan·es se présentent généralement comme des « combattant·es de la liberté » qui se défendent contre un État envahissant et malfaisant. La stratégie consistant à instrumentaliser l'actualité sert également à recruter de nouveaux·elles adeptes en exploitant les moments d'incertitude, les sentiments d'aliénation ou la désillusion à l'égard de la politique.

Tactiques et stratégies pseudo-juridiques

Le recours à des concepts et à des tactiques pseudo-juridiques est courant et reflète un ensemble de stratégies communes à des acteur·ices disparates. Ces tactiques consistent souvent à utiliser délibérément de manière abusive, à interpréter de manière erronée, ou à inventer des termes, des principes, et des pratiques juridiques afin de leur donner l'apparence d'une loi véritable. Ces pratiques ne sont pas seulement utilisées comme une tactique pour affirmer l'autonomie individuelle et la liberté vis-à-vis des obligations de l'État, mais elles peuvent également être déployées comme une forme de résistance personnelle contre divers acteur·ices de l'autorité perçus comme illégitimes, oppressif·ves, corrompu·es ou tyranniques. Malgré leur échec constant devant les tribunaux, ces tactiques sont souvent présentées comme juridiquement sophistiquées ou comme la « véritable » interprétation de la loi qui aurait été supprimée par le gouvernement. Cette légitimité perçue conduit finalement de nombreux·euses adeptes à investir leur temps et leur argent dans des cours, des séminaires et des modèles pseudo-juridiques, et à adopter des comportements autodestructeurs qui mobilisent inutilement les ressources des autorités. L'utilisation et l'adoption généralisées de ces tactiques dans divers contextes nationaux soulignent leur importance en tant qu'outil de résistance.

Préjudices personnels négligés

L'implication dans la souveraineté idéologico-conspirationniste et l'extrémisme anti-autorité s'accompagne d'effets néfastes pour les adeptes eux-mêmes. Alors que le discours public et universitaire se concentre principalement sur le potentiel de violence contre les autres, les conséquences les plus répandues de ces croyances se manifestent au niveau individuel. Les personnes qui adoptent ces croyances ou s'engagent dans des tactiques relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste ou pseudo-légale peuvent subir des préjudices importants, notamment une détresse psychologique, des revers financiers, et un isolement social. De plus, ces effets s'étendent également au cercle social de l'adhérent·e, en particulier aux familles, qui ont du mal à faire face aux conséquences financières, juridiques, et sociales de ces croyances. Ces effets néfastes au niveau individuel souligne la nécessité d'aller au-delà de l'accent mis sur la violence, et de s'attaquer aux préjudices plus larges que les visions relevant de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité infligent aux familles et aux réseaux sociaux.

Difficulté à prendre de la distance

Divers défis entravent le processus de distanciation, notamment le manque de volonté ou la perception qu'il serait nécessaire d'abandonner ses croyances. Ce processus est particulièrement complexe, car ces croyances offrent souvent une forme de justification, d'identité et d'assurance. La désillusion et la prise de conscience des pertes financières, juridiques ou sociales personnelles constituent des déclencheurs clés menant à une prise de distance. Par ailleurs, la famille et les proches peuvent jouer un rôle déterminant en encourageant la personne concernée à chercher du soutien, que ce soit par le biais de conseils ou d'autres formes d'accompagnement psychosocial, susceptibles de l'aider à s'éloigner du mouvement et de son idéologie.

Description de la souveraineté idéologico-conspirationniste et de l'extrémisme anti-autorité

Bien que nos conclusions indiquent que la souveraineté idéologico-conspirationniste et l'extrémisme anti-autorité sont essentiellement des manifestations du même phénomène, nous ne proposons pas d'introduire un nouveau terme générique. Compte tenu des nombreuses étiquettes et termes qui existent déjà, chacun ayant sa propre légitimité et son usage établi dans la recherche et la pratique, une nouvelle étiquette n'apporterait que peu de valeur ajoutée et pourrait même diluer le discours. Avant de chercher à harmoniser la terminologie, les efforts futurs devraient favoriser une compréhension plus globale du phénomène, qui englobe des dynamiques spécifiques à d'autres pays que le Canada et l'Allemagne. Nous proposons la description suivante, issue de nos recherches, qui jette les bases de futurs efforts :

L'extrémisme lié à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité est un phénomène caractérisé par une méfiance fondamentale envers les gouvernements et les institutions publiques d'autorité, qu'il juge illégitimes. Au cœur de cette idéologie se trouve le rejet de l'autorité, mais celle-ci est également très fluide, ce qui lui permet d'intégrer diverses croyances, notamment des discours d'extrême droite, des théories antisémites du complot, et des éléments spirituels ou ésotériques. Divers concepts pseudo-juridiques, tactiques et interprétations pseudo-historiques sont souvent utilisés comme outils pour contester l'autorité de l'État ou sa légalité, et servent de base pour légitimer ces croyances. Les complots sont profondément ancrés dans ce mouvement et constituent un pilier central, ce qui attirent des individus ayant des griefs personnels divers. Le mouvement est décentralisé et fragmenté, mais interconnecté par des discours communs et une pollinisation idéologique croisée, ce qui peut permettre une mobilisation à grande échelle sous la forme de manifestations de masse ou de résistance. Les réseaux sociaux jouent un rôle central en tant que principale plateforme d'exposition, de discours, et de coordination. Les adhérent·es à la souveraineté idéologico-conspirationniste et anti-autorité instrumentalisent l'actualité et les crises sociétales pour légitimer leur vision du monde et diffuser leurs discours. L'adhésion à cette idéologie comporte des risques importants, non seulement pour les institutions démocratiques et la cohésion sociale, mais aussi pour les adeptes eux-mêmes, ainsi que pour leurs familles et leurs cercles sociaux, alors qu'il reste difficile pour de nombreux adeptes qui ne considèrent pas leurs croyances comme problématiques de s'en éloigner.

VIII Principales recommandations de recherche

Élargir les connaissances sur les adeptes et leurs cercles sociaux

Une piste importante pour approfondir la recherche consiste à élargir le champ des perspectives des adeptes et de leurs cercles sociaux. Bien que notre étude ait intégré ces points de vue dans une mesure limitée à travers notre enquête et nos entretiens, ils ont fourni des informations précieuses sur les processus de réflexion des adeptes, leurs motivations à s'engager et l'attrait des croyances liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité d'un point de vue extérieur. En outre, ces perspectives peuvent servir de contrepoint aux professionnel·les travaillant dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent (P/CVE), offrant ainsi la possibilité de confirmer, de remettre en question, ou d'affiner les approches existantes. Il s'est avéré relativement simple de contacter les adeptes via les réseaux sociaux, ce qui souligne la faisabilité de mener des recherches plus approfondies auprès d'un échantillon plus large de personnes adhérant à ces croyances. Une étude plus approfondie des adeptes et de leurs réseaux sociaux pourrait contribuer de manière significative à l'élaboration de stratégies et d'interventions plus efficaces pour éloigner les adeptes de la radicalisation violente, à l'intention des professionnel·les de la P/CVE.

Comprendre et soutenir les adeptes dans leur processus de distanciation

Nos recherches indiquent qu'il existe relativement peu de cas documentés d'individus qui se sont activement éloigné·es des idéologies liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité. Cela ne signifie toutefois pas que de tels cas n'existent pas, mais plutôt que les mesures de prévention actuelles n'ont pas permis d'atteindre efficacement ces individus. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour explorer et affiner les stratégies visant à interagir avec les adeptes, tout en veillant à ce que les interventions soient adaptées à leur âge et à leur situation particulière.

L'influence de l'âge et du sexe sur l'implication

En général, les partisan·es des idéologies liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité sont légèrement plus âgé·es que celles et ceux qui adhèrent à d'autres formes d'extrémisme, comme le djihadisme ou l'extrémisme d'extrême droite. Cependant, nos recherches ont révélé que ces mouvements ont récemment commencé à attirer une cohorte plus jeune et plus diversifiée de partisan·es qui ne correspondent pas aux stéréotypes démographiques des années précédentes. De plus, la proportion de femmes au sein de ces mouvements a augmenté. Nous estimons qu'il est très utile d'examiner ces dynamiques changeantes à travers un prisme élargi et plus inclusif, tenant compte à la fois de l'âge et du genre, car cela pourrait fournir des informations plus approfondies sur les motivations de l'engagement et les voies potentielles de désengagement qui pourraient autrement être négligées. L'adaptation des mesures de prévention en conséquence pourrait renforcer leur efficacité et mieux répondre aux besoins des personnes à risque.

Contextualiser le phénomène dans le cadre des développements politiques

Pour comprendre les croyances liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité, il faut les replacer dans un contexte politique et sociétal plus large, tel que les crises économiques et les événements et changements sociaux. Le concept d'« autoritarisme libertaire » peut être considéré comme un cadre pertinent, car il présente des parallèles significatifs avec les croyances liées à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité.²⁸⁹ Par exemple, ces croyances expriment toutes une profonde méfiance à l'égard de l'État, de ses expert·es et de ses autorités, tout en promouvant la liberté individuelle comme valeur suprême. L'opposition de l'autoritarisme libertaire vise particulièrement le rôle de l'État moderne dans la réglementation des libertés individuelles, comme en témoigne la réaction hostile aux mesures gouvernementales prises pendant la pandémie de COVID-19. L'étude de ces liens peut permettre de mieux comprendre la montée, l'attrait et la propagation de ces croyances à un niveau sociétal plus large, en complétant les facteurs individuels qui motivent l'engagement.

Surveillance des plateformes de réseaux sociaux

Dans le cadre de notre recherche, nous avons analysé neuf chaînes sur TikTok et Telegram afin d'évaluer le contenu et les sujets abordés. Une proportion importante des publications relevait des catégories de l'actualité, de la politique, et des nouvelles, ce qui démontre comment les acteurs adhérant à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité exploitent et capitalisent stratégiquement ces événements pour renforcer et justifier leurs propres croyances et discours. Sur cette base, nous reconnaissons l'importance de la recherche appliquée pour mieux comprendre les réseaux sociaux qui propagent ces idéologies extrémistes. Ces recherches peuvent fournir des informations utiles aux différents acteurs pour identifier les principaux points déclencheurs, suivre l'évolution des discours et du cadrage, et repérer les cibles potentielles de ces mouvements.

Diffusion et attrait pour d'autres groupes et mouvements

Nos recherches indiquent que ce phénomène se caractérise par une grande fluidité idéologique. Par conséquent, les discours associés à la souveraineté idéologico-conspirationniste et à l'extrémisme anti-autorité peuvent séduire un large éventail d'individus, ce qui leur confère un potentiel de croissance et d'influence. Nos recherches suggèrent que ces idéologies recoupent également d'autres formes de mécontentement social et politique, notamment l'extrémisme d'extrême droite. Les recherches futures pourraient se concentrer sur la capacité de ces discours à canaliser des individus issus d'autres mouvements, tels que les manifestations « Querdenken » en Allemagne, les mouvements de protestation agraires en Europe, les communautés survivalistes, les mouvements miliciens, et les communautés ésotériques ou alternatives en matière de santé. L'identification des personnes les plus susceptibles de sympathiser avec ces discours pourrait soutenir l'élaboration de mesures de prévention précoce, contribuant ainsi à atténuer les risques liés à leur propagation.

289 Amlinger, Nachtwey et Hermann 2024.

Perspective internationale plus large

Dans cette section, nous avons identifié un ensemble de caractéristiques clés qui définissent le phénomène au-delà de ces contextes nationaux. Dans le cadre de recherches futures, nous proposons de comparer ces caractéristiques avec d'autres contextes nationaux et d'affiner continuellement leur portée. Cette approche itérative permettrait d'établir une définition et une terminologie plus claires pour décrire le phénomène mondial que nous classons jusqu'à présent sous les catégories de « croyances associées à la souveraineté idéologico-conspirationniste » et d'« extrémisme anti-autorité ».

Bibliographie

Adam-Troian, Jais, Maria P. Paladino, Özden M. Uluğ, Jeroen Vaes, and Pascal Wagner-Eggerl. 2023. "Of precarity and conspiracy: Introducing a socio-functional model of conspiracy beliefs." *British Journal of Social Psychology* 62 (1):136-159.

Alberta Justice and Solicitor General. *Public Fatality Inquiry: Report to the Minister of Justice and Attorney General*. Stony Plain, AB: Office of the Chief Medical Examiner, 2011. <https://open.alberta.ca/dataset/b1360153-b288-41a3-8637-112e0786d79b/resource/5556b599-6eb2-4ec6-bb79-eb19b7eb3bf8/download/2015-fatality-report-mayerthorpercmp.pdf>.

Amlinger, Carolin, Olivier Nachtwey, and Jan-Peter Herrmann. 2024. *Offended Freedom: The Rise of Libertarian Authoritarianism*. Wiley.

Anti-Defamation League. 2025. "Anti-government extremism." <https://extremismterms.adl.org/glossary/anti-government-extremism>

Anti-Defamation League. 2012. *The Lawless Ones: The Resurgence of the Sovereign Citizen Movement* (Special Report, 2nd ed.). <https://www.adl.org/sites/default/files/documents/assets/pdf/combating-hate/Lawless-Ones-2012-Edition-WEB-final.pdf>.

Ayers, Tom. 2024. "Controversial Cape Breton property developer pleads guilty to firearms charges," *CBC News*, September 6. <https://www.cbc.ca/news/canada/nova-scotia/cape-breton-property-developer-pleads-guilty-firearms-charges-1.7316032>

Baldino, Daniel, and Lucas Kosta. 2019. "Anti-Government Rage: Understanding, Identifying and Responding to the Sovereign Citizen Movement in Australia." *Journal of Policing, Intelligence and Counter Terrorism* 14 (3): 245-61. <https://doi.org/10.1080/18335330.2019.1663443>.

Barkun, Michael. 1996. "Religion, Militias and Oklahoma City: The Mind of Conspiratorialists." *Terrorism and Political Violence* 8 (1): 50-64. <https://doi.org/10.1080/09546559608427332>.

Baxter, Joan. 2020. "Report: Right-wing German extremists are buying up land in Cape Breton." *Halifax Examiner*. July 23. <https://www.halifaxexaminer.ca/investigation/report-german-nazis-are-buying-up-land-in-cape-breton/>

Beelmann, Andreas 2019. „Grundlagen eines entwicklungsorientierten Modells der Radikalisierung.“ Forum Verlag Godesberg. <https://www.praeventionstag.de/dokumentation/download.cms?id=2792>

Berg, Annika 2022. *Individuum und Gemeinschaft. Wie Identitäten und Gruppendynamiken Distanzierungsprozesse im islamistischen Extremismus beeinflussen*. Springer VS.

Berger, J. M. 2016. *Without Prejudice: What Sovereign Citizens Believe*. The Program on Extremism at the George Washington University. <https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs5746/files/downloads/JMB%20Sovereign%20Citizens.pdf>

Bialluch, Christoph, Kerstin Sischka, and Heiner Vogel. 2023. "Rechtsextremismus, Prävention, Deradikalisierung und psychische Gesundheit. Herausforderungen und Möglichkeiten für psychotherapeutische Berufsgruppen." *Psychotherapeutenjournal* 4:354-362. [https://www.psychotherapeutenjournal.de/ptk/web.nsf/gfx/med_dome-cyjev2_c3556/\\$file/PTJ_2023_4_Artikel%20Bialluch%20et%20al.pdf](https://www.psychotherapeutenjournal.de/ptk/web.nsf/gfx/med_dome-cyjev2_c3556/$file/PTJ_2023_4_Artikel%20Bialluch%20et%20al.pdf)

Bjørge, Tore, and Kurt Braddock. 2022. "Anti-Government Extremism." *Perspectives on Terrorism* 16 (6): 2–8.

Bjørge, Tore. 2011. "Dreams and disillusionment: engagement in and disengagement from militant extremist groups." *Crime Law Soc Change* 55: 277–285.

Black, Matthew. 2024. "Alberta Judge Warns Against Money-for-Nothing Debt Elimination Schemes," *Edmonton Journal*, September 23. <https://edmontonjournal.com/news/alberta-judge-warns-against-money-for-nothing-debt-elimination-schemes>.

Borum, Randy. 2014. "Psychological vulnerabilities and propensities for involvement in violent extremism." *Behavioral Sciences & the Law*, 32(3), 286–305.

Bowes, Shauna M., Costello, Thomas H., Tasimi, Arber. 2023. *The conspiratorial mind: A meta-analytic review of motivational and personological correlates*. Psychol Bull.

Brace, Lewys, Stephanie J. Baele, and Debbie Ging. 2024. "Where Do 'Mixed, Unclear, and Unstable' Ideologies Come From? A Data-Driven Answer Centred on the Incelosphere." *Journal of Policing, Intelligence and Counter Terrorism* 19 (2): 103–124. <https://doi.org/10.1080/18335330.2023.2226667>

Bronskill, Jim. 2024. "Anti-authority narratives could 'tear fabric of society,' intelligence report warns," *CBC News*, March 24. <https://www.cbc.ca/news/politics/threats-of-violence-canada-elections-1.7153960>

Bundesamt für Verfassungsschutz. 2024. *Verfassungsschutzbericht 2023*. Bundesministerium des Innern und für Heimat. https://www.verfassungsschutz.de/SharedDocs/publikationen/DE/verfassungsschutzberichte/2024-06-18-verfassungsschutzbericht-2023.pdf?__blob=publicationFile&v=17

Bundesamt für Verfassungsschutz. 2021. *Verfassungsschutzbericht 2020*. Berlin: Bundesministerium des Innern, für Bau und Heimat. https://www.bmi.bund.de/SharedDocs/downloads/DE/publikationen/themen/sicherheit/vsb-2020-gesamt.pdf?__blob=publicationFile&v=2

Bundesamt für Verfassungsschutz. 2022. *Verfassungsschutzbericht 2021*. Bundesministerium des Innern und für Heimat. https://www.bmi.bund.de/SharedDocs/downloads/DE/publikationen/themen/sicherheit/vsb-2021-gesamt.pdf?__blob=publicationFile&v=6

Bundesamt für Verfassungsschutz. 2023. "Reichsbürger" und "Selbstverwalter". *Handlungsempfehlungen für den Behördenalltag*. https://www.verfassungsschutz.de/SharedDocs/publikationen/DE/reichsbuerger-und-selbstverwalter/2023-01-reichsbuerger-und-selbstverwalter-handlungsempfehlungen-fuer-den-behoerdenalltag.pdf?__blob=publicationFile&v=2

Bundesamt für Verfassungsschutz. 2025. "'Reichsbürger' und 'Selbstverwalter'". Accessed June 4, 2025. https://www.verfassungsschutz.de/DE/themen/reichsbuerger-und-selbstverwalter/reichsbuerger-und-selbstverwalter_node.html.

Butter, Michael. 2018. *"Nichts ist, wie es scheint."* Über Verschwörungstheorien. Bundeszentrale für politische Bildung.

Canadian Security Intelligence Service (CSIS). 2020. *Public Report 2019*. Government of Canada. <https://www.canada.ca/content/dam/csis-scrs/documents/publications/PubRep-2019-E.pdf>

Canadian Security Intelligence Service (CSIS). 2024. *Public Report 2023*. Government of Canada. https://www.canada.ca/content/dam/csis-scrs/documents/publications/Public_Report_2023-eng-DIGITAL.pdf

Carter, Adam. 2013. "Dean Clifford, Freeman guru, arrested on Canada-wide warrant." *CBC News*, November 25. <https://www.cbc.ca/news/canada/hamilton/headlines/dean-clifford-freemen-guru-arrested-on-canada-wide-warrant-1.2439237>

Cherney, Adrian, Idhamsyah E. Putra, Vici Sofianna Putera, Fajar Erikha, and Muhammad Faisal Magrie. 2021. "The push and pull of radicalization and extremist disengagement: The application of criminological theory to Indonesian and Australian cases of radicalization." *Journal of Criminology*, 54(4), <https://doi.org/10.1177/26338076211034893>

Conway, Maura. 2021. "Online Extremism and Terrorism Research Ethics: Researcher Safety, Informed Consent, and the Need for Tailored Guidelines." *Terrorism and Political Violence*, 33(2), 367–380. <https://doi.org/10.1080/09546553.2021.1880235>

Copeland, Simon, and Sarah Marsden. 2020. "Right-Wing Terrorism: Pathways and Protective Factors." *Centre for Research and Evidence on Security Threats (CREST)*, November 4. <https://crestresearch.ac.uk/resources/right-wing-terrorism-pathways-and-protective-factors/>

Cubitt, Timothy, Anthony Morgan, and Isabella Voce. 2024. "Grievances and Conspiracy Theories as Motivators of Anti-Authority Protests." *Australian Institute of Criminology* (693): <https://doi.org/10.52922/ti77437>.

Davis, Greg. 2022. "6th arrest of Romana Didulo followers who attempted to arrest police in Peterborough," *Global News*, August 26. <https://globalnews.ca/news/9087002/6th-arrest-romana-didulo-followers-arrest-police-officers-peterborough/>

Dew, Spencer. 2016. "'Moors Know the Law': Sovereign Legal Discourse in Moorish Science Communities and the Hermeneutics of Supersession." *Journal of Law and Religion* 31 (1): 70–91. <https://doi.org/10.1017/jlr.2016.3>

Douglas, Karen M., Joseph E. Uscinski, Robbie M. Sutton, Aleksandra Cichocka, Turkey Nefes, Chee Siang Ang, and Farzin Deravi. 2019. "Understanding Conspiracy Theories." *Political Psychology* 40 (S1): 3-35. <https://doi.org/10.1111/pops.12568>.

Ellis, Heidi B., Alisa B. Miller, Georgios Sideridis, Rochelle Frounfelker, Diana Miconi, Saida Abdi, Farah Aw-Osman and Cecile Rousseau. 2021. "Risk and Protective Factors Associated with Support of Violent Radicalization: Variations by Geographic Location." *International Journal of Public Health* 66: 617053. <https://doi.org/10.3389/ijph.2021.617053>

El-Mafaalani, Aladin. 2014. "Salafismus als jugendkulturelle Provokation. Zwischen dem Bedürfnis nach Abgrenzung und der Suche nach habitueller Übereinstimmung." In: *Salafismus in Deutschland*. Ursprünge und Gefahren einer islamisch-fundamentalistischen Bewegung, edited by Thorsten Gerald Schneiders. Transcript. Bielefeld.

Evans, Jennifer V., Swen Steinberg, David Yuzva Clement, and Danielle Carron. 2023. "Settler Colonialism, Illiberal Memory, and German-Canadian Hate Networks in the Twentieth and Twenty-first Centuries." *Central European History* 56: 513-534. doi:10.1017/S0008938923000432

- Fiebig, Verena, and Daniel Koehler. 2022. "Uncharted Territory: Towards an Evidence-Based Criminology of Sovereign Citizens Through a Systematic Literature Review." *Perspectives on Terrorism* 16 (6): 34–48.
- Fleishman, David. 2004. "Paper Terrorism: The Impact of the 'Sovereign Citizen' on Local Government." *The Public Law Journal* 27 (2): 7-10.
- Fraser, David. 2022. "QAnon-inspired protest in Peterborough Ont., prompts investigation," *CBC News*, August 18. <https://www.cbc.ca/news/canada/ottawa/protest-peterborough-arrest-special-investigation-1.6552575>
- Galineau, Jacqueline, and Gary Barnes. 2024. "Kelowna 'vexatious litigant' sentenced to house arrest for assault, contempt," *West K News*, August 9. <https://www.westknews.com/home/so-called-kelowna-freedom-fighter-sentenced-to-house-arrest-for-assault-7479657>
- Galineau, Jacqueline. 2023. "Kelowna lockdown protester, 'freedom fighter' found guilty of assault," *Kelowna Capital News*, December 13. <https://www.kelownacapnews.com/local-news/kelowna-lockdown-protester-freedom-fighter-found-guilty-of-assault-7285702>
- Gartenstein-Ross, Daveed, Zammit, Andrew, Chace-Donahue, Emelie and Urban, Madison. 2023. "Composite Violent Extremism: Conceptualizing Attackers Who Increasingly Challenge Traditional Categories of Terrorism." *Studies in Conflict & Terrorism*: 1–27. <https://doi.org/10.1080/1057610X.2023.2194133> <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/ff69929e-a26f-b199-4188-8645a9add2f6>
- Giddens, Anthony. 1993. *Sociology (2nd ed.)*. Cambridge: Polity Press.
- Gill, Paul, Bettina Rottweiler, and Caitlin Clemmow. 2024. "The Personality Types that Amplify or Diminish the Relationship Between COVID-19 Conspiracy Theories and Support for Anti-Government Violence." *Centre for Research and Evidence on Security Threats (CREST)*, September 9. <https://www.crestresearch.ac.uk/resources/conspiracy-theories-and-extremism-guide-personality-types/>
- Ginsburg, Tobias. 2021. *Die Reise ins Reich. Unter Rechtsextremisten, Reichsbürgern und anderen Verschwörungstheoretikern*. Rowohlt Taschenbuch.
- Hamilton, Jonnette W., and Alice Woolley. 2013. "What Has *Meads v. Meads* Wrought?" *ABlawg.ca*. https://ablawg.ca/wp-content/uploads/2013/04/Blog_JWH_AW_Duncan_April2013.pdf.
- Harris, Gareth, Korn, Alexandra, Ohlenforst, Vivienne, Scheuble, Sophie, Selby, Anne, White Jessica. 2023. *Walk a mile. A practice-rooted guide to P/CVE collaboration & casework*. Internal Security Fund – Police of the European Union. <https://multiagencycooperation.eu/wp-content/uploads/icommit-final-publication-en.pdf>
- Hermann, Melanie. 2018. "Reichsbürger und Souveränisten" Basiswissen und Handlungsstrategien. Amadeu Antonio Stiftung. https://www.amadeu-antonio-stiftung.de/wp-content/uploads/2019/04/Reichsbuerger_Internet.pdf
- Hirndorf, Dominik. 2023. "'Kein Staat, meine Regeln': Repräsentative Umfrage zur Verbreitung von Reichsbürger-affinen Einstellungen in der deutschen Bevölkerung". Konrad Adenauer Stiftung. <https://www.kas.de/documents/252038/22161843/Kein+Staat%2C+meine+Regeln.pdf/ff69929e-a26f-b199-4188-8645a9add2f6?version=1.1&t=1679507312859>

- Hodge, Edwin. 2019. "The Sovereign Ascendant: Financial Collapse, Status Anxiety, and the Rebirth of the Sovereign Citizen Movement." *Frontiers in Sociology* 4: 1-10. <https://doi.org/10.3389/fsoc.2019.00076>
- Hofmann, David. C. 2019. "Breaking Free: A Socio-Historical Analysis of the Canadian Freeman-on-the-Land Movement." In *Terrorism and Counterterrorism in Canada*, edited by J. Littlewood, L. Dawson, & S. K. Thompson. University of Toronto Press. <https://doi.org/10.3138/9781487514112-006>
- Hristova, Bobby, and Nathan Fung. 2024. "Community centre in Jarvis, Ont., says far-right group Diagonol misled venue when it booked event," *CBC News*, August 2. <https://www.cbc.ca/news/canada/hamilton/diagonol-jarvis-norfolk-1.7282716>.
- Hüllen, Michael, and Homburg Heiko. 2017. "'Reichsbürger' zwischen zielgerichtetem Rechtsextremismus, Gewalt und Staatsverdrossenheit." In Wilking, Dirk, eds. 2017. *'Reichsbürger': ein Handbuch*. edited by Wilking, Dirk Potsdam: Demos – Brandenburgisches Institut für Gemeinwesenberatung.
- Imhoff, Roland. 2021. "Wie Verschwörungsglauben die Corona-Pandemiebekämpfung behindert." *Public Health Forum* 29 (1) 36-38. <https://doi.org/10.1515/pubhef-2020-0115>
- Jackson, Sam. 2022. "What Is Anti-Government Extremism?" *Perspectives on Terrorism* 16 (6): 9-18.
- Kawaja, Cheryl. 2024. "Yukon-based clinical social worker temporarily stripped of registration for supporting conspiracy theories," *CBC News*, November 20. <https://www.cbc.ca/news/canada/north/yukon-based-clinical-social-worker-temporarily-stripped-of-registration-for-supporting-conspiracy-theories-1.7387984>
- Keil, Jan-Gerrit. 2017. "Zwischen Wahn und Rollenspiel – das Phänomen der ‚Reichsbürger‘ aus psychologischer Sicht." In *Reichsbürger. Ein Handbuch*, edited by Dirk Wilking, 39-90. Potsdam: Demos – Brandenburgisches Institut für Gemeinwesenberatung.
- Kent, Stephen A. 2015. "Freemen, Sovereign Citizens, and the Challenge to Public Order in British Heritage Countries." *International Journal of Cultic Studies* 6: 1-15.
- Lamoureux, Mack. 2021. "Follower of QAnon Influencer Who Claims to be Canada's Queen Arrested Over School Threats," *Vice News*, December 3. <https://www.vice.com/en/article/follower-of-qanon-influencer-who-claims-to-be-canadas-queen-arrested-over-school-threats/>
- Lamoureux, Mack. 2023. "A Mom Is Losing Her Family Home Thanks to the QAnon Queen of Canada," *Vice News*, January 19. <https://www.vice.com/en/article/romana-didulo-qanon-follower-losing-home/>
- Levitas, Daniel. 2002. *The Terrorist Next Door: The Militia Movement and the Radical Right*. Thomas Dunne Books/St. Martin's Press.
- Logvinov, Michael 2021. "Deradikalisierungsforschung. Kritische Bilanz und Implikationen." In SCHNITT:STELLEN Erkenntnisse aus Forschung und Beratungspraxis im Phänomenbereich islamistischer Extremismus", edited by Corinna Emser et al. Beiträge zu Migration und Integration, Band 8. BAMF.
- Mao, Jia-Yan, Jan-Willem van Prooijen, Shen-Long Yang, and Yong-Yu Guo. 2021. "System Threat During a Pandemic: How Conspiracy Theories Help to Justify the System." *Journal of Pacific Rim Psychology* 15. <https://doi.org/10.1177/18344909211057001>

- Matassa-Fung, Darrian. 2023. "Twin brothers killed in Saanich, B.C. bank shooting 'wanted to shoot and kill police': report," *Global News*, January 20. <https://globalnews.ca/news/9424658/saanich-bank-shooting/>
- McMillan, Elizabeth. 2020. "Spouse witnessed N.S. gunman torching their cottage, court documents say," *CBC News*, September 21. <https://www.cbc.ca/news/canada/nova-scotia/portapique-mass-shooting-unsealed-court-documents-1.5732994>
- Meads v. Meads. 2012. ABQB 571 (CanLII), par. 1. <http://canlii.ca/t/fsvjq#par1>
- Mosleh, Omar. 2019. "Wolves of Odin visit to Edmonton mosque prompts police investigation," *Toronto Star*, January 25. https://www.thestar.com/edmonton/wolves-of-odin-visit-to-edmonton-mosque-prompts-police-investigation/article_9664b416-732c-55aa-808a-bfd65ec73c2f.html
- Müller, Tobias A., and Hebbelmann Dennis. 2024. „RAGE BW – Rechtsextremismus im Alter als Gefahr für Engagement und Zusammenhalt in Baden-Württemberg.“ https://www.kircheundgesellschaft.de/media/rage_bw.pdf
- Nease, Kristy. 2017. "Ian Bush Found Guilty of 'Brutal, Gratuitous' 2007 Triple Murder," *CBC News*, May 17. <https://www.cbc.ca/news/canada/ottawa/ian-bush-jury-trial-verdict-1.4111835>
- Neckel, Sighard, and Robert van Krieken. 1996. "Inferiority: From Collective Status to Deficient Individuality." *The Sociological Review* 44 (1): 17-34. <https://doi.org/10.1111/j.1467-954X.1996.tb029>
- Netolitzky, Donald J. 2016. "The History of the Organized Pseudolegal Commercial Argument Phenomenon in Canada." *Alberta Law Review* 53: 609-642.
- Netolitzky, Donald J. 2018. "Organized Pseudolegal Commercial Arguments as Magic and Ceremony." *Alberta Law Review* 55 (4): 1045-1088. <https://canlii.ca/t/29xp>
- Netolitzky, Donald J. 2019. "After the Hammer: Six Years of Meads v. Meads." *Alberta Law Review* 56(4), 1167.
- Netolitzky, Donald J. 2023a. "Jesus Built My Strawman: The Church of the Ecumenical Redemption International and 'minister'" Edward Jay Robin Belanger." *The International Journal of Coercion, Abuse, and Manipulation* 6 (1). <https://doi.org/10.54208/1000/0006/004>
- Netolitzky, Donald J. 2023b. "The Dead Sleep Quiet: History of the Organized Pseudolegal Commercial Argument Phenomenon in Canada – Part II." *Alberta Law Review* 60 (3): 795–831. <https://doi.org/10.29173/alr2737>
- Netolitzky, Donald J. 2025. "But My Ghosts Are So Hard to Hear: Pseudolaw and Conspiracy Culture." *International Journal of Coercion, Abuse, and Manipulation* 8: 11-29. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.5097707>
- Netolitzky, Donald J., and Richard Warman. 2020. "Enjoy the Silence: Pseudolaw at the Supreme Court of Canada." *Alberta Law Review* 57 (3): 715-767. <https://canlii.ca/t/srb2>
- Norris, Jesse. J. 2020. "Idiosyncratic Terrorism: Disaggregating an Undertheorized Concept." *Perspectives on Terrorism* 14 (3): 2–18.

- O'Connor, Ciarán, Laurie Wood, Katherine Keneally and Kevin D. Reyes. 2023. "Active Clubs: The Growing Threat of 'White Nationalism 3.0' across the United States." *Institute for Strategic Dialogue*, October 24. <https://www.isdglobal.org/isd-publications/active-clubs-the-growing-threat-of-white-nationalism-3-0-across-the-united-states/>
- O'Shea, Sean. 2020. "Ontario merchant calls COVID-19 a 'hoax' and tells coughing customers to visit," *Global News*, March 23. <https://globalnews.ca/news/6722026/ontario-business-owner-covid-19-hoax/>
- Parsons, Paige. 2019. "Hate crime unit monitoring anti-Islamic group after confrontation at Al Rashid Mosque," *Edmonton Journal*, January 27. <https://edmontonjournal.com/news/crime/hate-crime-unit-monitoring-anti-islamic-group-after-confrontation-al-rashid-mosque>
- Perry, Barbara, David C. Hofmann, and Ryan Scrivens. 2019. "Anti-Authority and Militia Movements in Canada." *The Journal of Intelligence, Conflict, and Warfare* 1(3): 1-26. <https://doi.org/10.21810/jicw.v1i3.822>
- Perry, Barbara, David C. Hofmann, and Ryan Scrivens. 2020. "'Confrontational but Not Violent': An Assessment of the Potential for Violence by the Anti-Authority Community in Canada." *Terrorism and Political Violence* 32 (8): 1776–1796. <https://doi.org/10.1080/09546553.2018.1516210>
- Perry, Barbara, David C. Hofmann, and Ryan Scrivens. 2017. *Broadening Our Understanding of Anti-Authority Movements in Canada*. Working Paper Series 17–02. The Canadian Network for Research on Terrorism, Security and Society (TSAS). <https://www.tsas.ca/wp-content/uploads/2018/03/2017-02-v2PerryFINAL.compressed.pdf>.
- Pfundmair, Michaela, Natasha R. Wood, Andrew Hales, and Eric D. Wesselmann. 2022. "How Social Exclusion Makes Radicalism Flourish: A Review of Empirical Evidence." *Journal of Social Issues* 80 (1): 341-359. <https://doi.org/10.1111/josi.12520>
- Pitcavage, Mark. 1997. "Common Law and Uncommon Courts: An Overview of the Common Law Court Movement." *Anti-Defamation League*, July 25. <https://web.archive.org/web/20071014194401/http://adl.org/mwd/common.asp>.
- Program on Extremism & National Counterterrorism Innovation, Technology, and Education Center (NCITE). 2021. *Anarchist/Left-Wing Violent Extremism in America: Trends in Radicalization, Recruitment, and Mobilization*. <https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs5746/files/Anarchist%20-%20Left-Wing%20Violent%20Extremism%20in%20America.pdf>.
- Pruden, Jana. 2015. "Police Shooter Espoused Extremist Freeman-on-the-Land Ideology on Facebook," *Edmonton Journal*, June 11. <https://edmontonjournal.com/news/local-news/police-shooter-espoused-extremist-freemen-on-the-land-ideology-on-facebook-page>
- Putman, Joanna. 2024. "Sovereign citizen shoots, wounds 2 Fla. Deputies before fatal OIS," *Police 1*, April 29. <https://www.police1.com/sovereign-citizens/sovereign-citizen-shoots-wounds-2-fla-deputies-before-fatal-ois>
- Pytyck, Jennifer, and Gary A. Chaimowitz. 2013. "The Sovereign Citizen Movement and Fitness to Stand Trial." *International Journal of Forensic Mental Health* 12 (2): 149–153. <https://doi.org/10.1080/14999013.2013.796329>

Rathje, Jan. 2022. "Verschwörungsideologischer Soveränismus von 'Reichsbürgern'." *Bundeszentrale für politische Bildung*. April 14. <https://www.bpb.de/themen/rechtsextremismus/dossier-rechtsextremismus/210330/verschwoerungsideologischer-souveraenismus-von-reichsbuergern/>

Rathje, Jan. 2023. "Durch die Krise ins Reich. Postpandemische Entwicklungen von 'Reichsbürgern' und Souveränist:innen in Deutschland." *CeMAS – Center für Monitoring Analyse und Strategie*. https://cemas.io/publikationen/durch-die-krise-ins-reich/CeMAS_Durch_die_Krise_ins_Reich_Postpandemische_Entwicklungen_Souveraenismus.pdf

Rathje, Jan. 2024. "Das Verhältnis der AfD zu 'Reichsbürgern': Zwischen verbaler Distanzierung und Kooperation." *CeMAS – Center für Monitoring, Analyse und Strategie gGmbH*. https://cemas.io/publikationen/das-verhaeltnis-der-afd-zu-reichsbuergern/2024-08_AfD_und_Reichsbuerger.pdf

Ritzmann, Alexander. 2023. "The December 2022 German Reichsbürger Plot to Overthrow the German Government." *CTC Sentinel* 16 (3): 15-20. <https://ctc.westpoint.edu/wp-content/uploads/2023/03/CTC-SENTINEL-032023.pdf>

Robinson, Kaitlyn, Iris Malone, and Martha Crenshaw. 2023. "Countering Far-Right Anti-Government Extremism in the United States." *Perspectives on Terrorism* 17 (1): 73–87. <https://pt.icct.nl/article/countering-far-right-anti-government-extremism-united-states>

Rosenthal, Gabriele. 2002. "Biographisch-narrative Gesprächsführung: zu den Bedingungen heilsamen Erzählens im Forschungs- und Beratungskontext." *Psychotherapie und Sozialwissenschaft* 4 (3), 204-227. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssao-56763>

Ruf, Max. 2022. "The Reichsbürger Raid: The beginning of a New Relationship between Germany and its Sovereignists?" *European Eye on Radicalization*, December 19. <https://web.archive.org/web/20230604101202/https://europeaneyeonradicalization.com/the-reichsbuerger-raid-the-beginning-of-a-new-relationship-between-germany-and-its-sovereignists/>

Sarteschi, Christine M. 2020. "Sovereign Citizens: A Psychological and Criminological Analysis." Springer International Publishing. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-45851-5>.

Sarteschi, Christine M. 2021. "Sovereign Citizens: A Narrative Review with Implications of Violence Towards Law Enforcement." *Aggression and Violent Behavior* 60: 101509. <https://doi.org/10.1016/j.avb.2020.101509>.

Sarteschi, Christine M. 2023a. "Sovereign Citizens and QAnon: The Increasing Overlaps with a Focus on Child Protective Service (CPS) Cases." *The International Journal of Coercion, Abuse, and Manipulation* 6 (1): DOI: 10.54208/1000/0006/006.

Sarteschi, Christine M. 2023b. "The Social Phenomenon of Romana Didulo: "Queen of Canada"." *The International Journal of Coercion, Abuse, and Manipulation* 6 (1). DOI: 10.54208/1000/0006/002.

Schmid, Ursula Kristin, Heidi Schulze, and Antonia Drexel. 2024. "Memes, Humor, and the Far Right's Strategic Mainstreaming." *Information, Communication & Society*: 1-20. <https://doi.org/10.1080/1369118X.2024.2329610>.

Schuurman, Bart, and Sarah L. Carthy. 2023. "Understanding (non)Involvement in Terrorist Violence: What Sets Extremists Who Use Terrorists Violence Apart From Those Who Do Not?" *Criminology & Public Policy* 23 (1): 119-152. <https://doi.org/10.1111/1745-9133.12626>

Speit, Andreas, eds. 2018. Reichsbürger: Die unterschätzte Gefahr. *Landeszentralen für politische Bildung*.

Schönberger, Christoph, and Sofie Schönberger. 2019. "Die Reichsbürger als Herausforderung für Staat, Recht und Wissenschaft: Eine Einführung." In *Die Reichsbürger: Verfassungsfeinde zwischen Staatsverweigerung und Verschwörungstheorie*, edited by Christoph Schönberger und Sofie Schönberger. Frankfurt am Main: Campus Verlag.

Schönberger, Christoph, and Sofie Schönberger. 2023. *Die Reichsbürger. Ermächtigungsversuche einer gespenstischen Bewegung*. C.H. Beck.

Srowig, Fabian, Viktoria Roth, Daniela Pisoiu, Katharina Seewalk, and Andreas Zick. 2018. Radikalisierung von Individuen: Ein Überblick über mögliche Erklärungsansätze. PRIF Report 6/2018. Report Reihe. Gesellschaft Extrem. https://gesellschaftextrem.hsfk.de/fileadmin/Daten/Publikationen/Prif_Reports/2018/prif0618.pdf

St-Amant, Michèle, Michael King, Laura Stolte, and Marc-André Argentino. 2023. "Qollateral: The Impact of QAnon on Loved Ones and the Potential for P/CVE Programs to Help." *Journal for Deradicalization* 35: 33-75. <https://journals.sfu.ca/jd/index.php/jd/article/view/739/421>.

Stephens, William, and Stijn Sieckelinck. 2021. "Resiliences to Radicalization: Four Key Perspectives." *International Journal of Law, Crime and Justice* 66: 100486. <https://doi.org/10.1016/j.ijlcrj.2021.100486>

Sztompka, Piotr. 1993. *The Sociology of Social Change*. Wiley-Balckwell.

Taplin, Pascale, Claire Holland, and Lorelei Billing. 2023. "The Sovereign Citizen Superconspiracy: Contemporary Issues in Native Title Anthropology." *The Australian Journal of Anthropology* 34 (2): 110-129. <https://doi.org/10.1111/taja.12480>.

The Canadian Press. 2013. "Freemen Movement Concerns Canadian Legal Communities," *CBC News*, September 2. <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/freemen-movement-concerns-canadian-legal-communities-1.1345486>

Thompson, Elizabeth. 2022. "Threat of violent extremism rising in Canada, MPs told," *CBC News*, May 12. <https://www.cbc.ca/news/politics/pandemic-ideological-violent-extremism-1.6451633>

Tsai, Robert L. 2017. "The Troubling Sheriffs' Movement That Joe Arpaio Supports," *Politico*, September 1. <https://www.politico.com/magazine/story/2017/09/01/joe-arpaio-pardon-sheriffs-movement-215566/>

U.S. Department of Housing and Urban Development. 2015. "Attention HUD REO Contractors, Property Inspectors, Section 8 Administrators and Realtors: Watch out: Sovereign Citizen Scams," *Integrity Bulletin*, https://www.hudoig.gov/sites/default/files/2019-04/Sovereign_Citizen_Scams.pdf

Van Prooijen, Jan-Willem, and Karen M. Douglas. 2017. "Conspiracy Theories as Part of History: The Role of Societal Crisis Situations." *Memory Studies* 10 (3): 323-333. <https://doi.org/10.1177/1750698017701615>.

Van Stekelenburg, Jacqueliën, Bert Klandermans, and Wilco W. van Dijk. 2014. "Combining Motivations and Emotions: The Motivational Dynamics of Protest Participation." *International Journal of Social Psychology* 26 (1): 91-104. <https://doi.org/10.1174/021347411794078426>

Wakefield, Jonny. 2019. "'Sovereign citizen' deemed long-term offender for random sex assault," *Edmonton Journal*, July 21. <https://edmontonjournal.com/news/local-news/sovereign-citizen-deemed-long-term-offender-for-random-sex-assault>

Walkenhorst, Dennis and Maximilian Ruf. 2021. "Violent Ego-Centered Sovereignism as A Global Threat? The Case of the German 'Reichsbürger' and Implications for P/CVE Research." In *Researching the Evolution of Countering Violent Extremism*, edited by Farangiz Atamuradova und Sara Zeiger, 223-241. Abu Dhabi: Hedayah Center.

Ward, Charlotte and David Voas. 2011. "The Emergence of Conspiritoriality". *Journal of Contemporary Religion*, 26(1), 103–121. <https://doi.org/10.1080/13537903.2011.539846>

Wiling, Dirk, eds. 2017. *Reichsbürger: ein Handbuch*. Potsdam: Demos – Brandenburgisches Institut für Gemeinwesenberatung.

Youngblood, Mason. 2020. "Extremist Ideology as a Complex Contagion: The Spread of Far-Right Radicalization in the United States Between 2005 and 2017." *Humanities and Social Sciences Communications* 7 (49). <https://doi.org/10.1057/s41599-020-00546-3>

Zentrum Liberale Moderne 2023. "Was Esoterik Macht. Narrativ-Check. Was hinter radikalisierenden Botschaften steckt." https://libmodredaktion.fra1.digitaloceanspaces.com/wp-content/uploads/20240905141605/LibMod_WasEsoterikMacht.pdf

Zerbisias, Antonia. 2013. "Talking with the Guru of the Freemen on the Land," *Toronto Star*, September 29. https://www.thestar.com/news/canada/talking-with-the-guru-of-the-freemen-on-the-land/article_185241ad-279f-5ace-9b46-9bddc4e5d54b.html

Zych, Izabela and Elena Nasaescu. 2021. "PROTOCOL: Is Radicalization a Family Issue? A Systematic Review of Family-Related Risk and Protective Factors, Consequences, and Interventions Against Radicalization." *Campbell Systematic Reviews* 17: e1190. <https://doi.org/10.1002/cl2.1190>

Annexe

I Liste d'experts

ID	Nom	Pays	Catégorie professionnelle	Profession	Organisation/ Institution
1	Jan Rathje	Allemagne	Chercheur-e	Chercheur-e	CeMAS
2		Allemagne	Conseiller	Conseiller	
3	Sarah Pohl	Allemagne	Conseillère	Conseillère	ZEBRA BW
4		Allemagne	Conseiller	Conseiller	veritas Berlin
5		Allemagne		Conseiller	Veritas Berlin
6	Ulrike Schiesser	Autriche	Conseillère	Conseillère	Office fédéral pour les questions relatives aux sectes (Autriche) Bundesstelle für Sektenfragen (Österreich),
7	Dieter Rohmann	Allemagne	Conseiller	Conseiller	KULTE – Einstieg in den Ausstieg
8		Allemagne	Conseiller	Conseiller	demos - Institut brandebourgeois pour le conseil communautaire
9		Allemagne	Conseiller	Conseiller	demos - Institut brandebourgeois pour le conseil communautaire
10		Allemagne	Application de la loi	Application de la loi	Office régional de police criminelle Office régional de police criminelle
11		Allemagne	Application de la loi	Application de la loi	Office régional de police criminelle Office régional de police criminelle
12	Jan-Gerrit Keil	Allemagne	Application de la loi	Psychologue criminologue	Division de la sécurité de l'État de la police criminelle

13	Felix Blum	Allemagne	Renseignement	Responsable des services de renseignement intérieur	Landesamt für Verfassungsschutz, Office régional pour la protection de la Constitution
14		Allemagne	Autorité	Directeur	Service de l'ordre public Ordnungsamt
15	Jörn Beckmann	Allemagne	Activisme	Activiste/expert·e juridique	Sonnenstaatland
16	Torsten Barthel	Allemagne	Professionnel du droit	Professionnel du droit	
17	Friedrich Wilhelm Heumann	Allemagne	Professionnel du droit	Professionnel du droit	
18	Giulia Silberberger	Allemagne	Militante politique	Militante politique	Der goldene Aluhut
19		Canada	Chercheur·e	Expert·e en extrémisme anti-gouvernemental	
20		Canada	Chercheur·e	Expert·e en extrémisme anti-gouvernemental	
21		Canada	Chercheur·e	Expert·e en extrémisme anti-gouvernemental	
22		Canada	Chercheur·e	Expert·e en extrémisme anti-gouvernemental	
23		Canada	Chercheur·e	Expert·e en extrémisme anti-gouvernemental	
24		Canada	Conseiller	Travailleur·euse social·e	

25		Canada	Conseiller	Travailleur·euse social·e	
26		Canada	Conseiller	Travailleur·euse social·e	
27		Canada	Application de la loi	Agent des forces de l'ordre	
28		Canada	Application de la loi	Agent des forces de l'ordre	
29		Canada	Application de la loi	Agent des forces de l'ordre	
30		Canada	Expert·e juridique	Expert·e juridique	
31		Canada	Expert·e juridique	Expert·e juridique	

II Liste des adhérent·es actuels ou anciens et des membres de leur famille

Identification	Pays
Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 1	Allemagne
Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 2	Allemagne
Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 3	Allemagne
Adhérent·e à la souveraineté idéologico-conspirationniste n° 4	Allemagne
Adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 1	Canada
Adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 2	Canada
Ex-adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 1	États-Unis
Membre de la famille d'un adhérent·e à l'extrémisme anti-autorité n° 1	États-Unis

III Questions de l'enquête

Version anglaise

1. Quel âge avez-vous ?
2. Quelle est votre identité de genre ?
3. Dans quel pays vivez-vous actuellement ?
4. Comment connaissez-vous la personne ayant des croyances anti-autorité ?
5. Vivez-vous actuellement ou avez-vous déjà vécu avec la personne que vous avez identifiée ?
6. Dans quelle mesure les croyances anti-autorité ou anti-gouvernementales sont-elles importantes dans la vision du monde de cette personne ?
7. Quel âge a cette personne ?
8. Quelle est l'identité de genre de cette personne ?
9. Comment évalueriez-vous votre niveau de connaissance du système de croyances de cette personne ?
10. À votre connaissance, comment cette personne a-t-elle été initiée aux croyances anti-autorité/anti-gouvernementales ? (sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent)
11. Pensez-vous que l'un des éléments suivants a contribué aux convictions anti-gouvernementales ou anti-autorité de cette personne ? (sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent)
12. Si vous souhaitez fournir des détails supplémentaires sur les expériences de cette personne qui, selon vous, ont contribué à ses croyances anti-autorité/anti-gouvernementales, veuillez les indiquer ici :
13. Quelles activités décrivent l'implication de cette personne dans des croyances anti-autorité/anti-gouvernementales ? (sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent)
14. Quel impact ces convictions anti-autorité/anti-gouvernementales ont-elles eu sur votre relation avec cette personne ?
15. Si vous souhaitez fournir des détails supplémentaires sur l'impact des convictions anti-autorité/anti-gouvernementales sur votre relation avec cette personne, veuillez le faire ici :
16. À votre connaissance, quel impact ces croyances anti-autorité/anti-gouvernementales ont-elles sur les relations de cette personne avec les autres personnes de son entourage ?
17. L'un ou l'autre de ces aspects de votre vie a-t-il été affecté négativement par les croyances anti-autorité/anti-gouvernementales de cette personne ?
18. L'un de ces aspects de votre vie a-t-il été influencé positivement par les croyances anti-autorité/anti-gouvernementales de cette personne ?

19. L'un des aspects de la vie de la personne que vous avez identifiée a-t-il été affecté négativement par ses croyances anti-autorité/anti-gouvernementales ?
20. L'un des aspects de la vie de la personne que vous avez identifiée a-t-il été influencé positivement par ses croyances anti-autorité/anti-gouvernementales ?
21. Pensez-vous que les convictions anti-autorité/anti-gouvernement de cette personne pourraient la conduire à commettre des actes de violence physique ?
22. Quelle serait la cible la plus probable de cette violence ?
23. Avez-vous déjà eu recours à des services (p. ex., un conseiller en santé mentale) pour faire face aux répercussions des croyances anti-autorité/anti-gouvernement de cette personne sur votre vie?
24. De quel type de services s'agissait-il ? (sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent)
25. Quels aspects de ces services vous ont été utiles ?
26. Quels aspects des services n'ont pas été utiles ?
27. Existe-t-il des services auxquels vous n'avez pas eu accès qui pourraient vous aider à faire face aux répercussions des croyances anti-autorité/anti-gouvernement de cette personne sur votre vie?
28. Quels services vous seraient utiles ?
29. Si vous n'avez pas eu recours à des services, pensez-vous que vous pourriez bénéficier d'un service d'aide ?
30. Si vous souhaitez donner plus de détails sur votre réponse à la question précédente, veuillez le faire ici :
31. Si oui, lesquels des services suivants vous seraient utiles ?
32. Qu'est-ce qui vous serait utile parmi les services que vous avez identifiés dans la question précédente ?
33. Parmi les services suivants, lesquels pensez-vous qui seraient utiles à la personne que vous avez identifiée ?
34. Si vous souhaitez faire des commentaires sur les services qui, selon vous, seraient utiles à la personne ayant des convictions anti-autorité/anti-gouvernementales, veuillez les noter ici :
35. Si vous avez déjà essayé d'accéder à ces services pour vous-même, avez-vous rencontré des obstacles ou des problèmes ? (sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent)
36. Quels obstacles pourraient empêcher la personne que vous avez identifiée d'accéder aux services ?

37. Si vous pouviez dire une chose aux professionnel·les (tels que les travailleur·euse·s sociaux·ales, les psychologues, les médecins et autres travailleur·euse·s sociaux·ales) qui travaillent avec des personnes ayant des convictions anti-autorité ou antigouvernementales (et/ou...
38. Vous souhaitez nous en dire plus sur votre expérience ? Nous recherchons des personnes disposées à participer à des entretiens individuels en ligne avec un membre de notre équipe. Si vous êtes intéressé(e)...

IV Système de codes – Analyse des réseaux sociaux

Actualités	Actualités nationales/internationales
	Actualité internationale
	Guerre/conflit
	Gouvernement, gouvernance et acteurs politiques
	Banque/monnaie
	Économie
	Médias
	Autres
	Actualité nationale/internationale
	Actualité internationale
	Guerre/conflit
	Gouvernement, gouvernance et acteurs politiques
	Banque/monnaie
	Économie
	Médias
	Autres
COVID-19	
Conspiration	
Pseudo-droit	Partager des conseils/astuces
	Demande de conseils/astuces
	Philosophie
	Discuter de lois/obligations/documents spécifiques
	Banque/devise
	Action
	Autres
Préparation/Survie	
Sagesse/Inspirations	

Extrême droite	Anti-immigration
	Anti-LGBTQI+
	Révisionnisme historique
	Autre
Antisémitisme	
Anti-élitisme	
Santé	Conseils/astuces santé
	La médecine est inefficace
	Autre
Ésotérisme et spiritualité	
Autre	